



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

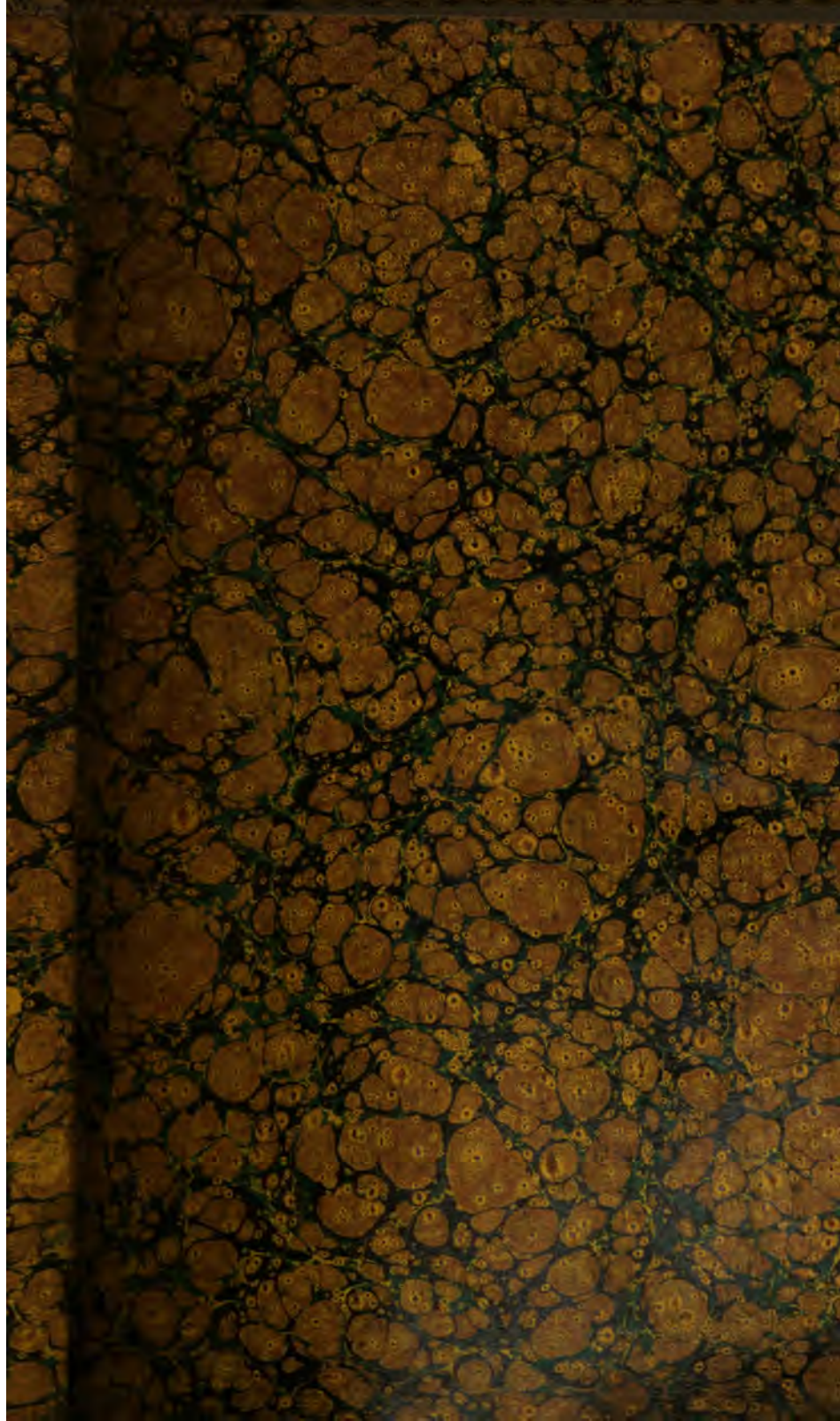
Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>









DA
522
PG
578
27
1862



WILLIAM PITT

ET

SON TEMPS

Paris — Imprimerie A. Wittersheim, 8, rue Montmorency.

20.369, — 1.4.63

WILLIAM PITT

ET

SON TEMPS

PAR

LORD STANHOPE

TRADUIT DE L'ANGLAIS

ET

PRÉCÉDÉ D'UNE INTRODUCTION

PAR

M. GUIZOT

TOME TROISIÈME



PARIS

MICHEL LÉVY FRÈRES, LIBRAIRES-ÉDITEURS
RUE VIVIENNE, 2 BIS, ET BOULEVARD DES ITALIENS, 45
A LA LIBRAIRIE NOUVELLE

—
1863

Tous droits réservés



WILLIAM PITT

ET SON TEMPS

CHAPITRE XXIII

— 1796-1797 —

Le bruit court du mariage de M. Pitt et de l'honorable Eléonore Eden. — Projet d'invasion en Irlande. — Wolfe Tone. — La Légion noire. — Escadre française à Bantry-Bay. — Expédition du colonel Tate dans le canal de Bristol. — Débarquement à Ilfracombe et Fishguard. — Combat près du cap Saint-Vincent. — Mantoue se rend. — Le pape se soumet. — Signature des préliminaires à Leoben. — Partage des États de Venise. — Suspension des paiements en numéraire en Angleterre. — Résolutions du Parlement à ce sujet. — Révolte de la flotte à Portsmouth. — Elle est apaisée par le gouvernement. — Seconde révolte à Sheerness. — Débats dans la chambre des communes. — Les matelots rentrent dans le devoir.

Quelque remplie et quelque agitée qu'ait été l'année 1796, M. Pitt avait trouvé le temps de passer à Holwood quelques courts intervalles de loisir. Son plus proche voisin était lord Auckland, à Beckenham; une grande intimité s'établit bientôt entre eux. Lord Auckland allait souvent passer un jour ou deux à Holwood, et M. Pitt venait souvent pour un jour ou deux à Beckenham.

La conversation de lord Auckland n'était pas le seul attrait qui amenât M. Pitt à Beckenham. Il était charmé de la grâce et de la beauté comme du rare esprit de la fille aînée de lord Auckland, Eléonore Eden. Elle était née au mois de juillet 1777, et n'avait donc que dix-huit ans de moins que M. Pitt. Le mariage eût été parfaitement convenable, et le bruit ne tarda pas à s'en répandre.

Lord Auckland lui-même y fait allusion dans ces termes, en écrivant à son ami M. John Beresford, à Dublin :

« 22 décembre 1796.

» Nous nous portons tous bien, et je saisis cette occasion pour ajouter en confidence quelques mots de nos affaires privées. Vous avez probablement vu ou connu des lettres qui parlaient d'un projet de mariage entre M. Pitt et ma fille aînée. Vous me connaissez trop bien pour croire que j'eusse gardé le silence si cela était vrai. Le fait est qu'elle est belle et qu'elle a plus d'esprit qu'il n'est ordinaire en ce monde. Ils se voient beaucoup, ils causent beaucoup ensemble, et je crois bien qu'ils ont beaucoup d'estime l'un pour l'autre; mais je n'ai pas de raisons de croire que cela aille plus loin ni de l'une ni de l'autre part, et je ne suppose pas que cela aille jamais plus loin¹. »

M. Beresford réplique ainsi :

« 27 décembre 1796.

» J'avais certainement entendu parler du bruit auquel

¹ Correspondance de Beresford, vol. II, p. 141-143.

vous faites allusion ; je l'avais même vu dans le journal. Lord Camden m'a demandé plusieurs fois si j'en savais quelque chose. J'ai répondu, comme je continuerai à faire, que je n'en savais rien. »

Ce sérieux attachement, car ce n'était rien de moins du côté de M. Pitt, n'aboutit pas, comme l'espéraient bien des gens, à une demande et à un mariage. Peu après, cependant, quelques lettres furent échangées entre lord Auckland et Pitt. Ces lettres sont entre les mains de la famille de lord Auckland, et je n'ai trouvé ni copies ni originaux dans les papiers de Pitt. Mais j'ai su leur contenu par une personne parfaitement digne de foi, et qui les avait lues à plusieurs reprises. La correspondance fut entamée par M. Pitt. Dans sa lettre à lord Auckland, il avoue en termes très-vifs son affection pour miss Eden, mais il explique comment sa situation ne lui permet pas d'oser lui faire une proposition de mariage. Il ajoute d'ailleurs que chacune de ses visites successives accroit si fort sa tristesse qu'il croit prudent de les discontinuer pour le moment.

On me dit que, dans sa réponse, lord Auckland prend pour bonne l'explication de M. Pitt. Il savait déjà d'une manière générale, dit-il, les embarras pécuniaires de M. Pitt. Il ne nie pas le prix qu'on pourrait attacher à l'affection de M. Pitt, mais il ne peut, non plus que M. Pitt, désirer de voir sa fille, qui, faisant partie d'une famille nombreuse, aurait peu de fortune, rester sans aucune ressource à la merci d'un revers politique ou des chances de la vie.

On échangea encore deux billets sur la manière de répondre aux lettres de félicitation qui commençaient à

arriver à Beckenham. Pitt désirait que le blâme, s'il y avait lieu, retombât tout entier sur lui.

C'est ainsi que se termina, le plus honorablement du monde et sans ébranler l'amitié réciproque, cette aventure amoureuse, unique, je crois, dans la vie de M. Pitt. Plus de deux ans après, au mois de juin 1799, miss Eden devint la seconde femme de lord Hobart, qui succéda en 1804 à son père comme comte de Buckinghamshire. Elle n'eut point d'enfants et mourut en 1851.

Le compte que M. Pitt rendait dans sa première lettre de l'état de ses affaires était malheureusement trop fondé. On sait, d'après les titres de propriété entre les mains de lord Cranworth, que précisément à cette époque, en 1797, le ministre se vit contraint de grever d'une nouvelle hypothèque de 7,000 livres sterling la petite terre de Holwood. Même alors, ses dettes restèrent énormes; M. Rose les estimait à 30,000 livres sterling au moins.

Il ne sera peut-être pas mal à propos de citer ici, à propos de ces incidents de la vie privée de M. Pitt, un aperçu sur sa conduite et sur ses habitudes, écrit à peu près vers la même époque dans le journal de M. Charles Abbot.

« 17 mars 1796. — J'ai dîné chez Butts avec le procureur général et lord Muncaster. Lord Muncaster est un ami politique de la jeunesse de M. Pitt, et nous avons beaucoup causé de ses habitudes. Pitt fait les affaires de tous les ministères, celles de lord Granville et de Dundas exceptées. Il lui faut huit ou dix heures de sommeil. Les jours où il est très-occupé, il dîne légèrement à cinq heures; les autres jours, il attend la fin de la séance de la chambre; mais s'il manque un repas régulier d'une sorte ou de l'autre, il est malade et hors d'état de travailler

pendant un jour ou deux. Cela lui est arrivé pendant cette session. Il ne permet pas qu'on trie ses papiers et qu'on groupe les pièces importantes. Lorsqu'il reçoit les négociants, il cherche surtout à les convaincre de l'utilité de ses mesures. Lord Hawkesbury, au contraire, s'amuse à leur raconter ce qu'il sait de leurs affaires, au lieu d'écouter ce qu'ils ont à lui dire. »

Il faut quitter tous ces détails personnels, quelque intéressants qu'ils puissent être, pour arriver aux affaires de la plus haute importance pour la nation, qui firent de l'année suivante la plus critique que l'Angleterre eût jamais vue, tout au moins depuis la révolution.

Pendant l'été et l'automne de 1796, le général Hoche ne s'était pas relâché un moment dans ses efforts pour préparer l'invasion en Irlande. Longtemps l'incapacité, peut-être la mauvaise volonté des commandants maritimes, contraria ses espérances. Mais, au commencement de décembre, il avait à Brest quinze mille hommes de troupes régulières prêtes à s'embarquer, les bâtiments de transport nécessaires au voyage, et une escorte de vingt frégates et de dix-sept vaisseaux de ligne. Il avait avec lui le colonel Shee et d'autres bons officiers de l'ancien régiment irlandais au service de la France, quelques-uns moins utiles qu'ils n'eussent pu l'être s'ils n'eussent à peu près oublié la langue maternelle, comme deux neveux du colonel Shee. Il y avait aussi Wolfe Tone, récemment élevé aux honneurs militaires, et tout rempli de son ancienne ardeur contre le gouvernement britannique. Il avait préparé des adresses et des proclamations pour les paysans irlandais, et parlait avec assurance d'un soulèvement populaire à l'apparition de l'armée d'invasion.*

Ces préparatifs, qui tendaient tous aux horreurs de la

guerre civile et à l'effusion du sang, n'avaient pourtant rien de contraire aux règles et aux usages de la guerre. Mais il serait difficile d'en dire autant d'un autre projet que le gouvernement français conçut à la même époque. Il avait équipé un grand nombre de misérables et de galériens qu'il comptait lâcher sur les côtes d'Angleterre, non dans l'espoir d'une victoire ou d'une conquête, mais uniquement pour détruire et pour ravager. Ces misérables ne faisaient pas partie de l'armée française régulière; c'était un corps à part, qui se distinguait par des vestes noires et qu'on appelait la *légion noire*. Leur commandant était le colonel Tate, officier américain qui avait offert ses services. Wolfe Tone écrit dans son journal du 10 novembre : « J'ai vu passer en revue la légion noire, dix-huit cents hommes environ. Ce sont les bandits destinés à l'Angleterre, et de grands misérables. Ils me rappellent les *green-boys* de Dublin. » Il écrit de nouveau le 26 du même mois : « Aujourd'hui, par les ordres du général, j'ai mis au net les instructions du colonel Tate, avec quelques modifications touchant surtout leur première destination, qui doit être Bristol. Je ne puis m'empêcher de remarquer ici que j'ai transcrit avec le plus grand sang-froid l'ordre de réduire en cendres la troisième ville du territoire anglais, contenant peut-être des propriétés pour la valeur de 5,000,000 sterling..... Cependant, l'incendie d'une ville comme Bristol n'est pas une petite affaire; si la tentative réussit, des milliers et des milliers de familles seront réduites à la mendicité. Je n'y puis rien. S'il le faut, il le faut; et je ne puis rien reprocher aux Français de toutes les souffrances qu'ils peuvent infliger au peuple anglais. Le fait est que je déteste jusqu'au nom de l'Angleterre; je la détestais avant

mon exil, je la déteste depuis, et je la détesterai toujours. »

Le Directoire avait envoyé ses derniers ordres au général Hoche pendant que la négociation avec l'Angleterre était encore pendante, et l'escadre partit de Brest le 15 décembre, quatre jours avant que l'ordre de quitter Paris eût été intimé à lord Malmesbury, « Nous sommes tous fort en train, » écrivait Wolfe Tone, « et les troupes sont aussi gaies que si elles allaient au bal. » La baie de Bantry avait été désignée pour le rendez-vous général. Les vaisseaux français réussirent à éviter la flotte anglaise qui croisait sur les côtes de Bretagne. Mais d'autre part ils furent assaillis par des brouillards épais et des vents violents, et se trouvèrent dispersés. Une partie de l'escadre put seule jeter l'ancre dans la baie de Bantry. Le général Hoche, qui s'était embarqué sur l'une des frégates avec tout son état-major, se trouva porté sur un autre point de la côte. Le général était donc sans armée, et l'armée sans général. Les officiers qui restaient décidèrent un moment d'aborder sans lui et de pousser en avant ; mais ils s'aperçurent qu'ils ne pourraient pas réunir la moitié de leurs forces primitives, et qu'ils se trouvaient d'ailleurs à peu près sans artillerie et sans provisions. En l'absence de Hoche, l'amiral refusa de consentir au projet et fit voile pour la France. Il arriva à Brest sain et sauf, non sans avoir perdu quelques vaisseaux ; Hoche, de son côté, arriva à la Rochelle. On renonça alors à toute idée d'invasion, et Hoche reçut le commandement de l'armée de Sambre-et-Meuse. « Je ne m'étonne plus, » écrit Wolfe Tone, « de l'idée de Xercès de fouetter la mer, car je me trouve ce soir en humeur de commettre quelque action tout aussi sensée. »

Le désappointement de Wolfe Tone était proportionné

aux espérances qu'il avait conçues dans le cas où le débarquement aurait réussi. Il se trompait très-probablement. Il est certain que le gouvernement avait pris en Irlande les mesures les plus vigoureuses. Russell, Neilson, et d'autres amis de Tone, sur l'aide desquels il comptait, avaient déjà été arrêtés comme prévenus de haute trahison. Nous voyons le lord lieutenant rendre compte au secrétaire d'État de l'ardeur des volontaires, qui rivalisaient de loyauté avec les troupes régulières; il ajoute : « Au moment où l'armée reçut l'ordre de se mettre en marche, le temps était extrêmement rigoureux. Pendant la marche, les habitants des villes et villages qu'ils traversaient ont été pleins d'attention pour les soldats, en sorte que dans bien des endroits la viande fournie par les commissaires n'a pas été consommée... Les pauvres gens partageaient souvent leurs pommes de terre avec eux et faisaient cuire leur viande sans demander de salaire... Les routes, encombrées de neige, ont été ouvertes par les paysans. A Carlow, on a fait une souscription considérable en faveur des troupes lors de leur passage... Le docteur Moylen, évêque titulaire de Cork, a fait un mandement très-sensé, qui a eu une bonne influence sur l'esprit des catholiques de la classe inférieure¹. »

L'expédition des bandits sur l'Angleterre restait encore à tenter. Dans l'espoir d'un temps plus favorable, elle ne mit à la voile qu'au mois de février suivant. Deux frégates françaises, avec une corvette et un lougre, partirent de Brest et entrèrent dans le canal de Bristol, ayant

¹ Lord Camden au duc de Portland, 10 janvier 1797. *Vie de Grattan*, par son fils, vol. IV.

à leur bord le colonel Tate et douze cents hommes environ. Ils jetèrent l'ancre à Ilfracombe, et pillèrent plusieurs bâtimens de commerce; mais en dépit de leurs instructions, ils ne cherchèrent pas à aller plus loin de ce côté, apprenant que plusieurs corps de volontaires marchaient contre eux. Tournant alors vers la côte opposée, le comté de Pembroke, ils jetèrent l'ancre dans la baie de Fishguard. Là, ils abordèrent et commencèrent à piller. Mais là encore les volontaires et la milice prirent aussitôt les armes sous les ordres de lord Cawdor. Ils n'étaient que quelques centaines d'hommes, mais ils étaient accompagnés par une foule de paysans armés de leurs instruments agricoles, ou des premières armes qu'ils avaient pu se procurer. On raconte un autre incident assez bouffon qui rendit un vrai service. Une foule de femmes galloises s'étaient réunies sur la grève; elles portaient les grands manteaux rouges communs en ce temps-là aux paysannes anglaises, et les ennemis, les apercevant de loin, les prirent pour un corps de troupes régulières.

Dans cette situation, le colonel Tate rabattit de ses prétentions, et envoya un drapeau de parlementaire avec offre de capituler. Lord Cawdor exigea que les envahisseurs se rendissent prisonniers de guerre; ils y consentirent, et le lendemain ils déposèrent les armes sans coup férir. Les deux frégates qui les avaient amenés furent capturées en retournant en France. Ainsi se termina honteusement une expédition injustifiable.

Cette entreprise n'était pourtant que l'avant-coureur d'une tentative plus importante. L'invasion de l'Angleterre sur une plus grande échelle était devenue en France le projet favori du Directoire. Dans ce but, ils eurent recours à leurs nouveaux alliés de Madrid et de la Haye.

On désirait que le gros de l'escadre espagnole et le gros de l'escadre hollandaise sortissent de leurs ports respectifs, pour venir rejoindre l'escadre française à Brest. Avec cette réunion de soixante-dix vaisseaux de ligne environ, on espérait se trouver en mesure de balayer la Manche et d'opérer aisément une descente en Angleterre.

La principale flotte espagnole était commandée à cette époque par don Joseph de Cordova; elle était à l'ancre dans la baie de Carthagène. Le 1^{er} février, elle mit à la voile, se dirigeant vers Cadix, mais des vents contraires la poussèrent vers le cap Saint-Vincent. Là, elle fut jointe le 14 par sir John Jervis avec l'escadre anglaise du Tage. Cordova avait avec lui vingt-cinq vaisseaux de ligne. L'un d'eux, construit à la Havane en 1769, sous le nom de la *Santissima-Trinidad*, comptait quatre ponts et cent trente canons; c'était le plus grand vaisseau qu'il y eût alors au monde; mais les équipages espagnols étaient presque tous nouveaux, mal dressés, et mécontents de leur service; c'étaient des paysans récemment enrôlés de force.

Dans cette conjoncture, sir John Jervis reçut heureusement le renfort de l'amiral Parker, qui venait d'Angleterre, et du commodore Nelson, qui venait de l'île d'Elbe. A bord du vaisseau de Nelson se trouvait sir Gilbert Elliot, naguère encore vice-roi de Corse, avec le colonel Drinkwater et d'autres personnes de sa suite. Ce fut ainsi que ces messieurs se trouvèrent spectateurs de la lutte qui s'engagea. En tout, sir John Jervis ne pouvait déployer plus de quinze vaisseaux de ligne; mais par une manœuvre hardie au début de l'action, sa flotte coupa en deux celle des ennemis, détachant de cette dernière une division de six vaisseaux.

L'effort du combat qui suivit fut soutenu par le com-

modore Nelson et le capitaine Collingwood. Nelson prit vaillamment à l'abordage un vaisseau espagnol de quatre-vingts canons, le *Saint-Joseph*. « La victoire ou l'abbaye Westminster ! » criait-il en attaquant. Avec le secours de Collingwood, il finit par triompher dans un combat bord à bord. Voici comment Collingwood raconte cette scène dans une lettre particulière : « Le commodore, debout sur le pont d'un grand vaisseau espagnol, recevait la soumission et les épées des officiers des deux bâtiments. Un de ses matelots, qui s'appelle William Fearney, attachait les épées ensemble aussi tranquillement que si c'eût été un fagot, en dépit des vingt-deux vaisseaux de ligne ennemis encore à portée de canon¹.

A la fin de l'action, outre le *Saint-Joseph*, trois autres vaisseaux de ligne espagnols avaient amené leur pavillon ; plusieurs autres, y compris la *Santissima-Trinidad*, étaient presque complètement hors de combat. Les Espagnols ne paraissaient pas avoir le désir de recommencer la lutte, et ils se réfugièrent pendant la nuit dans la baie de Cadix.

Cette victoire, sans être comparable, ni par l'acharnement du combat, ni par l'importance du résultat, à quelques-unes des victoires navales subséquentes, eut cependant plus que toute autre, pour l'Angleterre, l'avantage de l'opportunité. Elle arriva comme un point lumineux au milieu de nuages sombres, comme l'unique événement propre à nous réjouir dans un moment de détresse et de revers. Il fut donc de bonne politique comme de la justice pour M. Pitt de donner de l'éclat à cette victoire et de prodiguer les récompenses aux vain-

¹ Mémoires de lord Collingwood, vol. I. *Vie de Nelson*, par Pettigrew, vol. I. Voir surtout l'*Histoire navale* de James, vol. II.

queurs. Sir John Jervis, non-seulement fut élevé à la pairie, mais il reçut en y entrant un rang élevé comme comte de Saint-Vincent, avec une pension de 3,000 livres sterling. Nelson fut fait chevalier et reçut l'ordre du Bain; les promotions d'ailleurs furent nombreuses.

L'hiver n'interrompit cette année-là les hostilités ni sur terre ni sur mer. L'archiduc Charles réussit à réduire Kehl et la tête du pont d'Huningue; mais en Italie, l'étoile du général Bonaparte ne pâlit pas un seul instant. Au commencement de janvier, le général Alvinzi, à la tête d'une autre armée autrichienne, s'était avancé pour secourir Mantoue. Le général français le rejoignit à Rivoli, et le battit à plate couture; Mantoue se rendit en conséquence le 2 février. Bonaparte se trouva libre alors de tourner ses armes contre Pie VI. Commencant par réduire Ancône et les districts à l'est des Apennins, il se préparait à passer les montagnes et à marcher sur Rome, lorsque le pape, désespérant d'être secouru, accepta les dures conditions qu'on exigeait de lui. Par le traité de Tolentino, signé le 19 février, Sa Sainteté concéda officiellement aux Français la plus grande partie des territoires dont ils s'étaient déjà emparés, et s'engagea en outre à leur payer une somme de trente-six millions de livres. Un éloquent écrivain anglais, décrivant à cette époque le résultat du traité, en parle dans les termes suivants : « Si par la soumission récente, que les Romains appellent un traité, les titres pourris du riche domaine de saint Pierre échappent pour quelque temps encore à une destruction complète, tous les sceaux en sont arrachés et tous les ornements effacés¹. »

¹ *Anastasius*, par Thomas Hope, vol. III.

A peine le général français eut-il humilié la puissance papale que, toujours actif et toujours victorieux, il porta de nouveau ses armes vers le nord. Marchant hardiment en avant, il envahit les États héréditaires de la maison d'Autriche. L'archiduc Charles, qui se trouvait sur le Rhin, fut rappelé en toute hâte pour défendre l'approche du Danube ; mais il fut défait le 46 mars, à la bataille du Tagliamento. D'autres revers attendaient les Autrichiens. Les Français marchaient toujours ; ils se trouvaient à l'entrée du défilé de Sommering, à quelques journées de Vienne. Menacé jusque dans sa capitale, l'empereur céda et envoya des plénipotentiaires pour traiter avec le jeune conquérant. Désireux de se concilier ses bonnes grâces, les Autrichiens proposèrent, comme premier article, de déclarer que l'empereur reconnaissait la République française. Mais, là, la fierté de Bonaparte se fit jour : « Effacez cela ! » s'écria-t-il ; « la République française est comme le soleil, ceux qui ne la voient pas sont aveugles ! »

Le 48 avril, les préliminaires de la paix furent signés à Leoben. Les principales conditions étaient la cession de la Belgique à la France et l'extension de la frontière française jusqu'au Rhin ; mais il était stipulé que le traité définitif assurerait à l'empereur une compensation suffisante sur quelque autre point.

Le véritable sens de cette dernière condition faisait allusion à la république de Venise. On pourrait trouver étrange de voir son territoire ainsi partagé par la France et par l'Autriche, lorsque ni l'une ni l'autre de ces deux puissances ne lui avaient déclaré la guerre. Mais le général Bonaparte avait résolu sa ruine. Il avait des griefs, les uns sérieux, les autres à peine avouables, contre les timides

chefs de cet État décrépité. Longtemps ils avaient hésité entre la crainte qu'il leur inspirait et leur aversion pour lui. Mais lorsqu'ils l'avaient vu s'éloigner de leurs frontières et s'égarer, pensaient-ils, dans les défilés des montagnes autrichiennes, ils s'étaient quelque peu laissés aller au second sentiment. Ils avaient fait, ou, ce qui revenait au même dans ce cas-là, on les accusait d'avoir fait quelques faibles préparatifs pour l'attaquer par derrière. La nouvelle de son retour victorieux et du langage violent qu'il tenait contre eux les fit mourir de frayeur. Ils ne tentèrent pas de se défendre; mais, convoquant une assemblée extraordinaire du Sénat, ils déclarèrent que leur gouvernement ne convenait plus ni au temps ni aux circonstances. On ne tira même pas l'épée en faveur de cette république depuis si longtemps déchue. Ainsi finit honteusement une carrière de treize cents ans passée si glorieuse !

La signature des préliminaires de Leoben mit l'Angleterre en demeure de soutenir seule la lutte. Il ne lui restait plus un seul allié de quelque utilité ou de quelque importance sur le continent. Les États, comme la Hollande et l'Espagne, qui avaient pris part avec elle au début de la guerre, s'étaient maintenant rangés parmi ses ennemis et n'étaient plus que des instruments dans les mains de cette grande république, si formidable déjà lorsqu'elle était isolée.

Tandis que, sur le continent européen, la cause de l'Angleterre était ainsi en danger, notre situation intérieure était peut-être plus inquiétante encore. Le moment le plus grave, le plus périlleux de toute la guerre, arrivait pour nous; nous étions menacés de perdre à la fois notre crédit financier et notre suprématie navale; la

Banque suspendait ses paiements, et la flotte se révoltait.

Depuis quelque temps la Banque était soumise à une rude épreuve. On avait exporté une masse énorme de numéraire pour payer les subsides et les avances faites aux puissances étrangères. On avait eu à payer les cargaisons et le fret des bâtiments neutres qui avaient été capturés, et pour lesquels on exigeait des indemnités. La Banque avait fait au gouvernement des avances qui se montaient, avec les intérêts arriérés, à dix millions et demi de livres sterling. On prévoyait une nouvelle avance d'un million et demi, nécessitée par le service de l'Irlande. Dès le mois d'octobre 1795, le prix de l'or s'était élevé de 3 l. 17 s. 10 d., valeur reconnue à la monnaie, à 4 l. 4 s. l'once. Le crédit de la Banque était cependant si étendu et l'état de ses ressources si prospère qu'elle aurait probablement pu supporter le poids de tant de charges accumulées; mais le bruit d'une invasion française commençait à se répandre. Dans cette crainte, bien des gens retirèrent en toute hâte les valeurs déposées dans les banques de province, et ces banques, déjà embarrassées ou menacées de se trouver insolvables, retirèrent à leur tour les sommes qui leur appartenaient à la Banque d'Angleterre. Dans les derniers jours de février, le grand embarras se fit sentir. Les demandes de numéraire de la semaine précédente avaient été infiniment plus considérables qu'à aucune autre époque analogue. Tous les jours elles devenaient plus nombreuses. Les directeurs, dans la plus terrible perplexité, s'adressèrent à M. Pitt pour recevoir des conseils et des directions. Une détermination des plus énergiques de la part du pouvoir exécutif pouvait seule éviter

la faillite à la Banque, et par contre-coup à l'État.

Pitt n'hésita point, ne faiblit point. Il s'adressa au roi, et persuada à Sa Majesté de se rendre immédiatement en ville, et, vu l'urgence, de tenir conseil à Saint-James le dimanche. On était au 26 février. Là, on rédigea et on publia un décret du conseil, que sa première phrase déclarait indispensable au service public, d'après l'opinion unanime du cabinet. Le décret défendait aux directeurs de la Banque de faire aucun paiement en numéraire jusqu'à ce que le Parlement eût été consulté et qu'on eût pris des mesures pour maintenir les moyens de circulation.

Cette démarche hardie, qui sacrifiait une partie pour sauver le tout, n'aurait eu aucun effet, et, peut-être, eût été nuisible, si elle n'eût été bien soutenue. On convoqua immédiatement une réunion des négociants de Londres, qui fut tenue, le lendemain, à midi, à Guildhall, sous la présidence du lord maire. Ils décidèrent à l'unanimité qu'ils accepteraient les billets de banque dans tous les paiements qu'ils auraient à recevoir, et qu'ils donneraient des billets de banque pour tous les paiements qu'ils auraient à faire. Tous ceux qui étaient présents signèrent une résolution à cet effet, et cette mesure fut si efficace sur le crédit public qu'au lieu de baisser, les fonds montèrent ce jour-là de deux pour cent.

Le même jour, lundi 27, à la séance des deux chambres, on présenta un message du roi pour communiquer l'ordre du conseil, et pour recommander cette importante question à l'attention immédiate du Parlement. Pitt donna avis de la proposition qu'il comptait faire le lendemain pour qu'on nommât au scrutin un comité secret chargé d'examiner tous les engagements actuels et les

ressources de la Banque, et il exprima en même temps sa ferme conviction que les ressources se trouvaient très-considérables et beaucoup plus que suffisantes pour répondre aux engagements. Il comptait, en outre, proposer de déclarer, par un vote de la chambre, que les billets seraient acceptés, au lieu de numéraire, dans toutes les affaires d'argent, pour un temps limité.

Un philosophe ignorant les affaires de ce monde imaginerait peut-être, dans son cabinet, que durant cette importante crise, au moment où le crédit financier du pays était en péril, les membres de l'opposition durent renoncer, ne fût-ce que pour huit jours, ne fût-ce que pour un jour, à leurs ressentiments de parti. On aurait pu croire qu'ils se montreraient plus désireux de soutenir l'État que de renverser le ministère. Mais l'ardeur des luttes politiques est toujours, et dans tous les partis, bien difficile à calmer. Nous retrouvons des traces trop palpables de cette ardeur dans les votes et les discours du temps. Nous voyons en toute occasion proposer des amendements et provoquer des votes. Nous retrouvons partout des invectives sans mesure, sans réserve, sans modération, prodiguées à M. Pitt. On attaque la marche proposée, mais on n'en suggère aucune autre. « Cette proposition alarmante, dit Fox dès le 27, suffirait à mettre fin à notre existence comme nation financière. » « Le ministre, ajouta-t-il le lendemain, a publié une proclamation qui doit détruire le crédit public du pays. Une année après l'autre il nous a amusés en nous développant ses idées sur les finances françaises, tantôt sur le bord du gouffre de la banqueroute, tantôt au fond. Mais pendant qu'il amusait ainsi le pays, il nous a conduits au bord et au fond du même gouffre. » Sheridan et d'autres

membres prédisaient que les billets de banque deviendraient bientôt en Angleterre du vieux papier, comme les assignats en France. Le marquis de Lansdowne tenait le même langage dans l'autre chambre : « Rappelez-vous ma prophétie, milords, dit-il ; si vous cherchez à donner aux billets de banque un cours légal, leur valeur sera détruite. Ceci n'est pas une affaire de conjecture, mais bien d'expérience. La fièvre est la fièvre, à Londres comme à Paris ou à Amsterdam, et la suspension des paiements aura partout le même effet, dans quelque pays qu'elle adienne. »

Heureusement pour l'Angleterre, dans cette circonstance comme dans bien d'autres, les classes moyennes firent preuve d'un courage et d'une prévoyance fort au-dessus de ce que montraient les hommes d'État de profession. A Londres, les négociants et les banquiers qui n'avaient pas assisté à la réunion de Mansion-House s'empressèrent d'adhérer à la résolution qui y avait été adoptée, en sorte qu'au bout de quelques jours les signatures s'élevèrent à plus de trois mille. Les membres du conseil privé et d'autres corps constitués suivirent ce patriotique exemple, et grâce à la confiance publique qui se manifesta de cette manière, les affaires commerciales purent continuer sans trouble. La confiance publique s'accrut encore quand les comités nommés par les deux chambres pour examiner les affaires de la Banque présentèrent leurs rapports. On reconnut alors que, toutes les dettes déduites, la Banque conservait, en dehors des douze millions sterling environ que le gouvernement lui devait, un excédant clair et net de trois millions huit cent mille livres sterling. Aussi les comités conseillèrent de maintenir et de confirmer les mesures déjà prises.

Pour établir une valeur courante pour les petites sommes pendant la suspension des paiements en or, la Banque répandit des billets d'une et deux livres sterling. Dans le but de soutenir la circulation de l'argent au milieu des retards nécessaires pour frapper de nouvelles monnaies, les directeurs inventèrent un nouvel expédient : ils frappèrent, sur une grande quantité de dollars espagnols, une petite tête du roi, et les firent circuler au taux de quatre schellings neuf pence. Mais cette empreinte fut bientôt limitée, et on fut contraint de retirer la première émission au mois d'octobre suivant, même avec une grande perte ¹.

Dans la chambre des communes, Pitt proposa, le 9 mars, de voter un bill pour absoudre le gouverneur et le conseil de la Banque à raison de tous les actes qu'ils pourraient faire conformément aux ordres du conseil. Ce bill, qui ne prit force de loi qu'au commencement de mai, leur interdisait formellement de payer en numéraire toute somme au-dessus de vingt schellings, comme de faire aucune avance au trésor au delà de six cent mille livres sterling, tant que les paiements en numéraire n'auraient pas recommencé. Ces restrictions ne devaient durer que jusqu'au 24 juin ; mais lors que ce moment approcha, on sentit qu'il fallait reculer les limites jusqu'à la session suivante, et on le fit. Le Parlement et les hommes d'État continuaient en vain de se flatter de l'espoir qu'ils pourvoient seulement à des nécessités de courte durée, et qu'on pourrait bientôt reprendre les paiements en numéraire ; à mesure que le temps s'écoulait, il devenait de plus en plus difficile de les reprendre, et par le fait ils ne

¹ *Annales du commerce*, de Macpherson, vol. IV.

recommencèrent qu'à la fin de la grande guerre européenne. Leur rétablissement ne fut accompli que par le comité de M. Peel, en 1848, et par son acte de l'année suivante, et ce n'est pas le moindre des grands et nombreux services que cet homme éminent a rendus à son pays.

La première suspension des payements en numéraire donna naissance à une spirituelle épigramme contre M. Pitt :

« Les poètes célèbrent encore Auguste en disant qu'il trouva Rome de briques et la laissa de marbre. On peut dire aussi sans exagération de M. Pitt et de l'Angleterre, qu'il la trouva d'or et la laissa de papier. »

Du reste, il faut remarquer que cette plaisanterie n'est pas originale; ce n'est que la mise en vers d'une note des *Études littéraires*¹.

Il est bon de remarquer que le système du papier-monnaie inconvertissable cessait en France au moment où il commençait en Angleterre. Dans le courant de 1796, les assignats français se virent réduits à la valeur d'un vieux papier, et les *mandats*, destinés à les remplacer, subirent le même sort. Il fallut donc recourir aux métaux précieux pour tous les payements; on y revint d'abord en pratique, et bientôt après la loi intervint.

Il faut cependant avouer que, pendant toute la durée de la guerre, le système du papier-monnaie inconvertissable rendit de grands services à l'Angleterre. Susceptible d'une expansion proportionnée aux besoins du service public, soutenu par une confiance inébranlable dans la probité publique, ce système nous permit, comme aucun autre ne l'aurait fait, de lever tous les ans des emprunts

¹ *Pursuits of Literature*, p. 476, éd. 1808.

sans exemple, de faire passer, à diverses reprises, des subsides aux puissances étrangères qui nous étaient alliées, et de supporter sans fléchir le poids toujours croissant des impôts. Ce fut, en un mot, le système du crédit en papier sur une échelle gigantesque qui nous permit de lutter contre des ennemis non moins formidables.

La puissance temporaire qui résulte d'une plus large circulation des valeurs se manifesta au mois d'avril de cette année-là. Quelque court que fût l'intervalle depuis le dernier emprunt, il fallut en négocier un autre, s'élevant à dix-huit millions sterling, y compris des avances d'un million et demi pour l'Irlande, et de trois millions et demi pour l'empereur d'Allemagne. Nous avons vu comment, au mois de décembre précédent, on aurait eu bien de la peine à trouver pareille somme sans un pressant appel aux sentiments patriotiques de la population. Cette fois, au contraire, on trouva l'argent sans aucune difficulté, bien qu'à des conditions très-défavorables qu'expliquait l'état du pays; l'emprunt fut conclu à six livres dix-sept schellings pour cent. Afin de pourvoir aux intérêts, on proposa plusieurs nouveaux impôts, entre autres un droit d'un penny et demi sur les journaux et d'un accroissement sur le droit d'annonces.

En assignant une somme aussi considérable pour le service de l'empereur d'Allemagne, Pitt avait supposé que l'empereur était décidé à continuer la guerre. Les avocats passionnés de la guerre en Angleterre ne se laissaient point alors de vanter la fermeté inébranlable de l'empereur. Il ne manquait pas de gens, jusque dans le cabinet, pour se plaindre du zèle moins ardent, disaient-ils, de M. Pitt. « Je ne puis m'empêcher de citer une anecdote de l'empereur, » écrivait Windham à Burke; « lorsque ses

courtisans l'assiégeaient de conseils pacifiques en lui prouvant qu'il perdrait Vienne, il leur répondit en disant : « Eh bien ! Vienne est-elle l'empire ? » Du reste, l'empereur et Thugut sont les seules personnes qui se mettent sur ce terrain-là. Je crois que nous avons bien ici un empereur qui en ferait autant ; mais où est notre Thugut ? »

La lettre de Windham que j'ai citée portait la date du 25 août. A cette époque, l'inébranlable empereur avait déjà cédé depuis huit jours, et les préliminaires de la paix étaient signés.

A vrai dire, M. Pitt n'était pas moins ardent que les adhérents de Burke. Seulement, il y voyait plus clair. Il connaissait mieux les obstacles, et il était mieux préparé pour les revers. Le 28, nous le voyons presser vivement un de ses amis personnels de revenir à la chambre précisément pour cette question¹ : « Il me paraît très-important de ne pas tarder un moment de plus qu'il ne faut à décider la question du prêt à l'Autriche. Il peut être infiniment important d'en envoyer le résultat à Vienne. » L'argent fut voté le 4 mai, comme Pitt le désirait ; mais le 3 arrivèrent les nouvelles qui mirent un terme à toutes ses espérances, les nouvelles de la paix séparée de l'empereur.

Au milieu de cet embarras des finances publiques, la chambre des communes n'oubliait pas ce qu'elle devait à la couronne sous d'autres rapports ; le mariage de la princesse royale avec le prince héréditaire de Wurtemberg ayant été conclu, on vota sans hésiter pour elle une dot de 80,000 livres sterling.

La révolte de la flotte à cette époque, au moment où,

¹ Pitt à Wilberforce, 23 avril 1797.

comme nous le verrons tout à l'heure, nous étions menacés d'une invasion par la Hollande, semblait devoir ébranler non-seulement la sécurité et la prospérité de l'Angleterre, mais jusqu'à son existence indépendante. Depuis quelque temps les marins étaient mécontents. Leur solde n'avait pas été augmentée, non plus que les pensions de Greenwich, depuis le règne de Charles II, et les nécessités de la vie ayant augmenté de trente pour cent au moins, ils avaient subi par le fait une forte réduction. Ils se plaignaient de l'injuste distribution de l'argent des prises, attribué presque exclusivement aux principaux chefs tandis qu'il ne restait presque rien pour les officiers inférieurs et pour les équipages. On se plaignait aussi, malheureusement, je crois, avec trop de raison, de la dureté et de la tyrannie exercées par quelques amiraux et quelques capitaines.

De tous les marins du temps, le plus populaire était le vieux comte Howe. Les matelots étaient fiers de ses exploits et des leurs dans la journée du 1^{er} juin, d'illustre mémoire, et ils l'appelaient affectueusement « Dick le Noir. » Lord Howe commandait encore de nom la flotte de la Manche, mais il avait soixante-douze ans. Lord Bridport commandait sous lui, et lord Howe était allé à Bath pour rétablir sa santé. Ce fut à Bath, au commencement de mars, qu'il reçut quatre lettres anonymes, venues, disait-on, des marins des quatre principaux vaisseaux en rade à Portsmouth, le vaisseau amiral, la *Reine Charlotte*, entre autres. Ces lettres faisaient remarquer que l'armée et la milice avaient récemment reçu une augmentation de solde, et demandaient à Sa Seigneurie, l'ami des matelots, d'intercéder auprès de l'amirauté, afin d'obtenir une semblable faveur pour le service maritime. Lord Howe transmit à

lord Spencer ces quatre lettres, dont trois lui parurent écrites par la même personne ; puis il en écrivit à sir Peter Parker, l'amiral résidant à Portsmouth, et à lord Bridport, commandant de la flotte de la Manche. Les deux amiraux traitèrent l'affaire comme de peu d'importance, et soutinrent dans leurs réponses que ces lettres étaient l'œuvre de quelque mauvais sujet. Il est difficile, en cette occasion, de justifier certains amiraux en activité d'une grossière ignorance ou d'une indifférence coupable au sujet des besoins et des désirs de leurs matelots.

On ne fit donc aucune attention à ces communications anonymes, et les lords de l'amirauté restèrent dans une sécurité profonde. Mais le 12 avril, sir Peter Parker s'adressa à eux sur un ton fort différent. Il avait reçu avis, dit-il, d'un projet de conspiration parmi les équipages de la Manche ; ils avaient l'intention de s'emparer des vaisseaux, et de déposer les officiers jusqu'à ce qu'on eût fait droit à leurs griefs. Le projet devait être mis à exécution le 16 du mois. On crut que le service actif serait le meilleur antidote pour ce sournois mécontentement. La flotte de la Manche reçut aussitôt à Portsmouth, par le télégraphe, l'ordre de mettre à la mer. Cette mesure, quelque judicieuse qu'elle parût, n'empêcha pas l'éclat ; elle ne fit que le précipiter. A peine lord Bridport avait-il fait le signal des préparatifs pour mettre à la voile, que les matelots de son vaisseau, la *Reine Charlotte*, grimpèrent tous sur les vergues, et poussèrent trois salves de défi. Leur exemple fut suivi et leurs cris répétés sur les autres vaisseaux de ligne. Ils agirent avec tant d'ensemble qu'ils effectuèrent le plus aisément du monde leur projet. Ils déposèrent tous les officiers, envoyèrent à terre ceux qu'ils accusaient d'oppression,

et gardèrent les autres à bord en qualité d'otages et de prisonniers. A peine fit-on subir une insulte aux officiers, pas une goutte de sang ne fut versée. On choisit auprès du gouvernement deux délégués (tel était le nom qu'ils se donnaient) sur chaque vaisseau ; ils se rendirent tous à bord de la *Reine Charlotte*, et tinrent leurs séances dans la cabine de cérémonie de l'amiral.

Les délégués, au nombre de trente-deux, cherchèrent d'abord à établir leur propre autorité. Tous les matelots furent invités à leur jurer fidélité ainsi qu'à la flotte en général ; cette cérémonie dura deux jours. Dans l'intervalle, ils préparèrent une pétition au conseil de l'amirauté et à la chambre des communes, et rédigèrent une liste de réglemens pour le gouvernement des vaisseaux qui s'étaient rangés sous leurs ordres. Peut-être n'arriva-t-il jamais que des hommes élevés au pouvoir par le succès d'une sédition fissent preuve de tant de modération et de retenue. Leur pétition n'était ni exagérée dans ses prétentions ni insolente dans la forme. Ils se plaignaient de l'insuffisance de leur solde en comparaison de celle de l'armée et de la milice, auxquelles, disaient-ils, « nous ne sommes inférieurs ni en fidélité ni en zèle. » Ils se plaignaient des fraudes sur le poids et la mesure de leurs provisions, des soins insuffisants qu'on leur accordait quand ils étaient malades, de la suspension de leur solde quand ils étaient blessés, et de la rigueur avec laquelle on les retenait à bord quand ils étaient dans le port.

Les réglemens qu'ils avaient rédigés tendaient à maintenir une discipline exacte. Ils enjoignaient la régularité dans le service de quart, et une obéissance absolue au commandement. Ils interdisaient l'entrée des liqueurs

fortes sur les vaisseaux, et défendaient aux marins d'aller à terre.

L'un des règlements pourrait rappeler au lecteur la fable de l'ancre du lion : « Il n'est pas permis aux femmes de quitter les vaisseaux pour aller à terre, mais toutes celles qui voudront venir à bord seront admises ¹. »

Pour cette fois, le gouvernement se réveilla à Londres. Lord Spencer, accompagné par deux lords du conseil, se rendit en toute hâte à Portsmouth, et tint là une séance. Il conféra également avec les meilleurs amiraux alors à terre. Tous reconnurent que la justice comme la politique exigeaient qu'on admit, au moins dans une large mesure, les réclamations des mutins. D'après les instructions du gouvernement, trois amiraux, Gardner, Colpoys et Pole, se rendirent à bord de la *Reine Charlotte* pour conférer avec les délégués. Ils étaient autorisés à offrir aux matelots une augmentation considérable de solde et de vivres, et à les engager à rentrer aussitôt dans le devoir. Mais les délégués répondirent que les équipages ne pouvaient rien accepter sans la sanction du Parlement et la garantie d'une proclamation royale pour les offres qu'on leur faisait. Irrité de cette réponse, l'amiral Gardner, naturellement violent, se mit en fureur. Il prit l'un des délégués au collet, et jura qu'il les ferait tous pendre et qu'il décimerait deux fois la flotte!

Cet accès de colère vint mal à propos et fut sur le point de devenir fatal à l'amiral Gardner. La négociation tout entière faillit échouer. La conférence fut interrompue.

¹ Les règlements sont donnés tout au long dans la collection des pièces relatives à la sédition déposées devant le Parlement. *Reg. ann.* 1797.

Lord Bridport, qui jusque-là était resté à bord de la *Reine Charlotte*, amena son pavillon et quitta le vaisseau. Lord Spencer et ses collègues retournèrent à Londres. D'autre part, les révoltés ordonnèrent le quart comme si l'on était en mer, chargèrent les canons et arborèrent un drapeau rouge. Ils destinaient ce signal à leur servir de point de ralliement ; mais les officiers du roi, qui le connaissaient comme l'emblème ordinaire de la piraterie, s'en inquiétèrent comme d'un présage de crimes épouvantables.

Au bout de deux ou trois jours, l'irritation se calma pourtant. Lord Bridport fut autorisé à renouveler les mêmes offres sous une forme plus conciliante et avec un accroissement de concessions. Les délégués écrivirent à l'amirauté pour déclarer qu'ils acceptaient, d'un cœur plein de reconnaissance et de joie, l'augmentation libérale de solde et de vivres qu'on leur destinait. Ils écrivirent également à lord Bridport, qu'ils appelaient leur père et leur ami. Les préliminaires ainsi convenus, lord Bridport retourna sur son vaisseau, arbora de nouveau son pavillon, fit à ses hommes un discours qui eut beaucoup d'effet sur eux ; il leur parla comme un père affligé, il leur assura qu'il apportait le remède à tous leurs maux. En effet, les nouvelles propositions dont il était porteur comprenaient en substance tout ce qu'on avait demandé. Une seule question restait en suspens : les délégués refusaient d'accepter la promesse de pardon du conseil, ils insistaient pour la recevoir au nom du roi. Il fallut céder encore là-dessus. On demanda à Sa Majesté de signer une proclamation qui fut envoyée à Portsmouth, lue à haute voix sur tous les vaisseaux, et saluée par des applaudissements. Alors seulement les délégués se dispersèrent, les

signes de la révolte disparurent, et les équipages déclarèrent qu'ils étaient prêts à rendre à leurs officiers l'obéissance qu'ils leur devaient. Le premier usage que firent ceux-ci de l'autorité qu'ils venaient de recouvrer fut d'emmener la plus grande partie de la flotte de Portsmouth et de se rendre à Saint-Helen's¹.

Outre l'humiliation, qui n'était pas légère, la nation venait d'accepter là un grand fardeau. D'après les estimations que Pitt apporta le 5 mai à la chambre des communes, il devenait nécessaire de trouver une somme annuelle de 536,000 liv. sterling afin de pourvoir à l'accroissement projeté des dépenses de la marine; pour l'année courante, plusieurs mois étant déjà écoulés, 372,000 liv. sterling devaient suffire aux frais. Pitt éprouvait, dit-il en se levant, un grand embarras; la chambre était en droit d'attendre des explications, mais la prudence et la politique lui faisaient une loi de compter sur son indulgence muette et de la réclamer plutôt que d'entrer dans aucun détail.

Cet appel fut inutile; Fox et Sheridan ne voulurent pas renoncer à leurs invectives contre les ministres; ils ne voulurent même pas les retarder d'un jour. « La conciliation sera plus efficace, » dit Sheridan, « si elle est accompagnée d'un vote de blâme sur les délais. » Cependant, lorsque Pitt présenta, le 9, un bill pour l'augmentation de la solde et des vivres de la marine, une seule séance suffit à toutes les lectures, et lorsque le bill arriva à la chambre des lords, il fut expédié avec la même promptitude. Le lendemain, Whitbread proposa le vote de blâme

¹ Voir le récit de la révolte dans le *Registre annuel* de Rivington, partie II.

que Sheridan avait annoncé; Fox le soutint, mais à la fin du débat ils ne purent réunir plus de 63 voix contre 237.

Dans l'intervalle, malheureusement, la révolte éclata de nouveau sur la flotte de la Manche. Le triomphe des séditieux avait été si complet et si facile qu'en jetant un regard en arrière ils avaient peine à croire à sa réalité. Ils craignaient qu'on ne tint pas les promesses qu'on leur avait faites. Les moindres circonstances leur fournissaient des raisons de soupçon, les moindres retards les inquiétaient. Ils s'irritèrent surtout d'une circulaire de l'amiral, en date du 4^{er} mai, pour enjoindre la subordination et la discipline de rigueur, et pour donner aux capitaines et aux commandants l'ordre de se tenir prêts, aux premières apparences de mutinerie, « à employer les moyens les plus énergiques pour les réprimer et punir les meneurs. » Cet ordre n'était destiné qu'à l'avenir, mais des yeux prévenus pouvaient y voir des intentions rétrospectives. Toutes ces circonstances amenèrent, le 7 mai, une nouvelle révolte à bord des vaisseaux qui se trouvaient à Saint-Helen's. Pour la seconde fois, les équipages déposèrent tranquillement leurs officiers et nommèrent des délégués à leur place. En même temps, ils dépêchèrent quelques-uns d'entre eux à Portsmouth pour visiter le *Londres* et le *Marlborough*, qui y étaient restés. L'amiral Colpoys, qui commandait à bord du *Londres*, agit d'après ses dernières instructions; il refusa de recevoir les délégués, donna aux officiers l'ordre de s'armer, aux soldats de marine celui de se tenir prêts, et il fit fermer les écoutilles. D'autre part, les marins du *Londres* s'étant consultés, résolurent de recevoir les délégués. Les officiers tinrent bon, et ordonnèrent aux hommes de descendre.

Quelques-uns refusèrent ; un matelot commença à détacher un fusil. Le premier lieutenant, M. Bower, après l'avoir prévenu sans résultat, tira son pistolet et lui brûla la cervelle.

Cet acte fut le signal de la révolte ouverte. Les matelots se jetèrent sur les officiers et en vinrent bientôt à bout, tandis que les soldats de marine, au lieu d'aider les officiers, prenaient parti pour les mutins. Ils allaient pendre le lieutenant Bower à l'une des vergues, et ne consentirent à lui laisser la vie qu'à la prière du chapelain et du médecin, jointe à l'intervention de l'amiral, qui déclara que cet officier avait agi d'accord avec ses instructions. Les matelots du *Marlborough* se soulevèrent de même contre leurs officiers, et les deux vaisseaux, ayant levé l'ancre, allèrent rejoindre le reste de la flotte à Saint-Helen's.

Cependant, même au plus fort de la révolte, un incident vint prouver la modération et le patriotisme des mutins. On disait que les matelots de l'un des vaisseaux en rade à Saint-Helen's parlaient hautement entre eux de leur projet de partir pour la France et de livrer le bâtiment à l'ennemi. On ne supposait pas que cette idée leur fût venue spontanément, mais on pensait qu'elle leur avait été suggérée par certaines personnes qui étaient à terre. A peine les délégués apprirent-ils le bruit courant qu'ils exprimèrent la plus vive indignation. Ils menacèrent de faire feu sur le bâtiment et de le couler à fond si on continuait à y tenir un pareil langage, et ils établirent une garde de chaloupes autour du vaisseau soupçonné pour le surveiller nuit et jour, de manière à éviter toute communication avec la terre.

Les ministres comptèrent sur la prudence et la popula-

rité de lord Howe pour étouffer cette seconde révolte. Le 11, il se rendit en toute hâte à Portsmouth, emportant avec lui des lettres de grâce du roi et l'acte du Parlement qui avait été voté dans la journée. Il était décidé à monter l'un après l'autre sur tous les vaisseaux de ligne tenus par les révoltés, et à conférer directement avec les délégués et avec les équipages. Il rencontra partout un respect affectueux ; partout on l'écouta avec une attention pleine de déférence. Il agit sur eux assez efficacement pour les amener à exprimer en termes généraux leur regret de ce qui s'était passé. Ils consentirent aussi à accepter la destitution des officiers impopulaires, qu'ils étaient résolus à obtenir, comme une faveur à demander et non comme une condition à imposer. Le 13, lord Howe, à bord du *Royal-William*, reçut officiellement les pétitions des matelots et déclara que ses pleins pouvoirs lui permettaient de les accorder ; il mit fin à la révolte et rétablit la discipline. Le vieux commandant eut le chagrin de voir l'amiral Colpoys et une centaine d'officiers de tout rang destitués et mis en disponibilité sur la demande de ceux qu'ils commandaient naguère ; le gouvernement cependant leur maintint la solde entière. Mais, d'autre part, lord Howe vit avec joie la flotte rentrer tout entière sous l'autorité du roi et reprendre activement son service. A l'exception d'une petite émotion causée par l'arrestation de quatre soldats ivres qui étaient allés à terre et qui furent convaincus de larcin et de viol, le tumulte ne recommença pas. Les hommes reprirent leur service avec la même régularité que par le passé, et la flotte, levant bientôt l'ancre, mit à la voile pour sa nouvelle destination, une croisière sur la côte de Bretagne.

En ce qui touche la flotte de la Manche, la révolte ne

semble pas avoir laissé après elle de traces fâcheuses. Elle portait uniquement sur des griefs pratiques et pressants, on n'avait émis aucune prétention théorique. Mais ce précédent d'une insurrection victorieuse ne pouvait manquer d'amener de graves dangers. C'était une mauvaise semence qui ne tarda pas à germer ailleurs. Le 11 mai, au moment où lord Howe se rendait en toute hâte à Saint-Helen's pour étouffer la révolte, la mutinerie éclata sur les vaisseaux en rade à Sheerness. Là aussi, en quelques jours, les matelots vinrent aisément à bout de leurs officiers et les déposèrent. Ils formèrent un corps de douze personnes pour gouverner chaque vaisseau sous le nom de comité de vigilance, et ils nommèrent un comité de délégués pour prendre la direction générale.

Cette nouvelle révolte différait essentiellement de la première. Elle avait été fomentée par des affiches séditieuses semblables à celles qu'on avait récemment, mais sans succès, répandues dans l'armée¹. Elle était plus préoccupée de griefs imaginaires que de maux réels. Elle était entachée de l'esprit politique du temps. Enfin, elle était dirigée et combinée par l'ambition personnelle d'un seul homme : cet homme s'appelait Richard Parker. D'une hardiesse et d'une activité rares, il avait reçu une éducation plus soignée, ce qui ne veut pas dire une meilleure éducation, que ses camarades. Il était né dans le comté de Devon et avait fait le commerce en Ecosse ; mais, se trouvant en prison pour dettes à Perth, il était entré dans la marine comme volontaire. Dans le cours des vicissitudes de sa vie, il avait ardemment embrassé

¹ Voir dans l'*Histoire parlementaire* ce que dit à ce sujet M. Pitt.

les principes niveleurs qui arrivaient de France. Placé à la tête des délégués, il prit le titre de président ; quelquefois même, lorsque la révolte vint à se prolonger, il se faisait appeler le contre-amiral Parker. D'après ses avis, les délégués prirent à peu près possession de Sheerness, tenant leurs séances dans un cabaret, et se promenant dans la ville, enseignes déployées, au son de la musique et avec tous les insignes du triomphe. Cependant il n'était jamais permis aux matelots de quitter leur vaisseau sans un passe-port, qui, par un étrange abus de langage, s'appelait un « billet de liberté. »

Les délégués, d'ailleurs, ne restèrent pas longtemps à Sheerness. Ils crurent plus prudent de concentrer leurs forces et de se mettre hors de la portée des batteries de la côte. Dans ce but, ils emmenèrent les vaisseaux à la Nore. Là, ils tinrent leurs conseils dans la cabine d'apparat du *Sandwich*, bâtiment de quatre-vingt-dix canons, qui portait naguère le pavillon du vice-amiral Charles Buckner, commandant de cette flotte.

Cette nouvelle révolte causa dans Londres autant de déplaisir que de surprise. On avait espéré que les concessions récentes, ratifiées par un acte du Parlement, avaient non-seulement apaisé la sédition, mais chassé ce que lord Bacon appelle l'humeur séditieuse. On se demandait avec inquiétude quelles conditions nouvelles pourraient exiger les mutins. Au début, on ne put obtenir d'autres renseignements que ceux que contenait une pièce intitulée : « Appel à la nation, » qui circulait activement dans la flotte. Ce document avait la prétention d'émaner des marins de l'escadre de lord Bridport ; mais le style indiquait que c'était l'œuvre de quelque mécontent étranger à la marine, et qui ne se faisait pas scrupule de

recourir aux mensonges les plus perfides. Il affirmait, entre autres, comme un fait positif et indubitable, qu'en dépit de la grâce plénière accordée par le roi, les ministres avaient l'intention, dans quelque temps, d'arrêter et de faire exécuter les matelots qui avaient joué un rôle important dans les récentes affaires. On disait même que le choix était déjà fait ¹.

Le 20 mai, les délégués de la nouvelle révolte annoncèrent eux-mêmes leurs intentions. Siégeant dans la cabine d'apparat du *Sandwich*, ils envoyèrent, par l'amiral Buckner, un résumé de leurs prétentions. Dès le début, le premier article prouvait dans quelle erreur profonde ils se trouvaient, car cet article demandait « que les faveurs accordées à la flotte de Portsmouth fussent également accordées aux sujets de Sa Majesté servant dans la flotte de la Nore. » Or, il n'y avait jamais eu, sur ce point, ni doute ni hésitation de la part du gouvernement ou de ceux qui le servaient. L'acte récent du Parlement déclarait, dans les termes les plus formels, que ces grâces s'appliquaient à tous les matelots et soldats de marine au service du roi. Il est évident que des hommes infiniment plus corrompus que les mutins s'abritaient derrière eux et les poussaient en avant.

Malheureusement, les autres articles de la requête venue du *Sandwich* ne présentaient pas une solution aussi facile. Ils étaient, pour la plupart, absurdes et inadmissibles; ils demandaient, par exemple, qu'un officier renvoyé d'un vaisseau ne pût jamais servir sur le même vaisseau sans le consentement de l'équipage. Ils

¹ Voir une appréciation de cette publication dans le beau et honnête discours de M. Sheridan, le 19 mai. Il est dans le volume XXXIII de l'*Histoire parlementaire*.

demandaient également qu'on revît tous les articles de la loi militaire et qu'on les modifiât. La forme de ces requêtes devait également entrer en ligne de compte. Ce n'était plus, comme à Portsmouth, une pétition respectueuse; c'était un relevé impérieux d'une série de demandes. La conclusion déclarait que les délégués avaient résolu à l'unanimité de ne renoncer à leurs fonctions qu'après la venue de quelques-uns des lords commissaires de l'amirauté pour satisfaire à leurs demandes.

En face de pareilles circonstances, les lords de l'amirauté répliquèrent, le 22, qu'on avait déjà fait d'amples concessions, qu'on n'en accorderait point d'autres, et que, si leurs seigneuries avaient trouvé bon de se rendre à Portsmouth, il n'y avait point de raison pour en faire autant cette fois. L'amirauté offrait donc aux matelots le « gracieux pardon de Sa Majesté », en promettant de donner aux officiers l'ordre d'ensevelir dans l'oubli tout ce qui s'était passé.

L'offre du pardon fut transmise par l'amiral Buckner. On n'y fit pas attention, et l'amiral la renouvela le 24. Il se rendit lui-même à bord du *Sandwich* pour ramener les délégués au sentiment de leurs devoirs. Il fut reçu sans les honneurs dus à son rang, et il revint sans avoir rien gagné. Après son départ, les révoltés amenèrent son pavillon, qu'ils avaient respecté jusque-là, et arborèrent sur tous les vaisseaux le drapeau rouge de la piraterie. Le 25, ils répondirent par écrit aux ouvertures de l'amirauté : « La résolution de tous les délégués, » dit Richard Parker, qui signa en qualité de président, « est de n'accepter aucun accommodement jusqu'à ce que vous apparaissiez à la Nore pour redresser nos griefs. »

Les mutins ne se bornèrent pas aux emblèmes et aux

paroles. Ils se saisirent de plusieurs vaisseaux qui étaient restés fidèles au roi, ou les bombardèrent pour obliger les équipages à prendre part à la révolte. Dans le nombre se trouvait le *San-Fiorenzo*, frégate destinée à conduire en Allemagne le prince de Wurtemberg et sa femme. Le fort de Tilbury répondit à leur feu. L'artillerie, à Woolwich, subit un commencement de révolte. Mais ce qu'il y eut de pire, ce fut que la contagion atteignit une grande partie de la flotte de lord Duncan. Cette flotte bloquait les ports de Hollande, où l'on se préparait activement à une invasion en Angleterre. Le cœur de l'amiral, tout brave et tout éprouvé qu'il était, fut sur le point de lui manquer lorsqu'il se vit un matin abandonné par toute son escadre, à l'exception du vaisseau qu'il montait et d'un autre navire, le *Vénéral* et l'*Adamant*. Il réunit ses hommes sur le pont et leur adressa un touchant discours qui nous a été conservé : « J'ai souvent été fier, » dit-il, « de regarder avec vous le Texel, et de voir un ennemi qui redoutait de sortir pour nous rencontrer ; mon orgueil est humilié maintenant¹. » L'amiral, avec une habileté parfaite, fit faire des signaux, à plusieurs reprises, comme si le gros de sa flotte était encore en vue. Grâce à cette manœuvre, qu'on observait des côtes, les officiers hollandais furent complètement déçus. Ils restèrent dans l'ignorance de la désertion que Duncan venait de subir. S'ils avaient su la vérité, et s'ils s'étaient trouvés alors en mesure de mettre à la voile, ils auraient trouvé la vieille Angleterre privée de la défense de ses murailles de bois et ouverte de tous côtés aux coups des assaillants.

La flotte n'était pas le seul sujet d'inquiétude. On avait

¹ Registre annuel, 1707.

répandu avec le même zèle des bulletins séditieux dans l'armée. Wilberforce a consigné ce fait dans son journal du 28 mai : « On parle tous les jours d'un soulèvement des soldats, et assurément la corruption a fait quelques progrès parmi eux. »

Le rapport de sir Charles Cunningham, capitaine de l'un des vaisseaux du roi, est encore plus précis. Il déclare que les affiches incendiaires envoyées à terre ont agi sur les Invalides, seul corps pour le moment à Sheerness : « Lorsqu'ils ont la tête montée par les liqueurs, » dit sir Charles, « ce qui arrive généralement tous les soirs, on leur entend exprimer l'opinion qu'ils ont bien le droit d'avoir aussi des délégués. »

L'Angleterre n'avait jamais subi de crise aussi alarmante, ni rien qui y ressemblât, depuis la révolution de 1688. Une nuit, les ministres furent réveillés par le bruit lointain du canon, et il fallut réunir le conseil à la pointe du jour. Nous affirmons ce fait d'après un passage du journal particulier de Wilberforce, en date du 26 mai : « Pitt a été réveillé par l'émeute de l'artillerie de Woolwich, et il est sorti pour aller au conseil¹. » Mais, sentant tout ce qui reposait sur lui dans cette conjoncture, il ne laissa échapper aucun signe d'inquiétude, et conserva tout le temps ce que lord Macaulay appelle, à une autre époque, « sa majestueuse possession de lui-même. »

Le premier lord de l'amirauté à cette époque racontait souvent une anecdote qui prouve le calme profond de Pitt dans un moment où tout le monde tremblait autour de lui. Quelques nuits après la révolte de Woolwich, des nouvelles très-pressées arrivèrent de la flotte. Lord

¹ Récit de la révolte, imprimé pour la circulation privée, 1829.

Spencer crut nécessaire d'aller sur-le-champ à Downing-street et de consulter le premier ministre. Pitt, une fois réveillé, se mit sur son séant, écouta lord Spencer et donna des instructions. Lord Spencer prit congé et se retira ; mais à peine était-il arrivé au bout de la rue qu'il se souvint d'une circonstance dont il avait oublié de parler. Il revint sur ses pas, et demanda de nouveau à être admis dans la chambre de Pitt. Quelque court qu'eût été l'intervalle, il trouva Pitt, comme la première fois, plongé dans le sommeil le plus profond.

Un autre petit incident tiré de la vie privée prouvera peut-être mieux que les descriptions les plus soignées combien l'esprit public était alors éloigné du calme et du sang-froid de M. Pitt. Au commencement du mois de mai, lorsque Wilberforce annonça qu'il allait épouser miss Spooner, « ceux qui le connaissaient le mieux regardèrent cette nouvelle comme une nouvelle preuve de sa confiance en Dieu, puisqu'il pouvait se résoudre à se marier au milieu de pareilles inquiétudes¹. »

Le même sentiment d'alarme se manifestait dans toutes les affaires publiques à cette époque. Dans le courant de mai, le trois pour cent tomba à 48.

Ce fut à ce moment critique que Fox et ses principaux amis dans la chambre des communes ne crurent pas contraire à leur conscience d'exprimer au Parlement leur mécontentement, en annonçant solennellement leur intention de se retirer des affaires publiques. Leur première demande fut, le 26, une motion de M. Grey sur la réforme parlementaire. Grey en commençant, et Fox en terminant le débat, parlèrent longuement et avec beaucoup de talent.

¹ Vie de Wilberforce, par ses fils, vol. II.

Sheridan en fit autant, ainsi qu'un nouveau membre de la chambre, sir Francis Burdett. La voix grave de Pitt s'éleva avec autorité contre eux, pour les avertir du mal qu'ils faisaient. Il est curieux de voir combien les inconvénients pratiques tenaient alors peu de place dans les arguments. Pitt se crut en droit d'assurer dans son discours que « personne n'avait jamais dit que les intérêts du comté d'York fussent négligés parce qu'il n'envoyait qu'un représentant au Parlement, ni que Birmingham et Manchester eussent souffert de n'en avoir point du tout. » Peut-être pensera-t-on que les inconvénients sérieux et pratiques ne se firent sentir que peu de temps avant qu'on y apportât remède.

Le principal intérêt de ce débat fut cependant la déclaration personnelle de Fox et de Grey. Tous deux se défendirent de l'idée d'une retraite complète et absolue. Grey dit qu'il serait toujours prêt à voter, mais qu'à partir du lendemain, il ne lui arriverait probablement pas d'éprouver le désir de fatiguer la chambre de ses observations. Fox ajouta pour son propre compte : « Je crois bien certainement qu'il me sera permis de consacrer plus de temps que par le passé à mes occupations personnelles et à la retraite qui m'est chère. Je crois bien certainement que je puis me dispenser d'en consacrer autant, dans cette chambre, à des efforts inutiles et à des paroles oiseuses. » Ces déclarations étaient fondées sur la supposition du rejet de la motion pour la réforme parlementaire, et cela à une grande majorité. L'événement justifia cette attente ; lorsqu'on en vint aux voix, Grey se trouva soutenu par 94 membres, mais il eut contre lui 256 voix.

Ces déclarations de l'intention d'abandonner la carrière parlementaire comme infructueuse, et de déses-

pérer de toute législation utile, étaient au moins mal faites pour servir la cause de l'ordre. Cependant cette cause courait alors le plus grand danger à la Nore. Nous avons vu que les lords de l'amirauté avaient déclaré dans leur lettre aux mutins qu'ils ne se rendraient pas à Sheerness. Dans leur réponse, les mutins avaient insisté sur leur présence. Pour céder à cette exigence, il fallait sans doute faire le sacrifice d'une juste dignité. Mais les ministres, voyant qu'il serait indispensable de résister sur les points essentiels, résolurent d'éviter toute discussion sur les questions de forme. En conséquence, le 29, le comte Spencer et deux lords de l'amirauté se rendirent à Sheerness et tinrent conseil chez le commissaire Hartwell. Là ils se rencontrèrent avec Richard Parker et douze délégués, ses collègues. Le résultat de la conférence ne fut rien moins que satisfaisant. Le ton de Parker était rude et insolent. Lord Spencer citait l'opinion du cabinet; Parker lui dit « d'aller consulter les meneurs de sa bande ! » En résumé, les délégués furent inflexibles ; ils ne voulaient renoncer à aucune des conditions qu'ils avaient exigées, et ils rejetaient avec dédain l'offre de pardon et d'oubli contenue dans une nouvelle proclamation du Parlement.

Décus ainsi dans leur espoir d'accommodement, les lords de l'amirauté retournèrent à Londres, et les délégués à bord de leurs vaisseaux. Ce fut à ce moment-là que les mutins de la Nore furent renforcés et encouragés par l'arrivée de la plus grande partie de la flotte de l'amiral Duncan. Cette jonction portait leurs forces à vingt-quatre bâtiments. Leur présomption s'accrut à un tel

¹ Récit de la révolte dans le *Registre annuel* de Rivington, 2^e part.

point qu'ils procédèrent à bloquer l'entrée de la Tamise, et dans ce but ils amarrèrent quatre vaisseaux à égales distances d'une rive à l'autre. Quelque fertile qu'eût été l'Angleterre en funestes prédictions, avait-on jamais imaginé une prédiction aussi funeste ? Les prévisions les plus sombres avaient-elles jamais supposé que nos murailles de bois deviendraient contre nous des machines de siège, et que la capitale de l'Angleterre serait tenue en échec par des matelots anglais ?

On ne pensait pas que les mutins se contentassent de leur blocus. On redoutait les attaques sur divers points. La population de Sheerness, craignant un bombardement, s'enfuit en masse de la ville ; du moins on renvoya toutes les femmes et les enfants. A Londres même on se croyait à peine en sûreté. Mais les ministres étaient résolus à résister à tout risque. Ils sentaient qu'ils avaient déjà poussé les concessions à leurs dernières limites. A Portsmouth, ils avaient accordé aux matelots tout ce qu'ils pouvaient légitimement accorder. A Sheerness, ils s'étaient montrés disposés à mettre de côté toute question de forme, à écarter toute idée de châtement. Mieux valait périr que de céder plus longtemps, puisque les concessions entraînaient la perte sous une autre forme. On fit venir en toute hâte des troupes à Londres ; on envoya des détachements à Sheerness et sur les deux rives de la Tamise. On arma les vaisseaux restés fidèles. On mit à la mer une flottille de canonnières. Pour équiper des vaisseaux, on invita les officiers et les matelots à se présenter, ce qu'ils firent en grand nombre. On enleva soigneusement toutes les bouées et les phares qui indiquent les passes entre les bancs de sable à l'entrée de la Tamise. En un mot, on peut affirmer que toutes les mesures fu-

rent prises pour une résistance aussi désespérée que s'il se fût agi d'une invasion française.

On ne négligea pas non plus l'action du Parlement. Le 4^{er} juin, les deux chambres reçurent un message du roi. Sa Majesté regrettait la persistance de la révolte dans les équipages de la Nore, et faisait appel au Parlement afin qu'il pourvût plus efficacement à la répression de ces coupables manœuvres. Le lendemain, on proposa et on vota de loyales adresses au roi. Fox et ses plus intimes amis étaient absents ; mais Sheridan exprima franchement, comme il l'avait déjà fait une fois, les sentiments qu'on eût pu attendre¹, dans cette conjoncture, de tout homme politique, à quelque parti qu'il appartint. Alors Pitt présenta deux bills : l'un destiné à infliger un châtiement sévère à tous ceux qui chercheraient à exciter le mécontentement et la sédition parmi les hommes au service du roi ; l'autre qui interdisait, sous peine de félonie, toute espèce de relation avec les vaisseaux en révolte. Les deux bills passèrent rapidement par les diverses lectures et reçurent la sanction royale. Le gouvernement et le Parlement firent ainsi nettement preuve de la fermeté de leur résolution.

L'usage du nom du roi dans le message aux deux chambres eut certainement un bon effet. Trois jours après survint l'anniversaire de Sa Majesté, le 4 juin. On put voir alors que l'ancien esprit de fidélité n'était qu'endormi et non pas mort dans le cœur des matelots anglais. Ce jour-là, tous les vaisseaux compromis dans la révolte, à l'exception du *Sandwich*, amenèrent leur pavillon

¹ Voir l'*Histoire parlementaire*, vol. XXXIII, et la *Vie de Sheridan*, par Moore, vol. II, bien que le rôle de Sheridan y soit peut-être un peu exagéré.

rouge et arborèrent l'étendard royal en le saluant d'une salve royale. L'exception du *Sandwich* était significative, puisqu'elle prouvait que cet élan de respect affectueux se manifestait contre le gré et en dépit des ordres des délégués. Ce fut le premier symptôme ; mais les jours, en se succédant, diminuèrent l'autorité de ces chefs révolutionnaires ; les matelots commençaient à s'apercevoir du caractère tyrannique et de la sévérité capricieuse de Parker, et ils étaient de moins en moins disposés à adorer l'idole qu'ils s'étaient faite.

Parker eut recours à tous les moyens pour maintenir l'illusion parmi ses hommes. Entre autres, il imagina de faire attacher les effigies de Pitt et de Dundas sur le pont de quelques-uns des vaisseaux pour servir de cible. Il donna cet ordre de grand matin, le 7 juin, ce qui produisit un grand effroi à Sheerness, où l'on entendait les coups de fusil et où tout le monde croyait que les révoltés exécutaient quelques-uns des officiers prisonniers à bord ¹.

Cependant les délégués eux-mêmes commençaient à s'ébranler. Ils firent appeler dans leur cabine d'apparat, à bord du *Sandwich*, le comte de Northesk, l'un des capitaines faits prisonniers sur son vaisseau au début de la révolte. Lorsqu'il apparut, Parker, en sa qualité de président, le chargea de porter à Londres une lettre adressée au roi, avec un nouvel exposé des conditions auxquelles ils pourraient consentir à rendre les vaisseaux. Lord Northesk accepta la mission, tout en disant qu'il n'en attendait pas de bons effets. Arrivé à Londres, lord Spencer le présenta au roi ; mais il reçut l'ordre de déclarer aux mutins qu'on n'accepterait plus aucune condition de leur

¹ Récit de la sédition, par sir Charles Cunningham.

part, et qu'on exigeait maintenant une repentance et une soumission sans réserve.

Cette réponse jeta le découragement parmi les matelots, et d'autres causes tendirent encore au même résultat. La flotte de Plymouth et la flotte de Spithead leur avaient envoyé deux adresses pour les engager à rentrer dans le devoir, en réprouvant leur récente conduite comme « une souillure au nom des marins anglais. » L'interdiction de tout rapport entre les vaisseaux et la terre les plaçait, à leur grande humiliation, dans la situation d'ennemis et d'exilés à l'égard de la grande masse de leurs compatriotes. Outre les sentiments que cette absence de communications leur faisait éprouver, ils avaient une raison plus pratique pour leurs regrets : ils manquaient d'eau et de provisions fraîches. Ajoutez à cela que leurs nouveaux maîtres, les délégués, leur faisaient subir tous les jours les effets d'une tyrannie d'autant plus oppressive qu'elle était sans droits et sans précédents.

De tous les vaisseaux révoltés, le *Repulse* et le *Léopard* furent les premiers à rentrer dans le devoir. Coupant leurs câbles à marée haute, les équipages se laissèrent dériver loin de la flotte et allèrent chercher une protection sous les canons de Sheerness. Avant de parvenir à effectuer sa retraite, le *Repulse* se trouva exposé aux bordées du *Monarch* et du *Director*, deux des bâtiments encore mutinés. Cependant le *Monarch* et le *Director* ne tardèrent pas à suivre son exemple. L'un après l'autre, les vaisseaux amenèrent leurs couleurs révolutionnaires et rentrèrent sous l'autorité régulière. Le 13, le drapeau rouge ne flottait plus que sur le *Sandwich*. A bord du *Sandwich* lui-même, l'équipage se souleva ce jour-là contre le président, qui s'était imposé à la flotte de sa propre autorité, et les

matelots, imitant leurs camarades, amenèrent leur vaisseau sous la protection des batteries de terre. On ne fit aucune résistance lorsque l'amiral Buckner envoya à bord un détachement de soldats pour arrêter Richard Parker et le mener à terre comme prisonnier.

Ainsi, grâce à la vigueur et à la résolution du gouvernement, et par le retour du bon esprit parmi les hommes, cette formidable sédition s'apaisa presque aussi promptement qu'elle avait pris naissance. Les vaisseaux qui appartenaient à la station de lord Duncan allèrent le rejoindre, et on reprit, à forces égales, le blocus de la flotte hollandaise. Les anciennes habitudes d'obéissance se rétablirent dans la marine aussi fermement que si elles n'eussent jamais été troublées. Par le fait, on peut être surpris de trouver si peu de traces d'un si grand soulèvement après un si court intervalle. Peut-être la répugnance des auteurs maritimes à s'y appesantir peut-elle expliquer en partie cette absence de documents. Il leur était si pénible de toucher à ce cruel sujet que les récits de la grande sédition, dans sa vérité et dans son ensemble, restent au nombre des plus maigres et des plus arides de nos annales modernes.

Le procès de Parker et des autres délégués restait encore à faire. Les faits étaient évidents et n'admettaient aucune hésitation. Ils avaient rejeté la clémence du roi ; il fallait donner un exemple de sa justice. L'affaire de Parker vint la première. Il passa devant le conseil de guerre, fut déclaré coupable et condamné à mort. Le 30 juin, il fut pendu à la grande vergue du *Sandwich*, par une juste rétribution. Il subit son sort avec beaucoup de courage et de sang-froid, soutenant jusqu'au dernier moment que ses intentions avaient été pures, et niant formellement

qu'il eût des complices ou des instigateurs à terre. Quelques-uns des meneurs subirent la même sentence; d'autres furent publiquement fouettés de vaisseau en vaisseau; mais la plupart des mutins reçurent un répit et restèrent pour le moment en prison.

CHAPITRE XXIV

— 1797 —

Mort de Burke. — Reprise des négociations avec la France. — Lord Malmesbury est envoyé à Lille. — M. de Talleyrand ministre des affaires étrangères. — Négociations secrètes. — Coup d'État du 18 fructidor. — Nouvelles prétentions du gouvernement français. — Lord Malmesbury revient à Londres. — Ardeur de M. Pitt pour la paix. Ouvertures d'un agent secret; il demande de l'argent pour certains membres du gouvernement français. — Réponse de Pitt. — Mort d'Eliot. — Affaiblissement de la santé de M. Pitt. — Sa traduction d'Horace. — Traité de Campo-Formio. — Projet d'invasion en Irlande par la flotte hollandaise. — Mort de Hoche. — Bataille de Camperdown. — Réunion du Parlement. — Déserteurs parlementaires. — M. Tierney. — Le budget. — Nouvelles paires. — Lord Carrington. — L'anti-jacobin.

Au commencement de cette grande sédition parmi les marins, l'un des ministres, au moins, demanda l'avis de Burke. Une santé affaiblie et un cœur brisé avaient obligé ce grand maître en politique de se rendre, au commencement du printemps, à Bath, avec un faible espoir, et peut-être un faible désir de rétablissement. M. Windham était allé le voir à Bath; M. Wilberforce y alla aussi. Je veux raconter ce qui se passa, dans les termes mêmes de ce dernier. « Lundi 17 avril. J'ai eu des nouvelles de la sédition de Portsmouth. La seule lettre qui soit arrivée aujourd'hui de Portsmouth à Bath, par la poste de traverse, était du capitaine Bedford, du

Royal-Sovereign, adressée à Patty More. Elle me l'a apportée, et j'ai voulu la communiquer aussitôt à Burke. Il n'a pu me recevoir; mais, sur son désir, je suis revenu à deux heures. J'ai encore toute cette scène devant les yeux : Burke, très-amaigri, était étendu sur un canapé; Windham, Laurence et quelques autres amis l'entouraient. Le respect que tout ce monde témoignait à Burke rappelait le traitement que reçut Achilophel. C'était comme si on allait interroger l'oracle de Cumès. Je lui rendis compte des nouvelles que j'avais reçues, et Burke une fois satisfait sur leur authenticité, nous fîmes une délibération pour savoir quelle conduite le gouvernement devait tenir. Windham est parti le soir même pour Londres avec le résultat de notre discussion. » D'après les développements qu'ajoute Wilberforce, et qu'il commente longuement dans un autre récit, nous apprenons que Burke était complètement opposé aux concessions qu'on fit aux matelots¹. Huit jours après, Windham écrivait de Londres à Burke : « L'affaire de la flotte est finie, aussi bien que puissè l'être une affaire de ce genre; mais je suis presque disposé à regretter que l'amirauté ait cédé². »

Cependant la santé de Burke n'avait point fait de progrès. Le 24 mai, il quitta Bath et retourna à Beaconsfields pour y mourir. La dernière lettre connue qu'il ait écrite est du 23. Le 24, il écrit à M. Crewe : « Tout espoir de guérison, par tout ce que l'art et la nature

¹ Minutes de la conversation de Wilberforce, publiées dans sa vie, vol. II.

² Correspondance de Burke, vol. IV. — Vie de Burke, par Prior. M. Burke continua de vivre à Beaconsfields et survécut jusqu'en 1812. L'année suivante, la maison fut brûlée par suite d'un accident.

peuvent offrir, étant perdu, et les eaux ayant été essayées de toutes les manières sans aucun succès, on croit préférable de me ramener chez moi ; si j'y vis encore plus longtemps, je verrai la fin de tout ce qui vaut la peine de vivre en ce monde.» Cependant Burke vécut assez pour être réjoui et consolé par la nouvelle de la soumission des matelots révoltés. Il expira à Beaconsfield le 9 juillet. Suivant ses instructions, il fut enterré dans l'église de la paroisse, dans le même caveau que son frère et son fils.

La session ne se termina que le 20 juillet ; sa clôture fut marquée par une patriotique tentative de Wilberforce pour étendre le cercle des défenseurs de la patrie. D'après la loi alors en vigueur, les catholiques romains ne pouvaient servir dans la milice ; ils se trouvaient exclus par la déclaration : « Je suis protestant, » exigée pour entrer dans ce corps. Wilberforce proposa un bill pour supprimer ces mots incommodes. Il savait que, dans son comté d'York au moins, les catholiques étaient aussi dévoués au roi que leurs compatriotes protestants, et il trouvait de mauvaise politique de repousser leurs services. Pitt soutint la mesure, et elle passa à la chambre des communes. Mais, à la chambre des lords, la scène changea ; la proposition se compliqua d'une clause qui comprenait les dissidents protestants. L'évêque Horsley, de Rochester, fit un discours violent contre la motion, et lord Grenville ne fut pas favorable au projet, qui fut rejeté. On dit que cette affaire fut sur le point de brouiller Pitt avec Grenville¹.

On entrevoyait, à cette époque, l'espoir d'une paix

¹ On ne trouve pas trace de ces débats dans l'*Histoire parlementaire* ; mais, dans ce cas comme dans plusieurs autres, les notes de M. Wilberforce (*Vie*, vol. II) rendent à l'histoire des services signalés.

générale. Dans son discours à la clôture de la session, le roi avait parlé des négociations en train, mais en déclarant que l'issue en était douteuse. Dès le 9 avril, Pitt avait sérieusement représenté au roi « les embarras graduels et toujours croissants des finances. » Il énonçait, disait-il, l'avis unanime du cabinet, et non-seulement le sien propre, en demandant qu'on saisisse la première occasion favorable pour faire à la France de nouvelles ouvertures. Une fois les prétentions de l'empereur d'Allemagne réglées de son consentement, nous devions, disait-il, nous tenir prêts à laisser la France en paisible possession de ses conquêtes ; la Belgique était pour elle une province, et la Hollande une dépendance. Le roi consentit, bien qu'à regret¹ et avec chagrin, et la nouvelle du traité de Leoben, lorsqu'elle arriva au commencement de mai, donna naturellement une nouvelle impulsion aux désirs pacifiques de Pitt et de ses collègues.

En conséquence, le 1^{er} juin, lord Grenville écrivit à M. Delacroix en disant que, divers obstacles ayant disparu, le moment était propice à une négociation. Le ministre français consentit avec empressement. Quelques jours après, il proposa Lille pour théâtre de la négociation, et envoya un passe-port en blanc pour le négociateur anglais. Mais l'humeur hautaine de lord Grenville reçut ici une mortelle offense. Le passe-port était en effet rédigé sous une forme inusitée et déplaisante ; il était destiné à une personne « munie des pleins pouvoirs de Sa Majesté britannique pour conclure et signer un traité de paix définitif et séparé. » On semblait indiquer et limiter d'avance l'objet de la négociation.

¹ Voir dans l'Appendice un extrait de la réponse du roi en date du 10 avril 1797.

Lord Grenville était si irrité, et tellement décidé à interpréter de la façon la plus défavorable cette question de forme, qu'il pressa le cabinet, lors du conseil tenu le 16, de rompre toute la négociation sur ce motif. Mais Pitt était aussi décidé dans l'autre sens : « Je crois de mon devoir, répéta-t-il plusieurs fois¹, comme ministre anglais et comme chrétien, de faire tout ce qui dépendra de moi pour mettre un terme à une guerre sanglante et ruineuse. » Windham n'assistait pas au conseil; mais Pitt fut appuyé par ses autres collègues, et lord Grenville finit par céder. Il tint pourtant à ce que le roi sût son dissentiment de l'opinion générale du cabinet.

Voici le compte rendu de ces délibérations, rédigé par M. Pitt lui-même, et tel qu'il fut transmis au roi.

COMpte RENDU DE LA SÉANCE DU CONSEIL, 16 JUIN 1797.

Présents : Lord chancelier, lord président, duc de Portland, comte Spencer, lord Grenville, marquis Cornwallis, M. le secrétaire Dundas, M. Pitt.

Le cabinet conseille humblement à Votre Majesté de faire passer à Paris, en réponse à la dernière communication, une note officielle conforme au compte rendu ci-joint.

Lord Grenville tient à exprimer son dissentiment.

W. PITT.

Le roi ne fit aucun effort pour soutenir Grenville. On ne trouve dans la correspondance de M. Pitt aucune lettre de Sa Majesté sur ce sujet, ni en date de ce jour. Le

¹ *Papiers de lord Malmesbury*, vol. III.

lendemain, Grenville se vit donc dans la désagréable nécessité d'écrire une dépêche contraire à ses vues. Dans cette dépêche adressée à M. Delacroix, il annonça que le gouvernement anglais consentait à ouvrir les négociations à Lille, et choisissait lord Malmesbury pour son négociateur. Il indiquait ses objections à la forme du passe-port, et espérait bien en recevoir un second, ajoutant, par rapport à l'idée d'une négociation séparée, que « le roi se trouverait obligé de stipuler en faveur de son allié le roi de Portugal. »

Le ton de la réponse de M. Delacroix fut peu courtois, bien que le fond fût assez satisfaisant. Il dit que le Directoire consentait à recevoir lord Malmesbury comme négociateur de la part de l'Angleterre, mais qu'on aurait regardé un autre choix comme d'un plus heureux augure pour la prompte conclusion de la paix. Il donnait des assurances qui détruisaient les réserves indiquées par le passe-port, et il exprimait en outre le désir que les courriers ne fussent pas trop fréquents, affirmant que la multiplicité des dépêches avait été l'une des grandes causes de la non-réussite de la dernière négociation.

Avec des dispositions si peu gracieuses chez M. Delacroix, et une répugnance si décidée de la part de lord Grenville, il était aisé de prévoir de grands obstacles à toute conclusion. Mais Pitt était fermement résolu en faveur de la paix, et c'était sur Pitt que comptait lord Malmesbury : « Soyez bien assuré, » lui dit le premier ministre lors de son départ pour Lille, « que, pour arriver au résultat que je désire, je saurai étouffer jusqu'au moindre sentiment d'orgueil ¹. »

¹ *Papiers de lord Malmesbury*, vol. III.

Le 3 juillet, lord Malmesbury débarqua à Calais, et le lendemain il se rendit à Lille. Là il trouva trois plénipotentiaires qui l'attendaient de la part de la France : premièrement M. le Tourneur, qui avait fait partie du Directoire, puis M. Pléville de Pelley, amiral au service de la France, et enfin M. Maret, qui revenait d'une ambassade à Naples. Tous trois étaient des hommes d'esprit, bien élevés, francs et agréables dans leurs rapports. « Il eût été impossible, » écrit lord Malmesbury à la fin de la négociation, « de se conduire avec plus de cordialité, de bonne humeur et de franchise que ne l'a fait la légation française tout entière¹. »

A la seconde conférence, qui eut lieu entre eux le 8 juillet, le ministre d'Angleterre présenta son projet de traité. L'Angleterre était disposée à restituer toutes les conquêtes qu'elle avait faites pendant la guerre sur la France et les alliés de la France, à l'exception de l'île de la Trinité, prise aux Espagnols, et du cap de Bonne-Espérance, enlevé aux Hollandais. On désirait en outre obtenir des Hollandais l'échange de leurs possessions à Ceylan et en Cochinchine contre Négapatnam sur la côte de Tanjore. Le traité contenait également quelques stipulations relatives aux propriétés privées du prince d'Orange, et d'autres conditions destinées à garantir le roi de Portugal de conditions onéreuses.

Les plénipotentiaires français référèrent naturellement de ce projet à leur gouvernement. Dans l'intervalle, d'après les instructions qu'ils avaient reçues de Paris, ils présentèrent trois articles séparés; on demandait : 1° que le roi d'Angleterre renonçât expressément au titre de roi de

¹ A lord Grenville, 11 septembre 1797.

France, qu'il portait depuis le temps d'Édouard III; 2° qu'on restituât les vaisseaux pris à Toulon, et qu'on payât une compensation pour ceux qui avaient été détruits; 3° qu'on renonçât formellement à toute hypothèque sur la Belgique, en conséquence des avances faites à l'empereur par le roi d'Angleterre.

Ces trois conditions nouvelles irritèrent et exaspérèrent grandement lord Gréville; mais Pitt était disposé à voir les choses sous un jour moins défavorable. Il écrivit : « J'avoue que je ne suis pas sans espoir de voir les difficultés sur ces questions séparées cesser d'être longtemps un obstacle à la négociation, s'il était possible de s'entendre sur les autres points ¹. »

La même divergence entre les deux hommes d'État se manifesta quelques semaines après, lorsque le gouvernement français, par une manœuvre assez peu loyale, signa une paix séparée avec le ministre de Portugal à Paris : « Vous verrez par vos instructions publiques, » écrivit Pitt à Malmesbury, « l'impression faite ici par la manière dont s'est conclu le traité avec le Portugal, et encore plus par les conditions. L'interdiction du plein et libre usage des ports du Portugal à notre endroit est en soi une question pratique des plus importantes.... Sur ce terrain, je sens vivement la nécessité de résister; mais j'avoue que je ne suis pas aussi découragé par cette circonstance que certaines personnes ². »

Mais à Lille, on n'avancait pas. Les plénipotentiaires

¹ A lord Malmesbury, 13 juillet 1797.

² A lord Malmesbury, 19 août 1796. « Faisant allusion à lord Gréville, » telle est l'annotation de lord Malmesbury. Le ministre de Portugal avait fort dépassé ses instructions; il fut subséquemment désavoué par sa cour.

français passèrent plusieurs semaines sans recevoir de nouvelles instructions. Ils ne pouvaient ni discuter le projet de lord Malmesbury, ni même présenter un contre-projet comme il le demandait. Il devint évident que deux partis opposés étaient en présence à Paris ; la lutte se préparait, et chacun voulait rejeter sur l'autre le reproche des concessions qu'on pourrait faire aux réclamations de l'Angleterre. Le parti en faveur de la modération, qui avait récemment gagné du terrain, possédait la majorité dans les deux chambres ; mais trois des membres du Directoire sur cinq y étaient contraires. Il devenait difficile, dans cette circonstance, de prévoir comment l'un des partis pourrait triompher sans coup d'État.

Avant la fin de juillet survint un changement de ministère. M. de Talleyrand, naguère évêque d'Autun, remplaça M. Delacroix aux affaires étrangères. En soi, le changement était de bon augure pour les amis de la paix. M. Delacroix s'était montré roide, capricieux et pointilleux, « avec les airs d'un évêque, » disait Wolfe Tone¹, qui n'avait pas l'intention de lui faire un compliment. Le véritable évêque, au contraire, avait non-seulement un grand talent de diplomate, mais ses vues étaient modérées et conciliantes. Une négociation extrêmement secrète surgit tout d'un coup entre lord Malmesbury et M. Maret, qui était fort avant dans la confiance du nouveau ministre ; les autres diplomates français n'y prenaient pas encore part, et le cabinet anglais n'était pas tout entier au courant. Quelques questions difficiles étaient sur le point de s'arranger, si elles ne l'étaient pas encore tout à fait. L'Angleterre aurait pu consentir à renoncer à ses prétentions sur le

¹ Journal, 15 février 1796.

Cap, si les Hollandais avaient voulu s'engager à ne pas céder cette colonie à la France. La France aurait pu consentir à user de son influence à Madrid pour obtenir l'abandon de la Trinité. Mais l'obstacle primitif, la lutte imminente à Paris, subsistait toujours, et Talleyrand était un diplomate trop consommé pour se compromettre sans retour.

Enfin, l'orage éclata. Le coup d'État qu'on redoutait depuis longtemps arriva le 4 septembre, ou, d'après le nouveau calendrier, le 18 fructidor. La majorité des membres du Directoire, avec Barras à sa tête, lança un mandat d'arrêt contre deux de ses collègues, Barthélemy et Carnot. Ils envoyèrent de même en prison et condamnèrent ensuite à la déportation leurs principaux adversaires dans le Conseil des anciens et dans la Chambre des représentants. Par ce procédé simple et facile, ils recouvrèrent la majorité dans les deux chambres, et établirent ainsi momentanément au pouvoir le parti semi-jacobin, qui était malheureusement opposé à la paix.

Les résultats du 18 fructidor se firent bientôt sentir à Lille. Les anciens plénipotentiaires furent rappelés, et on nomma à leur place deux patriotes d'une humeur plus austère, MM. Treilhard et Bonnier. Cependant, on n'abandonna pas grand'chose à la prudence de ces nouveaux négociateurs. Ils étaient obligés d'agir d'après des ordres péremptoires. Ils reçurent pour instruction de demander à lord Malmesbury (ce qu'ils firent en exigeant la réponse le jour même) si ses pouvoirs lui permettaient de restituer à la République française et à ses alliés toutes les conquêtes qui, depuis le début de la guerre, étaient tombées aux mains des Anglais. Lord Malmesbury répondit qu'il croyait la question de ses pleins pouvoirs vidée depuis longtemps; mais que, pour éviter tout malen-

tendu, il se croyait tenu de déclarer, comme il l'avait déjà fait, qu'il ne pouvait ni ne devait traiter sur aucun autre principe que celui des compensations. En recevant cette communication, MM. Treilhard et Bonnier répondirent sur-le-champ au ministre d'Angleterre pour lui faire connaître un décret du Directoire exécutif : « Dans le cas où lord Malmesbury déclarerait qu'il n'a pas les pleins pouvoirs nécessaires pour consentir à toutes les restitutions que les lois et traités de la République française rendent indispensables, il devra retourner dans les vingt-quatre heures auprès de sa cour, pour demander les pouvoirs nécessaires. » MM. Bonnier et Treilhard jugèrent bon d'ajouter à cette étrange communication, presque sans exemple dans les annales de la diplomatie, cette annotation de leur cru : « Lord Malmesbury ne doit voir autre chose, dans cette résolution du Directoire exécutif, que l'intention de hâter le moment où l'on pourra poursuivre la négociation avec la certitude d'une prompt conclusion. »

« J'avais le désir, » écrit lord Malmesbury à cette occasion « de faciliter autant que possible aux plénipotentiaires français les moyens de revenir sur la mesure violente qu'ils avaient prise, et de les convaincre, s'il était possible, de son extrême inconvenance ¹. » Dans ce but, il demanda et obtint une nouvelle entrevue. Il trouva les plénipotentiaires conciliants et sérieux dans leur langage, mais ils avaient les mains liées par leurs instructions. Il ne restait plus d'autre alternative que d'obéir. Lord Malmesbury quitta Lille le 18 septembre, de bon matin, et le surlendemain il arrivait à Londres.

¹ Dépêche à lord Grenville, 17 septembre 1797.

Le désappointement fut grand, non-seulement à Londres, mais à Paris. Les membres du Directoire se crurent obligés de s'excuser. Ils protestèrent que leur démarche n'avait aucune signification hostile, et ils donnèrent à leurs plénipotentiaires l'ordre de rester à Lille, comme pour attendre le retour de lord Malmesbury. Mais lord Malmesbury, sur les instructions du cabinet, écrivit de Londres aux plénipotentiaires pour déclarer « que le roi ne pouvait plus consentir à traiter dans un pays ennemi sans être certain que les coutumes établies chez les nations civilisées, par rapport aux ministres étrangers, seraient respectées à l'avenir en la personne de son plénipotentiaire ¹. »

En examinant de sang-froid toute cette affaire, on ne trouve pas, ce me semble, de raison valable d'accuser ni l'une ni l'autre partie de mauvaise foi; mais il y a lieu de déplorer amèrement que la négociation de Lille ait coïncidé avec le coup d'État de Paris, et s'en soit trouvée entravée. Les membres du Directoire se crurent tenus d'adopter une conduite grossière et même insultante en l'honneur de leur cri de ralliement, et le gouvernement anglais ne pouvait manquer d'en être choqué. Ainsi, les deux nations désiraient sincèrement la paix, mais la prolongation de la guerre pendant plusieurs années leur fut imposée. Pitt était sincère et décidé dans son zèle pour la paix, quoi qu'on ait pu dire, dans le temps, de sa conduite. Il était prêt, s'il eût trouvé quelques traces de désir de conciliation chez nos adversaires, à lutter, au nom de la paix, contre les formidables obstacles qu'elle rencontrait en Angleterre, contre les préjugés violents du

¹ Note aux plénipotentiaires français, 5 octobre 1797.

roi, contre le caractère inflexible de lord Grenville, et contre l'humeur belliqueuse de quelques-uns de ses collègues. Lord Malmesbury, après une longue conversation qu'il eut à cette époque avec Windham, dit « qu'il persistait toujours dans son idée de *bellum internecinum* et d'une invasion en France. »

Mais cette histoire eut une suite, et même une suite étrange. A peine lord Malmesbury eut-il quitté Lille que M. Pitt reçut une ouverture secrète de la part de Barras ; il offrait la paix aux conditions demandées par l'Angleterre, pourvu qu'on payât une somme énorme, rien moins que deux millions sterling, à Barras et à ses amis. On trouvera la proposition tout entière rapportée en détail dans la lettre de M. Pitt au roi. Le lendemain, après avoir reçu l'assentiment du roi, il répondit à l'agent secret :

« Holwood, 23 septembre 1797.

» Dites à monsieur..... que je ne puis prendre aucun engagement sans connaître les conditions, mais que je n'aurais pas d'objection à donner 450,000 livres sterling, si les conditions étaient satisfaisantes, en supposant qu'on pût arranger commodément le moment et le mode de paiement, et que l'affaire restât secrète. Avant d'en dire davantage, il faut qu'on produise le papier auquel on a fait allusion, et qu'on s'explique catégoriquement sur tous les points. Cela fait, on recevra une réponse positive. »

On trouve encore quelques détails sur cette affaire dans le journal de lord Malmesbury, à la même date. « Barras est le seul, » dit-il, « qui soit du secret ; on compte persuader Reubell, et le décider à prendre sa part de l'ar-

gent. » En définitive, ce beau projet tomba dans l'eau, je ne sais par quelle raison.

Au même moment et presque le même jour où le ministre recevait la triste nouvelle de l'échec de la négociation publique, il fut frappé d'un cruel malheur de famille. Son ami et son parent Edward Eliot mourut à l'âge de trente-neuf ans. M. Pitt reçut cette nouvelle le 20 septembre au matin, le jour de l'arrivée de lord Malmesbury à Londres. Je ne trouve dans la correspondance de Pitt avec sa mère aucune lettre relative à cette affliction ; quelques jours s'écoulaient même sans autre lettre. Il est probable qu'ici, comme à plusieurs autres époques, quelques lettres ont été perdues.

Voici cependant quelques lignes que Pitt écrivait à Addington le même jour :

« Holwood, 20 septembre 1797.

» Je suis bien fâché d'avoir à vous dire, et vous serez, j'en suis sûr, bien fâché d'apprendre qu'un retour de la maladie d'Eliot s'est terminé d'une manière fatale. La nouvelle m'en est arrivée ce matin de Cornouailles, au moment où je ne m'attendais pas du tout à cet événement ; vous ne vous étonnerez pas que je ne puisse pas vous parler d'autre chose. Lord Malmesbury est revenu par la raison que j'avais prévue.

» Toujours à vous,

W. PITT. »

Voici également un extrait d'une autre lettre que Wilberforce écrivit à lord Muncaster à la même occasion.

« Bath, 27 septembre 1797.

» Je puis dire avec vérité qu'à peine connais-je un homme dont j'eusse autant de raisons de regretter la perte... Que la paix soit avec lui ! Que ma fin puisse être semblable à la sienne ! Vous serez bien aise de savoir que d'après ce que me dit Rose, qui en a été témoin oculaire, l'effet produit sur M. Pitt par cette nouvelle, qui lui est arrivée par la poste avec toutes ses autres dépêches dans une lettre de lord Eliot, a dépassé toute imagination. Rose dit qu'il n'a jamais vu et qu'il ne croit jamais voir rien de pareil. Pour Pitt, la perte d'Eliot est une perte immense. Et cette pauvre petite fille ! »

Il est bon de remarquer que peu de mois auparavant, au mois de février de la même année, M. Wilberforce et quelques autres avaient fortement insisté pour obtenir la nomination de M. Eliot comme gouverneur général de l'Inde. Le choix semblait assuré, nous dit-on, « M. Dundas et lord Cornwallis le préférant à tout autre. » Mais une maladie violente vint dès lors l'obliger à refuser cette honorable situation¹.

Quinze jours environ après la mort de M. Eliot, nous apercevons dans la correspondance de M. Pitt, pour la première fois peut-être depuis bien des années, une allusion à sa mauvaise santé. Les fatigues du pouvoir et du Parlement dans une crise si grave commençaient à réagir sur une constitution naturellement délicate. Il souffrait beaucoup de maux de tête, comme sir Robert Peel en 1846.

¹ *Vie de Wilberforce*, vol. II.

En écrivant de Holwood à Dundas, Pitt rend d'abord compte de quelques détails de la négociation de lord Malmesbury ; puis il ajoute :

« 6 septembre 1797.

» Ceci m'empêchera naturellement d'aller à Walmer pour le moment ; d'ailleurs, mon frère et lady Chatham sont encore ici ; et ce qui est une raison moins agréable, j'ai un retour de maux de tête dont je ne puis me débarrasser depuis quelques jours, en sorte que je suis encore moins disposé à faire un long voyage qu'à écrire une longue lettre. J'espère que lady Jane et vous profitez de ce retour d'été, qui va, je le crains, nous dire adieu pour la seconde fois. »

Quelque remplie qu'eût été cette année pour le premier ministre, il trouvait cependant quelques instants, peut-être même au moment dont nous parlons, pour se livrer à d'autres études. L'évêque Tomline, presque au début de sa biographie, y fait ainsi allusion : « J'ai eu de fréquentes occasions de remarquer la connaissance exacte que M. Pitt avait de la Bible, et on me pardonnera, j'espère, de citer l'anecdote suivante : « Je lui lisais, en 1797, le manuscrit de mon exposition du premier des trente-neuf articles que j'ai publiés depuis dans les *Éléments de théologie chrétienne*. Il y avait plusieurs citations de l'Écriture ; il se les rappelait toutes et ne fit aucune observation. Enfin nous en vîmes à une citation qui l'arrêta, et il dit : « Je ne me rappelle pas ce passage dans la Bible ; cela ne m'a pas l'air de faire partie de l'Écriture. » C'était une

citation des livres apocryphes, qu'il n'avait jamais lus. »

Ce fut peut-être aussi pendant cette indisposition que Pitt chercha à se distraire en traduisant une des odes d'Horace ¹. La même récréation a quelquefois amusé de nos jours M. Gladstone et lord Derby. Le dernier secrétaire particulier de M. Pitt avait conservé, écrite de sa main, une traduction ou plutôt une paraphrase de cette ode. Le manuscrit ne porte point de date, mais le papier est timbré au nom de « Portal et C^e, 1796. »

Deux événements fort importants pour notre politique étrangère survinrent sur le continent avant la fin de l'année. Le traité de paix définitif entre l'empereur d'Allemagne et la République française fut signé à Campo-Formio le 17 octobre. Les dépouilles de la malheureuse Venise servirent d'indemnité à la cour de Vienne pour la cession de la Belgique et de la Lombardie, tandis que les affaires relatives à l'empire germanique furent remises à un congrès qui devait se tenir à Radstadt.

Le 16 novembre, le roi de Prusse mourut après une longue maladie. Il laissait le trésor de son royaume vide et la réputation de son pays fort endommagée; en sorte que son fils et son successeur, Frédéric-Guillaume IV, jeune prince animé des meilleures intentions, mais timide et sans confiance en lui-même, se borna, au début de son règne, à des projets de réforme financière.

Le mois suivant, écrivant de Walmer-Castle à son ami Addington, le jour même de la bataille de Camperdown, M. Pitt parle ainsi de sa santé :

¹ *Horat. Carm. lib. III, ode 2.*

« 11 octobre 1797.

» ... Je reviens d'une belle promenade à cheval qui prétendait au nom de chasse, et je suis déjà tellement mieux, grâce à la continuation des remèdes de Farquhar, ou, ce qui est peut-être plus efficace, à l'air de Walmer, que je ne désespère pas d'avoir bientôt peu ou point d'occasion de parler de moi. »

Le retard de l'équipement de la flotte hollandaise, jusqu'à l'apaisement de la sédition de la nôtre, fut un bonheur signalé pour l'Angleterre. Ce fut seulement vers la fin du mois de juin que les préparatifs furent achevés dans les ports de Hollande. On invita alors Wolfe Tone et un autre exilé irlandais, nommé Lewines, à se rendre en toute hâte à La Haye. Ils y trouvèrent le général Hoche, qui y était arrivé avant eux. « Voilà de bonnes nouvelles pour vous ! » s'écria-t-il, « les deux généraux hollandais, le gouverneur général Daendels et l'amiral de Winter veulent faire quelque coup d'éclat pour tirer leur pays de sa décadence. Grâce à d'infatigables soins, ils ont réuni au Texel seize vaisseaux de ligne et huit ou dix frégates, tous prêts à mettre à la mer, et dans les meilleures conditions. Ils ont en vue l'invasion de l'Irlande. Dans ce but, ils embarqueront toute leur armée, quinze mille hommes, trois mille fusils avec leurs munitions et quatre-vingts pièces de canon. »

Mais là se présentait un obstacle. Le gouvernement français demandait que cinq mille Français au moins fissent partie de l'armée d'invasion, et que le général Hoche eût le commandement en chef de toute l'armée.

D'autre part, le gouvernement hollandais, qui avait fait tous les frais, voulait avoir toute la gloire de l'expédition. En définitive, le général Hoche renonça généreusement à ses prétentions, retourna à Paris, et de là à son armée de Sambre-et-Meuse. Les membres du Directoire, fort irrités, envoyèrent l'ordre de préparer à Brest une expédition française, à la tête de laquelle ils comptaient placer Hoche. Cependant la négociation de Lille était en train, et on ne se faisait point scrupule d'exciter l'ardeur des exilés irlandais en les flattant d'espérances fort agréables, mais absolument vaines. Le général Simon fut autorisé par le gouvernement français à déclarer, dans une lettre qui fut communiquée à Lewines et à Wolfe Tone, que le Directoire ne conclurait jamais avec l'Angleterre une paix où les intérêts de l'Irlande ne seraient pas pleinement satisfaits selon les vœux de la population¹.

Les deux Irlandais se séparèrent. Lewines quitta la Hollande pour aller rejoindre le général Hoche, tandis que Wolfe Tone s'embarquait sur le vaisseau amiral de la flotte du Texel. L'escadre hollandaise était prête à mettre à la voile, et son départ se faisait sous de favorables auspices, puisque l'amiral Duncan n'avait alors près du Texel que onze vaisseaux de ligne. Mais il advint que les vaisseaux hollandais furent retenus tout l'été dans le port par des vents contraires. Toutes les fois qu'une brise favorable s'élevait, elle changeait ou tombait au bout de quelques heures. Pendant ce temps, la saison propice s'écoulait et la flotte anglaise recevait des renforts. Le journal de Wolfe Tone, à cette époque, abonde en annotations

¹ Journal de Wolfe Tone, 21 juin 1797.

lamentables : « 19 juillet. Le vent est toujours mauvais ! Horrible ! Horrible ! L'amiral de Winter et moi, nous cherchons à passer le temps en jouant de la flûte ; il joue bien, et nous faisons de jolis duos. — 26 juillet. Je suis depuis dix-huit jours à bord, et nous n'avons pas eu dix-huit minutes de bon vent. Allons ! ce n'est pas à un soldat de se plaindre ! »

Enfin, vers le milieu d'août, l'amiral appela Wolfe Tone à une conférence secrète. Il lui fit remarquer que la flotte de Duncan avait reçu des renforts, qu'il avait maintenant dix-sept vaisseaux de ligne, et que par conséquent les Anglais du Texel étaient supérieurs en force aux Hollandais. En outre, les troupes hollandaises, si longtemps enfermées à bord, avaient déjà consommé presque toutes les provisions. Même une victoire remportée sur Duncan ne permettrait donc pas de pousser en avant. Dans ces circonstances, il devenait nécessaire de renoncer à l'expédition en Irlande, bien qu'il pût être possible d'entreprendre encore quelque petite descente moins importante sur quelque point des côtes d'Angleterre. Tone, amèrement désappointé, n'avait cependant rien à répondre à ces considérations. Il partit bientôt après pour aller rejoindre le général Hoche à son quartier général de Wetzlar. Une autre contrariété non moins amère l'y attendait. Wolfe Tone trouva Hoche très-souffrant, et il mourut quinze jours après. Le général n'avait pas encore trente ans, et on a souvent attribué sa maladie au poison que lui auraient fait donner ses ennemis en France. Cependant Wolfe Tone, qui ne pouvait avoir aucun intérêt dans la question, dit nettement, dans son journal, qu'un rhume négligé, amenant une phthisie galopante, fut la cause de sa mort.

Le général Hoche était l'âme des expéditions irlandaises, et elles expirèrent avec lui. Dès lors les armements de Brest procédèrent lentement et languissamment. Mais en rompant la négociation de Lille, le gouvernement français résolut de porter un grand coup près du Texel. Il usa de toute son influence sur le gouvernement hollandais pour faire donner à l'amiral de Winter l'ordre de sortir du port et de livrer bataille à l'escadre anglaise. Winter mit donc à la voile au premier vent favorable. Duncan, d'autre part, ayant un peu souffert des récents coups de vent, avait repris le chemin de Yarmouth. Mais il avait laissé derrière lui plusieurs sloops armés en guerre, pour surveiller l'escadre ennemie, et à peine eut-il appris son approche qu'il revint à force de voiles. Les vaisseaux de l'amiral de Winter n'avaient pas encore perdu de vue la côte hollandaise entre Camperdown et Egmont. Duncan passa immédiatement entre le rivage et l'ennemi, de façon à rendre l'action inévitable si les Hollandais eussent eu le désir de se replier sur les ports. Les deux escadres étaient à peu près de force égale, puisque les Anglais avaient seize vaisseaux de ligne et deux frégates, et les Hollandais quinze vaisseaux de ligne et quatre frégates; mais les vaisseaux anglais étaient plus forts et mieux montés. Un peu après midi, le 41 octobre, la flotte anglaise, formée en deux lignes d'attaque, engagea le combat. L'amiral Onslow tenait la tête sur le *Monarque*. Tout en marchant, son capitaine lui fit remarquer que les vaisseaux ennemis étaient bien serrés, et qu'il ne trouverait pas de passage entre leurs flancs : « Le *Monarque* s'ouvrira un passage ¹, » répondit Onslow en

¹ *Histoire navale* de Brenton, vol. I.

continuant sa course. Le vaisseau hollandais qui se trouvait en face de lui plia, et Onslow, traversant les lignes ennemies, attaqua aussitôt le vice-amiral hollandais, officier du même rang que lui¹.

Une bataille commencée sous de pareils auspices faisait espérer la victoire. Duncan, à bord du *Vénérable*, à la tête de la seconde ligne d'attaque, vint aborder le *Vryheid* (*Liberté*), vaisseau amiral qui portait le pavillon de Winter. Ces deux bâtiments rivaux, portant chacun 74 canons, soutinrent pendant plus de trois heures une lutte égale, à portée de pistolet. Le feu était si vif qu'à la fin l'amiral hollandais se trouva sur son pont le seul qui ne fût pas tué ou blessé. Ce ne fut pas le *Vryheid* seulement, mais toute la flotte hollandaise qui combattit avec un courage et une obstination bien dignes de son ancien renom. Mais la fortune se déclara contre eux. A quatre heures, l'amiral hollandais avait amené son pavillon devant Duncan, et le vice-amiral devant Onslow. L'action cessa, et les Anglais se trouvèrent en possession de neuf vaisseaux de ligne hollandais et de deux frégates. Les faibles restes de la flotte de l'amiral de Winter, profitant des basses eaux près de la côte, se réfugièrent dans le Texel, tandis que Duncan, en dépit d'un vent violent, emmenait ses prises à la Nore. Les deux flottes avaient beaucoup souffert. Les Hollandais eurent plus de onze cents hommes tués ou blessés, et les Anglais plus de mille¹.

On raconte que le soir de cette rude journée, les amiraux Duncan et de Winter firent ensemble une partie de whist dans la cabine du *Vénérable* ; et le Hollandais, ayant

¹ *Histoire navale* de James, vol. II. Duncan déclare lui-même, dans son rapport officiel, que le courage à bord des deux vaisseaux amiraux était impossible à décrire.

perdu la partie, dit tranquillement qu'il était un peu dur d'être battu deux fois dans la journée par le même adversaire.

La bataille de Camperdown (tel est le nom qu'elle reçut) fut saluée en Angleterre par de justes acclamations. On sentait que l'honneur national avait été dignement soutenu contre nos anciens rivaux maritimes, et qu'il n'y avait plus d'invasion à craindre de ce côté-là. On éprouvait surtout une satisfaction qu'on ne disait pas, celle de voir les vaisseaux qui s'étaient si récemment révoltés, qui avaient envoyé leurs officiers à terre, qui avaient bloqué la Tamise en opposition au gouvernement de leur pays, relever avec tant d'éclat leur réputation et faire si noblement leur devoir. Le jour même de son arrivée à la Nore, l'amiral victorieux, qui touchait au terme de sa carrière active, puisqu'il avait déjà soixante-sept ans, fut élevé à la pairie avec le rang de vicomte. Le vice-amiral Onslow fut fait baronnet, et deux capitaines, Trollope et Fairfax, furent nommés chevaliers. Le Parlement vota des remerciements et fit frapper une médaille en souvenir de la victoire.

En portant nos regards sur les événements de cette année en dehors de l'Europe, nous voyons l'amiral Nelson se distinguer à diverses reprises, mais sans grand résultat pour son pays. Au mois de juillet, le comte de Saint-Vincent l'envoya attaquer la ville fortifiée de Santa-Cruz, dans l'île de Ténériffe. Il commandait une escadre de trois vaisseaux de ligne et de trois frégates, mais il n'avait pu obtenir le corps de troupes qu'il avait demandé. Les difficultés de la côte et le défaut de soldats firent échouer cette entreprise et l'attaque de Nelson. Mais les officiers et les matelots firent preuve, dans l'assaut, du plus indomptable

courage; Nelson lui-même fut grièvement blessé et perdit le bras droit.

Dans les Indes occidentales, au commencement de l'année, une expédition anglaise, commandée par sir Ralph Abercromby, s'était emparée d'une autre colonie espagnole, la Trinité, et c'était cette conquête que le gouvernement anglais avait manifesté le désir de conserver lors des conférences de Lille.

Nous avons vu que Pitt était sur les côtes du Kent au moment de la bataille de Camperdown. La lettre qu'il écrivit de là à lady Chatham présente un grand intérêt :

« Walmer-Castle, 22 octobre 1798.

» Ma chère mère,

» Je n'ai pas besoin de vous dire quelle satisfaction et quel repos d'esprit m'a causés votre bonne lettre, qui m'est arrivée hier et qui m'a donné la meilleure preuve du retour de vos forces. J'espère cependant que votre envie de faire plaisir aux autres ne vous entraînera pas à réitérer l'effort d'écrire lorsque cela peut vous fatiguer. Vous avez un secrétaire¹ qui aura toujours la bonté de nous donner de vos nouvelles, ce qui est le plus important. Mon projet de visiter la flotte en venant ici a échoué; ni les vaisseaux ni leurs prises n'étaient arrivés à la Nore lors de notre passage; mais ce désappointement a été amplement réparé par une visite de lord Duncan, qui est ici avec lord Hood. Ce dernier est venu avec nous de Londres, et je lui dois la justice de dire qu'il est aussi fier et aussi

¹ Sa petite-fille miss Eliot.

heureux de la victoire d'un amiral qui est pourtant de l'école de Keppel, qu'il le serait de la sienne propre. Lord Duncan nous a rejoints fort à propos vendredi, au château de Douvres, où nous étions allés la veille pour assister aux feux de joie en l'honneur de sa victoire. Nos amiraux nous quittent demain ; mais nous resterons probablement ici jusqu'à la fin de la semaine, pour visiter ensuite la flotte en nous en retournant, de demain en huit, le roi ayant l'intention de s'y rendre. Cette cérémonie ne sera pas un mauvais prélude pour l'ouverture de la session.

» Toujours, ma chère mère,

» W. PITT. »

Le comte de Mornington faisait partie de la réunion de Walmer-Castle. Il venait d'être nommé gouverneur général de l'Inde par M. Pitt, et de recevoir une pairie anglaise ; il se préparait donc à commencer la brillante carrière qu'il devait fournir en Orient. Dans un memorandum écrit bien des années après, et portant la date du mois de novembre 1836, il décrit ainsi sa visite à M. Pitt :

« Au mois de septembre 1797, j'allai à Walmer-Castle pour y voir M. Pitt et M. Dundas, et recevoir mes dernières instructions. Je trouvai M. Pitt fort en train, recevant les officiers et les gentilshommes des environs avec son hospitalité accoutumée. L'amiral Duncan, entre autres, était un hôte habituel et fort choyé. Sa flotte était alors dans les Dunes et se préparait à la mémorable victoire de Camperdown. L'amiral était un bon et joyeux compagnon, et il semblait enchanté de la société de M. Pitt. Je m'embarquai pour l'Inde au commencement

du mois de novembre 1797, et je revins en Angleterre au mois de janvier 1806¹. »

Le Parlement s'ouvrit le 2 novembre. Dans son discours d'ouverture, le roi exprima un grand regret de l'échec des dernières négociations, qu'il attribuait uniquement « aux faux prétextes, aux prétentions inadmissibles et à l'ambition désordonnée de ceux auxquels nous avons affaire, et par-dessus tout à leur animosité invétérée contre nos royaumes. » Fox, Grey, Sheridan et leurs principaux partisans continuèrent à s'abstenir de prendre part aux discussions, mais leur abstention fut loin de produire l'effet qu'ils en avaient espéré. En général, autant qu'on en peut juger aujourd'hui, le public les désapprouvait. A plusieurs reprises, on les blâma sévèrement dans la chambre des communes. Dans les rares occasions où Fox et ses amis reparurent à leurs places, ils se virent dans l'obligation de se défendre eux-mêmes avant de pouvoir attaquer les ministres.

Ce fut peut-être à cette époque qu'Erskine exprima quelque intention de se rallier au gouvernement s'il y eût été invité. Du moins voici ce qu'écrivait M. Rose en 1806 : — « Son attachement politique pour M. Fox n'a pas toujours été constant et égal. Je me rappelle avoir entendu dire à M. Pitt, il y a bien des années, qu'un jour, en le rencontrant à l'Opéra, M. Erskine avait saisi l'occasion de lui dire qu'il n'avait point d'affections politiques bien décidées². »

On ne peut guère douter que dans ce cas-ci, comme presque toujours dans les cas d'abstention parlementaire,

¹ *Quarterly-Review*, n° CXIV.

² *Journaux*, t. II.

ceux qui s'abstinrent perdirent du terrain au lieu d'en gagner. Non-seulement on tenait leur retraite pour injustifiable et peu patriotique, non-seulement leurs noms retentissaient moins souvent aux oreilles du public, mais la petite minorité qui restait à son poste offrait un contraste honorable. Certains membres de l'opposition qui continuèrent à prendre part aux discussions montèrent tout à coup de la seconde à la première place. Ce fut surtout le cas pour sir Francis Burdett et M. Tierney.

George Tierney était né à Gibraltar en 1764 ; il était fils d'un négociant faisant le commerce avec l'Espagne. Il avait été élevé pour le barreau, et il entra au Parlement en 1789 comme représentant de Colchester. Mais en 1796, après une élection contestée à Southwark, le comité électoral le déclara élu. L'absence de Fox laissa pour la première fois le champ libre à ses rares talents. A une grande connaissance des finances, il joignait une vraie habileté d'exposition, et il semblait posséder naturellement le don de l'ironie et du sarcasme. Il s'attaqua tout particulièrement aux budgets de Pitt, dont il fit une critique constante, impitoyable et habile. Mais il était loin de borner ses attaques aux questions de finances. Dans son discours du 7 novembre, il dit franchement : « Je suis résolu à refuser mon assentiment non-seulement à cette proposition, mais à tous les actes de ce gouvernement. Je puis assurer à la chambre que je suis engagé contre toutes les questions pendant toute la session. » Il ne manqua point à ses engagements, et il déploya toujours dans sa conduite l'opposition sans réserve que promettait son langage.

Le premier budget où se développèrent dans toute leur étendue les talents de M. Tierney fut présenté à la

chambre le 24 novembre. C'était sans aucun doute une rude charge pour le pays. Le déficit était de dix-neuf millions sterling. Le ministre proposait de couvrir ce déficit effrayant, en partie par un nouvel emprunt de douze millions, en partie par un impôt général qui devait produire sept millions dans l'année. « Je sais bien, » dit M. Pitt, « que cette somme dépasse de beaucoup tout ce qu'on a jamais levé d'un seul coup; mais j'espère que j'ai donné de bonnes raisons pour prouver que la mesure est nécessaire et sage. » Il proposait de tripler dès l'abord la contribution directe et d'arriver à la quadrupler, en faisant certaines déductions et exceptions en faveur de ceux qui ne pouvaient pas payer. Cet impôt portait environ sur huit cent mille personnes, d'après le calcul de M. Pitt.

Une si énorme augmentation de taxes déjà regardées comme inquisitoires et oppressives ne pouvait manquer d'exciter le mécontentement public. Cette circonstance suffrait à elle seule pour expliquer le mauvais accueil que reçut Pitt lorsqu'il se rendit à Saint-Paul trois semaines plus tard. Les électeurs de Fox à Westminster et ceux de Sheridan à Stafford leur demandèrent de rentrer au Parlement et de s'opposer à la mesure. Enchantés, peut-être, d'un prétexte pour reparaitre à leurs places, ils se levèrent à la seconde lecture et parlèrent avec tout leur talent accoutumé. « Quel est le but de la guerre? » dit Sheridan; « la guerre se continue uniquement pour maintenir à leur poste neuf ministres sans valeur. » « Quel sera le résultat de ce bill? » dit Fox; « il tend à la destruction immédiate de notre commerce, à la perte de notre fortune et peut-être à celle de la liberté pour nos personnes... On a l'air d'oublier que nous nous intitulos les représentants du peuple; je sais bien qu'il n'en est

pas ainsi, mais enfin c'est le titre que nous prenons. Eh bien! jusqu'à cette heure, il ne s'est trouvé dans la chambre que quinze membres pour voter contre une mesure qui, hors de la chambre, rencontrerait non-seulement la majorité, mais l'unanimité pour le rejet! » Mais Pitt répondit à ces deux orateurs éminents par une réplique à laquelle le calme et la dignité n'enlevaient rien de sa vigueur et de son efficacité: « Je laisse, » dit-il, « à la chambre le soin d'apprécier jusqu'à quel point ceux qui donnent en principe à nos ennemis le droit de tout demander, ceux qui décrivent nos ressources et leur inspirent ainsi la confiance de mettre en avant toutes leurs prétentions, pour les avertir amicalement ensuite que nous ne pourrions résister à tout ce qu'ils demandent, je laisse, dis-je, à la chambre le soin d'apprécier si ce sont là de vrais amis du pays ou des avocats éclairés de la paix! »

La nécessité était si urgente et si évidente qu'en dépit de l'agitation extérieure, la minorité contre la seconde lecture du bill n'alla qu'à cinquante voix. En comité, Pitt fit divers changements et apporta plusieurs modifications au projet; mais l'agitation populaire allait croissant, et lors de la troisième lecture, à laquelle Fox et Sheridan assistaient de nouveau, la minorité s'éleva à soixante-quinze voix.

On crut devoir célébrer par un service solennel les trois grandes victoires remportées par lord Howe, lord Saint-Vincent et lord Duncan sur les Français, les Espagnols et les Hollandais. On choisit le 19 décembre pour rendre à Dieu des actions de grâces publiques; un service spécial eut lieu à Saint-Paul. Le roi, la reine, la famille

¹ *Histoire parlementaire*, vol. XXXIII.

royale, le cabinet et le corps diplomatique, les deux chambres du Parlement, les principaux commandants maritimes ou leurs représentants, se rendirent en procession à Saint-Paul, escortés d'un corps de matelots et de soldats de marine. Dans l'ensemble, la disposition de la population répondait à la solennité du jour ; mais M. Pitt, en se rendant à la cathédrale, fut insulté plusieurs fois et poursuivi par les huées de la populace. Cette conduite fut cause qu'il ne rentra pas immédiatement chez lui dans sa voiture, mais qu'il dîna avec l'orateur et quelques autres personnes dans la salle de *Doctors Commons*, et le soir il fut escorté jusque chez lui par un escadron des cheveau-légers de Londres ¹.

Voici une lettre que M. Pitt adressa à sa mère à la fin de cette année si orageuse.

« Downing-street, vendredi 29 décembre 1797.

» Ma chère mère,

» Le petit nombre de membres présents n'ayant pas permis aujourd'hui d'avoir une séance de la chambre des communes, je me trouve une soirée de loisir, et l'occasion de vous écrire, que je cherche depuis longtemps. Je n'ai rien de nouveau à vous dire sur ce qui se passe ici. La mesure financière, qui occupe la plus grande partie de notre temps, marche exactement comme on pouvait s'y attendre. Tout le monde reconnaît la nécessité, mais tous ceux qui peuvent sentir le fardeau sont disposés à faire de grandes objections. Cependant, à tout prendre, je ne doute guère que cette affaire ne soit terminée d'une

¹ Registre annuel, 1797.

manière très-satisfaisante à la fin de la semaine prochaine.

» Je continue à me porter à merveille, et j'ai assez de loisir entre les semaines pour compenser la fatigue des autres moments ; du reste, j'ai eu moins à faire que d'ordinaire pendant la session.

» Vous serez bien aise de faire plaisir à M. Mitchell en lui apprenant que je suis en mesure de lui donner la cure d'East-Mersea, dans le comté d'Essex, maintenant vacante, et qui vaut, me dit-on, de trois à quatre cents livres. On ne sera pas, je crois, obligé de résider, mais il faut traiter libéralement le vicaire. La cure dépend de la couronne et est dans le diocèse de l'évêque de Londres. Si votre secrétaire ordinaire, ou quelque autre, veut me faire savoir si M. Mitchell accepte, je ferai expédier tout de suite la nomination. Mon frère et lady Chatham sont à Apthorp, comme vous le savez probablement. Le retour de mon frère, comme celui de lord Westmoreland, dépend de la nécessité de leur présence à la chambre des lords. Je penche à croire qu'elle ne sera pas nécessaire.

» Dites tous mes bons souvenirs à mistress Stapleton et mes tendresses à ma chère nièce, qui conserve, j'espère, tout son attachement pour Burton.

» Toujours, ma chère mère,

» W. PITT. »

En 1796, le roi ne créa pas moins de seize pairies, et en 1797, il en accorda encore quatorze : multiplication excessive de tels honneurs, et difficile à défendre, même dans un temps pareil. Dans ce nombre étaient plusieurs adhérents politiques de M. Pitt dans la chambre des

communes. M. Rolle devint lord Rolle ; M. Lascelles devint lord Harewood ; sir Gilbert Elliot devint lord Minto ; sir John Rous devint lord Rous ; M. Thomas Powys devint lord Lilford ; M. Robert Smith devint lord Carrington.

Qu'il me soit permis de m'arrêter un instant sur ce dernier nom. Ce n'est pas que je veuille entreprendre ici, comme je l'ai fait il y a longtemps, de retracer le caractère d'une personne bien chère : ce n'est pas dans un ouvrage comme celui-ci que j'aurais le droit d'exprimer toute ma reconnaissance des généreuses bontés de mon grand-père. Si je parle de lui, ce n'est pas uniquement parce que je suis fier de descendre d'un homme descendant lui-même d'un bourgeois de Nottingham, et qui, sans prétention de naissance, sut, par l'intégrité de son caractère et par sa profonde connaissance des affaires, s'élever du bureau d'un banquier à la pairie ; ce n'est pas uniquement parce que je le tiens pour un digne collègue de lord Overstone, et du premier lord Ashburton ; mais une circonstance se rattache à son élévation que je suis tenu de faire remarquer, non en qualité de descendant de lord Carrington, mais en qualité de biographe de M. Pitt.

Je me crois donc obligé de rappeler des mémoires que sir Nathaniel Wraxall avait laissés à publier après sa mort, et qui, par le fait, n'ont paru qu'en 1836. Ces mémoires laissent percer, en bien des endroits, le sentiment amer d'un prétendant malheureux aux honneurs officiels et parlementaires. C'est dans cette disposition d'esprit qu'il fait allusion à la pairie de M. Robert Smith. Il attribue la concession de cette pairie à des motifs corrompus de la part de M. Pitt, et en retour de services pécuniaires, ce qui fait croire que « cette âme élevée pouvait, elle aussi, s'accommoder aux circonstances. »

Cette calomnie ne devait pas rester impunie. Lord Carrington lui-même y répondit par une lettre publiée dans le *Quarterly-Review* de la même année. L'auteur de cet article fit précéder la lettre des réflexions suivantes :

« Sir Nathaniel croyait sans doute qu'il n'était pas possible que lord Carrington pût vivre assez longtemps pour réfuter personnellement la calomnie lancée contre son illustre ami. Par bonheur, lord Carrington vit encore ; il conserve dans une vénérable vieillesse toute la lucidité d'esprit, tout le charme de caractère et toute la délicatesse de sentiment qui lui avaient valu, il y a cinquante ans, l'amitié de M. Pitt, et nous sommes heureux de pouvoir communiquer à nos lecteurs une lettre écrite par lord Carrington, sans aucune intention de publicité, à l'ami et au contemporain de M. Pitt, également son ami et son contemporain, le très-honorable Thomas Grenville, aussitôt après la publication des mémoires de Wraxall :

« Wycombe-Abbey, 7 août 1836.

» Mille remerciements, mon cher monsieur, du bon souvenir que vous voulez bien me garder. Cela me remet en mémoire le plaisir que je goûtais autrefois dans votre société. Je ne me rappelle jamais votre nom sans un sentiment affectueux.

» J'aurais fait irruption dans votre retraite de Dropmore, pour présenter mes respects à lady Grenville et pour vous voir, si je n'étais retenu depuis trois semaines sur mon canapé par un accident à la jambe, que j'ai négligé et qui a fini par devenir fort incommode. Dès que je pourrai mettre le pied par terre, j'irai vous trouver à Dropmore.

» Avez-vous lu la récente publication, les mémoires posthumes de sir Nathaniel Wraxall? Cela remonte à plus de cinquante ans, et contient à peu près le même genre de calomnies qu'on pouvait reprocher à son premier ouvrage. Il a trouvé bon de dire, dès les premières pages, que je devais la pairie à des affaires d'argent avec M. Pitt. Vous qui connaissiez si bien notre illustre ami, vous vous figurerez l'indignation avec laquelle il eût accueilli une pareille offre de ma part, quelque voilée et déguisée qu'elle pût être, et je suis sûr que vous me croyez également incapable de l'avoir faite. Sir N. Wraxall fait également allusion, dans un autre endroit, à la « reconnaissance de M. Pitt envers moi, » et dit qu'à sa mort, une élévation dans la pairie se préparait pour moi. Il ne m'a jamais rien offert de semblable, et je ne l'ai jamais désiré. Le silence qui a régné pendant quarante ans sur ces accusations aura certainement eu l'effet, comme sir N. Wraxall le désirait, de le mettre à l'abri de toute responsabilité personnelle, mais je crois que ce sera le seul effet. Il nomme également lord Abercorn comme ayant pris part à ce honteux trafic; je suis convaincu que cette assertion n'est pas mieux fondée.

» Je puis affirmer, avec une confiance et une véracité absolues, que pendant les vingt-cinq années durant lesquelles j'ai joui de l'amitié de M. Pitt, non-seulement aucune transaction pécuniaire n'a jamais eu lieu entre nous, mais que ni l'un ni l'autre n'a jamais dit un mot qui pût faire allusion à un pareil sujet. Vous pouvez vous rappeler les diverses offres que M. Pitt reçut à la fin de sa vie, et comment il refusa toute assistance; vous savez avec quel secret ses amis particuliers firent une souscription pour répondre à quelques demandes urgentes,

sans qu'il en sût rien alors, ni, je crois, par la suite.

» Je dois remercier la Providence de ce qu'elle a prolongé ma vie jusqu'à quatre-vingt-quatre ans en bonne santé de corps et d'âme, mais je la remercie surtout de m'avoir permis de réfuter moi-même une calomnie si peu fondée¹.

» Je suis, mon cher monsieur....

» CARRINGTON. »

Au mois de novembre 1797, parut le premier numéro de l'*Anti-Jacobin*. Ce fut une publication périodique paraissant deux fois par semaine jusqu'au milieu de l'été suivant, et l'effet politique fut certainement très-grand. Le ridicule et la gaieté de bon aloi s'y trouvaient mis au service du gouvernement. Le cours de la poésie ironique, qui avait coulé jusqu'alors en opposition à M. Pitt, passa cette fois de son côté. Le principal fondateur et soutien de l'ouvrage fut M. Canning. Dans le numéro qui suivit l'introduction, il publia en vers *saphiques* anglais sa fameuse chanson du *Rémouleur*, pour ridiculiser les fausses prétentions d'un « ami de l'humanité » à la nouvelle mode française :

« Dis-moi, Rémouleur, comment en es-tu venu à repasser des couteaux? Quelque riche a-t-il usé de tyrannie envers toi? Était-ce le propriétaire ou le curé de la paroisse? ou le notaire? »

Les *saphiques* que M. Canning voulait tourner en ridicule étaient les vers de M. Southey, et l'allusion à l'ami de l'humanité s'appliquait à M. Tierney.

¹ Lord Carrington mourut le 15 septembre 1838.

En prose, M. Canning donna également de rudes coups de boutoir. Il imita avec beaucoup de verve le style pompeux et décousu d'Erskine, toutes les fois qu'il ne s'adressait pas à un jury. Voici un fragment d'un discours prétendu au club whig : « M. Erskine conclut par un élan de l'éloquence la plus poignante et la plus pénétrante. Il dit qu'il avait été soldat et matelot, et que son fils était au collège de Winchester. Il avait été retenu d'avance pendant l'été pour plaider des causes dans plusieurs parties du royaume, quelques-unes fort éloignées, et il avait surtout voyagé en chaise de poste. Il était là, lui, un homme, sous l'œil, même sous la main de Dieu, auquel il faisait solennellement appel en présence de toute la compagnie et des garçons. Il était de noble naissance, peut-être de naissance royale; il avait une maison à Hampstead, et il était convaincu de la nécessité d'une réforme complète et radicale. »

Ceci n'est qu'une caricature, mais on peut dire en passant qu'elle ne diffère guère des portraits. De graves observateurs ont parlé d'Erskine à peu près dans les mêmes termes. Le Dr Somerville, par exemple, ministre à Jedburgh et historien de la reine Anne, vint à Londres en 1791 pour travailler au retrait de l'acte du Test. Il assista, chez lord Malmesbury, à une réunion de quelques membres de l'opposition, et il a décrit de la manière la plus animée la scène qui s'était passée devant lui :

« Je me souviens de m'être amusé à regarder M. Fox, dont la physionomie exprimait une profonde attention à tout ce qui se disait, mais dont les doigts étaient toujours en mouvement; il attrapait les gouttes de cire qui tombaient des bougies pour en faire des boulettes.

M. Erskine se leva deux fois de sa place, en insistant sur l'accumulation d'affaires qu'il avait entre les mains, et en annonçant la nécessité où il allait se trouver de quitter la compagnie, à cause des nombreuses affaires qu'il devait être en mesure de plaider le lendemain à Westminster. Je ne me rappelle pas le chiffre, mais c'était quelque chose de si énorme qu'après son départ je ne pus m'empêcher d'exprimer ma surprise. M. Windham répondit : « Vous n'êtes pas obligé de croire tout ce que dit M. Erskine, » et chacun sourit ¹. »

Après M. Canning, le principal fondateur de l'*Anti-Jacobin*, fut M. George Ellis, qui s'était rallié à M. Pitt, mais qui avait autrefois fait partie des auteurs de la *Rolliade*. Un jour, dans un dîner ministériel, on lui demanda l'histoire secrète de ce premier poème. M. Ellis était un peu embarrassé, mais Pitt, se penchant en avant d'un air de bonne humeur, comme pour l'écouter, cita ce vers de Virgile ² :

Immo age, et a prima dic, hospes, origiae nobis.

On admira fort l'à-propos de la citation. Comme le terme *hospes* s'appliquait bien à une recrue de date récente ! et avec quel tact M. Pitt évita les *erroresque tuos* du vers suivant !

L'*Anti-Jacobin* ne se bornait pas à attaquer les principes ou la politique venus de France. Il publia un poème intitulé *Les Amours des Triangles*, parodie des *Amours des Plantes*, par le D^r Darwin. Il publia une pièce intitulée *Les Coureurs*, en imitation des premiers drames de

¹ *Ma vie et mon temps*, par le D^r Somerville.

² *Énéide*, liv. I, vers. 753.

Kotzebue et de Schiller. M. Canning plaça dans cette tragédie un admirable récit de la signature de la grande Charte, dans le style d'un journal moderne : « Voyez, s'écrie le patriote Beefington, là, au-dessous des annonces. Et voici encore des détails : Extrait d'une lettre d'Egham : « Mon cher ami, nous sommes tous ici fort en train,... à cause de l'intéressant événement qui a eu lieu ce matin à Runnymede, dans le voisinage de la ville.... on a aussitôt dépêché des messagers au cardinal Pandulfo. Leurs Majestés, ayant accepté une collation froide, sont retournées à Windsor. »

C'est dans les *Coureurs* que M. Canning a également inséré la chanson restée peut-être la plus populaire de toute la collection, celle de Rogero en prison, se rappelant sa jeunesse :

A L'U
niversité de Gottingue
niversité de Gottingue.

On raconte que lorsque M. Canning montra à M. Pitt les cinq premiers couplets de la chanson, le ministre en fut si diverti qu'il prit une plume et composa le dernier couplet sur place. Voici ce couplet, qui est peut-être le meilleur de tous ; du moins, je l'ai souvent entendu dire :

Soleil, lune, et monde vain, adieu,
Là où complotent rois et prêtres ;
Condamné ici à vivre de gruau à l'eau,
Je ne reverrai jamais l'U
niversité de Gottingue
niversité de Gottingue.

On a dit aussi que dans le poëme intitulé *Morale nouvelle*, en date du 9 juillet 1798, M. Pitt était l'auteur des beaux vers commençant par ces mots : « Ainsi ton chêne, etc. ¹. » Mais je cherche en vain des témoignages authentiques ou contemporains à l'appui de ces assertions, et je ne suis pas convaincu que M. Pitt ait jamais ajouté un seul vers à cette fameuse collection.

Les vers latins contenus dans le volume étaient de lord Mornington, et la traduction du latin de lord Carlisle.

Le talent et l'âpreté de l'*Anti-Jacobin* ne pouvaient manquer de soulever de nombreuses réponses, ou plutôt des attaques du parti opposé. La plupart furent fort inférieures en mérite. Il y eut cependant une épître à l'éditeur de l'*Anti-Jacobin*, écrite par lord Melbourne, qui fut premier ministre bien des années plus tard, mais qui était alors l'honorable William Lamb, jeune homme de dix-neuf ans, tout frais émoulu de Cambridge. Canning se chargea lui-même de répondre, et la réplique commence ainsi :

« Barde d'une lyre empruntée à qui appartiennent les restes et les coupures de toutes les chansons vieilles, tes amis cherchent en vain de l'esprit dans ta poésie et ne comptent qu'un bon vers sur quatre-vingt-quatre. »

La tradition raconte que « le bon vers » de M. Lamb auquel M. Canning faisait allusion était le dernier du couplet suivant :

« Par la démarche importante, fière et pesante de Morpeth, par la perruque imitant les cheveux de Leveson Gower. »

¹ Notes sur l'*Anti-Jacobin*, par M. Charles Edmonds.

Lord Granville Leveson Gower, depuis le premier lord Granville, portait une perruque brune imitant les cheveux véritables ; c'était, en 1798, une nouveauté qui lui attira les remarques du satiriste. Ce fut ainsi qu'après bien des années les plaisanteries de la *Rolliade* reçurent une réponse.

CHAPITRE XXV

— 1798 —

Dîner en l'honneur du jour de naissance de Fox. — Le duc de Norfolk est destitué de ses charges. — Souscriptions patriotiques. — Projet de Pitt pour accroître les revenus. — *L'armée d'Angleterre*. — Correspondance des Irlandais unis avec le gouvernement français. — État de l'Irlande. — Progrès de la conspiration contre l'Angleterre. — Excès des deux partis. — Le comte de Moira. — Le lord chancelier Clare. — Arrestation des émissaires irlandais allant en France; arrestation des conspirateurs à Dublin. — Mort de lord Edward Fitzgerald. — La rébellion. — *L'Armée unie de Wexford*. — Massacre des prisonniers protestants. — Le marquis Cornwallis est nommé lord lieutenant. — Lord Castlereagh. — Procès des conspirateurs.

Les chambres se virent obligées, en dépit de leur constante pratique, de siéger pendant les premiers jours de janvier afin de voter les lois de finance. Excepté dans de rares occasions, Fox et ses amis continuaient à s'absenter du Parlement. Ils croyaient mieux remplir leur devoir envers le public en suscitant une constante agitation au dehors. Le 24 janvier, il y eut à *l'Ancre et la Couronne* un grand dîner public en l'honneur de l'anniversaire de Fox. Deux mille personnes au moins y assistaient. Fox était présent, et le duc de Norfolk présidait. Le capitaine Morris produisit à cette occasion trois nouvelles chansons. Horne Tooke, récemment l'adversaire de Fox aux élections de Westminster, déclara hautement qu'il approuvait la con-

duite de M. Fox depuis que celui-ci était franchement devenu l'avocat de la réforme parlementaire. Le duc porta la santé du héros de la soirée en ces termes : « Nous nous sommes réunis, dans un moment des plus difficiles, pour célébrer l'anniversaire d'un homme cher aux amis de la liberté. Je veux seulement vous rappeler qu'il n'y a pas vingt ans que l'illustre George Washington ne trouva que deux mille hommes à rallier autour de lui le jour où sa patrie fut attaquée. L'Amérique est libre maintenant. Il y a bien aujourd'hui ici deux mille hommes ; je vous laisse le soin de faire l'application. Je vous propose la santé de Charles Fox ! »

Un pareil langage pouvait paraître assez explicite ; mais lorsqu'on porta la santé du duc, Sa Grâce, en remerciant les assistants, dit encore : « Permettez-moi, avant de me rasseoir, de vous inviter à boire à la santé de notre souverain. A la majesté du peuple ¹ ! »

On ne peut, ce me semble, bien juger de ces deux discours, sans se reporter au moment où ils furent prononcés. Qu'on se rappelle que le duc proposait l'exemple de Washington au moment où la rébellion était imminente en Irlande, et quand la France avait promis du secours à cette rébellion. Qu'on se rappelle que le duc invoquait la souveraineté du peuple dans un moment où ce principe était devenu sur le continent le mot de ralliement de tant d'insurrections victorieuses. Des sentiments qui pourraient passer quelquefois pour des rêveries deviennent séditieux en d'autres occasions. Agissant d'après cette conviction, le gouvernement retira aussitôt au duc de Norfolk les deux charges qu'il occupait au nom de la

¹ *Registre annuel*, 1798, part. II.

couronne : la charge de lord lieutenant du West-Riding et celle de colonel d'un régiment de milice.

Pendant que les adversaires du gouvernement s'échauffaient de plus en plus dans leur ardeur démocratique, une réaction naturelle s'opérait d'autre part et amenait un redoublement de zèle à l'appui du ministère. Déjà, au mois de décembre de l'année précédente, pendant que le projet financier de Pitt était en comité, l'orateur de la chambre des communes avait émis un avis pratique. Il était convaincu, dit-il, que bien des gens riches, comprenant la délicatesse qui défendait au pouvoir de regarder de trop près aux capitaux, seraient disposés à offrir librement des contributions en dehors de leurs impositions, et il conseilla d'ajouter un article qui ouvrit cette voie aux personnes de bonne volonté. Le ministre profita de cette idée, et pendant les mois de février et de mars 1798, les souscriptions abondèrent. Pour les recevoir, on avait élevé une plateforme, comme au moment des élections, sous l'un des portiques de la Bourse. Des négociants et des marchands de tout rang s'y pressaient par centaines, apportant des contributions qui variaient d'une guinée à 3,000 livres sterling. Le premier jour, les souscriptions s'élevèrent à plus de 46,000 livres sterling, et ce noble élan ne se ralentit pas. M. Robert Peel, père du célèbre homme d'État, alors fabricant de calicot à Bury, dans le comté de Lancaster, et associé de M. Yates, versa d'un seul coup, dans sa loyale ardeur, 40,000 livres sterling¹. J'ai entendu raconter que M. Peel, ayant souscrit cette grosse somme sur une première impulsion et sans consulter son associé, retourna à Bury un peu inquiet du consentement de cet associé. Mais

¹ *Histoire du commerce*, par Macpherson, vol. IV.

M. Yates était aussi ardent que lui. Lorsque M. Peel lui raconta ce qu'il avait fait, il se contenta de lui dire en s'en allant : « Vous auriez tout aussi bien pu donner 20,000 livres pendant que vous y étiez ! »

En racontant ce fait, M. Macpherson ajoute : « Y a-t-il sur le globe un autre pays qui pût présenter un manufacturier en état de donner une pareille somme ? » Ainsi parlait, en 1805, M. Macpherson, l'auteur des *Annales du commerce*. Qu'aurait-il dit, s'il eût assez vécu pour voir l'exposition de Manchester en 1857 ?

Les corps publics souscrivirent également. La cité de Londres donna 40,000 livres sterling, et la banque d'Angleterre 200,000 livres sterling. Dans l'ensemble, ces contributions volontaires s'élevèrent à deux millions sterling, non compris une somme de 300,000 livres sterling qui arriva de l'Inde plus tard.

Mais quelque grandes que pussent être ces ressources, les nécessités publiques étaient plus grandes encore. Le 2 avril, Pitt se vit obligé de proposer un nouveau projet pour l'accroissement du revenu. Il désirait y arriver au moyen d'une commutation partielle de l'impôt foncier. Jusqu'alors l'impôt foncier avait été voté tous les ans par un acte du Parlement. Le taux annuel était fixé depuis longtemps à 4 schellings par livre sterling, et il produisait tous les ans deux millions environ. Pitt proposa de l'établir à perpétuité avec le droit de rachat; les sommes ainsi produites devaient être appliquées à la diminution de la dette publique. Il espérait ainsi non-seulement accroître le revenu de l'État, mais donner une nouvelle impulsion au crédit public. Ce qu'on pouvait surtout objecter à ce projet, c'était de perpétuer des inégalités choquantes. On n'avait point révisé les rôles

depuis 1692. La valeur des propriétés avait complètement changé depuis lors. Des étendues considérables de terre dans le comté de Lancaster et dans le comté d'York, par exemple, qui étaient alors des bruyères stériles, et qui avaient été taxées en conséquence, se trouvaient en 1798 chargées de vastes manufactures et de grandes villes. Il en résultait que, dans l'ensemble, les comtés du nord payaient une très-petite partie de l'impôt que supportaient les comtés du sud. « Mais il faut remarquer, » disait Pitt, « que depuis cent ans que cela dure on n'a jamais proposé de répartir les impôts plus également. Est-il plus probable qu'à l'avenir cette anomalie vienne à être corrigée, même si la taxe continuait à dépendre d'un vote annuel ? »

Ce fut pourtant sous d'autres points de vue qu'on attaqua surtout le bill dans les deux chambres. On soutint que la perpétuité de l'impôt foncier, sous une forme ou sous une autre, tendait à opprimer scandaleusement la propriété foncière : « Prenez garde, » s'écriait lord Sheffield dans la chambre des communes, « ne chassez pas les gentilshommes de la campagne ! » A la chambre des pairs, lord Thurlow alla plus loin : il reprocha aux propriétaires leur facilité à accepter tous les fardeaux qu'on trouvait bon de leur imposer. Il renouvela une plaisanterie courante dans le temps de sir Robert Walpole, et prétendit que les gentilshommes de province ressemblaient à des moutons qui se laissent tondre et retondre tranquillement, tandis que les hommes d'argent étaient comme les porcs qui ne manquent jamais de grogner et de se secouer si on touche à un de leurs poils ! Cependant, en dépit de ces arguments, si cela peut s'appeler des argu-

ments, le bill passa dans les deux chambres à une majorité écrasante¹.

Pendant que ce bill était encore en discussion, les besoins du trésor, provenant surtout des menaces et des préparatifs de l'ennemi, obligèrent Pitt à présenter ce qu'il appela son second budget. Il annonça, le 25 avril, dans un comité des voies et moyens, qu'il fallait ajouter trois millions aux estimations qu'il avait présentées. Il fallait contracter un nouvel emprunt pour obtenir cette somme, et afin de pourvoir aux intérêts annuels, M. Pitt proposa plusieurs petits impôts, entre autres une taxe sur les armoiries et sur les thés de qualité supérieure. Il n'y avait guère de choix, et ces mesures passèrent sans difficulté. Les chambres ne reculèrent pas non plus, lors du soulèvement de l'Irlande, devant la pénible nécessité de suspendre l'acte d'*habeas corpus* et de renouveler l'*alien bill*. Je dois entrer ici avec plus de détails dans les projets des conspirateurs en Irlande et de leurs confédérés en France.

Le jour même de la proclamation de la paix de Campo-Formio à Paris, le Directoire publia un décret enjoignant la formation d'une armée sur les côtes, sous le nom d'*armée d'Angleterre*, et nommant le général Bonaparte pour la commander. « Bravo ! » écrit Wolfe Tone, « ils ont l'air de prendre la chose au sérieux ! »

Bonaparte, en effet, commença par déployer l'énergie qui le caractérisait. Il fit une visite d'inspection dans les ports du nord, et pressa les préparatifs. Mais il semble

¹ Les débats de la chambre des lords sur l'impôt foncier ont été omis, je ne sais pourquoi, dans l'*Histoire parlementaire* et dans le registre annuel de Dodsley ; mais Rivington les donne en résumé (1798).

que son esprit et l'esprit des membres du Directoire se tournèrent peu à peu vers l'expédition d'Égypte comme plus importante. On projeta cette expédition pour le printemps de 1798, mais dans le plus profond secret. On la cacha surtout aux émissaires et aux exilés irlandais, que l'on continua de flatter de l'espoir d'un efficace appui.

Depuis que le général Hoche s'était sérieusement occupé des armements de Brest, de fréquentes communications avaient eu lieu à ce sujet entre Paris et Dublin. Les chefs des Irlandais unis se fiaient plutôt aux agents qu'aux lettres pour cette périlleuse correspondance. En 1796, ils avaient envoyé sur le continent lord Edward Fitzgerald et M. Arthur O'Connor; ce dernier avait eu une conférence secrète avec le général Hoche sur la frontière de Suisse¹. Par la suite, ils envoyèrent M. Edward Lewines en France pour y résider en qualité de leur ministre, et plus tard encore le docteur Mac Nevin alla y remplir une mission temporaire. En outre, à mesure que le temps marchait, le nombre des réfugiés irlandais augmentait à Paris. Napper Tandy et le jeune Tone avaient quitté Dublin; Lowry, Tennant et plusieurs autres s'étaient enfuis de Belfast. On peut se demander si, dans leur exil, ces hommes ajoutaient beaucoup à la force de leur cause. D'après le général Kilmaine, parlant d'eux à Wolfe Tone, « la conduite de la plupart des Irlandais à Paris n'était de nature à faire honneur ni à eux ni à leur pays! On n'entendait jamais parler chez eux que de dénonciations, et si chacun d'eux séparément disait

¹ Voir les détails de cette expédition dans la *Vie de lord Edward Fitzgerald*, par Moore, vol. I.

la vérité, tous les autres n'étaient que des coquins¹ ! »

Lorsqu'on jetait les yeux sur l'Irlande elle-même, la perspective était bien sombre. Le progrès du mécontentement et des violences presque générales avait suivi le rappel de lord Fitzwilliam. Alors, comme longtemps après, en Irlande, la modération était, de toutes les qualités, celle qu'on appréciait et même qu'on comprenait le moins. Par une réaction naturelle, mais fatale, les excès d'un parti amenaient les excès de l'autre. Les ennemis passionnés de l'alliance anglaise, les Irlandais unis ou les Défenseurs se trouvaient en face de loyalistes également passionnés qui prenaient le nom d'orangistes en l'honneur du roi Guillaume III.

Le premier conflit entre ces deux partis exaspérés eut lieu le 21 décembre 1795 dans le comté d'Armagh. Un corps de *défenseurs*, fort supérieur en nombre à ses adversaires, dans la proportion de dix contre un, dit-on, fut repoussé et mis en déroute. Il y eut quarante-huit morts et beaucoup de blessés. On donna à ce conflit le nom de la bataille du Diamant, en l'honneur d'un village voisin. On regarda à cette époque l'événement comme une grande victoire des protestants, et, même après le règne de Georges IV, les orangistes continuèrent, fort peu à leur honneur, à proposer souvent de boire au souvenir de ce combat².

Cette lutte étourdie amena quelques conséquences sérieuses. Les vainqueurs, immédiatement après ce conflit, se mirent à fouiller les maisons de tous ceux qu'on regardait comme les alliés des vaincus. Partout où l'on trouva

¹ Journal de Wolfe Tone, 16 juin 1798.

² Voir le débat de la chambre des communes, le 5 décembre 1837.

des armes, et quelquefois même quand on n'en trouvait pas, on brisa les meubles et on pillà les provisions. Dans la plupart des cas, ces insultes ne peuvent probablement pas être attribuées aux orangistes qui s'étaient battus, mais bien à la canaille qui marchait à leur suite. Nous voyons un témoin irréprochable, lord Gosport, à cette époque président des assises à Armagh, déplorer « la cruauté féroce » qu'on avait déployée envers les catholiques innocents, et déclarer qu'ils s'étaient trouvés à la merci de « bandits sans foi ni loi ». A la suite de ces événements, une quantité de catholiques quittèrent le comté d'Armagh pour aller s'établir dans la province de Connaught.

La bataille du Diamant eut une autre conséquence : ce fut l'organisation de la Société orangiste. Le nom existait déjà depuis quelque temps, mais ce fut en souvenir de cette victoire qu'on fonda la première loge orangiste. D'autres loges se formèrent bientôt ; on nomma un grand maître et un état-major d'officiers ; on acheta des armes ; en sorte que la province d'Ulster posséda bientôt un corps nombreux et bien discipliné.

Lorsque le Parlement irlandais se réunit au mois de janvier de l'année suivante, le procureur général, Arthur Wolfe, donna immédiatement avis de deux bills ; le premier était un acte d'insurrection pour interdire aux paysans des districts agités de sortir de chez eux entre le coucher et le lever du soleil ; le second était un bill d'indemnité destiné à absoudre les magistrats qui avaient pu dépasser la lettre de la loi en cherchant à maintenir l'ordre. Il proposa également de qualifier de félonie toute conspiration

¹ Discours de lord Gosport, 21 décembre 1795.

tendant au meurtre; les conspirations de ce genre « étaient devenues si fréquentes, dit-il, que l'idée de l'assassinat était aussi familière à la population que celle¹ de tirer un moineau ! Quelques jours après, il présenta à la chambre quatre résolutions destinées à servir de base aux mesures législatives, et exposant en termes énergiques l'agitation du pays et la nécessité de mettre un pouvoir plus efficace entre les mains des magistrats. Non-seulement il fallait leur donner le droit de chercher les armes, les munitions, les instruments dangereux, et de s'emparer de ce qu'ils trouvaient; mais encore, pendant les sessions, il fallait leur permettre d'envoyer servir sur la flotte les hommes turbulents et sans moyens appréciables de subsistance. Ces mesures passèrent à une immense majorité, en dépit des efforts de M. Grattan, de M. Ponsonby, de sir Lawrence Parsons et de quelques autres.

Ces mesures votées, la session se termina au mois d'avril 1796, et lorsqu'elle se rouvrit au mois d'octobre de la même année, on proposa un pas de plus, la suspension de l'acte d'*habeas corpus*. Cette proposition ne paraissait pas déraisonnable dans un moment où les conspirations s'ourdissaient de tous côtés en Irlande et pendant qu'une armée d'invasion française s'embarquait dans les ports de Bretagne; cependant elle rencontra, comme les mesures précédentes, une vive opposition. Lorsqu'on en vint aux voix, néanmoins, la majorité en faveur de la suspension fut considérable; cent trente-sept membres votèrent pour, une poignée seulement vota contre, sept personnes! « Je ne sais pas où vous nous menez, » s'écria Grattan; « nous allons d'un bill terrible à un autre, et je vois

¹ Voir les débats du Parlement d'Irlande, le 21 janvier 1796.

devant moi un abîme qui me fait reculer avec effroi¹ !

Grattan lui-même n'était pas beaucoup plus heureux quand il soutenait les intérêts des catholiques romains. Trois jours après, il proposa cette résolution théorique : « L'admissibilité des membres de la religion catholique romaine dans le Parlement est compatible avec la sûreté de la couronne et avec l'union de l'Irlande et de la Grande-Bretagne. » Mais cette proposition fut traitée dans le débat de dangereuse et séditieuse, et elle fut rejetée par 443 voix contre 42.

Il me paraît évident que les membres de l'opposition, en dépit de leur petit nombre, auraient pu rendre de grands services dans la chambre des communes irlandaise. Ils auraient pu occuper le juste milieu entre les orangistes et les défenseurs. Ils auraient pu protester contre la violence et l'oppression, de quelque côté qu'elles vissent à se produire. Ils auraient pu chercher à étouffer les conspirations en Irlande, et à repousser l'invasion française, tout en travaillant à établir un système de politique générale modéré et conciliant. Mais toutes ces considérations disparurent, à ce qu'il semble, à leurs yeux, devant la nécessité plus pressante d'imiter M. Fox. Lorsque cet homme d'État déclara, au printemps de 1797, qu'il était dans l'intention de se retirer le plus souvent du Parlement anglais, M. Ponsonby et ses quelques amis n'imaginèrent rien de mieux que de se retirer aussi presque complètement du Parlement irlandais.

Grattan n'appartenait pas exactement à la même faction, et il ne tint pas exactement la même conduite. Il résolut, par un sentiment plus noble, de ne point conser-

¹ *Vie de Grattan*, par son fils, vol. III.

ver un siège dans le Parlement s'il cessait d'en accomplir les devoirs. Participant donc à la retraite générale, il publia une adresse à ses électeurs, les citoyens de Dublin, pour annoncer qu'aux élections générales qui approchaient (elles eurent lieu pendant l'été de 1797), il renonçait à se présenter de nouveau à leurs suffrages. A peine est-il besoin de dire que l'intention de cette adresse était élevée ; mais il reconnut lui-même par la suite que le langage était imprudent : « C'était bien écrit, » disait-il vingt ans plus tard, « mais c'était fait pour enflammer. » Son collègue dans la représentation de Dublin, lord Henry Fitzgerald, adopta la même ligne de conduite, et refusa de se porter.

Ce n'était pas seulement du Parlement que Grattan voulait se retirer. En partie parce que sa santé était altérée, en partie aussi parce qu'il désapprouvait le système d'opérations adopté par le général Lake comme commandant du district du nord, il se démit de son rang¹ dans un corps de propriétaires ruraux auquel il s'était joint lors de sa formation. Voilà comment il advint que, dans une crise aussi importante, la plus importante qui soit survenue dans l'histoire moderne de l'Irlande, le grand patriote, le premier des politiques irlandais du temps, ne joua aucun rôle. A peine eût-il pu être plus étranger aux affaires de son pays s'il eût déjà reposé dans son glorieux tombeau, à l'abbaye de Westminster.

L'élection générale de l'été de 1797 amena peu de modifications dans la force respective des partis. Grâce à l'immense majorité qui soutenait les mesures du gouvernement, et à l'absence continue des membres de l'oppo-

¹ *Mémoires de Grattan, par son fils, vol. IV.*

sition, les discussions du Parlement perdirent beaucoup de leur intérêt. L'attention publique commença à se détourner des discours prononcés dans cette enceinte, pour se porter sur les événements du dehors. Là, les deux couleurs rivales, le vert et l'orange, étaient toujours rangées en bataille l'une contre l'autre ; là apparaissait de temps à autre l'un de ces conflits sanglants qu'on redoutait toujours ; là chaque parti semblait prévoir la lutte qui allait s'engager, et cherchait sans cesse à recruter de nouveaux adhérents.

La confédération des Irlandais unis était gouvernée à cette époque par un Directoire secret. Formé sur le modèle du Directoire français, avec lequel il cherchait à agir de concert, ce gouvernement se composait de cinq personnes : M. Arthur O'Connor, lord Edward Fitzgerald, M. Olivier Bond, le docteur Mac Nevin, et M. Thomas Addis Emmett. Parmi eux, lord Edward Fitzgerald était le premier comme rang et comme importance. Né en 1763, cinquième fils du duc de Leinster, il était entré de bonne heure dans l'armée ; mais pendant son voyage à Paris dans l'automne de 1792, il avait avidement accepté les nouvelles doctrines républicaines. Il n'y a guère lieu de s'en étonner lorsqu'on sait le nom de son hôte. Il écrivait lui-même, au mois d'octobre : « Je loge chez mon ami Paine ; nous déjeunons, nous dîmons et nous soupons ensemble ¹. Plus je vois son intérieur, plus je l'aime et je le respecte. » Le mois suivant, il assista à un banquet public donné à Paris par quelques Anglais pour célébrer les victoires des armées françaises. On y porta et on y but des santés d'une fraternité très-décidée. En conséquence,

¹ Lettre à sa mère, 30 octobre 1792.

lord Edward Fitzgerald fut, comme il le dit lui-même et comme il semblait s'y attendre¹, « rayé de l'armée » en Angleterre. A peu près à la même époque, il épousa Pamela, fille adoptive de madame de Genlis, à laquelle on croyait généralement des liens de parenté avec le duc d'Orléans. Il ramena sa jeune femme en Irlande au commencement de l'année 1793. Comme membre pour le comté de Kildare, il prit activement parti dans la chambre des communes contre les mesures du « château. » Cependant il était loin de s'entendre complètement avec ses amis de l'opposition. Dans une lettre écrite l'année suivante, il parlait en ces termes de Conolly, son oncle par alliance, ainsi que de Grattan : « La milice de Conolly l'a effrayé; il sait que ce sont tous des républicains, ainsi que tous les hommes du nord. Il termine tous ses discours en maudissant les presbytériens. Il a de bonnes intentions, pauvre garçon, mais il se trompe dans sa manière d'agir. Je ne comprends rien à ce que veut Grattan; son discours d'hier au soir sur l'adresse était très-mauvais et contenait la plus funeste doctrine qu'on ait jamais entendue. Il est inutile de compter sur le Parlement pour obtenir quelque chose, et si le peuple ne s'aide pas lui-même, il faudra bien qu'il souffre². »

Avec cette manière de voir, lord Edward Fitzgerald ne se mêla pourtant pas dès le début aux conspirateurs. Ce ne fut qu'au commencement de l'année 1796 qu'il entra dans les rangs des Irlandais unis, en compagnie d'Arthur O'Connor, d'Emmett et de Mac Nevin³. Une fois sa jonc-

¹ Voir sa biographie par Moore, vol. I. Voir également, p. 176, un passage d'une lettre subséquente qui n'est pas datée.

² Lettre à sa mère, 23 janvier 1794.

³ *Vie*, par Moore, vol. I.

tion opérée, il devint un de leurs chefs à l'intérieur, et, comme je l'ai déjà dit, il accepta une fois une mission à l'extérieur. Doué d'une physionomie franche et ouverte. de manières séduisantes, lord Edward possédait la plupart de ces qualités imprudemment généreuses qui caractérisent ses compatriotes, et son nom, entouré de l'auréole d'une fin triste et prématurée, reste encore populaire en Irlande, même auprès de ceux qui désapprouvent absolument la marche qu'il suivit.

Les hommes les plus importants du gouvernement irlandais n'étaient peut-être pas à cette époque le lord lieutenant ni le premier secrétaire. Le comte Camden et M. Thomas Pelham étaient tous deux hommes d'excellentes intentions et d'une aptitude très-suffisante pour les affaires; mais ils avaient auprès d'eux un esprit plus ferme et plus hardi, le chancelier, John Fitzgibbon, devenu le comte de Clare.

Avec des hommes aussi énergiques dans les deux partis pour défendre le gouvernement ou pour conspirer contre lui, l'année 1797 fut pleine de scènes pénibles et irritantes. Un journal qui s'appelait l'*Étoile du Matin* paraissait à Belfast; c'était ce qu'il y avait de pis en Irlande comme excitation à la sédition, et comme injures grossières aux loyalistes. Lors de la suspension de l'acte d'*habeas corpus*, les propriétaires Robert et William Simms avaient été envoyés à Newgate. Mais leur emprisonnement n'avait pas mis un terme à la publication du journal, comme on s'y était attendu; le ton ne s'était même pas modéré. Le ressentiment fort naturel causé par ces insultes se manifesta d'une manière injustifiable. Par ordre supérieur, un détachement de soldats sortit un matin de la caserne de Belfast, marcha sur l'im-

primerie et la démolit de fond en comble. Le dangereux journal était supprimé, mais le dangereux esprit subsistait. Deux autres journaux, *l'Étoile de l'Union* et la *Presse*, paraissaient tous les jours, rédigés à peu près dans les mêmes principes, à peu près par les mêmes personnes. Ces journaux étaient imprimés d'un seul côté, afin qu'on pût les coller le soir sur les murailles et comme des affiches à l'usage du commun peuple. Ce fut dans les colonnes de la *Presse*, dont un certain Peter Finnerty était nominalement gérant, que Thomas Moore, nous dit-il lui-même, fit ses premières armes en prose.

Des poursuites légales suivirent naturellement ces attaques. Au mois d'octobre 1797, William Orr fut pendu à Carrick-Fergus pour avoir fait prêter des serments entachés de haute trahison. Peter Finnerty fut poursuivi à Dublin sous le chef de libelle, pour avoir publié des réflexions sur cette exécution. M. Curran le défendit avec une grande éloquence ; mais sa culpabilité ayant été reconnue, il fut condamné à une heure de pilori et à deux ans de prison¹.

Des mesures militaires se joignirent à ces poursuites judiciaires. Au mois de mars 1797, le général Lake publia une proclamation pour requérir tout son district, c'est-à-dire les cinq comtés du nord, de rendre leurs armes. Quant aux armes qui resteraient cachées, la proclamation invoquait le concours des dénonciateurs, promettant un secret inviolable et une récompense égalant en valeur les armes qui pourraient être saisies.

Au mois de mai suivant, une proclamation du lord lieutenant requit la même mesure dans le royaume tout

¹ *Procès politiques*, par Howell, vol. XXVI.

entier. Son Excellence dénonça les coupables conspirations des Irlandais unis pour renverser l'autorité du roi et du Parlement : « Afin de poursuivre leurs projets , » disait-il, « ils se sont souvent rassemblés en nombres inusités, sous prétexte de planter des pommes de terre, d'assister à un enterrement, ou autres raisons semblables; et une fois assemblés, » dit la proclamation, « ils ont enlevé les armes dans les maisons des fidèles sujets du roi, ils ont coupé et emporté une quantité d'arbres pour en faire des manches de piques et autres armes offensives, ils ont cherché à désarmer plusieurs corps de propriétaires, ils ont tiré sur plusieurs détachements des troupes régulières de Sa Majesté. » C'est pourquoi chacun était sévèrement requis de rendre les piques et fers de piques, les fusils et les épées, et de chercher à découvrir ce que d'autres pouvaient cacher; d'ailleurs, comme quelques-uns pouvaient s'être joints aux conspirateurs par ignorance et par intimidation, grâce plénière était promise à tous ceux qui, n'étant pas coupables eux-mêmes de félonie, se rendraient avant un jour fixé et prèteraient le serment de fidélité.

Il n'y a point de raison de croire que lord Camden ait exagéré dans cette pièce les violences des Irlandais unis; mais il est également certain qu'on pouvait reprocher des violences semblables à l'autre parti. Il est juste de dire qu'à cette époque les paysans n'étaient pas les seuls à commettre des actes de violence contre la milice et les soldats, et que les soldats et la milice en commettaient aussi contre les paysans. Il est juste de se rappeler les excès d'un parti, puisque c'est la seule excuse possible pour les excès de l'autre.

De temps en temps le gouvernement se trouvait

en mesure, grâce aux dénonciations, de saisir des papiers séditieux et d'arrêter des gens suspects. Ainsi, à Belfast, tout le comité des Irlandais unis fut arrêté du même coup. Nous lisons dans le journal de Wolfe Tone¹ des lamentations constantes sur le sort de ses meilleurs amis, de ceux sur lesquels il comptait le plus dans le cas d'un débarquement français, et qui se trouvaient en prison. Arthur O'Connor fut également arrêté, mais il fut relâché après une courte captivité.

Ainsi, au début de 1798, tout était sombre et menaçant en Irlande, tout présageait l'orage qui allait éclater. Les loyalistes d'un côté, les conspirateurs de l'autre, devenaient tous les jours plus animés et plus enclins à dédaigner également toute tentative de conciliation. Il y eut cependant un politique qui, jusqu'au dernier moment, tenta, contre toute espérance, de servir de médiateur entre les deux partis. Il y eut un politique, membre de l'opposition comme Fox et Ponsonby, mais qui ne crut pas comme eux, au moment du danger public, devoir mettre la retraite et l'abandon au nombre de ses devoirs civils. Ce politique était le comte de Moira. Comme militaire et sous le titre de lord Rawdon, il s'était brillamment distingué dans la guerre d'Amérique. A son retour, il avait reçu une pairie anglaise, et dix ans plus tard il avait hérité d'une pairie en Irlande. Comme pair et comme propriétaire irlandais, il était bientôt devenu populaire dans ce pays. On avait même eu un moment l'idée qu'il serait nommé général en chef ou lord lieutenant. Il prenait rarement part aux débats, et n'y appor-

¹ Voyez, par exemple, les passages du 29 octobre et du 17 novembre 1796.

taut pas un grand don d'éloquence ; mais sa chaleur de cœur toute irlandaise et le respect dû à son caractère et à ses services lui donnaient une certaine action.

Il y avait d'ailleurs à cette époque une autre raison qui ajoutait du poids et de l'importance aux paroles de lord Moira. On savait qu'il possédait toute la confiance du prince de Galles, et qu'il exprimait exactement les sentiments qu'éprouvait pour le moment Son Altesse Royale. C'était probablement par son conseil que le prince avait récemment offert aux ministres de se charger, dans un but de conciliation, du poste de lord lieutenant du roi en Irlande. L'offre avait été refusée, ce qui était naturel, vu la position et les relations du prince ; mais le fait vint à être connu ou cru tout au moins par le public ¹.

Telle était la situation des affaires lorsque lord Moira exposa l'état de l'Irlande devant la législature anglaise. Il y apporta beaucoup de zèle, et y revint à deux reprises, d'abord au mois de mars, puis au mois de novembre 1797 : « Milords, » dit-il, « dans une lutte comme celle que nous soutenons, je ne comprends pas qu'on laisse une partie du royaume peser comme un corps mort sur le reste.... Je ne veux pas pour le moment discuter toutes les violences qui ont réduit l'Irlande à cette déplorable condition. Je pourrais les discuter ailleurs ; mais tout en les regrettant, je tiens à établir qu'à mon avis les mécontentements doivent leur origine à des rigueurs mal entendues. J'ai été témoin en Irlande d'actes d'une tyrannie aussi absurde que choquante. »

Dans les deux débats, lord Grenville répondit à

¹ *Histoire d'Irlande*, par Francis Plowden, vol. II.

lord Moira, qui, n'ayant pas de succès en Angleterre, reprit la question, au mois de février 1798, devant la chambre des lords d'Irlande. On écouta son discours avec une profonde attention ; la chambre était emcombrée de bonne heure ; il commença par se plaindre de certaines calomnies au sujet de ses discours dans le Parlement anglais : « Mais, » s'écria-t-il, « comme l'a dit un écrivain, la calomnie ressemble aux vapeurs méphitiques de la grotte du Chien, à Naples : elle suffoque l'animal qui rampe à terre, mais elle ne peut rien sur l'homme qui marche debout. » Il s'étendit ensuite sur les griefs de son pays natal et sur la tyrannie de ses maîtres. Il ne négligea pas, en passant, de rendre un léger hommage aux vertus naissantes de l'héritier présomptif : « Si l'Irlande était seulement cordialement unie, » dit-il, « je ne m'inquiéteraï guère de toutes les forces que la France pourrait envoyer pour nous envahir ; dans quinze jours il n'y aurait pas un seul Français en vie, excepté les prisonniers. » Il ne proposa aucune mesure spéciale, mais dans ses discours il insista sur les deux points capitaux, l'émancipation des catholiques et la réforme parlementaire.

Il semblait difficile de répondre à un pareil discours, venant d'une pareille bouche ; mais quelque rude que fût la tâche, elle n'était pas au-dessus des forces du lord chancelier Clare. Il répondit au comte de Moira, et même riposta à ses attaques par un discours habile et puissant, qui eut, dans le temps, un grand retentissement en Irlande et en Angleterre. Il dit que, si la conciliation devait être regardée comme le gage de la tranquillité publique, aucune nation en Europe n'avait eu la partie aussi belle que les Irlandais. Depuis près de vingt ans on poursui-

vait sans relâche un système de conciliation. D'abord étaient venues les concessions commerciales de lord North, puis l'égalité législative de 1782, ensuite les allègements apportés au Code pénal, et enfin la franchise des catholiques romains. Quel avait été le résultat de toutes ces concessions ? La formation d'associations séditieuses, un système de violences et de vols nocturnes, l'ordre donné par les clubs jacobins de Dublin et de Belfast de lever des régiments de gardes nationaux avec l'uniforme français et les mots d'ordre français, la ligue des Irlandais unis, la résolution franchement avouée de n'accepter aucun concours du Parlement, et le désir, à peine dissimulé, de se séparer de l'Angleterre. Un gouvernement révolutionnaire se trouvait ainsi complètement organisé contre le pouvoir légal. Pouvait-on lutter contre une pareille combinaison de forces, pouvait-on y résister, encore moins la détruire, avec les formes lentes et théoriques de l'autorité régulière ? Bien loin d'accorder, selon la prétention de lord Moira, que la proclamation de lord Camden pour obliger la population à désarmer fût illégale, le chancelier soutint qu'elle était non-seulement commandée par l'intérêt public, mais directement dans les limites de la loi.

Mais lord Moira avait cité des cas particuliers ; lord Moira avait déclaré qu'il pouvait répondre de la fidélité de sa ville de Ballinahinch dans le comté de Down. Cependant, la population de cette même ville de Ballinahinch, lorsqu'elle avait été sommée par le général Lake de rendre ses armes, avait refusé d'y consentir jusqu'à ce que le commandant eût eu recours à des menaces ; et parmi les armes livrées alors, il y avait une assez grande quantité de piques. Les piques faisaient-elles partie des

arguments constitutionnels en faveur de la réforme parlementaire? Était-ce un emblème de fidélité? Ou bien était-ce une offrande de soumission et d'affection, de la part des tenanciers de lord Moira, aux vertus naissantes de l'héritier présomptif¹?

Le grand malheur de l'Irlande, continua le chance-lier, et il avait bien raison, « c'était que le peuple anglais la connaissait moins bien que toute autre nation de l'Europe. Les Irlandais, d'autre part, étaient excessivement faciles à entraîner; peu civilisés, disait-il, et de tous les peuples le plus dangereux à expérimenter ou à prendre pour sujet d'une expérience. Du reste, on ne pouvait tenter aucune expérience dans la crise terrible qui menaçait l'Irlande. Le premier pas à faire pour tranquilliser l'Irlande devait être la suppression de la rébellion. Aucune mesure de conciliation ne pouvait satisfaire les Irlandais unis, en dehors d'une démocratie pure, établie par l'influence de la république française et garantie par sa puissance.

Après un long débat, la motion de lord Moira fut rejetée à une forte majorité, quarante-cinq voix contre onze. Eût-elle passé, il eût été difficile d'en espérer un résultat plus heureux. Si lord Moira avait dit la vérité, lord Clare l'avait dite également. Si les griefs étaient d'ancienne date, la rébellion était imminente, et l'on ne pouvait guère remédier aux uns en face de l'autre. Peut-être doit-on penser qu'en 1798 l'Irlande était tombée dans un état qui n'admettait plus de mesures prudentes ou satisfaisantes. Le cardinal de Retz dit quelque part dans ses

¹ Voir la jolie chanson sur la fidèle ville de Ballinahinch, attribuée à M. Canning, dans le numéro du 9 juillet 1798 de l'*Anti-Jacobin*.

mémoires qu'il a remarqué qu'en certaines conjonctures on ne peut plus faire que des fautes : « J'ai observé, » dit-il, « que la fortune ne met jamais les hommes en cet état, et que personne n'y tombe que ceux qui s'y précipitent par leur faute ⁴. »

Au commencement de l'année 1798, au point où se trouvait le pays, il devint évident, pour le directoire secret à la tête des Irlandais unis, qu'avec ou sans le concours de la France, il était impossible de retarder beaucoup plus longtemps le soulèvement de leur monde. Afin d'obtenir ce concours dans le plus bref délai possible, ils résolurent d'envoyer l'un d'eux à Paris. Arthur O'Connor se chargea de cette périlleuse tâche. Il voyagea avec un déguisement militaire, sous le nom du colonel Morris. Il emmena avec lui un prêtre catholique qui avait déjà rempli en France une mission du même genre; son véritable nom était O'Coigley, ou communément Quigley; mais, pour se cacher, il s'appelait parfois Fivey et parfois le capitaine Jones. John Binns, bien connu comme l'agent de la société de correspondance, et deux confédérés d'un rang inférieur, qui servaient de domestiques, les accompagnaient également. De Londres ils se rendirent à Whitstable, et de là à Margate; ils prétendaient être des contrebandiers, et firent leur marché avec un pêcheur pour traverser la Manche. Mais leur dessein était suspect, et on les avait suivis de Londres; deux agents de police, ou, comme on les appelait alors, des coureurs, venus de Bowstreet, réussirent, avec l'aide de la police du lieu, à s'emparer le 28 février des cinq conspirateurs. Leurs papiers furent également saisis. On y trouva une correspondance

⁴ Mémoires, vol. I.

secrète qui révélait leurs projets et constatait l'identité de leurs personnes. On les amena d'abord à Londres, où ils furent interrogés devant le duc de Portland, en sa qualité de secrétaire d'Etat; puis, comme ils avaient été arrêtés dans le comté de Kent, ils furent transportés à Maidstone pour y être jugés.

A Dublin on trouva également le fil pour arriver à connaître les principaux conspirateurs. On tomba sur un dénonciateur qui s'appelait Thomas Reynolds. Il donna des renseignements exacts sur une réunion de chefs qui devait se tenir chez M. Olivier Bond le 42 mars. Le major Swan, magistrat du comté de Dublin, armé d'un mandat du premier secrétaire et accompagné de treize sergents de ville en habits bourgeois, frappa à la porte à l'heure dite; ils furent admis à l'instant à l'aide d'un mot de passe que Reynolds leur avait appris. Ils se trouvèrent donc en mesure d'arrêter Olivier Bond lui-même, ainsi que tous ceux qui se trouvaient chez lui. On découvrit également une quantité de papiers secrets, surtout les comptes rendus des forces envoyées par les officiers des Irlandais unis, et des listes de toasts révolutionnaires. Le plus significatif de tous était peut-être celui-ci : « A notre mère Erin, parée de ses rubans verts par une marchande de modes française, si elle ne peut pas se parer toute seule ! »

Il se trouva que trois des principaux meneurs, lord Edward Fitzgerald, le D^r Mac Nevin et M. Emmett, ne s'étaient pas rendus à la réunion chez Bond. Ils restèrent donc en liberté au premier abord; mais des mandats furent lancés séparément contre eux: Mac Nevin et Emmett furent bientôt pris. Lord Edward seul continua de déjouer les poursuites. Pendant près d'un mois il resta caché chez une veuve, sur les bords du canal, près de Du-

blin. Tant que cela avait été possible, le gouvernement avait cherché de toute façon à l'épargner. Quelques jours avant l'arrestation du 12 mars, le chancelier lord Clare disait à l'un des plus proches parents de lord Edward : « Pour l'amour de Dieu, faites sortir ce jeune homme du pays; tous les ports sont ouverts, et on ne mettra aucun obstacle à son départ¹. »

Au bruit de quelques soupçons, lord Edward quitta la maison de la veuve dans les faubourgs et rentra à Dublin. Il se réfugia enfin chez un marchand de plumes appelé Murphy, qui demeurait dans Thomas-street. Mais il ne se renfermait pas toujours dans la maison comme la prudence l'eût exigé. Il sortit un jour en habits de femme et alla faire à sa femme une visite qui se trouva être une visite d'adieu. On le regardait toujours comme l'un des meneurs. On disait tout bas qu'on lèverait bientôt son étendard dans la province de Leinster, et que la rébellion commencerait au moins sous son nom, si elle ne pouvait continuer à ce titre. Dans cette situation, le gouvernement publia le 11 mai une proclamation offrant une somme de 1,000 livres sterling à celui qui découvrirait la retraite de lord Edward. On reçut bientôt des renseignements secrets. Les magistrats apprirent le lieu de sa retraite et prirent leurs mesures en conséquence. Un détachement composé du major Sirr, du major Swan, du capitaine Ryan et de huit soldats, entra tout d'un coup, le 19 mai, dans la maison de M. Murphy. Lord Edward, en robe de chambre, était encore sur son lit. Quoique surpris, il se défendit en désespéré avec ses pistolets et son épée, faisant et recevant plusieurs blessures graves. Il finit par

¹ *Vie de Fitzgerald*, par Moore, vol. II.

être pris et emmené en prison. Mais le résultat de la lutte fut fatal pour l'un des assaillants comme pour le prisonnier. Le capitaine Ryan mourut de ses blessures, et lord Edward expira aussi quelques jours après.

L'arrestation des chefs, le 12 mars, donna au gouvernement quelque espoir d'étouffer dans son germe l'insurrection projetée. Le général en chef publia un ordre du jour requérant de nouveau la population de rendre ses armes. Partout on les refusait ; les troupes avaient pour instructions de faire les plus grands efforts pour les découvrir et pour s'en emparer. Grâce à ces efforts, on saisit une grande quantité d'armes, quarante-huit mille fusils et soixante-dix mille piques¹. Mais pour arriver à ce résultat, la rigueur et parfois même la cruauté auxquelles on eut recours furent grandes. On usait surtout de sévérité envers les membres de la ligue des Irlandais unis, qui, pour se reconnaître entre eux, portaient les cheveux courts, et qu'on surnommait en général les *Tondus*. Un grand nombre de ces malheureux furent soumis aux châtimens militaires du fouet et du piquet ; ce dernier supplice consistait à obliger le condamné à se tenir d'un seul pied sur un pieu pointu. D'autres, dit-on, eurent la corde au cou, et se trouvèrent à moitié étranglés avant d'avoir révélé l'endroit où leurs armes étaient cachées. Pour excuser un peu ces cruautés, véritablement injustifiables, il faut dire que plusieurs personnes arrêtées avaient nié sous serment toute connaissance d'un dépôt d'armes, et que, sous la pression de peines corporelles, elles avaient ensuite révélé l'existence d'approvisionnemens considérables.

¹ Rapport du comité secret de la chambre des communes d'Irlande, août 1708. Appendice, n° 39.

Les torts devinrent terribles des deux parts. On tirait sans cesse sur les soldats dans l'obscurité, derrière les haies et les fossés. On les cherchait pour les attaquer lorsqu'ils se trouvaient seuls et sans armes. D'autre part, lorsqu'on leur permettait de vivre cantonnés dans les districts soulevés, ils étaient exaspérés par les lâches attaques dont ils étaient l'objet, et on ne pouvait pas, peut-être ne voulait-on pas, les empêcher de commettre des actes de violence. Bien des chaumières furent brûlées, bien d'autres furent ravagées et pillées. La loi martiale, ou plutôt la licence martiale, régnait partout sans qu'aucun voile vint cacher sa hideuse difformité.

Enfin, aux mois de mai et de juin, les flammes qui couvaient depuis si longtemps éclatèrent. Les paysans se soulevèrent dans différents districts des provinces du nord, de l'est et du midi. Le Connaught seul resta calme. Les chefs étant arrêtés ou obligés de se cacher, il n'y avait ni direction centrale ni organisation militaire. Au lieu de l'ordre, régnaient partout, et malheureusement des deux parts, l'esprit de vengeance et le besoin de la destruction. Ce serait une tâche pénible et sans utilité que de retracer en détail les scènes qui suivirent. Les circonstances variaient aussi peu que le résultat. Partout l'insurrection était violente, presque partout la répression était cruelle.

Certains districts du Leinster furent les premiers à se soulever. Les malles-poste furent arrêtées et pillées sur plusieurs routes tout près de Dublin; on ne négligeait aucun effort pour aider les conspirateurs dans l'intérieur de la ville. Mais ils furent comprimés d'une main ferme, et on marcha promptement sur eux en rase campagne. Kildare, Naas, Hackets-Town et d'autres villes

devinrent le théâtre de luttes sanglantes. Mais les rebelles n'eurent de véritable succès qu'à Prosperous. Ils surprirent cette petite ville au milieu de la nuit, et passèrent au fil de l'épée presque tous les soldats du petit détachement qui la défendait. Dans cette occasion, leur chef était John Esmonde, fils cadet de sir Thomas Esmonde, d'une ancienne famille catholique. Il était médecin et lieutenant du corps de propriétaires de Clane-Town. Il avait dîné la veille au soir avec ses camarades à la table des officiers, et le lendemain matin il rejoignit son corps en marche, comme si rien ne lui était arrivé, avec ses habits en ordre et de l'air le plus tranquille. Mais le capitaine avait déjà reçu des avis secrets sur la prise de Prosperous; John Esmonde fut arrêté sur-le-champ; quelque temps après, on lui fit son procès; il fut déclaré coupable et pendu¹.

Dans la province d'Ulster, au contraire de ce qu'on attendait dans les deux partis, les soulèvements furent rares et de peu d'importance. Belfast, qui avait été le centre de la conspiration, fut à peine atteint par la rébellion. De toutes les villes de cette province, la plus profondément troublée par la révolte fut peut-être cette fidèle ville de Ballinahinch, si récemment vantée par lord Moira. Antrim fut entouré et attaqué par un corps de rebelles très-considérable. Lord O'Neil, qui vivait dans le voisinage, fut jeté à bas de son cheval et mortellement blessé. Il y eut deux combats, l'un à Saintsfield, l'autre sur les terres mêmes de lord Moira; les rebelles furent mis en déroute dans les deux occasions. Plusieurs des chefs

¹ *Histoire de la rébellion*, par Musgrave, vol. I; voir dans le vol. II le témoignage de Thomas Davis de Prosperous.

furent pris et exécutés ; au bout de huit jours la rébellion était étouffée de ce côté.

Mais la lutte sérieuse se passa dans le comté de Wexford. Là, un corps nombreux de paysans s'était rassemblé à la voix du père John Murphy, curé de Bonvalogue. Cet homme avait pris un grand ascendant sur la multitude ignorante. Il leur déclarait que, par une faveur spéciale de la Providence, il était devenu invulnérable, et après chaque action il avait coutume de leur montrer les balles qu'il avait reçues dans la main, disait-il. Ses partisans comptaient déjà quatre mille hommes, et s'étaient postés sur la colline d'Oulart le matin du 27 mai, jour de la Pentecôte. Le lieutenant Foote, accompagné seulement de cent dix hommes de la milice du comté de Cork, eut l'imprudence d'aller les attaquer. Comme on pouvait s'y attendre, les miliciens furent défaits et passés au fil de l'épée ; on épargna seulement le commandant et quatre soldats.

Cette facile victoire jeta de l'huile sur le feu. Les rebelles marchèrent en triomphe jusqu'à Ferns, et là, aux cris d'à bas les hérétiques, ils incendièrent le palais de l'évêque, que l'évêque avait heureusement quitté à temps. De là, ils se rendirent à Enniscorthy, ville commerçante assez considérable sur la rivière Slaney ; elle était défendue par trois cents soldats avec quelque secours des bourgeois. La place fut attaquée le 28 ; la lutte dura quelques heures, mais les assaillants ayant mis le feu à la ville sur plusieurs points, les royalistes furent obligés d'en sortir, et une scène horrible de massacre et d'incendie s'ensuivit.

Sur ces nouvelles, les royalistes du comté de Wexford comprirent qu'ils ne pouvaient plus maintenir leur position.

L'officier chargé du commandement, le lieutenant-colonel Maxwell, évacua la ville, et les rebelles y entrèrent le 30 mai. Ils ouvrirent les portes de la prison et mirent en liberté M. Bagenal-Harvey, gentilhomme protestant, riche et de bonne maison. On le savait favorable à la cause des rebelles, et le parti du gouvernement l'avait mis en prison. Deux autres propriétaires du même district, M. John Colclough et M. Edward Fitzgerald, avaient partagé le même sort, mais la veille on les avait relâchés sous caution. Ces trois gentilshommes se joignirent alors aux insurgés, et prirent place parmi les meneurs. Un autre protestant fort riche, M. Cornélius Grogan, de Johnstown, se joignit également à eux ; mais il était vieux et timide, et soutint dans la suite qu'il avait agi par compulsion.

Les rebelles ne choisirent point de chef pour les commander ; ils nommèrent seulement un comité de sept personnes dont M. Bagenal-Harvey était le président. Tous les jours, ils recevaient des renforts considérables des paysans du voisinage. Plusieurs prêtres se joignirent également à eux. Leur principal camp était établi sur une éminence appelée Vinegar-Hill, qui dominait la ville d'Enniscorthy, de l'autre côté de la Slaney. Au bout de quelque temps, leurs forces se montèrent à quinze mille hommes ; et ce nombre allant toujours croissant, ils prirent le titre d'armée unie du Wexford, et, grâce aux exhortations de quelques prêtres d'un rang inférieur, leur fanatisme devint de la fureur contre la foi professée par leur chef lui même

Le fanatisme de cette armée rebelle éclatait surtout dans la manière dont elle traitait les prisonniers protestants. Tous les jours on les menait à la mort de sang-froid, et avec toutes les aggravations d'une cruauté

sauvage. Lorsque par quelque incident l'exécution était remise au lendemain, les persécuteurs s'emparaient des victimes et se donnaient le plaisir de les soumettre au supplice du fouet. Il est impossible de supposer que les honnêtes prêtres qui se trouvaient alors dans le camp des rebelles pussent avoir la plus légère part à ces atrocités. Il est également impossible de les attribuer aux chefs protestants. Le fait est, comme l'avoua par la suite M. Edward Fitzgerald au sous-secrétaire d'Etat, que « ni lui ni les autres chefs n'avaient grande autorité; la populace était furieuse et voulait massacrer tous les protestants; la seule manière de les empêcher de brûler les maisons était de leur dire qu'ils détruisaient leurs propres biens. » Fitzgerald ajoutait qu'au début ses hommes se battaient bien, mais qu'ils avaient fini par ne plus tenir du tout ¹.

A cette époque, sir Ralph Abercromby ne commandait plus en chef en Irlande. Il avait si souvent et si vivement différé d'avis avec lord Camden qu'on avait été obligé de le rappeler. Selon lord Cornwallis, Abercromby avait été tout à fait extravagant². Son rappel amena le cabinet à examiner avec une vive inquiétude toute la question du gouvernement de l'Irlande. Il sembla très-désirable, au début d'une rébellion, de concentrer toute l'autorité dans une main unique et habile. Lord Cornwallis parut la seule personne en état de remplir les conditions indispensables. On le pressa de se charger de ce poste difficile. Il avait prévu cette requête dès le premier moment : « Je m'attends à être violemment sollicité de

¹ Correspondance de lord Cornwallis, lettre de M. E. Cooke, 24 juillet 1798.

² Lettre au général Ross, 30 mars 1798.

partir ¹ » écrivait-il à son ami intime, « que ferai-je ? Que puis-je faire ? » Ses sentiments personnels étaient antipathiques à cette tâche ; il écrivait quelque temps après : « La vie de lord lieutenant d'Irlande répond à mon idéal d'un supplice complet. » Mais le sentiment du devoir public l'emporta. Il partit pour l'Irlande avec le double titre de lord lieutenant et de général en chef, emportant toute la confiance de M. Pitt et du duc de Portland. Il était autorisé à proclamer l'amnistie le plus tôt possible, et il avait pour instructions de chercher, par tous les moyens possibles, à réprimer les faits de vengeance à la suite de la guerre civile.

Lord Cornwallis arriva à Dublin le 20 juin seulement. Les préparatifs pour attaquer les rebelles dans le comté de Wexford étaient finis, et on allait les mettre à exécution. Il ne prit donc aucune part à ces arrangements.

M. Thomas Pelham était encore nominalement secrétaire d'Irlande à cette époque ; mais il était malade et depuis quelque temps retenu en Angleterre, en sorte que M. Robert Stewart, lord Castlereagh, remplissait les devoirs de sa charge. Cet homme d'Etat, qui joua par la suite un rôle si important dans l'histoire de son pays, fils aîné du comte de Londonderry, n'avait pas encore vingt-neuf ans : « J'ai tout lieu d'être fort satisfait de lord Castlereagh, » écrivait lord Cornwallis à son ami intime ² ; « c'est véritablement un jeune homme rare ; ses talents, son caractère et son jugement le rendent propre aux plus grandes affaires. » En effet, le nouveau lord lieutenant était si convaincu du mérite de son secrétaire que

¹ Au général Ross, 30 mars et 1^{er} juillet 1798.

² Au général Ross, 9 juillet 1798.

lorsque M. Pelham donna sa démission quelques mois après, lord Cornwallis demanda sur-le-champ et obtint la nomination définitive de lord Castlereagh à sa place.

Mais avant d'en venir à la fin de l'insurrection du comté de Wexford et aux mesures de lord Cornwallis pendant sa vice-royauté, j'ai à raconter certains événements qui se passèrent en Angleterre dans l'intervalle. Le procès des prisonniers irlandais Arthur O'Connor et James O'Coigley, ainsi que celui de leurs confédérés anglais, commença à Maidstone le 21 mai. Le procureur général sir John Scott et l'avocat général sir John Milford parurent au nom de la couronne. Le principal avocat des prisonniers était M. Plumer, plus tard maître des rôles. Plusieurs témoins déposèrent des incidents du voyage des accusés jusqu'à Maidstone, et on produisit les papiers saisis sur eux. D'autre part, Arthur O'Connor appela en témoignage tous les chefs de l'opposition anglaise pour répondre de son caractère et de ses principes. Fox, Sheridan, Erskine, lord John Russell, le duc de Norfolk et le comte de Thanet comparurent en sa faveur. Mais le témoignage le plus important fut celui de Grattan, qui vint tout exprès d'Irlande. Il déclara qu'il connaissait M. O'Connor depuis 1792, qu'il avait eu l'occasion de juger de ses opinions politiques, et qu'il ne lui avait jamais entendu dire un mot qui pût faire supposer qu'il serait favorable à une invasion dans son pays. Vu la notoriété de la ligne de conduite qu'Arthur O'Connor avait adoptée dans la question irlandaise, l'extrême naïveté de M. Grattan, si tant est que ce fût de la naïveté, peut exciter quelque surprise.

Il était naturel cependant que ce témoignage eût un grand poids auprès du jury de Maidstone. A la fin du procès, les jurés déclarèrent O'Coigley coupable, mais ils

acquittèrent O'Connor et les deux autres prisonniers. Avant le prononcé du jugement, O'Connor avait su qu'un agent de police se trouvait dans la cour avec un mandat pour l'arrêter sur un autre chef. A peine le verdict était-il prononcé, qu'il quitta le banc où il se trouvait avec les autres prisonniers, et chercha à s'échapper; un de ses témoins, lord Thanet, et l'un de ses avocats, M. Robert Ferguson, prirent son parti, et cherchèrent à faciliter son évasion; mais après un moment de lutte et de confusion, les agents de police furent les plus forts, ils reprirent le prisonnier.

L'année suivante, on fit le procès de lord Thanet et de M. Ferguson sur ce chef, et ils furent déclarés coupables en dépit d'un plaidoyer très-habile de M. Erskine. Ils furent condamnés à une amende et à la prison; lord Thanet à mille livres sterling d'amende et à un an de prison à la Tour; M. Ferguson à cent livres sterling d'amende et un an de prison au Banc du roi.

Quant à Arthur O'Connor, il resta en prison quelques mois encore, mais à la fin il confessa son crime, et reçut l'autorisation de se retirer en France. Il obtint une commission dans l'armée française, et arriva au grade de lieutenant général; mais à partir de 1803, il ne fut plus employé dans le service actif. Il devint vieux et ne mourut qu'au mois d'avril 1852. Son frère Roger O'Connor, arrêté comme lui sous prévention de haute trahison, fut, comme lui, relâché après quelques mois de prison et envoyé à l'étranger. Roger O'Connor eut pour fils, de son second mariage, M. Feargus O'Connor, bien connu de nos jours pour ses opinions chantistes lorsqu'il représentait la ville de Nottingham.

Le 7 juin, O'Coigley subit sa sentence à Penenden-

Heath. En quittant la prison de Maidstone, on le plaça sur une claie attelée de deux chevaux, et il fut escorté jusqu'au lieu fixé pour l'exécution par un corps de deux cents volontaires. On le pendit d'abord, puis il fut décapité, et l'exécuteur, montrant sa tête à la multitude, s'écria selon la formule consacrée : « Voilà la tête d'un traître. » Mais le roi avait remis d'avance à O'Coigley toutes les aggravations révoltantes qu'ajoutait à sa peine l'ancienne loi de haute trahison. O'Coigley fut accompagné par un prêtre catholique, et conserva jusqu'à la fin un grand courage et beaucoup de calme.

CHAPITRE XXVI

— 1798 —

Mesures prises pour la défense du pays. — Discours de Fox au club whig. — Son nom est rayé de la liste du conseil privé. — Duel entre Pitt et Tierney. — Wilberforce donne avis d'une motion contre le duel. — Pitt le dissuade de la présenter. — Mauvaise santé de Pitt. — Bonaparte prend Malte et débarque en Égypte. — Bataille d'Aboukir. — Minorque se rend. — Régiments de milice anglais envoyés en Irlande. — Action à Vinegar-Hill. — Exécution des meneurs rebelles. — Excès de la milice et des corps de propriétaires. — Conduite conciliante de lord Cornwallis. — Le général Humbert débarque à Killala. — Il attaque le général Lake à Castlebar. — Humbert se rend. — Procès de Napper Tandy. — Action dans la baie de Killala. — Procès et suicide de Wolfe Tone. — Son journal et sa correspondance.

Le Parlement anglais était alors fort occupé de pourvoir à la défense du pays. Le 20 avril, un message du roi avait annoncé une activité toujours croissante dans les ports de France, de Flandres et de Hollande, avec l'intention avouée de tenter une invasion sur le territoire de Sa Majesté, et il avait invité le Parlement à aviser aux mesures nécessaires pour mettre Sa Majesté en état de déjouer les coupables machinations des mécontents. Le gouvernement proposa sur-le-champ l'*alien bill*, ainsi qu'un bill pour la suspension de l'*habeas corpus*. Les deux bills rencontrèrent quelques objections dans la chambre des communes, mais sans aucun résultat. Quant

au bill de sus pension, Sheridan, qui était à la tête de la résistance, ne trouva pas plus de six membres disposés à voter en principe avec lui.

Fox ne prit aucune part à ces débats. Ses lettres familières de cette époque expriment la plus vive répugnance à l'idée de reprendre ses devoirs parlementaires. Il écrivait, au mois de mars, à son neveu : « Il me serait plus désagréable que je ne puis dire d'assister de nouveau aux séances du Parlement; s'il y a un point sur lequel je ne puisse pas me décider à céder, c'est celui-là; mais je suis bien loin de désirer que les autres en fassent autant ¹. » Fox cependant n'avait pas la même répugnance pour les réunions du club whig. Au commencement de mai, il y prononça un discours assez violent, en répétant le toast du duc de Norfolk à la souveraineté du peuple. Il s'ensuivit une grande émotion. Plusieurs des amis et des collègues de Pitt demandèrent des poursuites publiques ou une réprimande parlementaire. D'autre part, Pitt parut croire que cette démarche donnerait trop d'importance à M. Fox ². Il consulta là-dessus Dundas dans une lettre particulière :

« Downing-street, samedi 6 mai 1792.

» Cher Dundas,

» Nos amis ont bien envie que le Parlement fasse quelque chose au sujet du discours de Fox. L'objection aux poursuites est certainement très-grande à cause de

¹ Correspondance, vol. III.

² Il y a à ce sujet une histoire, qui paraît douteuse, dans un passage du journal de lord Malmesbury, 3 mai 1804.

la chance d'un acquittement et d'un triomphe; mais on propose de lui donner l'ordre d'assister aux séances, et s'il avoue le discours, l'orateur pourrait le réprimander. S'il le désavoue, on pourrait poursuivre l'imprimeur avec avantage. Si, après une réprimande, il se portait à de nouvelles insultes (comme cela pourra arriver à la première réunion du club), on pourrait l'envoyer à la Tour pour le reste de la session, ce qui établirait l'autorité de la chambre tout aussi nettement qu'une expulsion, et renouvellerait l'embarras d'une lutte électorale à Westminster. Dites-moi, je vous prie, dans le courant de la journée de demain, ce que vous pensez de ceci. Je serai en ville dans la matinée, mais je vais dîner à Bromley avec Long.

» Toujours à vous,

» W. PITT. »

Après mûre délibération, on résolut de ne prendre aucune mesure à l'égard de Fox, si ce n'est d'effacer son nom de la liste du conseil privé. En conséquence, le 9 mai, on tint à Saint-James une réunion du conseil privé. M. Faulkner, comme secrétaire du conseil, présenta la liste au roi, et Sa Majesté, prenant la plume, effaça de sa propre main le nom de M. Fox.

Dans ses lettres, Fox fait allusion à cet événement avec beaucoup de sang-froid : « Je crois, » dit-il, « que sous ce règne-ci, le duc de Devonshire est le seul exemple d'un conseiller privé destitué en Angleterre, et plus les circonstances des deux cas se ressembleront, plus cela me conviendra. » Lord John Russell a fait remarquer avec justesse que ce sentiment était singulier, puis que le duc de Devonshire avait été destitué en 1762, précisément par le père de M. Fox. Fox ajoute : « Je voudrais

savoir s'il est nécessaire que j'aïlle à la cour ; j'aimerais infiniment mieux n'en rien faire ; mais j'irai, si on le trouve convenable ¹. »

Le vendredi 25 mai, Pitt présenta un bill pour augmenter les équipages des vaisseaux de guerre, et donna ses raisons pour désirer que les diverses lectures du bill eussent lieu le même jour. M. Tierney s'opposa, non sans chaleur, à ce qu'il appelait une marche précipitée. « L'honorable préopinant, » dit M. Pitt dans sa réplique, aurait voulu recevoir avis depuis longtemps de la présente motion, et voudrait retarder sa marche dans la chambre. Il reconnaît que, si le bill ne passait pas en un seul jour, ceux qu'il concerne pourraient en éluder les effets, donnant ainsi lui-même les raisons en faveur d'une adoption immédiate. Si la mesure est nécessaire et si un avis donné d'avance permettait d'en éluder les effets, comment expliquer l'opposition de l'honorable préopinant, si ce n'est par le désir d'entraver la défense du pays ? »

Ici Tierney se leva pour rappeler le ministre à l'ordre : « Ce langage n'est assurément pas parlementaire, » dit-il, « j'en appelle à la protection du président. »

L'orateur, ainsi interpellé, dit qu'en effet tout ce qui tendait à tirer une imputation personnelle de paroles prononcées dans le débat n'était certainement ni parlementaire ni régulier. Le très-honorable M. Pitt n'avait, dit-il, qu'à expliquer ses paroles. M. Pitt, se levant alors, déclara d'un ton hautain qu'il ne retirait point ce qu'il avait dit, et il le répéta : « Je soumets volontiers mes arguments au jugement de la chambre, » dit-il, « mais je dois

¹ Note de la correspondance de Fox, vol. II.

dire que je ne rétracterai ni n'expliquerai davantage les expressions dont je me suis servi. »

Le résultat de cette hautaine déclaration de la part de M. Pitt fut un cartel que M. Tierney lui envoya le lendemain samedi 26. Le défi fut aussitôt accepté. M. Pitt le fit savoir à l'orateur comme à un ami personnel, ce qui l'obligeait d'honneur à ne point intervenir publiquement et à ne faire aucun effort pour empêcher le duel. Voici le récit de lord Sidmouth. « Le lendemain samedi, je dînai chez lord Grosvenor, lorsqu'on m'apporta un billet de M. Pitt qui me disait qu'il avait reçu un cartel de M. Tierney, et qu'il serait bien aise de me voir. Je me rendis chez lui dès que la compagnie de lord Grosvenor se fut retirée. M. Pitt venait de faire son testament quand j'arrivai. Il avait envoyé chercher M. Steele pour lui servir de second, mais le trouvant absent, il envoya chercher M. Ryder. Le lendemain, je descendis avec Pitt et Ryder Birdeage-Walk; nous montâmes l'escalier qui conduit dans Queen's-street; là leur voiture les attendait pour les mener à Wimbledon-Commons¹. »

Le dimanche 27, à trois heures de l'après-midi, les deux adversaires se rencontrèrent à Putney-Heath. M. Pitt était accompagné par M. Dudley Ryder, plus tard lord Harrowby, et M. Tierney avait pour second M. George Walpole. Les seconds causèrent un moment et cherchèrent à empêcher le duel d'aller plus loin, mais sans y réussir. Les deux adversaires se placèrent à douze pas et tirèrent en même temps. Ni l'un ni l'autre coup ne porta. On ouvrit alors une seconde boîte de pistolets, et on tira avec le même résultat. M. Pitt tira

¹ Communiqué par lord Sidmouth au doyen Pellew, *vic. Note I.*

en l'air la seconde fois. Les seconds intervinrent alors et déclarèrent que l'affaire ne pouvait aller plus loin, « puisqu'ils étaient décidément d'avis que la satisfaction était suffisante, et que tout était terminé à l'honneur des deux parties. »

Cependant, l'orateur, hors d'état de se tenir en repos, était monté à cheval et dirigeait ses pas de ce côté. Il se porta sur une petite éminence sur laquelle se trouvait un gibet auquel on avait récemment pendu un voleur nommé Abershaw : « Quand j'arrivai sur la colline, » dit-il, « je vis, par l'attention de la foule qui regardait la vallée, que le duel était en train. Au bout d'un moment, je vis la voiture qui avait amené Pitt le matin remonter la côte, et, m'en approchant, je le trouvai sain et sauf; il me dit : « Venez dîner avec moi aujourd'hui. »

Pitt raconte cet événement dans un billet écrit le jour même à Dundas, ainsi que dans une lettre à sa mère qu'il expédia le lendemain de Holwood.

« Downing-street, dimanche, 9 heures du soir.

» Cher Dundas,

» Vous apprendrez peut-être que j'ai eu occasion ce matin de faire une visite dans vos environs pour rencontrer M. Tierney, par suite de ce qui s'était passé entre nous à la chambre vendredi. Nous avons échangé deux coups de pistolet de chaque côté, et, grâce à l'intervention des seconds, l'affaire s'est terminée d'une manière satisfaisante pour les deux parties, à ce qu'il me semble. Je vais ce soir chez Long, et je dînerai demain avec vous.

» Toujours à vous,

» W. PITT. »

« Holwood, lundi 28 mai 1798.

» Ma chère mère,

» Vous serez, j'en suis sûr, bien aise d'apprendre de moi-même un incident qui vous intéressera, je le sais; je suis heureux de n'avoir rien que de parfaitement satisfaisant à vous dire. Les journaux d'aujourd'hui rendent un compte succinct, mais exact, de la rencontre que j'ai cru nécessaire d'avoir avec M. Tierney à Putney-Heath, hier, par suite des expressions que j'avais employées à la chambre des communes, et que je n'avais pas trouvé bon de rétracter. L'affaire s'est terminée sans aucun désagrément pour l'une ni l'autre des parties, et de manière à me satisfaire pleinement pour mon propre compte et pour celui de mon antagoniste, qui s'est conduit avec une convenance parfaite. Je sais que mon frère vous a écrit à ce sujet, mais je n'ai pu m'empêcher de vous adresser moi-même ces quelques lignes.

» Toujours à vous, ma chère mère,

» W. PITT. »

A cette époque, et même bien longtemps après, l'habitude du duel, pour toute injure politique ou privée, était d'accord avec l'opinion publique et les usages du temps; mais en 1798, lorsque tout dépendait de la vie du premier ministre, il y eut un mouvement d'horreur générale à l'idée du danger qu'avait couru M. Pitt. Il y avait d'ailleurs quelques hommes plus sérieux qui condamnaient cette pratique par des raisons religieuses et morales. A la tête de ce petit groupe était M. Wilber-

force. Il écrivit dans son journal : « 28 mai. Ashley est venu pendant que je m'habillais, et m'a appris le duel de Pitt et de Tierney qui a eu lieu hier. Je n'ai jamais reçu un plus rude coup. J'ai résolu de faire quelque chose, s'il est possible. — 30 mai. En ville, j'ai trouvé tout le monde fort occupé du duel, et disposé à agir. J'ai donné avis à la chambre des communes d'une motion contre le duel, en principe. »

Mais le soir même, Wilberforce reçut de Pitt une lettre qu'on a déjà publiée dans sa vie, mais que je veux reproduire ici :

« Downing-street, mercredi 30 mai 1798.

» Mon cher Wilberforce,

» Je ne suis pas homme à discuter avec vous un sujet qui me touche de près. J'espère aussi que je suis incapable de douter de votre amitié pour moi, même lorsque je la crois dans l'erreur, et en admettant qu'un sentiment de ce genre vous animé dans cette occasion. Je dois supposer que c'est un tel sentiment qui agit sur vous à votre insu, car, quelles que puissent être vos idées en général sur ce sujet, elles ne peuvent avoir puisé aucune nouvelle preuve ni force dans les incidents de l'affaire qui vient de se passer. On supposera que vous faites votre motion à cause d'un fait individuel.

» En agissant ainsi, vous vous joindrez aux reproches injustes et immérités dont on peut accabler l'une des parties. Quant à l'autre partie, c'est-à-dire quant à moi, je crois de mon devoir de vous dire franchement que votre proposition tend tout simplement à ma retraite. Si on propose au Parlement quelque mesure de ce genre, et qu'elle

« passe, je sentirai, de ce moment-là, que je puis être plus utile hors du pouvoir qu'au pouvoir, car avec ma manière de voir, je ne serais alors plus bon à rien dans le ministère. Je vous déclare ce que je pense nettement et explicitement, comme je dois le faire. J'espère que je n'ai pas besoin de répéter ce que j'éprouve toujours pour vous.

» Toujours à vous,

» W. PITT. »

Naturellement une communication si claire et si grave fit hésiter Wilberforce. Il écrivit le 4^{er} juin 1798 : « En ville hier et aujourd'hui, revenu dans la soirée. Grande discussion au sujet de la proposition sur le duel. Vu Pitt et plusieurs autres. Tous me pressent d'y renoncer. Consulté Grant et Henry Thornton, et décidé enfin d'y renoncer, car je n'aurais pas plus de cinq ou six personnes pour me soutenir, pas plus d'une ou deux pour parler, et je ne pourrais faire admettre qu'une seule chose : c'est que les ministres ne doivent pas se battre en duel. »

Sur l'avis de sa résolution transmise au ministre, Wilberforce reçut en réponse un billet amical :

« Downing-street, samedi, 6 heures du soir.

» Mon cher Wilberforce,

» Je ne puis vous dire combien je suis soulagé par votre résolution, que sincèrement je crois fondée d'après vos propres principes aussi bien que d'après ceux des gens qui pensent différemment. Je suis encore bien moins

en état de vous dire combien je sens profondément votre cordiale amitié et votre bienveillance en toute occasion, lorsque nous différons d'opinion comme lorsque nous sommes du même avis.

» Toujours à vous de cœur,

» W. PITT. »

Deux jours après, nous lisons dans le même journal : « 4 juin. Je n'ai pas été à la cour à cause de la motion encore pendante. Le roi a demandé à l'orateur si je persévèrais. Pitt m'a dit que le roi approuvait sa conduite ¹. »

Les affaires d'Irlande occupèrent naturellement la plus large part du reste de la session, qui se termina le 29 juin. Trois motions séparées sur l'état de ce royaume furent présentées à la chambre des lords par le duc de Leinster, le comte de Besborough et le duc de Bedford. D'après le désir de lord Sidney, l'ordre d'exclure les étrangers, auquel on a rarement recours, fut mis en vigueur pendant ces débats, en sorte qu'il n'en reste aucune trace. Si donc les membres de l'opposition espéraient, dans cette conjoncture critique, exciter l'esprit public par leurs harangues au Parlement, cet espoir fut complètement déçu. Par la même raison, l'exclusion des étrangers fut exigée à la chambre des communes dans les débats sur la même question. M. Sheridan présenta d'abord une motion pour demander que la chambre se formât en comité pour examiner l'état de l'Irlande. Lord George Cavendish proposa une série de résolutions. A cette occasion, Fox sortit de sa retraite, et prononça un discours assez long dont il ne

¹ Au premier abord, les impressions du roi avaient certainement été mélangées. Voir dans l'appendice sa lettre du 30 mai.

reste aucune trace, mais qui était, sans aucun doute, empreint de son admirable et ordinaire éloquence. Dans la même soirée, il proposa, sans succès, une résolution séparée. Lord George fut également soutenu avec beaucoup de talent par Grey et par Sheridan ; mais tous leurs efforts ne purent obtenir une minorité de plus de soixante-six voix.

En date du 2 juin, le jour où Wilberforce avait reçu de Pitt un billet de remerciement, nous trouvons dans son journal ces mots : « Il (Pitt) est gravement malade. » Le bruit de cette maladie se répandit promptement et avec beaucoup d'exagération. On prétendit même que le premier ministre était devenu fou. Vers la fin de juillet, lord Muncaster, de son château de Cumberland, écrivit à Wilberforce à ce sujet : « Vous me demandez, répliqua Wilberforce, ce qu'il en est des bruits sur Pitt. Je vous assure qu'ils sont absolument sans fondement. Cependant les journaux de l'opposition continuent à en parler. »

Quelques jours avant cette réponse, les deux amis avaient passé la journée ensemble. J'ai encore recours au journal de Wilberforce : « 16 juillet. Après le déjeuner à Auckland, et de là à Holwood, chez Pitt. J'étais tête à tête avec Pitt. Nous avons beaucoup parlé politique. Il est infiniment mieux ; ses habitudes sont meilleures ; il embellit sa maison avec beaucoup de goût, signe de candeur et d'intégrité. Il déplore et méprise la fureur fanatique des protestants irlandais. »

Les habitudes auxquelles Wilberforce fait allusion, et qui étaient susceptibles d'amélioration, se rapportaient probablement à l'arrangement de la journée de Pitt. Il ne déjeunait plus à neuf heures, comme au début de son

ministère, et il avait au contraire adopté des habitudes fort tardives dans la matinée. L'orateur, M. Addington, décrivant la vie de Pitt à cette époque, dit qu'il ne se levait jamais avant onze heures, et qu'alors il faisait, en général, une petite promenade à cheval dans le parc. Les changements qu'il put apporter dans ces habitudes, et que remarque Wilberforce, ne furent pas de longue durée. Jusqu'à la fin de sa vie, Pitt continua à se lever fort tard. Quelques personnes ont pensé qu'il était obligé, par la délicatesse de sa santé, de rester longtemps dans son lit; d'autres ont supposé qu'il passait son temps à repasser dans son esprit les détails de ses discours et de ses mesures.

Il est probable que Wilberforce faisait également allusion aux larges libations de vin de Porto. Nous avons vu que cette habitude avait été prescrite à M. Pitt dans le début, à titre de remède, et qu'il s'en était bien trouvé dans sa jeunesse. Mais au fort des labeurs du Parlement et du ministère, il porta certainement quelquefois cette pratique au delà de ce que sa santé pouvait exiger, et même au delà de ce qu'elle pouvait supporter sans inconvénient; non que cela altérât en rien ses facultés intellectuelles ou son empire sur lui-même. Deux bouteilles de vin de Porto, dit lord Macaulay, n'étaient guère plus pour lui que deux tasses de thé. Rien n'est plus rare, dans la vie publique de Pitt, qu'une trace d'animation dans ses discours de l'après-dîner.

Ici encore l'autorité de l'orateur des communes est décisive. Lorsqu'on questionnait lord Sidmouth à ce sujet, bien des années après, il disait que M. Pitt aimait bien un verre de vin de Porto, et mieux encore une bouteille, mais qu'il ne l'avait jamais vu en abuser, lorsqu'il avait quel-

que chose à faire, si ce n'est dans une seule occasion, lorsqu'il fut appelé à l'improviste à répondre à une attaque personnelle dirigée contre lui par M. William Lambton, père du premier lord Durham. Pitt avait quitté la chambre, avec lord Dundas, entre deux scrutins, pour aller dîner, et lorsqu'il se leva à son retour pour répondre à M. Lambton, ses amis s'aperçurent qu'il avait trop bu. Le lendemain matin, M. Ley, secrétaire auxiliaire de la chambre des communes, dit à l'orateur que le spectacle que M. Pitt avait donné la veille au soir l'avait rendu malade : « Cela m'a donné un violent mal de tête, » dit-il. Lorsqu'on répéta cette phrase à M. Pitt, « Cela me paraît un excellent arrangement, » dit le ministre, « j'ai eu le vin, et le secrétaire a eu le mal de tête¹. »

Il n'est pas à supposer qu'un seul exemple de ce genre pût passer inaperçu et sans que les beaux esprits du club de Brooks en fissent leur profit. Le *Morning-Chronicle* parut avec une longue série d'épigrammes sur ce sujet si tentant. En voici une dans laquelle on suppose une interpellation du ministre à son collègue :

« Je ne vois pas l'orateur, Hal ; le voyez-vous ?— Si je vois l'orateur ? Ma foi, j'en vois deux ! »

Au mois de juillet de cette année, M. Pitt rendait à sa mère un compte de sa santé probablement beaucoup trop satisfaisant :

« Holwood, 9 juillet 1798.

» La poste de ce matin m'a apporté votre bonne lettre, qui a été la très-bien venue ; j'ai tout juste le temps de vous en remercier par un exprès qui retourne en ville,

¹ *Vie de lord Sidmouth*, par le doyen Pellew, vol. I.

et de vous assurer que je deviens plus fort tous les jours, et que je me porte aussi bien que jamais. Je ne tiens pas à me mieux porter; mais pour être doublement sûr de me maintenir comme je suis, j'ai l'intention de passer quelques semaines au bord de la mer, dans une oisiveté plus complète encore qu'ici, à Walmer, ce qui me plaira plus que toute autre excursion, à l'exception de la possibilité d'une visite à Burton, si elle se présentait. »

D'autre part, lord Auckland donnait à M. Beresford des nouvelles fort différentes :

« Eden-Farm, 1^{er} août 1798.

» J'ai passé hier tranquillement la journée à Holwood, avec M. Pitt, qui est parti ce matin pour Walmer. J'espère que l'air de la mer lui fera du bien; il va mieux, mais sa santé est très-ébranlée, et il a grand besoin de faire attention à son régime, à l'exercice et aux heures. Il est aussi en train et son esprit est aussi actif que jamais. Nous avons de longues et fréquentes discussions au sujet de l'Irlande; on ne peut guère admettre qu'il faille en revenir tout simplement à l'ancien système. »

Le 2 août, Pitt se rendit donc à Walmer-Castle, où il passa une quinzaine de jours. Il alla ensuite faire une visite dans la direction opposée en se rendant à Burton-Pynsent; mais à la fin du mois il fut rappelé par les devoirs de son poste. Il écrit à sa mère le 30 août, de Downing-street : « Quelque favorables que soient les perspectives, je ne peux pas me permettre de regretter le sacrifice que j'ai fait en revenant ici, car il est nécessaire de se trouver sur les lieux pour expédier les mesures qui

peuvent devenir nécessaires pour augmenter les forces de lord Cornwallis. »

Il écrit le mois suivant :

« Holwood, 16 septembre 1798.

» Je vous écris pour la poste de demain, ayant l'intention de partir dès le matin pour Walmer. Nos bonnes nouvelles d'Irlande me sont arrivées dans un moment où je ne pouvais pas vous donner la satisfaction de les apprendre plus tôt que par le journal. La conclusion de la lutte, ou plutôt de la poursuite, est très-satisfaisante et fait espérer d'excellents effets sous plusieurs rapports. Du côté de la Méditerranée, nos espérances, presque éteintes par la nouvelle du désappointement de Nelson sur le point où elles étaient le plus vives, viennent de se ranimer au bruit des grandes armées formées par les Arabes, on dit même des grandes victoires remportées par eux sur Bonaparte. Il y a peut-être un peu de fabuleux dans ces rapports, mais s'il est vrai seulement que la résistance puisse suffire à retarder ses progrès, le grand but de son expédition ne sera pas atteint. »

J'ai à raconter maintenant ce qui se passait dans la Méditerranée, pour revenir ensuite à ce qui se passait en Irlande.

Le général Bonaparte, après avoir réduit l'île de Malte sur sa route, apparut sur la côte d'Égypte et commença à débarquer ses troupes le 4^{er} juillet. Les mamelouks le reçurent au débarquement et l'attaquèrent derechef pendant sa marche sur le Caire. Le bruit de leur victoire arriva, comme nous l'avons vu, jusqu'en Angleterre. Mais bien loin d'avoir défait l'armée française, ils n'avaient

même pas pu retarder ses progrès, comme l'avait espéré M. Pitt. Le général Bonaparte établit son quartier général au Caire et devint sans difficulté maître du pays. Cependant il avait laissé sa flotte, sous les ordres de l'amiral Brueys, dans la baie d'Aboukir, à vingt milles nord-est d'Alexandrie. De cette flotte dépendaient ses communications et ses perspectives de retour.

De son côté, l'amiral Nelson avait appris le départ de l'escadre française de Toulon, mais, comme tout le monde, il ignorait absolument sa destination. Il l'avait donc poursuivie au hasard et en vain. Il ne put empêcher la prise de Malte ni le débarquement en Égypte. Il avait supposé avec raison que l'Égypte était le but de l'expédition; mais lorsqu'il arriva à Alexandrie, le 28 juin, l'ennemi n'y était pas, et il le chercha dans une autre direction. Le 49 juillet, fort à court d'eau et de provisions, il fit voile pour Syracuse. La difficulté de s'y procurer des vivres était grande, la cour de Naples s'étant engagée à conserver une stricte neutralité. Mais lady Emma Hamilton, femme de sir William, ministre d'Angleterre près de cette cour, était personnellement en grande faveur auprès de la reine, et obtint de Sa Majesté un ordre secret pour les gouverneurs de la Sicile: « Grâce à vos bons soins, » écrivait Nelson aux Hamilton, « nous avons fait de l'eau et des vivres; et certes, en puisant de l'eau à la fontaine d'Aréthuse, nous pouvons espérer la victoire. Nous partirons avec la première brise, et soyez sûrs que je reviendrai couronné de lauriers ou couvert de cyprès. » Il écrivit également à son chef, le comte Saint-Vincent, en l'assurant que, si les Français étaient sur l'eau, il saurait bien les trouver.

De Syracuse, Nelson fit voile pour la Morée, où il espé-

rait trouver des nouvelles positives. Là il apprit que de Candie on avait vu les Français quatre semaines auparavant, et qu'ils se dirigeaient vers le sud-est. Nelson se décida aussitôt à retourner à Alexandrie. Vers dix heures du matin, le 1^{er} août, il se trouva en vue du port. A sa grande joie, il l'aperçut rempli de mâts; le drapeau tricolore des Français flottait sur les murailles. Enfin, l'ennemi était là.

Nelson avait avec lui treize vaisseaux de ligne; la flotte française en comptait le même nombre, mais elle conservait divers avantages importants. En premier lieu, les Français avaient quatre frégates, tandis que les Anglais n'en avaient point et ne comptaient qu'un seul vaisseau de cinquante canons. De plus, les vaisseaux anglais étaient tous des soixante-quatorze, tandis que les Français avaient deux vaisseaux de quatre-vingts; le vaisseau amiral, l'*Orient*, était même l'un des plus grands bâtiments connus et comptait cent vingt canons.

Nelson, après avoir étudié la situation d'Aboukir, résolut d'attaquer en tournant les vaisseaux de l'ennemi. Il ne put se mettre en ligne à portée de canon avant la fin de l'après-midi, en sorte que les Français comptaient bien sur le retard de la bataille jusqu'au lendemain. Mais Nelson, avec l'ardeur qui le caractérisait, attaqua un moment avant le coucher du soleil. La lutte continua plusieurs heures dans l'obscurité, éclairée seulement par le feu des canons des deux parts.

Dès le commencement de l'action, l'*Orient* fut vivement attaqué d'abord par le *Bellérophon* et puis par le *Swiftsure*. Dès la première heure, Brueys reçut trois blessures, la dernière était mortelle. Il ne voulut pas descendre dans sa cabine: « Un amiral français meurt sur le

pont, » dit-il, et ce fut ainsi que ce vaillant homme rendit le dernier soupir. N'eût-il reçu aucune blessure, la mort l'eût bientôt atteint d'une autre manière; l'*Orient* venait d'être repeint, et on avait eu la négligence de laisser sur la poupe les pots de peinture et les jarres d'huile. Tout d'un coup le bâtiment prit feu : il fut immédiatement entouré de flammes, et à dix heures du soir, il sauta avec un fracas effroyable. Le mal que fit sa destruction fut presque aussi grand que celui qu'il avait pu causer quand il déployait sa force. La secousse ébranla les vaisseaux voisins jusqu'à la quille, les assemblages se disjoignirent, et les fragments de cette masse embrasée vinrent tomber à droite et à gauche sur les ponts et dans les cordages des autres bâtiments, ce qui rendit fort difficile de les éteindre. Sur les centaines d'hommes qui formaient l'équipage de l'*Orient*, le plus grand nombre sauta ou fut noyé; les vaisseaux anglais en recueillirent pourtant quelques-uns. Le commandant en second, l'amiral Ganteaume, trouva moyen de se jeter dans un canot et d'arriver à terre.

Après un moment de solennelle émotion qui causa une interruption de dix minutes, pendant laquelle on ne tira pas un coup de canon de part ni d'autre, le combat recommença. Nelson, à bord du *Vanguard*, soutenait l'effort du *Spartiate* et de l'*Aquilon*; il avait été grièvement blessé. Un éclat de bois l'avait atteint au-dessus de l'œil et lui avait enlevé les chairs du front. Lorsqu'on le descendit dans la cale, le chirurgien, qui était occupé à panser un matelot, le quitta pour s'occuper de l'amiral : « Non, non, » dit Nelson, « je prendrai mon tour comme ces braves gens; » réponse qui mérite d'être classée à côté de celle de sir Philippe Sidney à Zutphen.

Avant le point du jour, la victoire des Anglais était

complète. Jamais bataille ne fut plus décisive que celle que les Français désignent sous le nom de bataille d'Aboukir, et les vainqueurs sous le nom de bataille du Nil. Sur les treize vaisseaux de ligne français, l'un périt dans les flammes, comme nous l'avons vu, huit se rendirent, et deux à demi échoués vinrent toucher le rivage; l'équipage de l'un d'eux, le *Timoléon*, mit le feu au navire, l'autre, le *Tonnant*, amena son pavillon. Deux vaisseaux seulement sur les treize purent s'échapper. L'une des meilleures armées de la France se trouva ainsi séparée de son pays. L'Egypte, sa récente conquête, lui devint une prison qu'elle ne pouvait plus quitter.

Le peuple anglais connaissait Nelson. Tout l'été, on avait attendu de lui quelque grand succès. Un jour, au mois de juillet, lady Chatham vit ou sut que la diligence de Falmouth avait traversé Taunton chargée de lauriers et portant les nouvelles de la victoire. Pitt ne pouvait encore confirmer ce bruit, mais il ajoutait dans sa lettre du 25 juillet :

« Autant qu'on en peut juger en comparant les dates et les circonstances, il y a tout lieu d'espérer, si Bonaparte a quitté Malte et n'est pas entré à Toulon, que Nelson aura pu le rejoindre. S'il en est ainsi, je crois bien que nos joies n'auront été qu'un peu prématurées, et qu'avec le temps les diligences auront pleinement droit à leurs lauriers. »

Le 30 août, il écrivait encore :

« Le bruit des succès de Nelson revient de plusieurs côtés, et j'espère bien que de manière ou d'autre il finira par se vérifier. »

Lorsque les nouvelles authentiques de la grande bataille

du Nil finirent par arriver (les premiers bruits ayant été fort affaiblis par les dépêches françaises), la joie publique ne connut plus de bornes, et ne se renferma pas en Angleterre. Des souverains étrangers firent pleuvoir sur Nelson les honneurs et les récompenses. Le roi George le nomma baron Nelson du Nil, et lui accorda une pension de 2,000 livres sterling pour trois vies. Lord Grenville choisit dans une ode du docteur Jortin une devise bien appropriée au vainqueur : *Palmam qui meruit ferat*. On trouva généralement qu'on aurait dû conférer un rang plus élevé à Nelson, puisque le titre de comte avait récompensé la victoire moins éclatante du cap Saint-Vincent. Lorsqu'au mois de novembre suivant, la pension fut proposée à la chambre des communes, le général Walpole dit tout haut qu'une baronnie n'était pas suffisante pour Nelson : « Il est inutile de discuter cette question, » dit Pitt, « la réputation de l'amiral Nelson durera autant que le nom anglais. On se souviendra qu'il a remporté la plus grande victoire navale qu'il y eût au monde, lorsque personne ne songera à demander s'il a été fait baron, vicomte ou comte ¹. »

Par le fait, Nelson ne dépassa jamais le rang de vicomte, qui lui fut plus tard décerné pour sa victoire de Copenhague. Il est singulier, par conséquent, que les accidents de la succession aient, pour ainsi dire, rétabli l'équilibre entre les honneurs inégalement accordés à Nelson et à Jervis. L'héritier de Jervis est maintenant vicomte, tandis que l'héritier de Nelson est comte.

Avant la fin de l'année, nous remportâmes dans la Mé-

¹ J'emprunte ce passage à la *Vie de Nelson*, par Southey ; il a été omis dans l'*Histoire parlementaire*.

diterranée une seconde victoire, assez importante par le résultat, bien que la gloire fût nulle. Les Espagnols ayant laissé sans défense l'île de Minorque, elle se rendit aux troupes anglaises commandées par le général Charles Stuart, sans qu'il perdit un seul homme.

La révolte d'Irlande avait excité l'énergie de la milice anglaise. Le 16 juin, M. le secrétaire Dundas apporta à la chambre des communes un message du roi pour annoncer que plusieurs régiments avaient spontanément offert l'extension de leurs services jusqu'en Irlande. En réponse, M. Dundas proposa une adresse, qui, en dépit des efforts de divers membres de l'opposition, comme M. Sheridan et lord William Russell, et même d'un ou deux amis du gouvernement, comme M. Bankes, fut votée à une grande majorité. Plusieurs régiments de milice passèrent donc en Irlande. On espérait qu'ils feraient mieux que d'aider à étouffer la rébellion ; on pensait que, n'ayant point d'insultes personnelles à venger, ils pourraient arrêter les excès de la milice irlandaise. Ce résultat fut atteint sur bien des points ; sur beaucoup d'autres, il est à craindre que la milice anglaise n'ait subi momentanément, à quelque degré, la contagion de la violence qui l'entourait.

J'ai laissé les troupes du roi dans le comté de Wexford, au moment où elles se préparaient à attaquer les rebelles, presque aussitôt après l'arrivée du nouveau vice-roi. Lord Cornwallis débarqua le 20 juin. Le même jour, le général Moore mit en déroute un corps de paysans armés, au pont de Goff. Le 24, à la pointe du jour, le général Lake attaqua leur camp principal à Vinegar-Hill. Il commandait treize mille hommes environ, dont il forma quatre colonnes séparées, dans l'intention d'attaquer les rebelles simultanément.

ment des quatre côtés. Mais le retard accidentel de l'un des détachements laissa aux rebelles la possibilité de s'échapper. Ils firent une faible résistance ; l'armée royale ne perdit qu'un homme et eut seulement quatre blessés. A la fin de la journée, le général Moore entra dans la ville de Wexford, qui était aux mains des rebelles depuis le 30 mai. Le procès des principaux chefs ne présentait point de difficulté, et leur exécution n'admettait pas de doute, puisqu'ils avaient été pris les armes à la main. M. Bagenal Harvey, M. Colclough, et M. Grogan, l'un des deux pères Murphy, et un autre prêtre catholique du nom de Redmond, subirent la sentence qu'ils avaient affrontée.

Même après les victoires du général Moore et du général Lake, la guerre civile ne fut pas complètement terminée. Quelques milliers des fugitifs de Vinegar-Hill, armés de piques, se réfugièrent dans les montagnes du comté de Wicklow. Dans certains districts, comme lord Cornwallis l'écrivait le 28 juin au duc de Portland, « il restait encore de pauvres misérables abusés qui erraient par troupes considérables, et qui commettaient des cruautés plus terribles encore que celles qu'ils subissaient. » Lord Cornwallis fit tous ses efforts pour les ramener. Il autorisa les officiers généraux dans les divers districts à publier des proclamations pour inviter ceux qui faisaient encore partie des rassemblements à se rendre et à abandonner leurs chefs dans l'espace de quinze jours ; à cette condition, il leur promettait des sauf-conduits.

Cette mesure de lord Cornwallis, comme toutes celles qui tendaient au même but, excitèrent l'humeur et l'opposition des principaux Irlandais. Le vice-roi écrivait le 8 juillet au duc de Portland : « Les personnages considérables de ce pays-ci et les membres des deux chambres du

Parlement sont en général opposés à tout acte de clémence... Les mots de *prêtre* et de *papiste* sont toujours dans leur bouche, et avec cette inconcevable politique, ils pousseraient les quatre cinquièmes de la population à une révolte sans retour. »

Il y avait cependant deux exceptions importantes à ces conseils de violence, que les actes violents de l'autre parti excusaient un peu. Il est d'autant plus nécessaire de les faire remarquer, que ces deux hommes ont rarement reçu en Irlande la justice qui leur était légitimement due, même chez le parti qui profitait de leurs efforts. La première exception était le comte de Clare, lord chancelier. « Mes idées, » dit lord Cornwallis en parlant de ses mesures d'amnistie, « s'accordent avec celles du chancelier, dont on a mal représenté le caractère en Angleterre. » L'autre exception était lord Castlereagh, le secrétaire d'Irlande en activité : « Je serais fort ingrat, » disait lord Cornwallis, « si je ne reconnaissais pas mes obligations envers lord Castlereagh, dont les talents, le caractère et le jugement m'ont été de la plus grande utilité. »

Rien ne pouvait être plus précis que les instructions données au nom de lord Cornwallis, dès le début, par lord Castlereagh dans ces vues d'humanité. Voici les termes mêmes de sa lettre au lieutenant général Stuart, le 25 juin : « Son excellence le lord lieutenant approuve fort que vous donniez les ordres les plus formels pour interdire tout châtement, sous quelque prétexte que ce soit, lorsqu'il n'a pas été autorisé par les ordres d'un officier général à la suite d'un conseil de guerre général. » Mais il arrivait trop souvent qu'on ne pouvait retenir la milice et les corps de propriétaires. Ils s'installaient sans façon chez les gens ; ils avaient souvent recours au fouet pour extorquer

des aveux, et ne reculaient pas toujours devant le meurtre. « Ces hommes ont sauvé le pays, » disait lord Cornwallis le 24 juillet, « mais maintenant, ils donnent l'exemple de la rapine et de l'assassinat. » Dans une lettre antérieure, il s'exprimait plus énergiquement encore : « Je présume que ce qu'on vous dit du nombre d'ennemis tués dans chaque affaire est fort exagéré. D'après mon expérience militaire, je suis convaincu que la proportion de gens restés sur le champ de bataille est fort petite; mais j'ai peur que tout ce qui se rencontre avec un habit brun, à quelques milles du théâtre de l'action, ne soit massacré sans autre examen. L'un de mes plus grands efforts est d'atténuer la férocité de nos troupes; les simples soldats ne sont pas seuls coupables, j'en ai peur, du moins pour le corps irlandais. »

La conduite conciliante de lord Cornwallis était parfaitement conforme aux instructions qu'il avait reçues des ministres en Angleterre. Le 4 juillet, le duc de Portland, au nom du cabinet, soumit à sa considération le projet d'une amnistie applicable à tous les rebelles, bien qu'avec maintes réserves. Lord Cornwallis envoya donc des messages aux deux chambres du Parlement, à Dublin, pour annoncer la prochaine présentation d'un bill signé du roi et accordant, à certaines exceptions près, la grâce de tous les rebelles. Les exceptions se trouvaient nombreuses, mais c'était surtout une affaire de forme, car en pratique, à l'exception des chefs, on refusait rarement, moyennant de certaines conditions, une grâce individuelle à tous ceux qui avaient envie de se rendre ou de se soumettre.

Le gouvernement avait encore deux affaires très-importantes; il fallait décider du sort des prisonniers

d'État encore vivants, et résister à l'invasion française.

Les prisonniers encombraient les prisons de Newgate et de Kilmainham. Là se trouvaient les principaux meneurs du mouvement révolutionnaire qui venait d'avoir lieu, John Mac Cann, les deux Sheares, John et Henry; Thomas Emmett, Samuel Neilson, Michel Byrne et Oliver Bond. Un certain nombre de leurs partisans les plus zélés étaient également en prison. Les deux Sheares, jugés et condamnés, furent exécutés le 14 juillet. John Mac Cann subit le même sort le 19. Le procès de Michel Byrne et d'Oliver Bond venait de se terminer, et leur culpabilité avait été reconnue. A ce moment, la plupart des autres prisonniers, soixante-quatre personnes, rédigèrent et envoyèrent au gouvernement une proposition. Ils s'engageaient à donner des renseignements importants et à révéler tout ce qu'ils savaient, pourvu qu'on ne leur demandât d'impliquer personne nominativement ou par des indications précises. A cette condition, ils demandaient qu'on leur accordât la vie et qu'on commuât leur sentence en un bannissement perpétuel. Ils stipulaient également pour la vie de Byrne et de Bond.

Dès que lord Cornwallis reçut cette proposition, il en comprit toute l'importance, et il était disposé à l'accepter; lord Castlereagh était de son avis. Mais ils ne savaient pas s'ils trouveraient à Dublin un autre homme de leur parti qui envisageât les choses comme eux. Je cite encore ici une lettre de lord Cornwallis au duc de Portland : « Le chancelier, qui, en dépit de tout ce qu'on en a dit, est sans comparaison l'homme le plus modéré et le plus sensé qu'il y ait parmi nous, était depuis huit jours à la campagne, afin de rétablir sa santé; je ne connaissais personne autre parmi nos amis politiques dont

l'humeur pût même supporter que la question fût posée. » Lord Cornwallis espéra trouver plus de modération chez les chefs de la magistrature. Il les envoya chercher et les consulta en confidence. A son grand désappointement, il trouva les deux grands juges, lord Carleton et lord Kilwarden, comme l'avocat général M. Toler, fort opposés à l'acceptation de l'offre des prisonniers, et demandant, comme de coutume, la plus extrême rigueur envers leurs concitoyens. Lord Cornwallis, à son grand regret, fut obligé de céder à leurs représentations : « L'esprit de la population, » dit-il, « est dans un tel état que le sang peut seul les satisfaire. » Michel Byrne fut donc exécuté ce même jour.

Le jour suivant, 26 juillet, les prisonniers politiques, voyant leur offre rejetée, effrayés d'ailleurs par le sort de Byrne, envoyèrent une seconde proposition plus étendue en fait d'aveux et de renseignements, et signée par soixante-dix-huit personnes au lieu de soixante-quatre. Dans l'intervalle, le retour du chancelier à Dublin avait complètement changé la situation. Les autres magistrats modifièrent leur avis en apprenant le sien. Ils donnèrent leur adhésion, et le gouvernement, ainsi soutenu, résolut de braver le mécontentement de ses partisans en général. On accepta les conditions des prisonniers politiques; on leur fit grâce de la vie. Oliver Bond eut un répit, et on l'aurait envoyé au dehors, comme ceux de ses compagnons qui n'avaient pas subi de procès, s'il n'était mort tout d'un coup d'une attaque d'apoplexie quelques jours après, en jouant à la balle dans sa prison. Les autres chefs, Emmett, Mac Nevin et O'Connor, furent examinés sous serment, en comité secret, devant les deux chambres du Parlement. Ils donnèrent des renseignements fort

importants qu'ils eurent bien envie de désavouer plus tard ; mais ils ne firent point mystère de leurs véritables intentions. Emmett surtout avoua hautement le but qu'il avait poursuivi : il voulait, dit-il, rompre tout lien avec la Grande-Bretagne, accepter la France uniquement comme alliée, et faire de l'Irlande une république indépendante.

En examinant ces divers incidents d'après les documents authentiques, le lecteur peut juger lui-même si le gouvernement irlandais de ce temps-là mérite les accusations de rigueur et de cruauté dans les châtimens qu'on a souvent portées contre lui. Il peut juger si les hommes qui dirigeaient alors les affaires de l'Irlande n'ont pas droit, au contraire, à de justes éloges pour le courage avec lequel ils ont encouru le risque du mécontentement et de l'éloignement de leurs amis pour soutenir la cause de l'humanité. Il peut juger s'il était, en effet, si facile de réprimer en pareille matière l'humeur emportée de ce temps-là. « Même à ma table, » écrivait le 24 juillet lord Cornwallis, « même à ma table, où je vous laisse à penser si je cherche à y mettre ordre, on ne parle que de pendre, fusiller, brûler, et ainsi de suite ; toutes les fois qu'un prêtre est mis à mort, toute la compagnie exprime la plus vive satisfaction. Jugez par là de l'Irlande et de ma malheureuse situation ! »

Les témoins qui comparurent à cette époque devant le comité secret de la chambre des lords, le plus important de tous puisque c'est là qu'ils furent interrogés sous serment, n'épargnèrent pas complètement la réputation de M. Grattan. Les accusations positives n'avaient pas, à la vérité, grande importance. On rapporta, sur un oui-dire sans valeur légale, que Neilson et Oliver Bond lui

avaient fait prêter le serment des Irlandais unis. Je ne doute pas que cette allégation ne fût mensongère ; mais le témoignage que Grattan avait lui-même rendu, au procès de Maidstone, en faveur d'Arthur O'Connor, dont il connaissait bien, disait-on, les projets, et la réputation de quelques autres de ses amis parurent à bien des gens jeter quelques doutes sur sa loyauté. Ces soupçons agirent assez sur le gouvernement irlandais pour décider lord Cornwallis à écrire en Angleterre afin de demander qu'on destituât Grattan de sa charge de conseiller privé. Le cabinet y consentit, et en conséquence, le 6 octobre, le lord lieutenant raya le nom de Henry Grattan sur la liste du conseil privé.

Pendant le cours de l'insurrection, et même après sa fin, les chefs irlandais attendaient, d'abord avec une averse espérance, ensuite avec une lente angoisse, les secours que leur avait promis la France. L'expédition d'Égypte avait entraîné d'un autre côté les troupes et le général sur lesquels ils avaient compté. D'autres armements se préparaient encore à venir à leur aide, mais si lentement et sur une si petite échelle que par le fait ils firent tort à la cause qu'ils voulaient servir. Une division composée de trois frégates et de quelques bâtiments de transport partit de la Rochelle. Elle était commandée par le général Humbert, à la tête de onze cents hommes, Il apportait une quantité considérable de mauvais mousquets, et il était accompagné par trois exilés irlandais, Matthew Tone, Sullivan et Teeling. Le 22 août, ils abordèrent à Killala, dans le comté de Mayo. Là, le général Humbert s'établit dans le palais de l'évêque, et commença de réunir les paysans sous son étendard.

Dès que lord Cornwallis reçut cette nouvelle, il donna

aussitôt au général Lake l'ordre de traverser le Shannon, avec l'intention de le suivre lui-même deux jours après. Le général Lake prit donc le commandement de plusieurs régiments de milice irlandaise campés à Castlebar. Ils étaient infiniment supérieurs en nombre aux Français du général Humbert, qui s'avança néanmoins loin de la côte et les attaqua hardiment le 27 au matin. Les régiments irlandais, pour la plupart, se conduisirent aussi mal que possible, et prirent la fuite presque sans décharger leurs fusils. L'un des officiers présents, secrétaire du général Lake, déclara n'avoir jamais vu une déroute aussi honteuse. Deux des colonels, lord Ormond et lord Granard, se conduisirent avec beaucoup de courage, mais sans résultat. Il est probable d'ailleurs qu'un grand nombre de miliciens s'enfuirent autant par mécontentement que par terreur, car plusieurs centaines d'entre eux rejoignirent immédiatement les Français. Cet engagement, s'il mérite ce titre :

Si rixa est, ubi tu pulsas ego vapulo tantum,

porta en Irlande le nom des « courses de Castlebar. »

Le premier ministre déploya dans cette occasion l'énergie qui le caractérisait. Lord Auckland écrivit à son ami John Beresford : « J'ai passé la matinée hier à Holwood... M. Pitt, quatre heures après l'arrivée des nouvelles (de la déroute de Castlebar), avait donné l'ordre de vous expédier des renforts considérables, et ils vont s'embarquer immédiatement¹. »

Mais le triomphe des Français fut de courte durée.

¹ *Correspondance de Beresford*, vol. II.

Lord Cornwallis parut à la tête de troupes régulières supérieures en nombre à celles d'Humbert. Le général français perdit deux ou trois cents hommes dans l'action, et fut obligé de se rendre avec le reste à Ballynamuck. Sur les insurgés qui s'étaient joints à lui, quatre cents environ furent tués dans le combat, cent quatre-vingts furent fusillés par ordre du conseil de guerre. Sullivan fut le seul des exilés venus avec lui qui réussit à se sauver sous les habits d'un Français. Matthew Tone et Teeling furent mis aux fers, emmenés à Dublin, et là ils furent exécutés.

Au même moment, un seul brick français, l'*Anacréon*, venant de Dunkerque et portant Napper Tandy, parut sur la côte du comté de Donegall. Il s'était vanté, avec sa vanité et son exagération accoutumées, qu'à peine mettrait-il le pied à terre, quelque part que ce fût, il serait aussitôt rejoint par trente mille hommes. Mais les paysans ne bougeant sur aucun point, Napper Tandy apprit le sort d'Humbert, et, se rembarquant précipitamment, il fit voile pour la Norwége. Au mois de novembre de l'année suivante, le sénat de Hambourg le livra au gouvernement anglais, et il fut envoyé captif à Dublin. « Napper Tandy, » écrivit alors au duc de Portland lord Cornwallis, « est un homme d'un caractère si méprisable que personne dans ce pays-ci n'a l'air de lui porter le moindre intérêt. » Il fut donc traité comme un personnage sans aucune importance. Lorsqu'il comparut devant la cour, il avoua sa culpabilité, son affaire fut remise, et au bout de quelque temps, on lui permit de retourner sur le continent¹.

Lorsque l'*Anacréon* parut sur les côtes du comté de

¹ *Correspondance de lord Cornwallis*, t. III.

Donegall, la principale escadre française pour l'invasion de l'Irlande n'était pas encore arrivée. Elle se préparait à Brest depuis quelque temps. On y comptait un vaisseau de soixante-quatorze, le *Hoche*, et huit frégates, qui avaient environ trois mille hommes à bord. Les navires étaient sous le commandement de l'amiral Bompard, et les troupes sous les ordres du général Hardy. Quatre seulement des exilés irlandais faisaient partie de cette expédition; mais le plus capable de tous, Wolfe Tone, était du nombre; il occupait le rang d'officier français sous le nom de Smith. Le 11 octobre, ils entrèrent dans la baie de Killala. Mais là, ils furent atteints par une escadre plus considérable que la leur, commandée par le commodore sir John Borlase Warren. Le 12, le *Hoche* entama l'action avec un vaisseau de même force, le *Robuste*. Après une lutte égale et acharnée qui dura plusieurs heures, et en dépit d'une vaillante résistance, les Français furent contraints d'amener le pavillon tricolore. On prit également, au moment même ou peu après, six frégates françaises; deux seulement parvinrent à retourner en France.

Wolfe Tone, qui avait déployé beaucoup d'intrépidité dans le combat naval, fut pris avec les officiers français, et comme il portait leur uniforme, on ne le distingua pas des autres au premier abord. Mais une fois à terre, un de ses amis intimes du temps passé, un de ces amis que décrit la Rochefoucault, reconnut ses traits et révéla son nom. On l'emmena à Dublin, et le 10 novembre il passa devant le conseil de guerre. Il parut avec son uniforme français, et se retrancha derrière son titre d'officier français. Voyant ce raisonnement sans effet, comme il s'y attendait, et sa condamnation à mort prononcée, il de-

vança la sentence de la loi en se frappant lui-même, et mourut après quelques jours d'agonie.

Les journaux et la correspondance de Tone ont été publiés à Washington par son fils en 1826. Écrits avec un abandon complet, leur valeur historique est grande, et je les ai constamment consultés. Le fils qui les a publiés avait reçu, comme son père, une commission au service de la France, et il a ajouté aux journaux un récit de la campagne de Leipzig, dans laquelle il avait servi presque enfant. C'est l'un des mémoires militaires les mieux faits et les plus amusants que j'aie jamais lus dans aucune langue. A la suite de cette lecture, je me suis intéressé au sort de l'auteur, en dépit de la haine qu'il exprime à tout moment pour l'Angleterre, et je me suis informé de lui auprès d'un de mes amis américains. Voici sa réponse en date du mois d'avril 1860 : « En assistant la semaine dernière aux séances de la cour suprême à Washington, j'ai rencontré quelqu'un qui se souvient de Tone, et qui fixe la date de sa mort au 11 octobre 1820, d'après la pierre de son tombeau dans le cimetière de Georgetown. On dit que c'était un homme fort intelligent, fort étrange, dont la vie domestique n'était pas très-tranquille, ce qui le séparait fort de la société. Il occupait, je crois, une petite place dans les bureaux du ministère de la guerre. »

CHAPITRE XXVII

— 1798-1799 —

Projet de Pitt pour un acte d'union avec l'Irlande. — Conférence du chancelier et de l'orateur d'Irlande avec les ministres à Londres. — Points principaux de la mesure en question. — Ouverture du Parlement anglais. — Impôt sur le revenu. — Contributions volontaires. — Opposition à l'union en Irlande. — Réunion du Parlement irlandais. — Vote nul. — Débats dans le Parlement anglais. — Beau discours de Pitt sur la question irlandaise. — Grand effet. — Résolutions votées par les deux chambres. — Changement d'opinion en Irlande. — Compensations. — La guerre recommence sur le continent. — Le congrès de Rastadt est dissous. — Armée russe envoyée en Italie sous les ordres de Souvarow. — Bill pour l'abolition partielle de la traite des nègres, rejeté par les lords. — Lettre de lady Chatham.

Dès le début des troubles en Irlande, M. Pitt avait mûrement considéré la marche qu'il avait à suivre, et il était décidé. Il croyait ne remplir que la première partie de son devoir en étouffant l'insurrection par la force des armes. Il croyait de mauvaise politique de retourner à l'ancien système. Il fallait tenter une mesure nouvelle, étendue, conciliatrice, un acte d'union qui pût élever l'esprit des Irlandais des intérêts locaux aux intérêts de l'empire, confondre les deux législatures, et, s'il était possible, les deux nations.

M. Pitt obtint le plein assentiment de ses collègues à ce projet. Il s'accordait également à merveille avec les vues du roi. Avant le départ de lord Cornwallis pour l'Ir-

lande, les intentions du premier ministre lui furent confidentiellement communiquées, et il eut pour instructions de regarder cette mesure comme le grand moyen de régler définitivement les choses. Un mois après son débarquement, il écrivait à M. Pitt : « Les deux ou trois personnes que je me suis aventuré à sonder le plus prudemment du monde disent qu'il ne faut pas en parler maintenant, que le moment est trop dangereux pour agiter une pareille question... Convaincu, comme je le suis, que cette mesure est la seule qui puisse nous conserver longtemps ce pays-ci, je ne la perdrai jamais de vue. »

Lorsque les insurgés irlandais furent battus et les troupes françaises prisonnières, les communications de lord Cornwallis à ce sujet devinrent plus explicites et plus directes ; il écrivait le 25 septembre à M. Pitt : « Les personnages principaux de ce pays-ci ont si grand'peur qu'ils consentiraient, je crois, volontiers à une union ; mais il faut que ce soit une union protestante ; le chancelier lui-même, qui est le politique le plus sensé du pays, ne veut pas admettre l'idée que les catholiques puissent siéger dans le Parlement uni. »

Lord Cornwallis, au contraire, aurait préféré voir leur admission immédiate liée à l'acte d'union. Jusque-là, disait-il, on ne pouvait avoir ni paix ni sécurité en Irlande. Mais il est évident, et les lettres subséquentes de lord Cornwallis le prouvent clairement, qu'à cette époque il ne tenait pas suffisamment compte des immenses obstacles qui s'opposaient à l'union, même aux conditions les plus protestantes : « Je crois que nous pourrons faire passer ici notre grande mesure sans beaucoup de difficulté ; » telles étaient ses paroles au général Ross, le

8 novembre. Quelques mois après, nous verrons le même homme désespérer presque du succès.

Le chancelier et l'orateur des communes d'Irlande, John Foster, homme de beaucoup d'esprit et de considération, se rendirent en Angleterre à cette époque, et confèrent à Londres avec plusieurs des ministres. M. Pitt raconte ainsi le résultat de ces conférences quant à M. Foster :

M. PITT A LORD CORNWALLIS.

« Downing-street, 17 novembre 1798.

» Mon cher lord,

» J'ai beaucoup causé avec l'orateur, qui est arrivé ici mercredi. Je l'ai trouvé parfaitement cordial et communicatif dans ses manières, et quoiqu'il soit en général fort opposé à l'idée d'une union, surtout pour le moment, il est cependant tout prêt à discuter loyalement la question... A tout prendre, je crois pouvoir dire qu'il ne s'opposera pas à la mesure, et j'espère même un peu, s'il y a moyen de la lui rendre personnellement agréable, ce que je crois, qu'il pourrait bien la soutenir.

» ... Dans l'intervalle qui précédera votre session, il y aura, j'espère, toutes sortes d'occasions pour des communications et des arrangements avec les individus desquels dépendra complètement, je crois, le succès de la mesure. Vous remarquerez qu'en ce qui regarde le serment à prêter pour les membres du Parlement uni, le projet que je vous ai envoyé est la copie du précédent donné par l'union avec l'Écosse, dont je vous avais parlé dans une de mes lettres; par les raisons que je vous ai

développées, il me semble que cela laisse la question catholique sur l'unique terrain où elle puisse être placée avec quelque sécurité. M. Elliott, en m'apportant votre lettre, m'a exposé avec beaucoup de force tous les arguments qu'il croyait propres à nous engager à admettre les catholiques dans les charges publiques et dans le Parlement; mais j'avoue qu'il ne m'a pas convaincu de la possibilité d'entreprendre pour le moment une pareille affaire, ni même de la convenance de la tenter. Quant à la question de pourvoir au salaire du clergé catholique et à quelque arrangement pour les dîmes, je suis heureux de rencontrer l'unanimité, parmi tous les Irlandais que je vois, en faveur de la proposition; et je suis de plus en plus convaincu que ces mesures, combinées avec quelque moyen efficace d'exiger la résidence du clergé protestant de tout rang, nous offrent la meilleure chance de mettre peu à peu fin aux maux qui se font le plus vivement sentir en Irlande.

» Croyez-moi, mon cher lord,

» W. PITT. »

« P. S. Vous pouvez être sûr que je ne manquerai aucune occasion de chercher à effacer les fausses impressions que peut avoir laissées la transaction avec les prisonniers politiques; je crois qu'on sent et qu'on comprend maintenant généralement dans les deux pays les avantages qui ont résulté de leurs révélations. »

L'espoir que M. Pitt avait conçu sur le compte de l'orateur irlandais n'était pas destiné à se réaliser. Ses lettres d'Angleterre à ses amis en Irlande furent fort contraires à la mesure, comme l'apprit lord Castlereagh; et, à son re-

tour en Irlande, il devint le plus puissant des opposants irlandais, comme lord Clare et lord Castlereagh furent les plus puissants soutiens de l'union.

Le 12 novembre, le duc de Portland communiqua à lord Cornwallis les principaux points de la mesure projetée. Ils différaient, sous plusieurs rapports importants, de l'acte qui finit par être voté. La prérogative royale pour la nomination des pairs irlandais n'était point limitée; aucun comté ni bourg irlandais ne devait perdre complètement sa franchise; il ne s'agissait que d'une réduction ou de tours alternatifs à introduire dans la nomination des membres élus au Parlement de l'empire, de façon que le nombre des représentants de l'Irlande ne s'élevât pas à plus de cent. Le droit de modifier le serment des membres des deux chambres était réservé, évidemment dans l'intention d'admettre un jour les catholiques romains. Telle était la mesure qui devait être présentée au Parlement irlandais dès qu'il se réunirait au mois de janvier suivant, après avoir été préparée et mûrie par des communications entre Dublin et Londres.

Cependant le Parlement anglais venait de se réunir; le roi l'avait ouvert en personne le 20 novembre. Il y eut des débats, mais aucun amendement ne fut présenté dans l'une ni dans l'autre chambre.

Dès le 3 décembre, Pitt présenta son projet financier dans l'un de ses plus grands discours de finances. Il annonça d'abord que les dépenses nécessaires pour l'année s'élevaient à 29,272,000 livres sterling. L'impôt foncier, la taxe sur la drèche, la loterie, le fonds consolidé, et l'impôt établi dans la dernière session sur les exportations et importations, ne pouvaient guère produire plus de six millions; il restait donc plus de vingt-trois millions

à trouver. Lors des débats de la session précédente sur les contributions directes, Pitt avait posé deux principes fondamentaux que la chambre semblait avoir adoptés. D'abord, il fallait réduire la somme totale à prélever par un emprunt ; et puis, en tant qu'elle n'était pas possible à réduire, il fallait la renfermer dans des limites telles qu'il ne fût plus nécessaire de faire aucun emprunt qui ne pût être couvert par un impôt temporaire, dans un temps donné. C'était d'après ces principes qu'on avait augmenté la contribution directe de l'année précédente, mais le produit avait été moins considérable qu'on ne l'avait espéré. « Il paraît, » dit Pitt, « que, non par suite d'erreurs dans le calcul des ressources, non par exagération de nos richesses, mais par suite de la facilité générale des modifications, et par le désir de rendre la mesure le moins oppressive possible, un déficit qui n'aurait pas dû avoir lieu s'est manifesté. Cependant, au milieu des désavantages et des imperfections d'une échelle d'application insuffisante et inégale, les effets de la mesure ont tendu à confirmer notre manière de voir sur son utilité. Toutes les circonstances de notre situation, tous les événements du passé prouvent la supériorité du système qui consiste à lever dans l'année une partie considérable des subsides, et doivent nous pousser à le maintenir en veillant de plus près aux fraudes... Dans ce but, notre premier principe doit être de nous mettre en garde contre toute dissimulation et de chercher à réaliser pleinement, par une juste et stricte application de la loi, cette dîme que la mesure des contributions directes a voulu assurer dès le début.... Pour en venir là, j'ai l'intention de proposer de renoncer aux présomptions dérivées des contributions directes, en imposant une taxe générale sur toutes les principales

branches de revenu. Je sais qu'on ne peut trouver aucune évaluation du revenu qui soit parfaitement à l'abri de toute objection d'inégalité, ou qui garantisse absolument de toute tromperie. Tout ce qu'on peut espérer est d'approcher, autant que les circonstances le permettront, d'une équitable répartition de l'impôt. »

M. Pitt développa le projet fort compliqué qu'il avait conçu. Les commissaires chargés de cette fonction devaient avoir le droit de fixer individuellement le montant de la taxe. Ce devait être des hommes de position indépendante, aussi éloignés que possible de tout soupçon de partialité, et dans ce but on proposa de leur accorder 300 livres sterling d'honoraires. Pour fixer le montant de la taxe, ils devaient non-seulement posséder un pouvoir légal, mais on leur laissait une grande marge. D'après des calculs que Pitt développa en détail, il estimait que les revenus annuels des terres et des maisons, les dîmes et les mines, les profits dérivés du commerce ou d'une profession, les rentes sur les fonds publics, et tous les revenus de différents genres, pouvaient produire dix millions sterling, l'impôt étant de dix pour cent, s'il était complètement perçu. Pitt proposa donc, au lieu de rapporter sur-le-champ les anciennes lois sur les contributions directes, d'établir une nouvelle répartition entre les différents genres de revenu. L'échelle devait commencer aux revenus annuels de 65 livres sterling, sur lesquels on devait prélever la cent vingtième partie. On devait augmenter l'impôt par minimes fractions jusqu'à 200 livres sterling de revenu ; à partir de là, tous les revenus devaient payer dix pour cent. Les sujets anglais résidant hors d'Angleterre ne devaient pas être exempts de cette charge, non plus que les corporations politiques ou locales. Il ne devait y avoir aucune distinction

entre les revenus fixes et les revenus variables, comme les revenus d'une terre par exemple et les profits résultant d'une profession.

Le projet d'un impôt général sur les revenus de tout genre n'était pas nouveau. Des théoriciens financiers et des auteurs de pamphlets l'avaient plusieurs fois suggéré au ministre. L'évêque de Llandaff, Walton, au début de l'année, avait publié un essai distingué ayant pour titre : *Idées sur un nouveau système d'impôt, applicable à chacun en proportion exacte avec sa fortune*. L'évêque déclare que, dès le mois de décembre 1797, il avait envoyé à M. Pitt la substance de ces *Idées*, « mais M. Pitt n'y avait pas fait attention, » dit l'évêque, « l'ayant probablement jeté de côté avec les nombreux projets dont il doit lui arriver fréquemment d'être ennuyé. » Mais bien que l'idée ne fût pas nouvelle, tout le mérite de l'exécution et de la forme habile et prudente qui permit de mettre pour la première fois à exécution un dessein si hardi et si étendu, appartient sans contredit à M. Pitt.

En s'opposant à l'idée d'un impôt sur le revenu, M. Tierney soutint, à ce qu'il semble, qu'il pèserait à l'excès sur les propriétaires fonciers, et serait trop favorable aux valeurs mobilières. Voici son argument : le chancelier de l'Echiquier dit que ce projet fera monter les fonds, en sorte qu'un homme qui aurait 20,000 livres sterling dans les fonds verrait par là sa fortune accrue ; si les fonds montaient de deux pour cent, par exemple, il gagnerait une grosse somme sur son capital ; tandis que votre projet, pour avoir quelque valeur, devrait obliger les détenteurs d'argent à prendre au moins leur part du fardeau public.»

Un autre adversaire de la mesure, M. William Smith,

soutint l'argument exactement contraire. Il trouvait la propriété foncière trop favorablement traitée. Il tenait les propriétaires de province pour des bourdons, en comparaison des abeilles manufacturières, et il demandait qu'il y eût quelque différence dans les charges entre les gens utiles et les gens inutiles. Ces remarques lui valurent une réplique mordante de M. Pitt : « L'honorable préopinant a trouvé bon de ranger dans la classe des gens inutiles tous les propriétaires fonciers, ces hommes qui forment le lien qui rattache et unit ensemble toute la société, ces hommes de qui dépendent, dans une grande mesure, l'administration de la justice et la police intérieure du pays, ces hommes qui donnent de l'ouvrage aux pauvres, qui propagent et encouragent l'agriculture, et auxquels le commerce lui-même doit les bases sur lesquelles il repose. C'est cette classe d'hommes que l'honorable préopinant a trouvé bon de stigmatiser comme des bourdons inutiles, sans valeur aux yeux de la société. Théorie frivole et légère, fruit d'une politique irréflectie et imprévoyante. »

En dépit des arguments de M. Tierney et de M. William Smith, qui, du reste, se réfutaient réciproquement, le ministre l'emporta à une grande majorité. Cent quatre-vingt-trois voix contre dix-sept assurèrent le succès du bill, et la troisième lecture eut lieu le dernier jour de l'année.

Le journal et les lettres de M. Wilberforce parlent plusieurs fois du ministre à cette époque. « 27 novembre. Promenade dans la matinée avec Pitt et Grenville. Fort causé de l'impôt sur le revenu. — 6 décembre. A tout prendre, le projet de Pitt sur l'impôt du revenu paraît bien accueilli. — 14 décembre. Soupé avec Pitt en tête à tête. Fort causé de l'Europe, de l'Irlande, de

l'impôt sur le revenu, de lord Cornwallis, de l'union irlandaise. Il est naturellement fort animé, et, ce qui vaut mieux, sa santé, qui semblait décliner de nouveau depuis quelques semaines, est maintenant, m'assure-t-on, plus améliorée qu'on n'osait l'espérer. — 17 décembre. Toute la matinée chez Pitt avec Cookson et Gott, de Leeds. Nous avons imaginé un projet pour une commission commerciale. Walker dit que les manufacturiers ne peuvent et ne veulent pas payer. » Ils pouvaient payer, et ils payèrent.

M. Pitt crut de son devoir de proposer avant Noël, en vue de la rébellion récente et des complots encore flagrants, la prolongation de la suspension de l'*habeas corpus* votée dans la session précédente. Cela amena quelques discussions, et quelques plaintes sur le traitement infligé aux prisonniers arrêtés depuis la suspension, entre autres du colonel Despard ; cependant, lors de l'unique vote auquel la mesure donna lieu, la minorité ne réunit que six voix en dehors des compteurs.

Au commencement de l'année 1799, le bill sur l'impôt du revenu vint devant la chambre des pairs. Il fut attaqué par lord Suffolk, lord Holland, et le duc de Bedford ; lord Liverpool, lord Auckland et lord Loughborough le défendirent, et il passa sans division.

Lorsque la mesure eut reçu force de loi, on jugea bon d'en augmenter et d'en aider l'effet par des contributions volontaires. Les hommes qui occupaient de grandes situations donnèrent l'exemple. M. Pitt et M. Dundas souscrivirent chacun pour 2,000 livres sterling par an, au lieu de leur taxe au taux légal, en promettant de continuer, s'ils restaient au pouvoir, tant que durerait la guerre. L'orateur et les deux grands juges en firent autant, ainsi

que lord Romney, qui n'occupait cependant point de charge. Le roi souscrivit pour le tiers de sa cassette privée, c'est-à-dire pour 20,000 livres sterling par an¹.

Au commencement de 1799, les nouvelles qui arrivaient d'Irlande n'étaient pas encourageantes. Lord Cornwallis et lord Castlereagh avaient fait tout ce qui était en leur pouvoir pour populariser l'union projetée. En jetant tout le poids et toute l'autorité du gouvernement dans la balance, ils avaient trouvé beaucoup de partisans pour le projet, mais quelques-uns avaient cédé bien à contre-cœur. Ainsi, le 7 janvier, le comte d'Ely, dans une lettre particulière, attaquait cette « idée insensée » en faveur de laquelle, disait-il, il n'avait jamais entendu un bon argument. Cependant, l'année suivante, non-seulement Sa Seigneurie soutint le projet, mais les six membres de la chambre des communes, nommés par son influence, en firent autant. Le résultat pour Sa Seigneurie fut un marquisat en Irlande et une pairie en Angleterre lorsque le bill eut passé.

M. Beresford consentit à soutenir la mesure, bien qu'avec une certaine répugnance; mais, plutôt que de tenir la même conduite, son second fils, M. John Claudius Beresford, renonça à la sinécure qu'il possédait comme inspecteur général des exportations. Dans certains cas, lorsque les hommes en place se montrèrent récalcitrants, le gouvernement leur fit savoir qu'il n'avait plus besoin de leurs services. Ce fut ainsi que, dans le courant de janvier, le chancelier de l'Échiquier, sir John Parnell, et le premier huissier, M. James Fitzgerald, furent tous deux des-

¹ Voir deux notes de M. Pitt à ce sujet, dans la correspondance de Rose, vol. I.

titués. M. Isaac Corry, fils d'un grand négociant de Newry et représentant de cette ville, fut nommé chancelier de l'Échiquier à la place du premier.

L'orateur des communes irlandaises, qui était devenu décidément homme de parti, M. George Ponsonby, sir John Parnell, et quelques autres, n'étaient pas moins animés dans lesens opposé. Tantôt ils cherchaient à alarmer les intérêts particuliers, tantôt ils faisaient appel aux sentiments patriotiques. Ainsi préparées pour les deux côtés de la question, les deux chambres se réunirent le 22 janvier, et le discours du lord lieutenant annonça en termes généraux le projet qui allait leur être présenté. Il s'ensuivit à la chambre des communes un débat d'une longueur inouïe, puisqu'il dura depuis quatre heures jusqu'au lendemain à une heure de l'après-midi. Enfin un amendement qui engageait la chambre à maintenir l'indépendance de la législature telle qu'elle avait été établie en 1782, ne fut rejeté qu'à une seule voix, 406 contre 105.

Avec un vote aussi incertain, il devint évident qu'on ne pouvait, pour le moment, insister sur la mesure. Mais au moment où elle éprouvait à Dublin un rude coup, elle recevait à Londres le plus énergique appui. Le jour de l'ouverture du Parlement irlandais, le roi envoya un message aux deux chambres d'Angleterre pour recommander, dans les termes mêmes qu'avait employés le lord lieutenant, l'étude des moyens les plus efficaces pour consolider la force, le pouvoir et les ressources de l'empire britannique. Le lendemain, Dundas déposa sur le bureau un paquet cacheté contenant des papiers relatifs aux manœuvres des individus et des sociétés secrètes engagés dans un complot pour séparer les deux royaumes. On ne

s'attendait pas à une discussion, puisqu'il s'agissait seulement d'une adresse de remerciements. Mais tout d'un coup Sheridan proposa un amendement dirigé contre le projet d'union. Là-dessus Pitt, qui n'était pas préparé à traiter dès lors toute la question, répondit aux arguments de Sheridan par une réplique extrêmement habile et convaincante. Le lendemain elle fut transmise comme un triomphe du ministère de l'intérieur au lord lieutenant en Irlande. Voici ce qu'écrivait le sous-secrétaire : « J'envoie à Votre Seigneurie, par l'ordre du duc de Portland, une douzaine d'exemplaires du *Morning-Post*, qui est, à ce qu'il me semble, le journal qui reproduit le mieux le discours de M. Pitt d'hier au soir. Ce n'est pourtant qu'une pauvre esquisse du discours le plus puissant et l'un des plus habiles que j'aie jamais entendus. Je crois qu'il a complètement décidé la question de ce côté-ci de l'eau, où les esprits étaient fort irrésolus. »

Deux jours après, la nouvelle du mauvais succès dans la chambre des communes irlandaises arriva en Angleterre, et M. Pitt écrivit lui-même au lord lieutenant, mais sans faire la moindre allusion à ses propres efforts :

« Downing-street, 26 janvier 1799.

» Mon cher lord,

» Vous recevrez du duc de Portland une dépêche officielle en réponse au compte rendu qui nous est arrivé ce matin des débats du premier jour de votre session. Je suis assurément bien désappointé et attristé en voyant qu'une mesure si importante est entravée pour le moment par les effets des préjugés et de la cabale. Mais je ne doute pas qu'une persévérance assidue et modérée de notre

part n'amène, et cela dans un avenir rapproché, un plus juste sentiment de ce que réclament les véritables intérêts de tous ceux qui ont quelque intérêt en Irlande, tout autant pour le moins que le devoir envers le pays et l'empire en général.

» Vous approuverez, j'espère, le parti que nous avons pris ici de continuer jeudi à développer nos résolutions en expliquant les traits généraux et les principes du projet. Je crois qu'on peut le faire de manière à démontrer combien l'Irlande dépend de nous pour tous les avantages dont elle jouit maintenant, afin de bien préparer le terrain pour reprendre la question dans le Parlement irlandais avec de meilleures chances de succès, soit dans le cours de la session actuelle, quand la mesure aura été mise dans son véritable jour aux yeux du public, soit dans la session prochaine; en tous cas, nous ne devons jamais perdre de vue la mesure, et il faut en faire le grand et premier objet de toute notre politique en Irlande. Dans ce but, il semble très-désirable, si le gouvernement est assez fort pour le faire sans danger immédiat, de marquer par quelques destitutions ce qu'on pense de la conduite des hommes en place qui font de l'opposition. Il me paraît surtout essentiel de ne pas faire d'exception en faveur du fils de l'orateur. Aucun gouvernement ne peut se placer sur un terrain ferme et convenable s'il ne montre pas qu'il ne dépend pas de l'orateur. Quant aux personnages moins importants ou qui sont restés neutres, il sera peut-être bon d'user un peu de clémence. Votre Seigneurie peut seule juger, sur les lieux, de la mesure à garder sur ce point, mais j'ai pensé que vous seriez bien aise de savoir de moi personnellement ce que je pensais de la question.

» Nous serons impatients d'apprendre ce qui a pu se passer en Irlande jeudi ; mais quel que puisse avoir été le résultat, cela ne fera aucune différence dans notre résolution de marcher en avant, comme je vous l'ai dit...

» Croyez-moi, etc.

» W. PITT. »

En accord avec l'intention exprimée dans cette lettre, le jeudi suivant, c'est-à-dire le 31 janvier, M. Pitt présenta à la chambre des communes quelques résolutions contenant les principes de l'union avec l'Irlande. Dans cette occasion, par un discours extrêmement long, il remporta l'un de ses plus grands triomphes oratoires. Lord Auckland, écrivant le surlendemain à M. Beresford, décrit ainsi la séance : « Le discours de M Pitt sur l'affaire d'Irlande a surpassé toutes les espérances de ses amis, et s'est peut-être élevé au-dessus de tout ce qu'on connaissait en fait d'éloquence parlementaire. Il sera imprimé la semaine prochaine, et on vous l'enverra pour le faire circuler le plus possible en Irlande. »

Quelques années après, M. Pitt, causant avec mon père, lui dit qu'il n'avait jamais corrigé pour l'impression que trois discours, tous les trois publiés séparément : d'abord le discours sur les finances avant le commencement de la guerre, c'est-à-dire, je suppose, le discours du 17 février 1792, pour proposer de rapporter certains impôts et d'augmenter le fonds d'amortissement⁴ ; secon-

⁴ Lord Grenville, dans la conversation, disait que Pitt avait corrigé le discours sur la Caisse d'amortissement. Cette phrase a conduit l'éditeur des notes de M. Rogers à croire, à tort, je pense, que le discours en question était celui qui fut prononcé par M. Pitt lors de la première proposition sur la Caisse d'amortissement, 29 mars 1786. Voir les Souvenirs de Rogers.

dement le discours sur l'union irlandaise, du 31 janvier 1799 ; et troisièmement le discours sur les ouvertures de la France, 22 janvier 1800. A cause de l'authenticité du discours sur l'union et de l'importance des vues politiques qu'il développe, je vais, contre ma coutume, en donner d'assez longs extraits :

« Supposons, par exemple, dit M. Pitt, que la guerre actuelle étant trouvée juste et nécessaire par le Parlement de la Grande-Bretagne, le Parlement irlandais eût voté qu'elle était injuste, inutile, extravagante et hostile aux principes de l'humanité et de la liberté : un Parlement aurait-il été lié par l'autre ? Sans cela, quelle garantie pouvons-nous avoir, dans un moment si important pour nos intérêts et notre salut commun, que les deux royaumes aient les mêmes amis et les mêmes ennemis ? »

« Ce pays-ci est engagé dans la lutte la plus importante et la plus solennelle qui se soit jamais présentée dans l'histoire du monde, dans une lutte où la Grande-Bretagne seule a dû résister résolûment et avec succès à l'ennemi commun des sociétés civilisées. Nous voyons le point sur lequel l'ennemi nous croit attaquables. La prudence ne nous oblige-t-elle pas à fortifier ce point vulnérable, engagés comme nous le sommes dans la lutte de la liberté contre le despotisme, de la propriété contre la rapine et le pillage, de la religion et de l'ordre contre l'impiété et l'anarchie ? Il y a eu un temps où ceci aurait pu passer pour de la déclamation ; mais une longue et cruelle expérience nous a malheureusement appris que ce n'est qu'une faible et imparfaite expression des maux résultant des principes français et des armes françaises ; un monde sanglant l'atteste tous les jours par ses blessures. »

« Je sais bien que la question des dissidences religieuses est toujours délicate ; elle l'est surtout lorsqu'il s'agit de l'Irlande. Sous ce rapport, la situation de l'Irlande est différente de celle de tout autre pays. Lorsque la religion légalement établie dans un État est la même que la religion générale de l'empire, et lorsque la propriété du sol est dans les mains d'un nombre comparablement petit d'hommes professant cette religion établie, tandis que la grande majorité de la population en professe une autre, il n'est pas aisé de dire d'après quels principes on pourrait fonder l'Église dans ce pays sans difficulté et sans inconvénient... Personne ne peut dire que, dans l'état actuel des choses, tant que l'Irlande reste un royaume séparé, il soit possible de faire aux catholiques des concessions complètes sans mettre en danger l'État et sans ébranler jusqu'en ses fondements la constitution de l'Irlande.

» D'autre part, sans anticiper sur la question, ou sur l'opportunité de la discuter, sans dire à quel moment il pourra être bon de la mettre en avant, il y a deux propositions incontestables. Premièrement, lorsque la conduite des catholiques sera de nature à offrir au gouvernement assez de sécurité pour qu'il les admette à la participation des privilèges dont jouissent les membres de l'Église établie, lorsque l'esprit du temps sera favorable à une pareille mesure, lorsque ces circonstances se présenteront, il est évident qu'il sera infiniment plus facile d'agiter cette question dans un Parlement uni, dans le Parlement de l'empire, que dans une législature séparée. En second lieu, je crois certain que, quel que soit, après l'union, le temps pendant lequel il faudra refuser encore ces privilèges aux catholiques, les objections qui nais-

sent maintenant de leur situation disparaîtraient en grande partie du moment que la législature protestante ne serait plus séparée et locale, mais deviendrait générale et commune à tout l'empire; les catholiques eux-mêmes verraient sur-le-champ s'alléger ce qu'il y a de plus pénible et de plus irritant dans leurs sujets de plainte actuels.

» Il n'est pas nécessaire de discuter aujourd'hui jusqu'à quel point, en dehors de ces grandes considérations, il pourrait être sage et praticable d'accompagner la mesure de quelques dispositions destinées à soulager la classe inférieure du poids des dîmes, qui entraînent pour le moment de grands maux pratiques, ou s'il serait possible de pourvoir efficacement et d'une manière suffisante aux besoins du clergé catholique par des réglemens convenables et sans porter atteinte à la stabilité de l'Église protestante. Il suffira de dire que ces questions, comme tous les autres points secondaires qui se rattachent au même sujet, ont plus de chance d'être réglées d'une manière satisfaisante et définitive par une législature unie que par des pouvoirs locaux.

» Mais d'autre part, monsieur, s'il arrivait qu'un pays ne se trouvât pas en mesure de se défendre contre le plus grand de tous les dangers qui pussent menacer sa paix et sa sécurité sans le concours d'une autre nation, si cette autre nation lui était voisine et alliée, qu'elle parlât la même langue, que ses lois, ses coutumes et ses habitudes fussent les mêmes en principe, et fussent seulement plus perfectionnées, si le commerce de cette nation était plus étendu et ses moyens d'acquérir et de répandre au dehors les richesses nationales plus nombreux, si cette nation possédait un gouvernement dont la stabilité et l'admi-

nable constitution excitassent plus que jamais l'admiration et l'envie de l'Europe, tandis que le pays en question n'en posséderait qu'une imitation imparfaite et incomplète, quelle serait en pareil cas, je vous le demande, la conduite indiquée par tous les motifs de dignité, d'honneur et d'intérêt? Je vous demande si ce n'est pas là un exposé fidèle des motifs qui devraient porter l'Irlande à désirer l'union? Je vous demande si la Grande-Bretagne n'est pas précisément la nation à laquelle un pays dans la situation de l'Irlande doit désirer de s'unir? Une union contractée dans de semblables circonstances, par un libre consentement et à d'équitables conditions, mérite-t-elle d'être stigmatisée comme la soumission de l'Irlande au joug étranger? N'est-ce pas plutôt l'association libre et volontaire de deux grands pays qui s'unissent dans un intérêt commun pour former un seul empire, en conservant leur influence et leur importance proportionnelles, sous la garantie de lois égales, d'une affection réciproque et d'inséparables intérêts, puisqu'il ne leur manque que ce lien indissoluble pour devenir également invincibles?

- » Non ego nec Teucris Italos parere jubebo ,
- » Nec nova regna peto ; paribus se legibus ambæ
- » Invictæ gentes æterna in fœdera mittant¹. »

L'éloquence de Pitt dans cette occasion produisit un très-grand effet. Avant ce discours, Wilberforce hésitait fort sur son vote ; mais presque immédiatement après, il prit son parti de soutenir la mesure. Le bruit de ce grand discours arriva jusqu'à lady Chatham dans sa

¹ *Énéide*, liv. XII, vers 189. Au second vers, Pitt a mis *nova* au lieu de *mihi*, qui n'aurait pas été applicable.

retraite, et elle ne put s'empêcher d'en féliciter son fils.
Voici sa réponse :

« Downing-street, samedi 9 février 1799.

» Ma chère mère,

» J'ai à vous remercier mille fois de votre bonne lettre. Je suis bien loin d'avoir souffert des travaux dont vous me parlez. Le rapport qui vous en est parvenu est, je le crains, beaucoup trop favorable; mais j'aurai grande raison d'être satisfait si j'ai pu traiter comme elle le mérite la question que j'avais à développer. Nous n'avons pas chance de rencontrer ici des obstacles bien sérieux, et la discussion de la chambre des communes sera probablement terminée dans le cours de la semaine prochaine. On ne peut s'attendre à ce que les progrès de la conviction soient bien rapides en Irlande, mais je vois des choses qui me font espérer tout à fait que cela ira probablement plus vite qu'on n'y compte.

» Toujours ma chère mère,

» W. PITT. »

Le projet d'union, tel qu'il fut présenté le 23 janvier, et les résolutions proposées le 31, donnèrent lieu à plusieurs débats très-vifs. Fox resta toujours absent et ne donna pas son avis. Mais Sheridan et Grey combattirent le projet avec une grande éloquence; Dundas et Canning le soutinrent avec tout autant de talent. L'orateur des communes prononça un discours efficace en faveur de la mesure, tandis qu'un autre ami personnel du premier ministre, Henry Bankes, se déclara contre le projet. Cependant, si la palme de l'éloquence pouvait rester en suspens, il n'y

avait point de doute sur la question du nombre. Un amendement proposé par Sheridan fut rejeté à une majorité de dix contre un à peu près, 140 contre 15; quelques jours après, un autre vote donna 149 voix contre 24.

Les résolutions votées à la chambre des communes furent portées à la chambre haute pour recevoir son assentiment. Elles furent acceptées sans qu'on en vint au vote par division, bien que la discussion eût été longue. Lord Grenville et lord Auckland, devenu directeur général des postes, se distinguèrent fort en faveur de la mesure, tandis que lord Lansdowne et lord Moira parlèrent avec talent dans l'autre sens.

Le roi était très-favorable à la mesure : « J'espère seulement, » dit-il à cette époque à Dundas, « que le gouvernement n'a pris aucun engagement en faveur des catholiques romains. » — « Non, » répondit le ministre, « ce sera une affaire à examiner plus tard. » Le roi commença alors à exposer ses scrupules au sujet du serment de son couronnement; Dundas essaya de lui expliquer que ce serment n'engageait Sa Majesté qu'à titre de pouvoir exécutif, et non comme faisant partie de la législation; mais George répondit brusquement : « Point de votre métaphysique écossaise, monsieur Dundas ! Point de votre métaphysique écossaise ¹. »

Les ministres anglais avaient espéré que le projet d'union pourrait être repris dans le Parlement irlandais avant la fin de la session; mais lord Cornwallis représenta l'impossibilité de cette tentative, et la question fut remise au début de l'année suivante. Dans l'intervalle, le peuple irlandais

¹ *Vie de sir James Mackintosh*, par son fils, vol. I. Cette conversation avait été racontée à Mackintosh par Dundas lui-même.

se rendit mieux compte du projet, et les arguments puissants qu'on présentait en sa faveur commencèrent à agir de différents côtés. « D'après tout ce que j'apprends, » écrivait lord Cornwallis le 28 mars, « l'opinion de la portion loyale du public change rapidement en faveur de l'union. » En envoyant, le 13 août, son rapport sur le midi de l'Irlande, il dit : « En général, de bonnes dispositions à l'égard du gouvernement, et une cordiale approbation du projet d'union. Ce sentiment, » ajoute-t-il, « n'est point particulier à une certaine classe d'hommes ; il se répand également dans les masses catholiques et protestantes. »

On profita aussi beaucoup des derniers débats dans le Parlement irlandais. Lord Castlereagh indiqua plusieurs modifications à faire au projet pour répondre aux objections qu'on avait présentées ou qu'on aurait pu présenter. Si on ne conservait aux comtés d'Irlande qu'un seul-représentant, les intérêts généraux pouvaient encore l'emporter, mais tous les intérêts secondaires étaient sans garantie. Lord Castlereagh conseilla de laisser à chaque comté les deux membres que tous possédaient, et de retirer le droit électoral à un grand nombre de bourgs, en indemnisant libéralement les propriétaires. Il fallait également offrir une large compensation aux gens en charge à Dublin, et à tous ceux dont les intérêts étaient lésés par la mesure. Lord Castlereagh calculait qu'il fallait un million et demi en argent pour couvrir toutes ces indemnités, et qu'on ne viendrait pas à bout d'effectuer l'union sans toutes ces précautions. En conséquence, la plupart de ses propositions furent adoptées.

Il faut remarquer que le système de compensation ainsi

projeté n'avait aucun caractère politique, et ne s'appliquait nullement aux seuls amis du pouvoir. Le propriétaire d'un bourg, en cas de succès de l'union, devait recevoir la même somme, soit qu'il eût voté pour ou contre la mesure ; mais la même remarque ne s'applique pas aux indemnités ou aux récompenses promises aux membres des deux chambres en retour de leur appui. On avait promis bien des marquisats et autres promotions dans l'échelle de la pairie irlandaise ; on avait promis bien des baronnies anglaises ; on avait promis bien des charges, bien des pensions, bien des faveurs de tous genres, et avant d'en venir à une promesse, on avait bien discuté et marchandé les conditions. La nécessité patriotique de faire réussir la mesure pouvait seule décider les hommes d'État anglais à adopter une pareille marche. Lord Cornwallis surtout en parle avec un profond dégoût. Il écrivait le 20 mars à un ami intime : « Le marchandage politique de ce pays-ci m'entraîne : j'ai désiré toute ma vie d'échapper à toutes ces saletés, et m'y voilà plongé au delà de toute expression.... Comme je voudrais mettre à la porte d'un coup de pied tous ceux que mon devoir politique m'oblige de cajoler ! »

On a dit qu'on avait répandu beaucoup d'argent, ou, en d'autres termes, qu'on avait acheté beaucoup de votes. Cette allégation me paraît peu fondée. Certainement des deux parts on donna quelque argent. Les chefs de l'opposition disposaient d'un fonds commun alimenté par des souscriptions. On demandait de temps en temps des fonds secrets au trésor d'Angleterre. Mais ces fonds secrets, comme l'ont prouvé depuis les notes confidentielles, n'étaient pas bien considérables. Nous voyons, au mois de janvier 1800, qu'après bien des instances,

les ministres envoyèrent de Londres 5,000 livres sterling seulement, en promettant ultérieurement, « mais non sur-le-champ, quelque chose de plus¹. » Quant à l'usage que faisait le gouvernement de ces sommes, il faut se rappeler que l'union irlandaise n'était pas la seule question, ni les membres du Parlement les seules personnes auxquelles il eût affaire. On avait des complots à découvrir comme une opposition à combattre, et dans la classe inférieure on avait à payer beaucoup de batteurs d'estrade et d'espions.

Cependant les papiers cachetés que M. Dundas avait présentés à la chambre des communes d'Angleterre le 23 janvier avaient été renvoyés à une commission. Le 15 mars, la commission présenta son rapport. Elle déclarait qu'elle avait trouvé les preuves les plus irrécusables d'un complot systématique formé par des conspirateurs à l'intérieur, d'accord avec la France, pour renverser, en Grande-Bretagne et en Irlande, les lois et la constitution du pays. Cette entreprise datait de plusieurs années; les membres de la commission expliquèrent en détail tous les moyens qu'on avait employés pour arriver à ce but : le système de la société des Irlandais unis et des sociétés secrètes en Angleterre, les efforts tentés pour établir des conventions nationales en Écosse et en Angleterre, et les manœuvres qui avaient suivi les arrestations de 1794. Ils exprimèrent leur conviction que ces menées coupables étaient plus que jamais actives, et que des agents irlandais étaient occupés à concerter avec les Français une insurrection nouvelle et générale.

Le 49 avril, M. Pitt se leva pour appeler l'attention de la chambre sur ce rapport : « Les preuves convaincantes,

¹ *Correspondance de lord Cornwallis*, vol. II.

dit-il, étaient si nombreuses que tout commentaire était inutile. » Il proposa que tous ceux qui, après un jour donné, feraient encore partie des sociétés de correspondance, des *Irlandais unis* ou des *Anglais unis*, fussent passibles d'une peine variant, suivant les circonstances, d'une amende à un emprisonnement ou à la déportation. Les mêmes peines devaient être applicables aux membres de toutes les autres sociétés liées ensemble par des serments secrets, comme celles qu'il avait nommées. Il proposa d'étendre aux sociétés de discussion la nécessité d'une autorisation et les obligations déjà imposées aux cours et aux lectures publiques. Les propriétaires de presses à imprimer devaient se faire donner des certificats par les greffiers des justices de paix; le nom et le domicile de l'imprimeur devaient également paraître sur tout exemplaire d'un livre ou d'un journal imprimé, sous peine d'une amende de 20 livres sterling à chaque omission. M. Tierney exprima son dissentiment sur tous les points; néanmoins le bill, rédigé d'après les vues et sur la proposition de M. Pitt, passa dans les deux chambres presque sans opposition.

Le journal de Wilberforce, dans le mois suivant, nous fait entrevoir Pitt dans la vie privée, lors d'une visite qu'il lui fit. « 18 mai 1799. J'ai été à Holwood à quatre heures et demie. Pitt était sorti à cheval. Lord Camden et J. Villiers sont arrivés, et je me suis promené avec eux. Pitt, Canning et Pepper Arden sont rentrés tard pour dîner... Dans la soirée, Canning et Pitt ont lu des classiques. »

Au printemps de cette année, la guerre reprit sur le continent. Le congrès de Rastadt, après de longues et ennuyeuses séances, n'avait pu arriver à son but. Il fut officiellement dissous au mois d'août, non sans une certaine aigreur dans les dernières discussions. Mais cette

aigreur fut fort accrue par un crime mystérieux qui n'a jamais été bien expliqué, le meurtre des plénipotentiaires français en chemin pour rentrer dans leur patrie. Ils venaient de quitter Rastadt par une nuit sombre, afin de se rendre à Strasbourg, lorsqu'à peine hors des portes, leurs voitures furent attaquées par des hommes portant l'uniforme des hussards autrichiens. Deux des plénipotentiaires furent jetés hors de leurs voitures et massacrés de sang-froid. Le troisième, Jean Debry, reçut plusieurs coups de sabre et fut laissé pour mort sur la route ; mais il parvint à se traîner dans le bois voisin et se tira d'affaire sans beaucoup de mal.

Déjà, avant la perpétration de ce crime atroce que les journaux de Paris ne manquèrent pas d'attribuer à la scélératesse de M. Pitt, les Français et les Autrichiens étaient entrés en campagne. La grande espérance de ces derniers était alors de reprendre l'Italie. Ils avaient sur l'Adige une armée nombreuse et bien équipée commandée par le baron de Mélas, excellent militaire, mais qui depuis longtemps n'était plus jeune. Ils comptaient surtout sur leurs alliés. Du nombre était l'empereur Paul, de Russie, dont l'esprit capricieux et bizarre était alors violemment hostile à la France. Il s'engagea à soutenir la cour de Vienne dans ses projets sur l'Italie avec une armée de cinquante mille hommes qu'il envoya sur l'Adige, sous les ordres du plus célèbre de ses généraux, le vainqueur des Turcs, le maréchal Souwarow, soldat à demi sauvage, mais qui n'avait jamais été vaincu jusqu'alors, et qui portait le surnom de Riminsky, depuis la bataille de Rimnik ¹.

¹ Castera, *Vie de Catherine II*, vol. II.

Dans le même but, le cabinet anglais avait conclu avec la Russie un traité de subsides. Il était convenu que l'empereur fournirait un corps de quarante-cinq mille hommes, et que l'Angleterre lui payerait une somme de deux cent vingt-cinq mille livres sterling pour ses préparatifs, et lui procurerait soixante-quinze mille livres sterling par mois, sans compter un dernier paiement lorsque la paix serait conclue de l'assentiment commun. Nous ne nous trouvions plus sans alliés, mais il fallait les payer !

Ce traité fut communiqué au Parlement par un message royal au mois de juin. Pitt proposa un subside de 825,000 livres sterling pour répondre aux engagements de Sa Majesté ; mais il exprima l'espoir que le peuple anglais n'en continuerait pas moins à compter surtout sur ses propres efforts : « Dans le cas où vos alliés abandonneraient encore une fois la cause commune, » dit-il, « vous n'oublieriez pas qu'au jour de la difficulté et du danger vous avez trouvé la sécurité là où elle réside uniquement, dans votre résolution, votre fermeté et votre esprit de conduite. » Tierney s'opposa aux subsides, mais sans demander un vote. Pitt répliqua : « L'honorable préopinant persiste à croire que nous voulons faire la guerre aux idées. Il n'en est point ainsi. Nous ne sommes pas en armes contre des théories de cabinet ni contre des spéculations d'école ; nous sommes en guerre contre des opinions armées... Leur prise d'armes a changé leur caractère, et nous ne voulons pas permettre au monstre de courir le monde sans y mettre obstacle. »

Cette année-là, comme l'année précédente, Wilberforce présenta une motion pour l'abolition de la traite des nègres dans un temps donné. Pitt la soutint de nouveau, et Canning parla également, avec une grande éloquence, en

faveur de la proposition ; mais, d'autre part, Dundas et Windham s'y opposèrent, et la motion fut rejetée par 84 voix contre 54.

Cependant la question ne fut pas abandonnée. M. Henry Thornton présenta un bill dont le but était infiniment plus restreint ; il demandait seulement que la traite fût limitée à certaines portions de la côte d'Afrique. Le bill passa à la chambre des communes, et fut envoyé à la chambre des lords. Il avait là de mauvaises chances, quelques-unes particulièrement désagréables. On en trouvera l'explication dans la lettre suivante, que lord Chatham reçut de M. Pitt :

« Downing-street, 17 mai 1790.

» Mon cher frère,

» Il y a un bill pendant à la chambre des lords dont l'issue ne sera probablement pas décidée avant votre retour ; il est destiné à limiter la traite des nègres à cette partie de la côte d'Afrique où la compagnie de Sierra-Leone a ses établissements. C'est une mesure qui ne paraît sujette à aucune des objections qu'on a jusqu'ici présentées contre l'abolition de la traite, puisqu'elle n'offre pas l'ombre d'un inconvénient pour les îles des Indes occidentales, et qu'elle pourrait être fort utile à cette partie de l'Afrique. On a cependant soulevé une opposition à la tête de laquelle est le duc de Clarence, mais qui est soutenue en réalité, je regrette de le dire, par plusieurs membres du gouvernement appuyés par un grand déploiement de l'influence de la cour. Ceci amène des conséquences fort désagréables, non-seulement quant à la mesure même, mais parce qu'elles donneraient l'exemple d'une tentative

flagrante pour employer l'influence et l'action du gouvernement contre les vues des hommes que ces moyens devraient soutenir ; je me suis par conséquent vu contraint de rassembler toutes mes forces en faveur de la mesure.

» J'ai peur que, sur la question générale de la traite des nègres, votre manière de voir ne concorde pas exactement avec la mienne ; mais je suis convaincu que, lorsque vous en viendrez à examiner la mesure, vous verrez qu'il n'y a d'autre prétexte à cette opposition qu'un parti aveuglément pris d'encourager, pour son propre compte et sans ombre d'avantage, un commerce que personne ne prétend justifier ; et je suis sûr que vous sentirez tout le poids des autres considérations que je vous ai développées. Mon principal motif, d'ailleurs, en vous occupant de ceci, est de vous prier d'avoir la bonté de réserver votre décision à ce sujet, jusqu'à ce que nous ayons pu en causer plus au long, ce qui arrivera probablement dans quelques jours. Je ne doute guère que le bill ne finisse par passer, mais la lutte sera sérieuse.

» Nous restons toujours sans nouvelles de la flotte ; on les attend fort impatiemment.

» Toujours, mon cher frère, à vous de cœur,

» W. PITT. »

Le 5 juillet eut lieu la discussion sur la seconde lecture. Wilberforce en rend laconiquement compte dans son journal. « Les délégations des évêques toutes en faveur du bill. Galimatias profane de Thurlow. Westmoreland, grossier. Maladroite application de l'Écriture par l'évêque de Rochester (le docteur Horsley). Grenville a bien parlé. » Il faut remarquer que lord Grenville était ardemment en faveur du bill attaqué d'autre part par le duc de

Clarence, lord Thurlow et lord Liverpool. Lorsqu'on en vint aux voix, les délégations se trouvèrent également partagées, 36 de chaque côté ; mais sur les pairs présents, 27 seulement votèrent en faveur du bill et 32 contre ; le bill fut donc rejeté, au grand désappointement de Pitt.

Le vote du 5 juillet fut l'un des derniers de la session ; le roi la ferma en personne le 12 du même mois.

Je suis heureux de pouvoir offrir ici au lecteur une lettre de lady Chatham à son fils. Comme je l'ai dit ailleurs, il n'en reste point dans les papiers de M. Pitt. Mais son dernier secrétaire particulier en avait conservé trois qui se rapportaient à des demandes de places, et il a eu la bonté de me les donner.

LADY CHATHAM ▲ M. PITT

« Burton-Pynsent, 27 juillet 1790.

» Le temps ne m'est pas bon pour prendre la plume, mon cher fils ; il faut pourtant que je vous écrive trois lignes. Les folies du cerveau brouillé et détraqué du pauvre Croft ont été assez punies, car on me dit que la petite place qui lui restait lui a été enlevée, et il n'a plus rien pour vivre. M. Rose m'a promis qu'on lui trouverait une place d'une façon qui ne ferait pas parler de lui, car il paraît que les offensés sont encore irrités de son impertinence. En dépit de l'étrangeté de son caractère, son attachement constant et son zèle extraordinaire pour votre bien-aimé père lui donnent droit à l'indulgence et aux secours ; son mérite est grand, bien que ses manières soient souvent absurdes. Votre frère Chatham et lady Chatham

sont, je le sais, également préoccupés de lui, dans la triste situation où il se trouve ainsi que sa femme. Je suis sûre qu'il n'est pas besoin d'en dire davantage, je finirai donc ma lettre par mille félicitations sur nos divers succès.

» Dieu vous bénisse.

» Toujours votre mère très-affectionnée,

» HESTER CHATHAM. »

CHAPITRE XXVIII

— 1799-1800 —

Invasion du Mysore. — Seringapatam pris d'assaut. — Bonaparte avance dans la Syrie. — Siège de Saint-Jean-d'Acre. — Sir Sidney Smith. — Retraite des Français. — Les Turcs battus à Aboukir. — Victoires de Souwarow en Italie; sa retraite en Suisse. — Débarquement du duc d'York en Hollande. — Reddition de la flotte hollandaise. — L'armée anglaise se rembarque. — Retour en France de Bonaparte. — Révolution du dix-huit brumaire. — Bonaparte premier consul; sa lettre à George III. — Expédition secrète projetée. — Réunion du Parlement. — Discussion sur l'expédition de Hollande. — Traité avec l'empereur et les princes allemands. — Pétition de la cité de Londres. — Mesures financières de Pitt. — Récolte insuffisante. — Union avec l'Irlande.

L'année 1799 fut marquée par une large extension des hostilités. Pour commencer par le pays le plus éloigné de l'Angleterre, nous nous trouvâmes pour la seconde fois aux prises avec Tippoo. Par la paix conclue avec lord Cornwallis, le sultan de Mysore avait dû renoncer à une portion considérable de son territoire, et donner ses deux fils en otage; mais bien qu'on les eût traités avec toutes sortes d'égards et qu'on les lui eût rendus avec tout l'honneur et le respect dus à leur rang, son animosité ne s'était pas ralentie. La conquête de l'Égypte par les Français mettait en mouvement son imagination et le flattait d'un espoir de secours, tandis que, de leur côté, les agents français étaient infatigables dans leurs efforts

pour obtenir son alliance. Quelques-uns d'entre eux, dans leur empressement à lui donner le titre qui leur paraissait le plus honorable, s'adressaient à lui sous le nom de « citoyen sultan ! »

Au début de l'année 1799, lord Mornington conservait encore l'espoir de maintenir la paix. Il se rendit de Calcutta à Madras pour conduire en personne et de plus près les négociations avec Tippoo. Mais il se convainquit bientôt qu'on n'avait d'autre désir dans le camp opposé que de traîner en longueur jusqu'à l'arrivée des secours français déjà promis par un traité secret. Sûr de son fait, et aussi habile en administration qu'en diplomatie, il prit habilement et promptement ses mesures. Au commencement de mai, une armée bien équipée de plus de trente mille hommes envahit le royaume de Mysore. Le général Harris commandait en chef ; à côté de lui marchait un jeune colonel encore inconnu à la renommée, mais destiné à occuper sous peu l'une des plus belles pages des annales de son pays, l'honorable Arthur Wellesley, frère cadet de lord Mornington.

En avançant dans l'intérieur des terres, l'armée anglaise défit Tippoo dans plusieurs rencontres et l'assiégea à Seringapatam. Le 4 mai, après une lutte prolongée, la ville fut prise d'assaut. Le sultan fit preuve d'un courage digne d'un meilleur sort ; il tomba en défendant l'une des portes, où le général Baird, qui commandait l'attaque, retrouva plus tard son corps percé de quatre blessures et enseveli sous un monceau de cadavres. Sa mort termina la guerre. Le royaume de Mysore tout entier se trouvait entre les mains du gouverneur général, qui résolut de le partager entre la compagnie, le Nizam et le Peishwah.

Il est intéressant de retrouver, dans les papiers que j'ai

sous les yeux, les traces de l'intimité qui s'était formée en Angleterre entre lord Mornington et M. Pitt. Les lettres du gouverneur général au premier ministre sont toutes écrites sur le ton le plus familier. Voici quelques passages d'une lettre écrite après la réduction du Mysore.

« Fort-Saint-George, 8 août 1799.

» Mon cher Pitt,

» Je vous renvoie aux dépêches et aux pièces imprimées que je vous transmets pour vous mettre au courant de l'état des affaires dans ce pays-ci, et du détail des récents et glorieux événements. Quant à moi, je continue à me porter très-bien, quoique je sois souvent bien fatigué des affaires. Quelque splendides qu'aient été nos succès, quelque brillantes que soient nos perspectives, et quel que puisse être le plaisir d'être encensé par toute l'Inde, du Caboul à Assam, ce trône ne me plaît point, et je soupire ardemment après le moment où je pourrai repartir *functus officio*. Avec cette manière de voir, je puis me permettre de dire que je suppose que vous me ferez pendre ou que vous me traiterez magnifiquement en récompense de mes actions (bonnes ou mauvaises, elles sont miennes). Dans tous les cas, je serai satisfait, car une potence anglaise vaut mieux qu'un trône dans l'Inde; mais ensevelissez ces mots dans votre sein, car je fais mine ici d'être fort heureux et fort modeste.

» Je pense que vous vous amuserez du *citoyen Tippoo* et du *citoyen Sultan* dans les papiers trouvés à Seringapatam.

» J'admire votre conduite à l'égard de l'union irlandaise. J'espère que vous persévérerez, mais je compte que vous

ne confiérez pas l'Irlande à mon vieil ami Hobart. C'était un excellent garçon, mais d'après ce que j'ai entendu dire de son règne ici, il est parfaitement hors d'état de gouverner, en quelque lieu que ce soit.

» Toujours à vous très-affectueusement.

» M. »

« Je saisis cette occasion de vous rappeler vos bonnes intentions de faire de mon frère Gérard un gras pluraliste¹; il est pour le moment un maigre singulariste, et la singularité équivaut presque au crime d'hérésie et de schisme.

» Je vous envoie par Henry une paire de pistolets montés en or; le feu roi de France les avait donnés au citoyen sultan. J'espère qu'ils vous seront plus utiles à votre premier duel de jacobin que ceux dont vous vous êtes servi sous le gibet d'Abershaw.»

Je ne sais ce que sont devenus les pistolets dont parle lord Mornington; mais l'un des officiers qui commandaient l'attaque de Seringapatam envoya également à M. Pitt une part du butin: c'était une petite poire à poudre en or que Tippoo avait portée, le jour de sa mort, suspendue à son cou par un cordon de soie. Ce souvenir est maintenant en ma possession, M. Pitt l'ayant donné à sa nièce, lady Hester Stanhope.

Dans le courant de l'année, une promotion dans la pairie vint récompenser les services de lord Mornington. Il prit le titre de marquis de Wellesley, ayant changé de nom de famille à peu près à la même époque. Les lettres de la jeunesse du duc de Wellington sont signées: « Arthur Wesley. »

¹ C'est-à-dire, possesseur de plusieurs bénéfices.

En Egypte, le général Bonaparte, voyant ses communications avec l'Europe interrompues par la destruction de sa flotte, avait projeté pour son armée une autre conquête. Au commencement de l'année, il était entré en Syrie avec la fleur de ses troupes. Les petites places qu'il rencontra sur son passage furent réduites sans difficulté, et les Turcs ne lui donnèrent pas plus d'embarras sur le champ de bataille. Djezzar Pacha se renferma dans sa forteresse de Saint-Jean-d'Acres et attendit le siège. Sans aucun doute les Français l'eussent emporté, si le pacha n'eût compté que sur ses recrues asiatiques. Par bonheur pour lui, il obtint en cette conjoncture l'ardent concours d'un officier anglais. C'était sir Sidney Smith.

Sir Sidney, que nous avons laissé captif dans les prisons du Temple à Paris, avait réussi à s'échapper à force d'habileté et de courage. Il s'était fait donner en Angleterre le commandement de l'escadre destinée à croiser sur la côte d'Égypte. Débarquant avec l'équipage de quelques-unes de ses chaloupes, il fit preuve, ainsi que ses hommes, d'un courage infatigable pour la défense de Saint-Jean-d'Acres. En vain le général Bonaparte déploya toutes les ressources de son génie; en vain les Français avec leur ardeur accoutumée s'élançèrent à l'assaut à plusieurs reprises, versant leur sang avec une gracieuse prodigalité. Le soixante et unième jour du siège, ils se virent contraints d'abandonner leur entreprise et de commencer en toute hâte leur retraite vers l'Égypte. C'était le premier revers que Napoléon eût rencontré dans ses campagnes, et ce fut le seul pendant longtemps.

Les Turcs cependant avaient trop espéré de cet unique échec. Préoccupés de reprendre l'Égypte, ils débarquè-

rent sans grande précaution une armée considérable, mais mal disciplinée, sur la côte d'Aboukir. Le général Bonaparte attendait au Caire et saisit l'occasion favorable. S'élançant d'un seul bond sur ces hordes barbares, il leur infligea le 26 juillet une complète déroute, en passa un grand nombre au fil de l'épée, et dispersa le reste dans toutes les directions, sans artillerie, sans tentes, sans bagages ; tout était au pouvoir des Français.

L'Italie était alors le théâtre de vicissitudes étranges. Vers la fin de 1798, le roi de Naples, enhardi par l'absence de Bonaparte et par la présence de Nelson, avait imprudemment déclaré la guerre aux Français. Ses troupes, commandées par le général autrichien Mack, s'étaient avancées en triomphe jusqu'à Rome, où elles avaient proclamé l'ancien gouvernement et commencé un système de réaction. Mais le général français Championnet ne tarda pas à les mettre en déroute sans retour. Le roi et la famille royale se virent contraints de s'embarquer pour Palerme, tandis que Championnet entra à Naples, où il établissait un nouveau gouvernement connu sous le nom de République Parthénopienne.

Au printemps de 1799, l'alliance des deux empereurs fit changer de face aux affaires. Les Autrichiens et les Russés parurent en force sur l'Adige. Le roi de Naples revint de Sicile sous la protection de lord Nelson et de la flotte anglaise. Les Français se retirèrent de Naples à Rome, et de Rome à Florence. Dans le nord, le maréchal Souwarow, à la tête des troupes alliées, remporta une série de brillantes victoires. A la bataille de la Trebbia, le général Macdonald fut défait ; à la bataille de Novi, le général Joubert fut battu et tué. Milan et Turin ouvrirent leurs portes aux alliés, Mantoue se rendit à la suite d'un blocus. A l'automne,

Gênes restait seule en Italie au pouvoir des Français.

En Allemagne, les généraux français subirent également des revers, et furent obligés de repasser le Rhin. Les armées françaises ne conservèrent cette année leur ascendant qu'en Suisse. On y avait envoyé un corps russe sous les ordres du général Korsakow, pour venir en aide à l'archiduc Charles. Le général Masséna les battit dans une grande bataille près de Zurich, et le maréchal Souwarow fut appelé en toute hâte d'Italie pour réparer les fautes de son lieutenant. Mais le mal était irréparable. Il fut obligé de battre en retraite, lui qui se vantait de ne s'être jamais retiré pendant ses quarante années de service militaire. Il déploya cependant son énergie et son habileté accoutumées. Il fit traverser les montagnes à son armée par des défilés que les chevriers et les chasseurs de chamois avaient seuls foulés jusqu'alors. C'était l'unique moyen qui lui restait pour tirer son armée d'une situation dangereuse et pour la ramener dans ses frontières à la fin de la campagne.

M. Pitt désirait ardemment prendre une part active au mouvement belliqueux de cette année. Il portait ses vues sur la Hollande, ou la République Batave, comme on l'appelait alors. On le flattait d'assurances positives; on lui répétait que les Hollandais étaient las de la domination française, et qu'un grand nombre d'entre eux se rallieraient autour de l'étendard du prince d'Orange dès qu'il serait déployé. Il projeta donc, dans cet espoir et avec le concours de M. Dundas, une double expédition. Trente mille hommes de troupes anglaises et quinze mille Russes devaient débarquer quelque part dans la province nord de la Hollande, et marcher sur Amsterdam. Le duc d'York devait cumuler les honneurs et les embarras du comman-

dement en chef, et lord Chatham devait servir en qualité de major général.

Un excellent officier, sir Ralph Abercromby, commandait la première division des forces anglaises, qui s'élevait à douze mille hommes. Elles étaient campées sur les dunes de Barham, et s'embarquèrent à Ramgate et à Deal. En arrivant sur la côte de Hollande, nos gens apprirent que l'ennemi était déjà instruit de leurs desseins. Cependant, s'ils avaient pu pousser en avant à l'instant même, ils eussent peut-être réussi dans leur entreprise. Mais au moment où le débarquement était prêt, un violent orage s'éleva et repoussa les bâtiments en pleine mer. Au bout de quinze jours, lorsqu'ils reparurent, l'état des choses était bien changé. Le général hollandais Daendels avait réuni toutes les troupes de la province avec beaucoup d'activité et de vigueur, et en avait formé des lignes de défense du Helder à Harlem. Cependant, le 23 août, les généraux anglais parvinrent à débarquer, à repousser les troupes hollandaises et à réduire le fort du Helder. Un second succès plus important s'ensuivit. Le reste de la flotte hollandaise était alors dans le Texel, et se montait encore à treize vaisseaux de guerre, sans compter quelques petites frégates. Privés de tout secours du côté de la terre, et bloqués du côté de la mer par l'amiral Mitchell, ces navires se rendirent par capitulation. Dans la lutte navale que nous avons alors à soutenir, cette prise était de la plus grande importance, et elle avait joué un grand rôle dans les calculs de Pitt et de Dundas lorsqu'ils avaient projeté l'expédition.

Sir Ralph Abercromby fit alors un mouvement en avant, et, repoussant victorieusement les attaques du général hollandais Daendels et du général français Brune, il s'éta-

blit sur le Zype pour attendre l'arrivée du duc d'York. Son Altesse royale arriva vers le milieu de septembre, amenant la principale division des Russes de la Baltique et trois brigades de troupes anglaises. L'armée tout entière comptait trente-trois mille hommes d'effectif; les ennemis étaient inférieurs en nombre, mais ils avaient le grand avantage d'avoir des vivres à leur portée, et de recevoir tous les jours des renforts; tandis que les partisans du dernier Stathouder, probablement en majorité comme en 1813, ne donnaient aucun signe de l'enthousiasme qu'ils avaient déployé si victorieusement cette année-là au cri d'Orange-Boven. Il n'y avait aucune trace d'un soulèvement populaire, et le duc d'York vit bien qu'il n'avait à compter que sur ses propres forces.

Espérant compenser l'absence de secours indigènes à force d'activité et de hardiesse, le duc s'avança le 19 septembre, à la tête de l'armée formée en quatre colonnes. Là, le défaut de concert entre les alliés se fit sentir. Une colonne russe, en dépit de ses instructions, poussa trop avant, dépassa le village de Bergen, et, ses munitions épuisées, fut repoussée en désordre et avec quelque perte. Le désordre se communiqua à une seconde colonne, composée en partie de leurs compatriotes, en sorte que le succès complet des deux autres colonnes devint inutile.

Le 2 octobre, on reprit l'attaque sur les positions de l'ennemi. Cette fois les Russes commirent la faute contraire, et on ne put venir à bout de les faire avancer à temps. Les Anglais cependant remportèrent la victoire; mais elle fut chèrement achetée: on eut plus de deux mille hommes tués ou blessés. Le 6, une nouvelle action fut accompagnée de pertes nouvelles, sans résultat décisif.

Pendant ce temps, M. Pitt était préoccupé du désir d'épargner toute inquiétude aux deux ladys Chatham, et il leur envoyait le plus tôt possible des nouvelles de la santé de leur fils et de leur mari. Voici l'une de ses lettres :

« Downing-street, dimanche 12 octobre 1790.

» Je suis bien heureux, ma chère mère, de pouvoir commencer par vous dire que mon frère se porte bien, après une nouvelle affaire fort vive et très-honorable à laquelle il a pris grande part. Nous avons sujet de remercier Dieu, car il l'a échappé belle; une balle morte est venue le frapper à l'épaule, mais son épaulette l'a détournée. Nous avons reçu cette nouvelle d'un des officiers qui écrit après l'avoir vu et avoir causé avec lui le lendemain de la bataille, et qui a eu la bonté de nous donner les renseignements, prévoyant, ce qui est arrivé, que mon frère, à cause de sa position, ne pourrait pas envoyer sa lettre au quartier général à temps pour le courrier.

» L'action a eu lieu le 6; nous avons attaqué, et nous sommes restés maîtres du champ de bataille au grand honneur de nos troupes, mais l'avantage n'était pas assez décisif pour nous permettre d'avancer beaucoup dans cette saison et dans un pays si dangereux; notre armée a donc repris son ancienne position. J'écris en toute hâte, et en recevant ces nouvelles, de peur qu'un accident ne vous apporte quelque récit mensonger ou exagéré.

» Toujours, ma chère mère, etc.

» W. PITT. »

Combien était fragile le fil duquel dépendait alors le gouvernement de l'Angleterre! Une balle, en terminant

la vie de lord Chatham, eût terminé du même coup le ministère de M. Pitt, du moins en ce qu'il avait de plus important, la direction de la chambre des communes.

Après l'action du 6 octobre, sir Ralph Abercromby et les autres officiers généraux adressèrent au duc d'York leurs représentations sur l'état d'affaiblissement de l'armée, déjà diminuée d'environ dix mille hommes depuis le débarquement, et placée en face des forces toujours croissantes des Français. Ils lui firent remarquer toutes les difficultés que rencontrait leur entreprise en présence de la froideur des Hollandais, qui ne voulaient pas se soulever, et cela à l'entrée de l'hiver; ils conseillèrent donc de ramener l'armée à son ancienne position dans le Zype¹. En conséquence de ces avis, on effectua sur-le-champ la retraite; cinquante blessés anglais ou russes seulement restèrent en arrière.

Mais arrivée dans le Zype, son Altesse royale resta fort préoccupée. Elle avait devant elle le choix des maux et des difficultés. On reconnaissait qu'il était impossible d'avancer; en gardant sa position, elle livrait ses troupes aux fièvres des marais sans arriver à aucun résultat utile. Pour se rembarquer sous les yeux d'un ennemi vigilant, il fallait sacrifier, pensait-elle, trois mille hommes au moins. Dans cette situation, le duc résolut d'essayer l'effet des négociations. Plusieurs conférences eurent lieu aux avant-postes, et on finit par signer une convention. Il fut convenu que les troupes alliées se rembarqueraient sans obstacle, vers la fin de novembre. D'autre part on devait rendre la forteresse du Helder avec toute l'artillerie qui garnissait les remparts, et on devait restituer huit mille

¹ Canton marécageux de la Hollande septentrionale.

prisonniers, hollandais ou français, au choix des agents de ces deux nations. Ainsi se termina sans gloire une expédition qui avait coûté si cher et sur laquelle on avait fondé tant d'espérances.

A la fin de la campagne, M. Pitt termina sa correspondance avec sa belle-sœur par la lettre suivante :

« Holwood, dimanche 21 octobre 1799, 4 h. après midi.

» Ma chère lady Chatham,

» Nous venons de recevoir des nouvelles de Hollande; j'apprends que mon frère va à merveille et que tout sujet d'inquiétude ou de préoccupation a heureusement disparu, puisqu'on a conclu une convention d'après laquelle notre armée doit évacuer la Hollande dans un temps donné, à condition qu'on ne mettra aucun obstacle à sa retraite. C'est assurément un grand désappointement que de se voir obligé de se retirer par un compromis, au lieu de chasser l'ennemi devant nous, comme nous avons eu un moment des raisons de l'espérer; mais au milieu de toutes les difficultés qu'ont amenées la saison et les circonstances, ce doit être une grande satisfaction que de savoir notre précieuse armée sur le point de nous être rendue saine et entière. Le soulagement personnel que cette nouvelle vous apportera, comme à moi, ajoute fort à mes consolations. Huskisson, en m'envoyant les nouvelles, n'a pas dit s'il y avait des lettres de mon frère pour vous. S'il n'y en a pas, je l'ai chargé de vous faire passer la lettre que mon frère m'avait adressée; mais s'il y a des lettres pour vous, il enverra la mienne à Dundas; je tiens à la lui faire lire, parce qu'elle contient plus de détails sur les raisons de la convention que n'en donnent

les documents officiels ; elle ne laisse aucun doute sur la convenance de cet acte.

» Toujours à vous de cœur,

W. PITT. »

Au début de l'expédition de Hollande, le Parlement anglais siégeait déjà. Le roi prononça le discours d'ouverture le 24 septembre. Sa Majesté annonça qu'elle avait convoqué les lords et les communes à cette époque inusitée, afin qu'ils pussent juger de l'utilité qu'il y aurait à se mettre sur-le-champ en mesure de profiter des services volontaires de la milice. Aussitôt après, M. Dundas présenta un bill qui donnait de nouvelles facilités à cet effet ; la proposition passa sans opposition à la chambre des communes, et n'en rencontra guère à la chambre des lords. Cette affaire terminée dès le 12 octobre, le Parlement fut prorogé pour plus de trois mois, et ne se réunit qu'après les vacances de Noël.

Mais dans son discours d'ouverture, le roi ne s'était pas borné à parler de la milice. Il avait exprimé d'un ton triomphant les espérances qu'inspirait le cours de la guerre. On pouvait regarder le nord de l'Italie comme délivré déjà de la servitude des Français. Naples avait rejeté leur joug, leurs armées avaient été repoussées en Syrie, et leurs intérêts réprimés dans l'Inde, « et de notre côté, » ajoutait Sa Majesté, « il y a tout lieu d'espérer que la tentative destinée à délivrer les Provinces Unies sera couronnée de succès. » Avec des paroles semblables dans la bouche du souverain et tombées solennellement du trône, il dut être doublement pénible, quinze jours après, d'avouer les déceptions complètes qu'avait subies cette brillante espérance.

En dépit de la retraite du duc d'York des plaines de

Hollande, et du mouvement rétrograde du maréchal Souvarow sur les montagnes de la Suisse, le résultat général de la campagne restait pourtant fort contraire aux Français. Depuis plusieurs mois, le général Bonaparte était sans nouvelles d'Europe. Enfin, grâce à la courtoisie, dit-on, du commandant de l'escadre anglaise, il reçut un paquet de journaux allant jusqu'au mois de juin. Il apprit là, pour la première fois, tous les désastres qu'avait subis le faible gouvernement du Directoire. « Les misérables! » cria-t-il à Murat en lui jetant les journaux, « ils m'ont perdu l'Italie! » Il prit à l'instant son parti de quitter son armée et de revenir en France. Il sentait qu'il le pouvait en tout honneur et sans inconvénient pour sa renommée, depuis la victoire qu'il venait de remporter sur les Turcs à Aboukir.

La politique exigeait néanmoins que la résolution restât parfaitement secrète jusqu'au moment de l'exécution. Le général Bonaparte avait déjà donné des ordres à l'amiral Ganteaume de tenir les deux frégates qui lui restaient prêtes à mettre à la mer, et sans en donner avis à son armée, il s'embarqua à minuit, le 22 août. Il emmenait avec lui quelques-uns de ses adhérents les plus dévoués, tels que Murat, Berthier, Lannes, et il laissait le commandement de l'armée d'Egypte au général Kleber, brave soldat alsacien. Les vents contraires prolongèrent étrangement son voyage, mais il parvint à éviter la flotte anglaise. Enfin, le quarante-cinquième jour, il aborda en France à Fréjus. Dès que la population de la ville apprit que le vainqueur de l'Italie était de retour, sa joie ne connut point de bornes, et sans s'inquiéter des lois de la quarantaine, on le porta en triomphe à terre.

Dans sa marche vers Paris, le jeune général fut salué

par les mêmes témoignages de la faveur publique. Grâce à ce concours, qui pourtant ne le dispensa pas de celui des troupes, il put effectuer la révolution connue dans l'histoire de France sous le nom du 18 brumaire d'après le calendrier républicain, ce qui équivaut pour nous au 9 novembre. Le Directoire fut renversé, et une nouvelle constitution remit le pouvoir exécutif aux mains de trois consuls. Leur autorité n'était pas égale, bien que leur nom fût le même. Le premier consul, qui n'était autre que le général Bonaparte, s'arrogea les principaux pouvoirs de l'État, et devint au moins aussi puissant que le souverain dans une monarchie constitutionnelle.

Maniant cette autorité d'une main vigoureuse, le premier consul réduisit bientôt tous les partis à la soumission par divers moyens. Il prit des mesures pour apaiser la Vendée, mettre fin à la guerre civile, et étouffer les complots encore fort actifs des jacobins entêtés; il s'appliqua à relever les finances ruinées; il chercha à remettre et à animer de son esprit les armées amoindries et découragées. Mais tout en se préparant activement à la guerre, surtout pour reconquérir l'Italie, il fit à l'Angleterre au moins une offre de négociation. Soit qu'il désirât véritablement rentrer en paix avec notre pays, soit qu'il voulût seulement se donner en France la réputation d'une politique pacifique et modérée, il prit le parti inusité d'écrire directement à George III pour lui proposer de traiter.

Cette lettre fut envoyée à Londres par un courrier, accompagnée d'un billet de M. de Talleyrand pour prier lord Grenville de la remettre à Sa Majesté Britannique. A cette époque, le premier ministre d'Angleterre était extrêmement préoccupé d'une expédition secrète qu'il

destinait aux côtes de France. On démêlera facilement ses vues dans ses lettres confidentielles au ministre de la guerre, qui était allé passer quelques semaines en Écosse.

M. PITT A M. DUNDAS.

« Downing-street, jeudi 12 décembre 1799.

» Cher Dundas,

» Nous avons eu un conseil aujourd'hui, et nous avons décidé d'envoyer sur-le-champ des ordres à nos officiers dans la Méditerranée, pour leur dire de ne tenir aucun compte des conventions qui pourraient permettre aux Français de revenir d'Égypte, et d'agir en conséquence, en donnant avis de leurs intentions au commandant français sous pavillon de trêve. On a senti cependant qu'en nous décidant à empêcher les Turcs de se délivrer de ces incommodes visiteurs, nous étions obligés de faire quelque effort pour aider les troupes turques à les combattre un peu efficacement. Lord Spencer semblait croire que vous aviez en tous cas l'intention de proposer une expédition venant de l'Inde par la mer Rouge. Si ce projet peut être rendu praticable avec des forces suffisantes, il y a certainement beaucoup à dire en sa faveur. Apprenant que votre départ est remis à demain, je vous écris, non pour vous proposer de le retarder encore, ce qui me paraît parfaitement inutile, mais pour vous prier de m'envoyer, avant votre départ ou de quelque point d'arrêt sur la route, vos idées à ce sujet, attendu qu'il sera fort important, pour éviter de décourager ou d'offenser la Porte, que lord Elgin puisse, en annonçant que nous

désapprouvons la convention, accompagner cette désagréable communication de l'assurance consolante que nous avons l'intention de prendre des mesures efficaces pour lutter contre l'ennemi, et pour détourner le danger qu'il pourrait y avoir à le laisser en Égypte.

» Toujours à vous, W. P. »

« Bromley-Hill, dimanche 22 décembre 1799.

» Mon cher Dundas,

» J'ai déjà dit que je croyais l'appui que nous voulons donner aux royalistes facile à combiner avantageusement avec nos vues sur Brest. Dans le courant de nos conversations, quoique j'aie toujours évité tout ce qui pouvait mettre ce plan en question, Monsieur et la Rosière l'ont constamment mis en avant; et ce dernier a tout particulièrement établi que l'armée royale, une fois en force, pourrait aisément prendre une position qui intercepterait toute communication entre Paris et Brest, et qui empêcherait toute arrivée de provisions ou d'argent par terre, tandis que nous pourrions établir le blocus par mer. Il regardait cet embarras seul comme suffisant pour amener un soulèvement dans la garnison et les équipages, et pour les décider à rendre la place. Mais en tout cas, une pareille force, jointe aux nôtres, suffirait pour former une armée qui couvrirait les derrières, en dehors de ce qui serait nécessaire pour assiéger la place. M. de la Rosière a été lui-même occupé à entretenir les fortifications, et il semble convaincu que la place serait facile à prendre.

» Vu toutes ces circonstances, j'ai cru qu'une communication explicite à ce sujet nous procurerait de meilleures

informations que tout ce que nous pourrions obtenir d'ailleurs, et pourrait aussi nous fournir des moyens supplémentaires pour l'exécution du plan ; d'ailleurs, en faisant entrer confidentiellement Monsieur dans nos conseils, j'ai cru nous assurer la meilleure chance d'empêcher que cette affaire ne devienne le sujet de la conversation générale dans son cercle. J'en ai donc causé hier avec lui comme d'une idée que sa conversation et celle de la Rosière m'avaient amené à concevoir, et sur laquelle je désirais de nouveaux renseignements ; mais je lui ai représenté la nécessité d'un secret absolu, et j'ai obtenu sa promesse qu'il n'en dirait rien à personne, si ce n'est à la Rosière et à l'évêque d'Arras, qui est son principal conseiller, et qu'il obtiendrait d'eux une promesse analogue. Je lui ai expliqué que nous étions disposés à tenir la place, tant que nous la garderions, ainsi que les vaisseaux français, en dépôt pour le roi, mais que nous considérerions les vaisseaux espagnols comme notre prise. Il est entré cordialement dans toutes nos idées, et il s'est chargé de dire à la Rosière de nous mettre au courant de tous les renseignements à ce sujet, que je communiquerai de même immédiatement à lord Saint-Vincent et à sir Charles Grey.

» Toujours à vous,

» W. PITT. »

« Downing-street, mardi 31 décembre 1790.

» Cher Dundas,

» Ayant dit pour le moment tout ce qui importe quant aux moyens de guerre, j'ai maintenant à vous apprendre quelque chose qui ne change rien aux consi-

dérations ci-dessus ; c'est qu'il nous est arrivé aujourd'hui une ouverture du premier consul, sous la forme d'une lettre au roi, dont je joins ici copie. Vous verrez que la forme en est fort polie, et la phrase qui déclare les deux pays plus puissants que ne l'exige leur sécurité semble vouloir dire qu'ils seraient disposés à abandonner au moins une partie des conquêtes françaises si nous voulions en faire autant pour les nôtres. Il est du reste peu important, à mon avis, de spéculer sur les conditions probables ; car je crois que nous n'avons autre chose à faire, pour le moment, qu'à refuser toute négociation, par la raison que la situation actuelle de la France ne nous offre pas encore un terrain assez solide pour promettre quelque sécurité par les négociations, tout en prenant soin d'exprimer nettement l'empressement avec lequel nous embrasserons toute ouverture pour la paix générale lorsque cette sécurité nous paraîtra possible. Je crois que cela peut être exprimé de manière à faire entendre au peuple français que le plus court chemin pour arriver à la paix serait d'effectuer la restauration de la royauté, et par là d'accroître les chances de cette issue, la plus désirable que puisse avoir la guerre. En même temps, il faut veiller à ne pas nous mettre hors d'état de traiter, même avec le gouvernement actuel s'il venait à triompher et à s'établir fermement, en dépit des jacobins d'un côté et des royalistes de l'autre. Voilà ce que je pense pour le moment sur la question, d'accord avec Grenville d'après ce qu'il m'a paru dans une conversation que j'ai eue hier avec lui avant l'arrivée de la lettre ; lord Spencer et Windham, qui sont les seuls membres du gouvernement que j'aie vus depuis, pensent de même. J'ai peur que nous ne soyons obligés de faire une réponse quelconque avant que je

puisse avoir une lettre de vous, mais je crois que vous ne verrez pas d'objection à cette ligne de conduite.

» Toujours à vous,

W. PITT. »

« Holwood, samedi 11 janvier 1800.

» Cher Dundas,

» J'avais espéré pouvoir vous écrire plus tôt à propos du projet relatif aux côtes de France; mais sir Charles Grey a continué d'être si souffrant que je n'ai pu le revoir, et je n'ai encore de lui rien qui ressemble à une opinion complète et réfléchie. Je sais cependant que le colonel Twiss et lui ont, pour le moment, très-mauvaise idée du poste qu'on nous propose d'occuper; sir Charles paraît aussi nourrir (comme cela était probable), un préjugé invétéré et puissant contre les chouans et les Français de tout genre, ce qui lui donne l'air de ne pas vouloir apprécier impartialement leurs véritables forces. Dans cette situation, je ne vois pas de chances d'avoir pour le moment un rapport qui nous permette d'encourager le projet; je chercherai donc à tenir toute l'affaire en suspens jusqu'à votre retour; nous discuterons alors à fond tout le plan de campagne. J'ai peur d'avoir grand'peine à organiser une expédition qui puisse amener des résultats aussi importants qu'ils devraient l'être, vu les dépenses et le nombre des forces que nous possédons ou que nous mettrons en avant. Les opérations sur une petite échelle, ou sur des points qui ne seraient pas décisifs, tout en étant préférables à une oisiveté absolue, ne conviennent pas à la crise actuelle; je sens comme vous qu'il faut faire une impression forte dans le cours de la prochaine campagne, sans quoi nos moyens nous échapperont.

» Belle-Isle est certainement très-avantageux pour l'une des opérations, si, en y regardant de plus près, les défenses et les fortifications qu'on a ajoutées à cette place, depuis la dernière expédition, n'y apportent pas des obstacles insurmontables; mais, cette opération faite, je ne vois pas qu'il nous reste autre chose à faire que de simples démonstrations, tout au plus des expéditions passagères pour piller (ce qui pourrait troubler et distraire les troupes, et par là rendre service aux Autrichiens et aux royalistes comme diversion), sans aucune valeur par elles-mêmes; à moins qu'après y avoir bien regardé nous ne croyions nos forces suffisantes pour nous permettre de risquer une grande armée, soit en Bretagne dans le but de prendre Brest avec l'aide des royalistes, soit entre la Seine et la Somme, dans l'intention d'occuper au moins le terrain entre les deux rivières et de jeter la terreur dans la capitale, même sans avancer jusque-là. L'une ou l'autre de ces entreprises, si elle tournait bien, déciderait en notre faveur de l'issue de la guerre; mais il faut convenir qu'un échec serait presque aussi décisif dans l'autre sens. Dans cette situation, je ne sais si nous serions autorisés à tenter l'affaire : à moins qu'en y regardant de plus près, en pesant les avis des militaires les plus distingués que nous puissions trouver, les chances de succès ne l'emportassent de beaucoup. Si tel était le cas, les risques inévitables que pourraient nous faire courir les chances contraires ne devraient pas nous arrêter, à mon avis, et je crois que vous penserez de même.

» J'espère que la réponse à Bonaparte vous a paru conforme aux idées générales que je vous avais énoncées et que j'ai été bien aise de vous voir partager si complètement. J'espère aussi que vous n'êtes pas désappointé dans

votre espoir de vous débarrasser aisément de votre mal de gorge, et que nous vous verrons en bonne santé à la fin de la semaine après l'ouverture du Parlement. Nous communiquerons naturellement la lettre de Bonaparte et notre réponse à la chambre, le mardi ou le mercredi; mais je compte remettre la discussion jusqu'au lundi suivant, 27, de manière à vous donner tout le temps d'arriver sans rien changer à votre premier projet. Il faut que nous décidions exactement dans l'intervalle la ligne de conduite que nous voulons suivre au sujet de la publication des pièces et des documents relatifs à l'expédition de Hollande. Le choix présentera quelque difficulté; mais je continue à croire que nous devons en fournir suffisamment pour ne laisser aucun doute sur l'abondance des vivres, des secours médicaux et des bâtiments de transport pour ramener les troupes. Faites-moi savoir ce que vous en pensez; on fera probablement des questions, même si l'on ne présente pas de motion, avant votre retour.

» Toujours à vous,

W. P. »

Après tout cependant, cette expédition si ardemment poussée par M. Pitt n'eut pas lieu, tant il survint d'obstacles et de retards qui firent abandonner le projet.

Les membres du cabinet de Londres avaient examiné avec grand soin l'offre de négociations faite par le gouvernement français. Il ne semble pas qu'il y eût entré eux ni dissentiment ni hésitation. On décida que la réponse ne devait pas venir du roi, ni être adressée au premier consul. Elle devait être adressée en bonne et due forme au ministre des affaires étrangères français par le secrétaire d'État aux affaires étrangères, par lord Grenville à M. de Talleyrand. Dans cette réponse bien mûrie, qui porte la

date du 4 janvier, lord Grenville déclarait que Sa Majesté ne voyait point de raison pour se départir des formes dès longtemps établies en Europe pour les rapports avec les puissances étrangères. Le roi n'avait jamais eu d'autre but dans la lutte que de défendre contre toute agression les droits et le bonheur de ses sujets. Il ne pouvait espérer que la nécessité de protéger de tels intérêts disparût tout d'un coup, s'il entraît en négociation avec les personnes qu'une nouvelle révolution venait de mettre au pouvoir, tant qu'on ne serait pas assuré que le danger était véritablement passé et qu'on avait définitivement abandonné les projets d'agitation et de destruction qui avaient menacé jusqu'à l'existence de la société civile.

Cette réponse de lord Grenville était destinée à clore les correspondances ; mais elle n'eut pas cet effet. Il reçut une réplique de M. de Talleyrand, qui insistait pour qu'on ouvrît des négociations entre la France et l'Angleterre, en soutenant que la France, pendant toute la révolution, avait été animée du désir de la paix, et que l'hostilité gratuite des puissances européennes l'avait obligée à faire la guerre. Dans une nouvelle réponse en date du 20 janvier, lord Grenville refusa de discuter la seconde question et de continuer la correspondance sur la première ; il touchait également, en passant, à un point important ; les ouvertures de la France, en cette occasion, s'adressaient à l'Angleterre seule, et non à ses alliés, savoir : « Dès qu'il serait possible, disait-il, d'espérer sérieusement la paix, Sa Majesté s'empresserait de s'entendre avec ses alliés pour entreprendre aussitôt de concert une négociation. »

Le lendemain du jour où cette dépêche fut écrite, le

24 janvier, les deux chambres se réunirent après leur longue prorogation. On leur communiqua immédiatement la correspondance qui avait eu lieu au sujet des ouvertures de la France; le roi envoya un message à cet effet. Le 28, on proposa à la chambre des pairs une adresse en réponse, pour exprimer l'assentiment donné par la chambre à la conduite qu'avait tenue le gouvernement anglais.

Lord Grenville proposa lui-même l'adresse dans la chambre des pairs. Le duc de Bedford et lord Holland répondirent avec talent au discours éloquent et élaboré du ministre. L'adresse fut votée à une immense majorité, 92 voix contre 6. Sur ces six votes, un nom put causer quelque étonnement : c'était celui de lord Camelford, chef de la famille des Pitt et frère de lady Grenville.

Huit jours après, la lutte fut plus longue et plus violente à la chambre des communes. Une adresse analogue fut proposée par Dundas. Whitbread fut le premier à l'attaquer par un de ces discours mordants et incisifs qui lui étaient propres. Ceci fournit à Canning l'occasion de déployer une éloquence et un esprit merveilleux : Erskine continua la discussion en parlant infiniment mieux qu'il ne le faisait d'ordinaire à la chambre ; ce fut un pâle reflet de ses grands triomphes du barreau. Après lui, le premier ministre se leva ; il défendit et expliqua toute la conduite du gouvernement par des arguments lumineux : « Je suis, » dit-il, « un trop sincère ami de la paix pour me contenter de la posséder de nom ; je désire suivre le système qui promet d'assurer définitivement à ce pays et à l'Europe tous ses bienfaits. Je suis un trop sincère ami de la paix pour la sacrifier en en saisissant l'ombre lorsque la réalité n'est véritable-

ment pas à ma portée : « *Cur igitur pacem nolo? Quia infida est, quia periculosa, quia esse non potest* ¹ ».

M. Fox succéda au premier ministre, il reparaisait à sa place pour la première fois. Il avoua qu'il ne pouvait justifier sur tous les points la conduite du gouvernement français, mais il résuma son principal argument en ces termes : « Vous auriez dû faire une réponse claire, positive et courtoise aux ouvertures qu'on vous faisait franchement et honorablement. Si vous désiriez que la négociation pût comprendre tous vos alliés, afin d'arriver à la paix générale, vous auriez dû le dire à Bonaparte; mais vous aviez peur, je crois, qu'il n'acceptât la proposition. Vous aviez déjà agi de même. Oui, mais, dites-vous, le peuple désirait la paix en 1797. Je dis que le peuple désire la paix à présent, et je suis convaincu que vous en conviendrez un jour; mais grâce aux lois que vous avez faites pour empêcher le peuple d'exprimer sa pensée, il ne peut la faire entendre aussi nettement et aussi haut que par le passé. »

En dépit du retour des absents pour ce jour là, le vote fut décidément en faveur du gouvernement. L'adresse proposée par M. Dundas passa à 265 voix contre 64.

D'après ces chiffres, il ne paraît pas que les arguments de l'opposition eussent fait grand effet sur les chambres. Il ne paraît pas non plus qu'ils fissent grand effet sur le public. M. Wilberforce en est le plus frappant exemple. Il avait dès longtemps protesté de son zèle pour la paix;

¹ Ces paroles sont tirées de la septième Philippique de Cicéron, C. 3. Mais la première épithète dans l'original est *turpis*; c'est sans doute à dessein que M. Pitt y a substitué celle d'*infida*.

il s'était même publiquement séparé sur ce point de M. Pitt; cependant, lorsque M. Pitt lui montra la correspondance officielle avant sa publication, et lui en expliqua les raisons, l'effet sur son esprit fut décisif. « 24 janvier. J'ai écrit à Pitt, et il m'a fait demander en ville. Je l'ai vu. Jusqu'alors j'étais extrêmement porté à blâmer le rejet des ouvertures de négociation faites par Bonaparte; j'en étais indigné. Il m'a ébranlé. » — « 27 janvier. J'en suis lentement venu à approuver la rejection des offres de Bonaparte, mais non la lettre de lord Grenville. » Il faut également reconnaître que M. Fox et ses amis s'étendaient trop, dans leurs discours, sur l'épuisement de l'Angleterre et sur les ressources toujours renaissantes de la France, qu'ils ne paraissaient trouver excessive aucune des conditions exigées par l'ennemi, et qu'ils donnèrent quelque prise au reproche qu'on leur adressait alors courageusement de demander la paix à tout prix.

Quelques jours après, M. Sheridan dans l'une des chambres, et lord Holland dans l'autre, discutèrent la récente expédition en Hollande, et proposèrent que les chambres se formassent en comité pour examiner les causes de l'échec. Toutes les intentions et les mesures du gouvernement furent critiquées sans miséricorde; mais l'opposition eut la prudence de ne point blâmer la conduite du duc d'York; tout au contraire, elle rivalisa avec les ministres d'éloges pour le prince. En défendant ses collègues et lui-même, M. Dundas soutint que l'expédition n'était pas un aussi grand échec qu'on l'avait dit; nous n'avions assurément pas réussi dans nos efforts pour délivrer les Provinces-Unies du joug de la France; mais nous avons pris environ six ou sept mille mate-

lots qui auraient pu être employés au service de la France, et quarante mille tonneaux de fret qui auraient pu incommoder le commerce anglais. Nous avons détourné des opérations générales de la guerre, pendant cette campagne, environ quarante mille hommes de troupes françaises, et par la capture de la flotte nous avons mis fin à toute espérance de leur part d'envahir la Grande-Bretagne.

Dans cette occasion, la minorité ne réunit que 6 voix dans la chambre des lords et 45 dans la chambre des communes.

Le 13 février, le roi envoya un message aux deux chambres, pour leur faire savoir qu'il était en arrangement avec l'empereur, l'électeur de Bavière et d'autres princes allemands, pour fortifier la cause commune; et il demanda au Parlement de le mettre en mesure de faire les avances pécuniaires qui pourraient se trouver nécessaires. Lorsque Pitt, quatre jours après, proposa une adresse en réponse, il expliqua qu'on avait d'abord besoin d'un million sterling, et qu'il faudrait deux millions de plus lors de la ratification des traités.

M. Tierney, qu'on regardait en l'absence de Fox comme le chef du faible bataillon de l'opposition, se leva pour s'opposer à l'adresse et aux subsides qu'elle entraînait. Il attaqua, très-vivement et avec quelque effet, toute la conduite de M. Pitt. En dépit des *si* et des *mais*, et des plaidoyers diplomatiques auxquels les ministres ont toujours recours à ce sujet, il restait persuadé, s'écria-t-il, qu'ils n'accepteraient jamais d'autres conditions de paix que la restauration des Bourbons. Sinon, pourquoi la guerre se continuait-elle? On avait soutenu quelque temps qu'elle était juste et nécessaire; ces mots étaient morts de leur mort naturelle. Le jacobinisme était un fantôme in-

saisissable; son pouvoir et son influence en France avaient été presque détruits par les événements récents. Je voudrais demander au ministre, ajouta-t-il, de dire, en une seule phrase, quel est le but de la guerre.

Le discours de Pitt, ainsi appelé tout d'un coup à répliquer, peut passer pour un modèle d'improvisation heureuse: « L'honorable préopinant, dit-il, me demande d'exprimer en une seule phrase le but de la guerre. Je le ferai en un seul mot, monsieur. Le but de la guerre, c'est la sécurité; la sécurité contre le plus grand danger qui ait jamais menacé le monde, contre un danger qui ne s'était jamais présenté à aucune époque de l'histoire..... Depuis quand l'honorable préopinant et ses amis ont-ils découvert que les dangers du jacobinisme ont cessé d'exister? Depuis quand ont-ils découvert que la cause de la révolution française n'est pas la cause de la liberté? Depuis quand et où l'honorable préopinant a-t-il découvert que le jacobinisme de Robespierre, de Barrère, des cinq directeurs, du triumvirat, a disparu parce qu'il réside tout entier en un seul homme élevé et nourri dans son sein, dont la renommée a grandi sous ses auspices, et qui est à la fois le fils et le champion de toutes ses atrocités? »

Passant ensuite à justifier l'alliance avec l'Allemagne, Pitt en vint enfin à l'assertion, si souvent répétée et si souvent repoussée, de M. Tierney, qui soutenait que la guerre se continuait en l'honneur de la restauration de la maison de Bourbon. « Ici l'honorable préopinant a été au fond des choses, dit-il, et il ne m'a pas laissé de place pour le contredire ou pour m'expliquer, puisqu'il prétend que toute tentative d'explication n'est autre chose que le langage ambigu des *si* et des *mais* et des plaidoyers *ad*

hoc. Or, je n'ai jamais eu grand goût pour les plaidoyers, et maintenant le peu de goût que je pouvais avoir a presque entièrement disparu. Il m'a d'ailleurs tellement limité dans l'usage des conjonctions que, sans tenir particulièrement au son de *si* et de *mais*, je lui serais fort obligé de vouloir bien m'en fournir d'autres à la place. La restauration de la monarchie française me paraît extrêmement désirable, parce que je crois que ce serait la meilleure chance de sécurité pour ce pays et pour l'Europe. *Mais* ce résultat peut ne pas être possible à atteindre, et *s'il* n'est pas possible à atteindre, il faut nous contenter de la sécurité que nous pouvons trouver en dehors de cette chance. La paix est fort désirable pour ce pays-ci, *mais* les négociations peuvent avoir des inconvénients plus grands que leurs avantages. Et *si* tel est le cas, *si* la négociation ne nous présente aucune chance de sécurité, *si* elle nous menace de tous les maux que nous avons cherché à éviter, *si* au contraire la continuation de la guerre nous offre une perspective d'arriver à une sécurité complète, *si* on peut la poursuivre avec accroissement de commerce, de ressource et de prospérité, sauf ce que peut nous apporter de souffrance une mauvaise saison, je dis qu'alors il est prudent pour nous de ne pas négocier dans ce moment-ci. Voilà mes *si* et mes *mais*. Voilà mon plaidoyer, et je n'en présente pas d'autre au jugement de Dieu et de mon pays. »

Lorsque Pitt se rassit, la discussion fut soutenue avec talent par Wilberforce et par Sheridan; Windhâm la résuma au nom des ministres. Lorsqu'on en vint aux votes, l'adresse à la couronne passa à 162 voix contre 49. Bien des années après, j'ai entendu plusieurs personnes se féliciter de la bonne fortune qui les avait amenées

ce soir-là à la chambre, soit comme spectateurs, soit comme membres, pour entendre le discours de M. Pitt. Tous parlaient dans les termes les plus chaleureux de l'impression qu'avait produite ce discours. L'une des phrases, « le fils et le champion du jacobinisme, » devint pendant quelques mois un mot d'ordre populaire en Angleterre, jusqu'à ce que l'énergie déployée par le premier consul contre les jacobins et la fermeté avec laquelle il maniait le pouvoir suprême en eussent démenti l'application.

La minorité de la chambre des communes reçut cependant quelque appui des citoyens de Londres. On tint une réunion à Common-Hall; deux mille personnes au moins y assistèrent, et là une grande majorité vota et signa une pétition pour demander qu'on entamât sur-le-champ des négociations avec la France. Cette démarche fut suivie de nouvelles propositions dans les deux chambres. A la chambre des lords, le comte Stanhope, sortant, au bout de cinq années de sa retraite, présenta à la chambre une adresse pour la conjurer à genoux, dit-il, de mettre un terme aux calamités de cette guerre cruelle. Agissant, comme il en avait en général le tort, sans s'être entendu avec personne, sa motion eut peu d'effet. Après quelques mots méprisants du lord chancelier, la chambre alla aux voix, et un seul pair, lord Camelford, soutint la proposition du comte Stanhope.

Dans les communes, M. Tierney rencontra plus d'appui. Il présenta une résolution théorique déclarant qu'il n'était ni juste ni nécessaire de continuer la guerre pour amener la restauration de la monarchie en France. Là-dessus, John Eliot, frère cadet de l'ami de Pitt, proposa de passer à l'ordre du jour. Une discussion fort animée

s'ensuivit, à la fin de laquelle, lorsqu'on en vint aux voix, Tierney fut accompagné dans le vestibule par trente-quatre membres.

Ce fut à peu près au même moment que M. Pitt développa devant la chambre des communes ses mesures financières. Il avait renouvelé la charte de la banque pour vingt et un ans, en retour d'une avance de 3 millions sterling sans intérêt, pour six ans. M. Tierney s'y opposa vivement, plutôt par des invectives que par des arguments, à ce qu'il me semble :

« Je crois vraiment, dit-il, que le pays se sert d'assignats, de mauvais papier, et qu'il y a, entre les ministres et la banque, un honteux système d'escamotage; les ministres font la cour à la banque, et la banque fait la cour aux ministres. » M. Tierney ne paraissait pas bien décidé sur la question de savoir laquelle des deux parties avait sur l'autre, d'après ce contrat, des avantages illégitimes.

M. Pitt avait également contracté un emprunt pour une somme de 18 millions sterling et demi, nécessaire au service public de l'année, à des conditions qui indiquaient une grande prospérité dans le crédit public, puisqu'on avait aisément trouvé à le remplir au-dessous de quatre trois quarts pour cent. M. Pitt ne proposa pas de nouveaux impôts, à l'exception d'une petite augmentation des droits sur les alcools, et d'un impôt de cinq pour cent sur tous les thés valant plus de deux schellings six *pence* la livre. M. Tierney resta le principal critique des plans financiers de M. Pitt; cependant M. Tierney lui-même avoua que le budget du ministre avait dépassé ses plus hautes espérances.

La prospérité du crédit public était d'autant plus remar-

quable que la population souffrait alors beaucoup de la disette et des misères causées par une mauvaise récolte. On proposa diverses mesures pour atténuer le mal, et on en adopta quelques-unes. Dans la chambre des lords, on vota sous forme de résolution un engagement rédigé par l'archevêque de Cantorbéry. Tous ceux qui signaient cet engagement s'obligeaient à réduire la quantité de pain de froment consommée dans leur maison à un pain de quatre livres par semaine et par personne. Dans la chambre des communes, on nomma une commission pour examiner les lois qui réglaient « la mercuriale du pain ». Dans son premier rapport, la commission recommanda le système de réduction personnelle, déjà sanctionné par la chambre des lords. Elle proposa en outre une loi qui interdisait aux boulangers de vendre du pain qui ne serait pas cuit depuis vingt-quatre heures au moins, et une loi fut votée à cet effet. La commission exprima également toute son approbation de la politique que M. Pitt avait constamment suivie d'après les principes d'Adam Smith, en dépit d'une forte pression contraire, en se refusant à intervenir, au nom du gouvernement, dans les achats de grains conclus sur les marchés étrangers, convaincu que les spéculations des particuliers étaient la meilleure garantie d'un approvisionnement suffisant pour le marché.

La commission présenta son premier rapport au mois de février ; le second arriva un mois après. La commission proposa une prime destinée à servir d'indemnité à tous ceux qui importeraient des grains de la Méditerranée et d'Amérique avant la fin d'octobre, dans le cas où une bonne récolte ferait baisser les prix. Cet avis fut adopté, ainsi que quelques autres idées énoncées dans le même rapport. D'autre part, M. Whitbread échoua avec éclat

dans le nouvel effort qu'il tenta pour faire régler légalement le taux des gages des ouvriers agricoles.

Sir John Mitford, qui était devenu avocat général, sir John Scott étant devenu grand-juge avec la pairie sous le nom de lord Eldon, présenta, pendant la session, un bill pour demander la suspension prolongée de l'acte d'*habeas corpus*. Il y eut débat et vote dans les deux chambres, mais la minorité contre la mesure fut très-petite dans l'une et l'autre assemblées.

Au milieu de toutes ces affaires parlementaires, le public fut ému un jour par la nouvelle d'un attentat contre la vie du roi. Le 15 mai au soir, Sa Majesté, accompagnée de la reine et des princesses, s'était rendue au théâtre de Drury-Lane. Au moment où le roi entra dans sa loge, un homme du parterre monta sur son banc et déchargea sur le roi un pistolet d'arçon, heureusement sans effet. Le roi montra beaucoup de courage et de sang-froid ; il s'avança tranquillement au bord de la loge et regarda toute la salle avec sa lorgnette. Cependant on avait arrêté le criminel et on l'avait emmené, à travers l'orchestre, dans une chambre particulière où plusieurs magistrats vinrent l'interroger. On apprit qu'il se nommait James Hadfield, qu'il avait servi en Flandre sous les ordres du duc d'York, et qu'il y avait reçu plusieurs blessures graves à la tête. Lorsqu'il comparut devant la cour du banc du roi, l'aliénation mentale, résultant de ces blessures, fut clairement établie par plusieurs témoins ; on l'envoya à Bedlam, où il survécut quarante ans à sa sentence.

Mais le plus grand événement de cette année-là, de ce côté-ci du détroit, fut l'union avec l'Irlande. Je ne me propose pas de raconter en détail les derniers débats qui précédèrent le vote du bill dans les chambres du Parlement à

Dublin. Ils furent marqués des deux parts par une grande éloquence et par beaucoup de violence. M. Grattan voulut rentrer à la chambre des communes tout exprès pour s'opposer à la mesure. Il acquit un siège en achetant le bourg fermé de Wicklow, qu'il paya, dit-on, 2,400 livres sterling; à peine relevé de maladie et soutenu jusqu'à sa place par deux de ses amis, il se leva cependant dès le premier soir, le 15 janvier, à propos d'un amendement anti-unioniste proposé par sir Laurence Parsons. Ce fut un spectacle solennel et frappant de voir le grand patriote, l'éminent auteur de l'acte d'égalité législative de 1782, élever encore une fois la voix pour défendre et pour maintenir son œuvre d'autrefois. Il parla sur ce sujet avec la force et la rare puissance qu'on pouvait attendre de lui; il lança surtout ses anathèmes contre le discours imprimé de M. Pitt: « Dans tout ce qu'il avance, s'écria-t-il, le ministre ne discute pas, il prédit. Or, on ne peut pas répondre à un prophète; tout ce qu'on peut faire, c'est de ne le pas croire. Ce qu'il vous propose d'acheter ne peut pas se vendre, c'est la liberté; en échange, il n'a rien à vous donner. Tout ce que vous possédez de quelque valeur, vous l'avez obtenu sous une constitution libre; si vous y renoncez, vous êtes non-seulement des esclaves, mais des insensés. » Le chancelier de l'Échiquier, M. Isaac Corry, répliqua à M. Grattan avec beaucoup de talent, et après une discussion de dix-huit heures, la chambre se sépara très-tard dans la matinée du 16. Dans cette grande et décisive épreuve des forces respectives, l'amendement anti-unioniste fut rejeté à une majorité de 42 voix, 138 contre 96.

Huit jours après, le lord lieutenant, écrivant en confidence à son frère l'évêque, résumait ainsi son impression générale sur le sentiment public: « A Dublin

et dans les environs, tout le monde est violemment opposé à l'union. Dans les autres parties du royaume, le sentiment public est indubitablement favorable. Du reste, il est aisé, pour les hommes influents, d'obtenir des adresses et des résolutions dans un sens ou dans l'autre. »

En qualité de principal orateur du gouvernement à la chambre des communes d'Irlande, lord Castlereagh déploya alors cette sagacité nette, cette constante promptitude et ce ferme courage qui, joints à la perfection de ses manières, lui tenaient lieu d'éloquence, et qui l'élevèrent par la suite en Angleterre aux plus hautes fonctions. Le 5 février, il proposa des résolutions préliminaires qui donnaient une idée du plan tout entier. Quant à la représentation, dit-il, on comptait la régler en proportion de la population et de la richesse. Or, la population de la Grande-Bretagne dépassait, disait-on, dix millions, tandis que celle de l'Irlande pouvait s'élever à trois millions cinq cent mille âmes, ou à quatre millions. La proportion était donc de plus de deux contre un. D'autre part, les contributions de la Grande-Bretagne étaient de sept et demi contre un par rapport aux contributions de l'Irlande, telles qu'on comptait les fixer¹. Les deux proportions prises ensemble donnaient une moyenne de cinq et demi contre un. Par conséquent, si la chambre des communes anglaises comptait cinq cent cinquante-huit membres, l'Irlande devait en envoyer cent. « Je trouve, dit lord Castlereagh, qu'elle serait justement et convenablement représentée. »

¹ Par quelque erreur des imprimeurs probablement ces calculs sont donnés fort inexactement dans l'histoire de M. Adolphus, vol. II. Voir aussi l'*Histoire de l'Union*, par Coote.

Quant à la chambre des lords irlandaise, on proposait d'envoyer en Angleterre, pour la représenter, quatre pairs spirituels, choisis d'après un système de rotation, et vingt-huit pairs temporels, élus, non comme en Écosse pour la durée du Parlement, mais à vie. Sur deux autres points, on s'éloignait également d'une manière avantageuse du précédent de la pairie écossaise. Un *commoner*¹ anglais qui avait reçu une pairie irlandaise pouvait cependant siéger à la chambre des communes, pourvu qu'il ne fût pas élu en Irlande et qu'il renonçât momentanément à ses privilèges comme pair d'Irlande. La prérogative royale pour la création des pairs irlandais n'était pas complètement abolie; elle était seulement limitée à une création pour trois pairies éteintes, jusqu'à ce que le nombre des pairs irlandais fût réduit à une centaine, en dehors de ceux qui étaient également pairs d'Angleterre.

Les circonstances du moment, dit lord Castlereagh, ne permettaient pas d'opérer, comme il l'eût désiré, une complète fusion des intérêts communaux. On rencontrait divers obstacles, les droits protecteurs exigés par certaines branches des manufactures irlandaises, et en second lieu les impôts plus considérables que supportait le peuple anglais. Mais on proposait libéralement à l'Irlande de soumettre les articles d'exportation envoyés dans la Grande-Bretagne aux droits que payaient les sujets anglais pour les mêmes articles.

Lord Castlereagh en vint ensuite à la situation de l'Église établie: « Tant que la séparation durera, l'Église d'Irlande courra le risque d'être attaquée par des raisons locales. Elle ne pourra d'ailleurs jamais se défendre contre

¹ Homme non titré.

l'argument du nombre et de la force matérielle. Mais une fois qu'elle sera complètement incorporée à l'Église d'Angleterre, elle se trouvera établie sur un fondement si naturel et si fort qu'elle sera au-dessus de toute appréhension et de toute inquiétude. » Dans ce but, on proposait de déclarer que le maintien de cette Église unie était un article essentiel et fondamental de l'union. »

« On a dit, » continua lord Castlereagh, « que le clergé catholique avait été payé pour soutenir la mesure. Cette accusation est injuste et fautive, car chacun sait que les ministres de Sa Majesté projettent depuis longtemps un arrangement pour le clergé catholique et pour les protestants dissidents. »

Lorsque lord Castlereagh eut achevé ses développements et présenté à la chambre ses résolutions, M. George Ponsonby lui répondit par un discours fort habile et fort amer. Un débat très-vif s'ensuivit ; mais au vote, la nécessité d'examiner le message du roi en faveur de l'union fut affirmée par 458 voix contre 445. Le 17, lorsque la discussion recommença, il y eut une altercation personnelle très-animée entre M. Grattan et le chancelier de l'Échiquier, M. Corry. La querelle entre les deux orateurs ne se borna pas à des paroles ; il y eut un duel avant l'ajournement de la chambre, et le chancelier de l'Échiquier fut blessé au bras.

Dans la chambre des lords d'Irlande, le débat, qui eut lieu le 10 février, fut remarquable par un discours lumineux du chancelier, le comte de Clare. Ce discours dura quatre heures ; ce fut ce qu'il y eut de plus frappant dans tout le cours de la session irlandaise, après le discours de M. Grattan : « L'effet et la surprise produits sur les lords et sur l'auditoire, qui était extrêmement nombreux, ont été

des plus grands, disait lord Cornwallis. » Le vote, qui n'eut lieu qu'à trois heures et demie du matin, donna au gouvernement, les délégations comprises, une majorité de 75 voix contre 26.

L'accueil plus favorable fait au projet de l'union dans les deux chambres irlandaises, était dû en grande partie à un changement apporté depuis l'année précédente dans la mesure même. Les ministres anglais avaient résolu d'accorder une indemnité en argent pour tout bourg qui perdrait son droit électoral; 4,250,000 livres sterling avaient été assignées à cet effet, et chaque propriétaire ou patron de bourg devait recevoir 7,500 livres sterling par siège. La plus grosse part échut en partage à lord Downshire et à lord Ely; le premier, qui possédait sept sièges, reçut 52,500 livres sterling; le second, qui disposait de six sièges, eut 45,000 livres sterling. A peine ai-je besoin de dire que cette indemnité n'avait rien à faire avec la conduite que ces propriétaires pouvaient tenir, dans le Parlement, au sujet de l'union. Lord Downshire, par exemple, vota avec l'opposition, et lord Ely en faveur de la mesure; mais on promit libéralement, on peut même dire avec prodigalité, des pairies irlandaises et anglaises, ainsi que des places et des faveurs dans les deux pays, aux politiques indécis dont l'esprit ou tout au moins le vote restaient encore incertains.

Les résolutions, comprenant tous les traits principaux de l'union, une fois votées par les deux chambres de Dublin, furent transmises au roi, accompagnées d'une adresse commune. Le 2 avril, Sa Majesté les envoya aux deux chambres de Londres, avec un message annonçant sa sincère satisfaction, et insistant sur la prompte

conclusion d'une œuvre si heureusement commencée.

On désirait que le Parlement anglais votât des résolutions et une adresse analogues; et le 21 avril, M. Pitt à la chambre des communes, et lord Grenville à la chambre des pairs, proposèrent que la chambre se formât en comité sur cette question; M. Pitt, dans un discours étendu et fort habile, eut occasion de passer en revue ses opinions sur la réforme.

« Comme je ne veux pas, dit-il, avoir la moindre réticence avec la chambre, je dois dire que, si quelque chose pouvait jeter un doute sur la question de l'union irlandaise, si quelque chose pouvait contrebalancer, dans mon esprit, les avantages qui doivent en résulter, ce serait la nécessité de modifier la représentation anglaise; mais cette nécessité n'existe heureusement pas. En déclarant ceci, je n'oublie pas ce que j'ai moi-même exprimé et sincèrement senti naguère à ce sujet; mais je sais que toutes les opinions doivent nécessairement être subordonnées au temps et aux circonstances, et que l'homme qui se vante de sa persévérance uniquement parce qu'il conserve les mêmes opinions dix ou quinze ans, lorsque les circonstances qui les avaient formées d'abord sont complètement changées, cet homme est l'esclave de la plus frivole vanité. Après tout ce que j'ai vu depuis l'époque à laquelle je fais allusion, en considérant combien il y a peu de chances d'accomplir la seule espèce de réforme que je puisse avoir en vue, et qui ressemble aussi peu aux projets modernes de réforme que ceux-ci à notre constitution; en voyant que plus les changements ont été grands, plus les conséquences qui en sont résultées ont été terribles; en réfléchissant que leur influence malfaisante n'a pas été enfermée dans le pays qui subissait ces

changements, mais s'est fait sentir sur presque tous les points du globe et a ébranlé la base de tous les gouvernements, j'ai vu aussi que, dans ce bouleversement général, la Grande-Bretagne seule était restée pure et intacte dans ses éléments vitaux; j'ai vu qu'elle avait résisté à tous les efforts du jacobinisme caché sous le prétexte de l'amour de la liberté; j'ai vu qu'elle s'était défendue contre les attaques ouvertes de ses ennemis et contre les réformes plus dangereuses encore de ses prétendus amis, qu'elle avait repoussé les infatigables machinations de la France et les efforts non moins persévérants des jacobins anglais, et que, pendant toute la durée de la lutte, elle avait constamment conservé la confiance de la population; — je dis qu'en pesant toutes ces circonstances, j'aurais honte de me fonder sur des opinions antérieures pour prétendre que la forme de représentation qui, dans un temps comme celui-ci, a suffi pour défendre les intérêts et pour assurer le bonheur du peuple, dût être troublée inutilement et à la légère, par goût des expériences, ou par quelque prédilection théorique. Je crois devoir développer là-dessus le fond de ma pensée; je crois devoir donner, pour mon opinion bien arrêtée, que le temps, fût-il même aux expériences, le moindre changement apporté à une pareille constitution serait un mal. »

Au premier abord, ces termes paraissent décisifs contre tout projet futur de réforme; cependant il faut remarquer que M. Pitt regardait le mal qu'il y aurait à apporter le moindre changement à la constitution de la chambre des communes, comme grand et funeste tant que la chambre conserverait, au milieu des troubles du temps,

la confiance du peuple anglais; si cette confiance venait à cesser, la constitution ne devrait pas rester intacte. C'est de cette réserve que lord Macaulay tire cette conclusion générale peut-être un peu exagérée : « Pitt croyait qu'on ne pouvait pas tenter une pareille réforme pendant que les passions excitées par la révolution française bouillonnaient dans le pays; mais il n'a jamais prononcé un mot qui indiquât qu'il ne fût pas prêt à remettre la question en avant, pour une quatrième fois, dans un moment plus favorable¹. »

Nous apprenons par la correspondance particulière de M. Fox qu'il était opposé au système de l'union irlandaise. Il la regardait « comme l'une des tentatives les moins équivoques qu'on pût faire pour établir les principes comme la pratique du despotisme². » Cependant, en dépit de cette manière de voir, il ne voulut pas quitter sa retraite de Sainte-Anne pour s'y opposer. Il laissa à Grey, Sheridan et Tierney le soin de remplir sa place. Malgré tous leurs talents, ces Messieurs n'eurent guère de succès sur la question. M. Grey présenta un amendement contre le plan tout entier, en demandant qu'on fît appel au peuple irlandais; il fut rejeté par 236 voix contre 30, tandis que dans l'autre chambre, trois pairs seulement, lord Holland, lord King et lord Derby votèrent contre le bill.

Les résolutions qui établissaient le projet d'union une fois votées en Angleterre et en Irlande, on en déduisit un bill qui fut présenté et qui passa dans les deux pays. Le bill anglais reçut l'assentiment du roi le 2 juillet. Il fut décidé qu'on procéderait immédiatement aux élections pour

¹ *Biographies*, page 234, éd. 1860.

² Lettre du 4 février 1799, publiée dans la *Vie de Grattan*, voi. III.

226 WILLIAM PITT ET SON TEMPS.

les pairs représentants de l'Irlande, et que les membres des comtés et des bourgs qui devaient être conservés deviendraient, au même titre, membres du Parlement-Uni. Avec ces additions, le Parlement-Uni, ou, comme on l'appelle maintenant, le Parlement de l'Empire, devait être en mesure de se réunir, pour sa première session, au jour fixé par Sa Majesté après le 1^{er} janvier 1801.

La session fut close par le roi le 25 juillet, et son discours exprima une satisfaction particulière du vote de l'acte d'union : « Je regarderai toujours cette grande mesure, que j'ai si longtemps et si ardemment désirée, » dit-il, « comme l'événement le plus important de mon règne, étant persuadé que rien ne peut agir plus efficacement pour faire partager à mes sujets irlandais tous les bienfaits de la constitution anglaise. »

Peut-être le prompt consentement accordé par le roi dans ces dernières paroles, telles que ses ministres les avaient rédigées et conseillées, induisit-il M. Pitt en erreur, et lui fit-il croire que les objections de Sa Majesté contre les catholiques romains étaient en grande partie atténuées.

CHAPITRE XXIX

— 1800-1801 —

Mécontentement de lord Wellesley. — Convention d'El-Arish. — Bataille d'Héliopolis. — Mort de Kléber. — Justification de la loyauté anglaise. — Bonaparte entre à Milan. — Bataille de Marengo. — Succès de Moreau en Allemagne. — Ouvertures de lord Minto; négociations qui en résultent; elles échouent. — Malte se rend aux Anglais. — Dissentiments dans le cabinet. — Disette de vivres. — Mauvaise santé de Pitt. — Sa manière de voir et celle de lord Grenville sur le libre échange. — Réunion du Parlement. — Mesures prises pour combattre la disette. — *Le Vrat Breton*. — Bataille de Hohenlinden. — Traité de Lunéville. — Alliance des puissances du nord. — Première réunion du Parlement de l'Empire. — Question catholique. — Intrigues politiques. — Projet de Pitt présenté au cabinet. — Lettre au roi. — Réponse du roi. — Pitt donne sa démission. — Addington lui succède.

Dans le courant de l'été, Pitt eut la mortification d'apprendre qu'en conseillant à Sa Majesté de conférer un marquisat irlandais au gouverneur général de l'Inde, il n'avait aucunement satisfait son ami; il reçut au contraire de Calcutta une lettre où débordaient ses plaintes.

LE MARQUIS WELLESLEY A M. PITT.

« Fort William, 1800.

» Mon cher Pitt,

» Avec tous mes meilleurs remerciements pour le vif intérêt que mes amis ont pris à mes succès, je ne puis vous exprimer l'angoisse que j'éprouve en me

voyant obligé, par tous mes sentiments d'honneur et de devoir, à vous avouer l'amer désappointement que j'ai éprouvé en voyant comment le roi a apprécié mes services, et la marque ostensible de faveur qu'il m'a conférée..... En Angleterre comme dans l'Inde, la disproportion entre le service et la récompense sera attribuée à quelque opinion particulière du roi ; on croira qu'il me tient, pour quelque incapacité personnelle, hors d'état de recevoir la récompense de ma conduite. Je vous laisse à deviner quel peut être l'effet d'une pareille impression sur l'esprit de ceux que je suis appelé à gouverner, et avec quel courage et quel espoir de succès je puis chercher maintenant à prendre, parmi nos alliés, le rang qui doit appartenir dans l'Inde au gouvernement anglais. Je vous avouerai franchement que, sentant, comme je le faisais, qu'il n'y avait dans ma conduite rien d'*irlandais* ni de *similor*, je me croyais également sûr de ne rien recevoir d'*irlandais* ou de *similor* dans la récompense.... Ma santé souffre naturellement de mon abattement, et la situation mortifiante dans laquelle je suis placé me deviendra bientôt intolérable. Vous devez donc vous attendre, soit à apprendre qu'il m'est arrivé ici quelque malheur, soit à me voir en Angleterre, où j'arriverai (*si ita diis visum*) d'excellente humeur, parfaitement bien disposé envers tous mes amis, et absolument décidé à passer le reste de ma vie à la campagne, pour chercher à oublier ce que j'ai subi, et pour demander aux dieux « *novos consules, legionesque Britannas, ita in Asia bellum gerere ut, me consule, bella gesta sunt.* »

» Toujours, mon cher Pitt, à vous de cœur,

» MORNINGTON. »

« (Je n'ai pas encore reçu ma pomme de terre à dorure superfine¹.) »

Il faut ajouter que la douleur exprimée ici par lord Wellesley n'influa jamais sur ses amitiés personnelles. Il continua toujours à écrire à M. Pitt, qu'il fût ou non au pouvoir, dans les termes de la plus grande cordialité, et même d'une véritable affection.

En Égypte, le départ du général Bonaparte avait plongé dans une sombre disposition le général Kléber et les troupes qui lui restaient. Ils n'avaient qu'un cri et qu'un désir, celui de retourner en France. D'autre part, l'armée turque, qui s'avancait sur eux, n'avait d'autre but que de faire évacuer l'Égypte. Peu importait au grand vizir à quoi les troupes françaises pourraient être employées après leur départ, et il était tout disposé à leur assurer un libre passage pour retourner en France.

Sur la côte croisait alors un vaisseau de guerre anglais pris aux Français, *le Tigre*; lord Keith l'avait détaché de son escadre, et il était sous les ordres de sir Sidney Smith. Sir Sidney n'avait aucune autorité quelconque pour traiter avec les Français en Égypte; il n'en avait reçu mission ni de son officier supérieur, lord Keith, ni du ministère anglais. Cependant, il prit une part active dans les ouvertures de négociation qui eurent lieu entre le grand vizir et le général Kléber. Il permit aux agents des deux parties de se rencontrer et de tenir leurs premières conférences à bord de son vaisseau. Ces premières entrevues furent suivies de plusieurs autres dans le camp turc. Enfin, le 24 janvier, on conclut la convention d'El Arish,

¹ Allusion ironique à ses lettres patentes de marquis en Irlande, pays des pommes de terre.

avec le plein consentement de sir Sidney Smith, qui pourtant ne signa pas la pièce. D'après cette convention, les Français devaient quitter le pays et retourner en France sur des vaisseaux appartenant à la Porte. Ils devaient conserver leurs armes, bagages et effets, et le traité ne contenait aucune clause qui les empêchât de servir immédiatement dans quelque autre partie du monde que ce fût.

Cependant la possibilité d'une négociation de ce genre, de la part des Turcs, était venue à l'esprit des ministres en Angleterre. Ils ne trouvaient pas que l'Angleterre pût l'admettre; ils pensaient qu'étant maîtresse de la Méditerranée; grâce à la victoire de Nelson, elle ne devait pas permettre à vingt-cinq mille hommes bien équipés de rentrer tranquillement chez eux pour se trouver libres de tourner leurs armes contre elle ou contre ses alliés. Les vues générales du cabinet anglais furent confirmées par le ton d'abattement d'une lettre de Kléber à Bonaparte, écrite immédiatement après le retour de Bonaparte, et qu'on avait interceptée. En conséquence, le 17 décembre, l'amirauté avait envoyé des instructions à lord Keith pour lui donner l'ordre de ne consentir à aucun traité par lequel il ne serait pas stipulé que les Français mettraient bas les armes et se rendraient prisonniers de guerre. Lord Keith, qui était alors à Port-Mahon, envoya sur-le-champ ces ordres à sir Sidney Smith; mais ils n'arrivèrent qu'après la signature de la convention d'El Arish. Lord Keith, dans une lettre adressée au Caire, annonça également les ordres qu'il avait reçus au général français. A la simple idée de se rendre, toute l'ardeur martiale de Kléber se réveilla. Il publia la lettre de lord Keith dans son ordre du jour, en y ajoutant seulement cette phrase laconique: « Soldats! nous ne pouvons ré-

pondre à ces insolents que par des victoires ; préparez-vous à vous battre ! »

Ce n'était pas une forfanterie ; le grand vizir arrivait alors dans les environs du Caire avec ses hordes turques. Près des ruines d'Héliopolis, il fut attaqué avec une fureur irrésistible par les Français, et ses recrues inhabiles, en dépit de leur grande supériorité numérique, furent bientôt dispersées dans toutes les directions. Le grand vizir lui-même, à la tête de quelques centaines de cavaliers, prit la fuite à travers le désert, et alla se réfugier en Syrie. Mais au bout de quelques semaines, la carrière triomphante de Kléber fut arrêtée tout d'un coup. Le 14 juin, il tomba sous le poignard d'un assassin, musulman fanatique, sur la terrasse de sa maison du Caire.

Dans l'intervalle, le gouvernement anglais avait su jusqu'à quel point un officier anglais se trouvait compromis dans la convention d'El Arish. En apprenant ce fait, la résolution des ministres fut complètement changée. Rien ne peut mieux expliquer toute leur politique dans cette affaire qu'un discours de Pitt, prononcé quelques mois plus tard à la chambre des communes.

M. Pitt dit :

« Avant le départ de l'ordre auquel on a fait allusion (celui du 17 décembre), personne ne supposait que sir Sidney fût alors en Égypte, ni qu'il pût mettre la main à un traité entre la Porte ottomane et le général français ; il n'a pas pris part à cette affaire d'une manière directe ; il n'exerçait pas de pouvoir direct ; l'eût-il fait, il eût agi sans autorité ; sa situation ne lui donnait pas ce pouvoir ; il n'était pas commandant en chef..... Sir Sidney n'était

donc pas partie contractante dans le traité. Il est vrai qu'il le désirait sincèrement, que le traité a été signé à bord de son vaisseau, et qu'il a été témoin des négociations ; mais il n'a jamais prétendu agir au nom de son pays. L'ordre du 17 décembre signifiait à notre officier que nous n'admettions pas, entre les Turcs et les Français, un traité qui réagirait sur notre situation dans la Méditerranée. Quel tort peut-on trouver là ? Quel droit légitime avaient la Porte ottomane et un général français de disposer de nos intérêts dans la Méditerranée ? Maintenant il y a un mot à dire au sujet du défaut de loyauté. L'ordre était de rompre tout traité auquel nous n'aurions pas pris part, en déclarant que, n'y ayant pas pris part, personne n'avait le droit de disposer de nos intérêts ; mais du moment que nous avons appris que la convention avait reçu l'assentiment d'un officier anglais, tout en désapprouvant cette politique, nous avons envoyé l'ordre de s'y conformer¹. »

Cependant, lorsque les nouvelles instructions des ministres anglais arrivèrent à leurs officiers dans la Méditerranée, les intentions des Français restés au Caire n'étaient plus les mêmes. Le général Menou, qui avait succédé, par droit d'ancienneté, au général Kléber dans le commandement en chef, n'avait jamais été disposé à abandonner l'Égypte sans coup férir ; il l'était moins que jamais depuis la victoire d'Héliopolis. Il refusa de renouveler la convention lorsqu'on lui en fit l'offre. Les hostilités continuèrent donc sur les côtes, et une expédition anglaise se prépara. Je parlerai dans la suite des résultats de cette expédition. Pour le moment, j'ose affirmer

¹ Second discours de M. Pitt ; 18 novembre 1800.

qu'après avoir regardé de près à tous les détails, l'affaire du traité d'El-Arish, dont on s'est souvent servi pour attaquer la bonne foi de l'Angleterre, est au contraire une des meilleures preuves de cette bonne foi. Les ministres anglais avaient résolu de supporter un mal, sérieux à leur avis, plutôt que d'encourir l'ombre d'un juste reproche ; et plutôt que de désavouer un de leurs officiers, lorsqu'il avait agi sans autorité, ils avaient envoyé l'ordre de ratifier un contrat qu'ils ne pouvaient approuver.

En Europe, les espérances de M. Pitt, en tant que fondées sur la prolongation de la guerre, étaient destinées à une déception complète ; aucune armée russe n'entra en campagne pour soutenir les Autrichiens ; depuis l'année précédente, la capricieuse humeur du czar avait complètement tourné ; loin de faire la guerre à la France, il inclinait plutôt à s'allier avec elle , et la France, sous son nouveau gouvernement, ne semblait plus être la nation qui avait subi les nombreux échecs de 1799. L'énergie et le génie du premier consul triomphaient de tous les obstacles. Traversant les Alpes au moment où on s'y attendait le moins, et par un passage sans pareil depuis le temps d'Annibal, il entra triomphalement à Milan ; puis, s'élançant de nouveau dans le Piémont, il livra bataille aux Autrichiens dans les plaines de Marengo. Là, il remporta, le 4 juin, une victoire éclatante. Le général autrichien Mélas, brave vétéran, accablé par l'âge et par les infirmités, se vit obligé le surlendemain de signer une convention d'après laquelle les Français rentrèrent en possession, non-seulement de la forteresse de Gênes que Masséna venait de rendre quelques jours auparavant, après une résistance obstinée, non-seulement de la forteresse d'Alexandrie, qui aurait pu soutenir un siège tout

aussi prolongé, mais encore de toutes leurs anciennes conquêtes dans le nord de l'Italie jusqu'à la rivière Oglio. Tous ces résultats obtenus, le général Bonaparte rentra à Paris le 3 juillet.

En Allemagne, les Français eurent le même succès sous les ordres du général Moreau. Ils passèrent le Rhin et le Danube, couvrirent les plaines de la Bavière, et entrèrent dans la ville de Munich. Là, comme en Italie, on conclut une trêve pour les mois d'été, et on entama une négociation.

En face de cette situation, lord Minto, ambassadeur d'Angleterre à Vienne, ayant reçu de nouvelles instructions du cabinet, annonça le 9 août que Sa Majesté britannique était disposée à prendre part aux négociations qu'on pourrait ouvrir pour traiter de la paix générale. M. Otto, employé par le premier consul, se trouvait alors à Londres pour traiter de l'échange des prisonniers. On le chargea de demander à lord Grenville quelques explications sur les ouvertures de lord Minto, et il s'ensuivit une correspondance qui dura six semaines, et qui fut ensuite communiquée au Parlement.

Les négociateurs français déclarèrent que l'armistice avec l'Autriche allait expirer, et qu'ils étaient décidés à ne le point renouveler, à moins qu'il n'y eût également armistice avec l'Angleterre. Ils proposèrent une trêve générale, avec pleine liberté de communication par terre et par mer, dans l'intention évidente d'envoyer, en dépit de la flotte anglaise, des secours à l'armée d'Égypte et à la garnison de Malte. Mais le but était trop évident, et la proposition fut refusée. Lord Grenville présenta alors un contre-projet proposant ce qui suit : « Malte et les villes maritimes de l'Égypte seront mises sur le même pied que les places qui sont occupées par les troupes autrichiennes,

bien que comprises dans la ligne de l'armée française en Allemagne. En conséquence, on ne pourra rien y apporter par mer pour augmenter les moyens de défense, et on ne pourra y faire entrer, à chaque convoi, une quantité de provisions dépassant la consommation de quinze jours, d'après des calculs approximatifs sur les besoins de la place. »

Dans une lettre particulière écrite par M. Pitt à cette époque, nous apprenons qu'il était très-favorable à ce contre-projet, comparé à un refus absolu des prétentions françaises qu'aurait préféré le roi. Il écrivit au chancelier, à Weymouth :

« Downing-street, 5 septembre 1800.

» Mon cher Lord,

» La question est assurément délicate, comme tout armistice naval doit l'être dans le moment, puisque tous les avantages qu'il peut avoir sont pour la France ; mais le refus absolu d'une semblable mesure amènerait immédiatement, ce me semble, la reprise des hostilités entre la France et l'Autriche, et jetterait probablement cette dernière puissance, après quelque nouveau désastre ou par crainte de subir un nouvel échec, dans une paix particulière à de déplorables conditions. Nous perdriens non-seulement les avantages d'une négociation commune, à laquelle nous tendons depuis si longtemps ; mais nous renoncerions également à l'occasion qui se présente de négocier pour notre propre compte, d'une manière plus honorable et plus satisfaisante que ne le seraient les ouvertures directes et particulières que nous pourrions faire par la suite... D'ailleurs, la saison actuelle, indépendamment des articles de la convention que nous pro-

posons et du droit de visite que nous conservons, leur rendra absolument impossible de se procurer des approvisionnements un peu considérables, en fait de matériel maritime, avant la fin de l'année, en sorte qu'ils ne pourront pas profiter de l'avantage que nous aurions le plus à craindre. A tout prendre, je suis convaincu que les inconvénients de l'armistice ainsi modifié sont beaucoup moindres que ceux qu'il y aurait à voir l'Autriche poussée tout d'un coup soit à une paix particulière, soit au renouvellement des hostilités. Si nos modifications sont rejetées par la France, nous aurons au moins prouvé que nous faisons tout ce qui est équitablement possible pour la paix générale; nous serons parfaitement justifiés envers l'Autriche, et nous aurons avec nous l'opinion et l'esprit de notre pays, quelles que soient les mesures que pourra exiger la guerre continuée sur ce terrain (si tel devait être le résultat de nos propositions). J'aurais voulu que W. pût avoir le temps de vous prévenir ainsi que ceux de nos collègues qui sont absents; mais l'affaire était si urgente, à un jour près, que cela n'a pas été possible.

» Toujours, mon cher lord,

W. PITT. »

A cette époque, lord Grenville et M. Pitt se flattaient l'un et l'autre de l'espoir de commencer bientôt une négociation commune pour la paix. Ils avaient déjà choisi leur négociateur pour le congrès projeté à Lunéville. Le ministre des affaires étrangères avait proposé son frère, M. Thomas Grenville, et le premier ministre avait volontiers consenti au choix d'un homme si capable. Mais la réponse de Paris au contre-projet anglais vint renverser toutes ces espérances. Les Français ne pouvaient nier l'analogie que la note de lord Grenville éta-

blissait entre les garnisons autrichiennes en Allemagne et les stations françaises dans la Méditerranée ; mais ils soutenaient que la trêve maritime devait offrir à la République française des avantages équivalents à ceux que la trêve continentale assurait à la maison d'Autriche. En définitive, après bien des efforts des deux parts pour arriver à s'entendre, la négociation tomba dans l'eau. Avant d'en venir là cependant, un des points en litige se trouva décidé. La garnison de Malte, réduite aux dernières extrémités, se rendit à l'escadre anglaise, au commencement de septembre, après avoir subi un blocus de deux ans.

Il était impossible que cette négociation eût lieu à Londres sans mettre au jour les tendances personnelles de chaque ministre. Aussi la dissidence commença à se faire sentir dans toute son étendue. M. Dundas, avec le bon sens pratique qui lui était propre, rédigea un aperçu de ces opinions diverses dans le sein du cabinet, qu'il communiqua à M. Pitt. Cette pièce, qui se trouve encore à Melville-Castle, porte la date du 22 septembre 1800.

« Quelques-uns d'entre nous, » dit M. Dundas, « pensent que la seule espérance d'une paix solide repose sur la restauration des Bourbons ;

» D'autres, sans aller aussi loin, pensent qu'on ne doit pas faire la paix avec un gouvernement révolutionnaire, et que tel est le caractère du gouvernement actuel en France ;

» D'autres désirent qu'on négocie avec le gouvernement actuel de la France, mais seulement de concert avec l'empereur d'Allemagne ;

» D'autres (il est évident que M. Dundas était du nombre) désirent que nous puissions négocier pour notre pro-

pre compte, sans perdre de vûe notre dignité, notre honneur, et les conquêtes que nous avons faites hors d'Europe. »

M. Dundas fait remarquer que ces divergences ne sont point théoriques, mais bien pratiques, et qu'elles se représentent dans toutes les discussions, soit au sujet de la continuation de la guerre, soit à propos des perspectives de paix.

La pièce se termine ainsi :

« Il est fort à espérer que M. Pitt prendra toutes ces observations en sérieuse considération avant qu'il soit trop tard. »

D'après cet aperçu, on comprend sans peine que M. Pitt pouvait se trouver obligé de faire quelques modifications dans son cabinet avant de pouvoir espérer de reprendre utilement les négociations.

Dundas avait, à cette époque, une raison personnelle, en dehors des raisons publiques, pour désirer qu'on en vînt à conclure la paix. Je trouve dans les papiers de M. Pitt une lettre confidentielle de M. Dundas, en date du 14 avril 1800. Dans cette lettre, il raconte une conversation qu'il avait eue avec l'un des membres de sa famille qui, dans un affectueux intérêt, lui avait fait remarquer certains indices de l'affaiblissement de sa santé, « surtout que j'avais perdu le talent de bien dormir, que mon sommeil était presque toujours agité, et dépendait plus ou moins des affaires de la journée. » En conclusion, M. Dundas disait à son ami : « En dépit de la promesse que je vous ai faite, et que je tiendrai bien certainement, de rester au ministère de la guerre, si cela est nécessaire, tant que la guerre durera, si vous voyez auparavant une possibilité, pour moi, de me retirer avec votre pleine approbation, je vous prie de ne pas la laisser échapper. »

Cette division dans le cabinet sur la question de la paix et de la guerre était assurément très-pénible à M. Pitt. La prolongation de la disette et l'effet qu'elle produisait lui étaient encore bien plus pénibles. Sur certains points du pays, il y avait de l'agitation, partout régnait la détresse. Au commencement de la moisson, la pluie tomba par torrents; on craignit que toute la récolte ne fût perdue, et le blé arriva au prix de famine, 120 fr. le boisseau ¹. A ces raisons d'inquiétude pour le premier ministre vint se joindre le délabrement de sa santé, qui exigeait les visites fréquentes de son médecin et ami sir Walter Farquhar. Nous le voyons écrire, sous le poids de ces diverses préoccupations, à son ami l'orateur :

M. PITT A M. ADDINGTON.

« 8 octobre 1800.

» Après tout, la question de la paix et de la guerre n'est pas moitié aussi redoutable que celle de la disette, à laquelle elle se lie naturellement, et pour les maux et les dangers croissants de laquelle je ne vois point de remèdes suffisants. Ces réflexions sont pénibles, et je ne me trouve pas mieux de les avoir retournées à mon aise dans ma solitude et mon malaise de ces dernières semaines. Sir Walter Farquhar commence même à me menacer de la nécessité d'une visite à Cheltenham ou à Bath, si je veux être tant soit peu en état de supporter la session. On ne me dit pas encore bien combien de temps on pourra la reculer.

» Toujours à vous de cœur,

» W. P. »

¹ Quarter.

Il écrit le lendemain :

« Downing-street, 9 octobre 1800.

» Depuis que je vous ai écrit hier, j'ai beaucoup réfléchi à une idée qui m'a été suggérée par diverses circonstances survenues ces jours-ci, et dont la convenance me paraît évidente. Je ne vois rien d'aussi propre à arrêter le progrès du mécontentement et du danger intérieur que le remède que nous avons tant de fois trouvé efficace, et sur lequel nous ne pouvons trop habituer le public à compter, la prompte réunion du Parlement. Quand même le Parlement ne prendrait aucune mesure législative importante, les enquêtes et la discussion feraient plus que tout le reste pour calmer les esprits et pour détruire des idées fausses ; tandis que, si les pétitions pour réclamer le Parlement venaient à se propager généralement, comme cela me paraît peu douteux, et qu'elles ne fussent pas écoutées, nous donnerions par là prétexte aux clameurs, et les mécontents pourraient aisément en profiter dans les plus mauvais desseins.

» Je crois d'ailleurs, en fait, qu'il y a certaines mesures à prendre sans retard, d'un avantage réel et pratique, aussi bien qu'utiles pour l'impression morale ; par exemple et tout particulièrement le renouvellement de la mesure qui garantissait un prix certain pour tout le blé et le riz importé l'année prochaine ; ce qui est spécialement destiné à l'importation du riz venant de l'Inde, pour laquelle nous avons déjà fait donner des ordres par la compagnie, comptant sur le Parlement pour assurer la prime. Il pourrait également être utile de renouveler la défense de faire de l'amidon et d'arrêter les distilleries, bien que ce soit moins important. On pourrait peut-être imaginer aussi

des procédés plus lents, mais d'une utilité plus durable, pour encourager davantage la culture du blé, et je ne désespère pas de voir une discussion modérée apaiser peu à peu les clameurs irréflechies contre le genre de commerce le plus indispensable; peut-être persuadera-t-on au public de borner les rigueurs de la loi aux *machinations* qui sont toujours illégales, ou tout au moins aux spéculations qui auraient pour but bien avéré le désir de faire monter le prix du grain artificiellement et avec excès. Il me semble qu'il y aurait là matière à des mesures sérieuses et qui ne seraient pas indignes du Parlement.

» Quant à la question de la paix et de la guerre, il me semble qu'il y aurait avantage plutôt qu'inconvénient à la discuter sur le terrain où nous place notre dernière correspondance. Faites-moi savoir, je vous prie, ce que vous pensez de ces idées. Nous déciderons probablement demain la question en conseil.

» Toujours à vous de cœur,

» W. P. »

Ces lettres furent bientôt suivies d'une visite de Pitt à son ami, à Woodley. Le 19 octobre, M. Addington écrit à son frère Hiley : « Pitt est ici pour le moment; il va certainement mieux, mais je suis loin d'avoir l'esprit en repos sur son compte. Sir Walter Farquhar viendra ici mardi, et il décidera si Pitt doit y rester ou se rendre à Bath ou à Cheltenham. Il a besoin de repos et de consolation, et j'espère qu'il les trouvera ici. »

Le 26, Addington écrivait de nouveau à Hiley : « Grâce à Dieu, Pitt est infiniment mieux que je ne l'osais espérer, et sir Walter Farquhar encore moins; il lui conseille fort

de rester où il est.... Il a l'air parfaitement heureux, et je dois dire que Woodley ne m'a jamais été plus agréable. »

Le 5 novembre enfin, M. Addington dit : « Pitt vient de nous quitter. Il avait si longtemps fait partie de la famille que la séparation a été très-pénible pour tout le monde¹. » Au même moment M. Pitt donna une preuve pratique de son attachement pour son ami de Woodley en nommant son frère, M. Hiley Addington, lord de la trésorerie.

Durant tout son séjour à Woodley, Pitt surveilla attentivement le prix du blé. Il écrivait à M. Rose le 25 octobre : « Le marché de Reading, tout prêt d'ici, a été bien approvisionné aujourd'hui samedi ; le blé a baissé de 7 sch. par quarter, ce qui, j'espère, est de bon augure pour le marché de Londres lundi. »

Il faut observer que, sur les questions relatives au prix du blé, les opinions de Pitt et de Grenville n'étaient point les mêmes. Pitt était convaincu qu'en ce qui regardait le premier élément de l'alimentation du pays, il pouvait être justifiable et sage de s'écarter quelque peu des principes rigoureux d'Adam Smith. Il soutenait qu'il fallait avoir quelque égard à la situation particulière du pays, et à l'opinion répandue, à cette époque, chez ceux que concernait la mesure. Il soutenait que, pour encourager l'importation immédiate du blé, ou pour développer chez nous la production de manière à suffire à la consommation, il pouvait être bon de faire intervenir l'action de la législature. Pitt penchait donc pour le principe des lois sur les céréales, comme on les a appelées depuis.

¹ *Vie de lord Sidmouth*, par le doyen Pellew, vol. I.

Grenville, au contraire, maintenait le libre échange sous sa forme la plus absolue et dans le langage le plus péremptoire. Il était obligé de céder au conseil, mais il n'était que plus ardent à exprimer son opinion quand il écrivait au premier ministre. Je joins ici sa principale lettre de cette époque :

LORD GRENVILLE A M. PITT.

« Dropmore, 24 octobre 1800.

» Mon cher Pitt,

» La lettre de lord Buckingham n'est autre chose qu'un développement exagéré de mon opinion bien arrêtée, et, j'en suis sûr, inébranlable, au sujet de toutes les lois destinées à abaisser soit directement, soit indirectement, le prix des denrées. Vous connaissez si bien cette opinion qu'il est inutile de vous ennuyer de longs discours ou de longues lettres à cet effet. Nous avons en réalité formé nos idées en même temps, et je n'étais pas plus convaincu que vous de la solidité des principes d'Adam Smith, jusqu'au moment où lord Liverpool vous a attiré hors de nos bras pour vous replonger dans le dédale de l'ancien système.

» Je suis convaincu que les denrées alimentaires, comme tout autre article de commerce, doivent trouver et trouveront leur niveau si on les abandonne à elles-mêmes, et que toute tentative pour modifier ce niveau par des moyens artificiels tend nécessairement à augmenter le mal auquel on cherche à remédier.

» Dans toutes les discussions dont nous sommes accablés à ce sujet, on oublie constamment un côté de la question.

Tout le monde tient pour convenu que le prix actuel du blé est excessif et ne doit pas subsister ; alors on se dispute sur la question de savoir s'il faut l'attribuer à des combinaisons auxquelles on voudrait mettre un terme par des moyens qui détruiraient tout commerce, ou bien à une disette extraordinaire à laquelle on propose de remédier en obligeant le producteur à lutter sur les marchés nationaux, non avec la rivalité naturelle des importations que la demande pourrait amener et amènerait d'elle-même, mais avec un approvisionnement artificiel, déversé sur le pays aux frais de l'État, pour je ne sais combien de millions. Les deux partis admettent que le prix est excessif, c'est-à-dire qu'il est supérieur à ce que devrait naturellement amener l'effet de la demande et de la production ; je ne connais point d'autre règle possible pour les prix ; mais si le prix est véritablement trop élevé, comme on le suppose, qu'est-ce qui empêche d'accroître la production à l'intérieur ? Et quelle prime pourrait agir aussi efficacement, dans le pays, pour augmenter la production du froment, que l'expérience du fermier qui voit qu'en augmentant chez lui la production de cette denrée, il peut gagner deux ou trois fois plus d'argent que par tout autre moyen ?

» Personne de ceux qui connaissent tant soit peu le sujet ne dira que le pays produit présentement tout le blé qu'il pourrait produire si on appliquait des capitaux plus considérables à cette culture. Donnez-m'en le prix que je voudrai, et je m'engage à faire produire plus de blé à mon potager qu'aucun fermier de mes environs à sa ferme toute entière ; mais le froment ainsi produit aura coûté si cher, comme main-d'œuvre et comme engrais, qu'à moins de le vendre deux ou trois fois plus cher que

le prix actuel, je ne retrouverais pas l'intérêt de mon capital, peut-être pas le capital lui-même.

» On ne m'a jamais prouvé que le prix du blé, dans ces deux dernières années, ait été plus que suffisant pour offrir au fermier qui l'a produit un profit raisonnable sur le capital qu'il y avait engagé, en faisant entrer en ligne de compte l'accroissement du prix de toutes les denrées qu'il est obligé de consommer pour arriver à le produire ; vu aussi la faible récolte de l'année dernière, qui a si peu rendu, tandis que les dépenses restaient les mêmes, ou plutôt étaient fort accrues par les circonstances défavorables de la saison.

» C'est pour cette raison que je déteste et que j'abhorre comme hérétique et impie tout le système que nous suivons pour le moment.

» Quant aux dîmes, une fois que nous nous mettrons à voler et à confisquer, je suppose que nous ne nous arrêterons pas aux rentes en blé, et que les dîmes de la paroisse de Stowe ne tomberont pas seules devant ce système.

» Comment un homme sensé qui regarde ce pays-ci et qui voit tout ce qu'il a fait depuis cent ans, peut-il soutenir ou croire qu'il existe chez nous des obstacles qui ne permettent pas d'employer le capital à l'amélioration de la terre ? N'y a-t-il point eu de terres améliorées dans cet intervalle, et comment l'auraient-elles été si on n'y avait appliqué des capitaux ? Je contemple avec une grande satisfaction le projet du chancelier à cet égard, parce qu'il augmente, au lieu de le diminuer, le pouvoir de l'usufruitier sur sa propriété ; et bien que les individus puissent quelquefois y perdre, je suis convaincu que le public y gagne toujours.

» Considérant que j'avais commencé par dire qu'il était inutile de vous ennuyer d'une longue lettre, il faut avouer que je n'en ai pas pris beaucoup de soin ; mais mon esprit est plein de cette question, et je ne puis me contenir en attendant le moment où je pourrai me donner libre carrière à ce sujet et bien prouver ma folie, en cherchant à convaincre le monde entier de son ignorance.

» Toujours à vous de cœur,

» G. »

Le conseil, dont parlait Pitt dans l'une de ses lettres comme très-prochain, avait décidé qu'on convoquerait le Parlement pour le 11 novembre. En conséquence, il se réunit au jour dit. La chambre des communes s'assembla dans la chambre peinte, tandis qu'on préparait la salle Saint-Étienne pour recevoir l'accroissement de cent membres amené par l'acte d'union.

Dans son discours d'ouverture, le roi allégua le prix élevé des denrées et les souffrances des classes pauvres pour expliquer comment il avait convoqué le Parlement plus tôt qu'il n'en avait eu l'intention.

La question des remèdes à apporter au mal fut aussitôt référée à des commissions choisies par les deux chambres. La commission de la chambre des communes, qui avait pris M. Ryder pour son président, présenta successivement six rapports. Ils conseillèrent de donner au roi le droit de défendre, par ordre du conseil, l'exploitation des denrées alimentaires ; de donner une prime sur certaines denrées d'importation ; d'interdire pour quelque temps la distillation des grains pour alcool et la fabrication de l'amidon ; enfin de défendre de faire du pain composé uniquement de fleur de farine. Toutes

ces propositions et quelques autres reçurent force de loi presque sans discussion. Cependant il y aurait peut-être eu avantage à discuter quelques-unes d'entre elles ; le bill du pain noir en particulier, comme on l'appelait constamment, parut si oppressif dans la pratique qu'on le rapporta dès le début de la session suivante : « Pour ma part, dit M. Pitt, j'admets le libre échange dans toute sa portée ; mais je ne prétends pas nier qu'il ne puisse être nécessaire de faire quelques règlements dans l'état actuel du pays ¹. »

Dans cette même discussion, M. Pitt combattit certains préjugés populaires du temps. On avait beaucoup crié contre « les accapareurs et les regratiers ; » au mois de juillet précédent, un procès, dans ce sens, avait été porté devant la cour du banc du roi. M. Rushby, grand négociant en grains, fut accusé d'avoir acheté, à Mark-Lane, 90 quarts d'avoine à 41 sch. le quarter, et d'en avoir revendu 30 le même jour à 44 sch. « Ce crime abominable » pleinement prouvé, le jury prononça la culpabilité ; sur quoi le grand juge, lord Kenyon, leur adressa ces paroles : « Vous avez rendu aujourd'hui par votre verdict l'un des plus grands services qu'ait jamais rendus un jury ². »

La loi appliquée en cette occasion ne fut pas admise sans difficulté ; on la discuta par la suite en pleine cour, et les juges étant divisés également, on accorda à M. Rushby le bénéfice du doute. Lorsque des erreurs semblables régnaient dans les hauts lieux, qu'y avait-il d'étonnant à ce qu'une multitude à peine instruite en fût imbuë ? A

¹ *Histoire parlementaire*, vol. XXXV.

² *Registre annuel*, 1800, II^e partie.

Coventry, par exemple, on avait le même préjugé. M. Wilberforce Bird, qui représentait cette ville, exprima les opinions de ses constituants dans le débat sur le premier rapport de la commission. Il dit qu'ils désireraient des moyens de soulagement infiniment plus efficaces, et que, souffrants d'une disette artificielle, ils seraient amèrement blessés de voir que les grands maux auxquels on devait attribuer la détresse, le monopole et l'extorsion, continuassent à régner sans que le Parlement y mît aucun empêchement.

Pitt se leva à l'instant pour répondre au préopinant. Il se plaignit de ce que M. Bird avait parlé comme un délégué accomplissant son mandat, plutôt que comme un représentant usant de son libre jugement :

« Il y a, dit-il, des cas où les hommes qui représentent de grandes villes populeuses, loin de recevoir des instructions de leurs électeurs, sont en mesure de leur fournir beaucoup de renseignements utiles et de redresser leurs erreurs. Je sais, Monsieur, que, dans bien des villes populeuses, l'esprit jacobin, profitant des souffrances de la faim, comme il profite de toutes choses avec une activité infatigable, a cherché à accroître le mal. Je sais aussi qu'on a travaillé à répandre l'idée fautive et dangereuse que le Parlement était assez puissant pour faire disparaître toute disette, une disette provenant principalement d'une succession de mauvaises récoltes, quelles que puissent avoir été les autres causes qui y ont contribué, et de produire sur-le-champ l'abondance et le bas prix. Je sais que bien des gens, en suggérant des remèdes pour le mal, ont parlé de fixer une limite au prix du blé, et ont insinué qu'il serait bon d'établir un prix maximum pour le blé. Or, il est évident que les

grandes villes seraient les premières à souffrir des inconvénients qui résulteraient d'une doctrine si dangereuse. On sait que les grands districts manufacturiers ne produisent pas assez de blé pour la consommation de leur nombreuse population, et il est également évident que l'adoption d'une pareille mesure mettrait naturellement fin aux arrivages de grains venant des lieux où la production est plus considérable et la consommation moindre. »

Dans cette session, qui se prolongea jusqu'au dernier jour de l'année, la question de la disette, bien qu'elle fût la plus importante, ne fut pas la seule discutée. On vota un bill pour continuer la suspension de l'*habeas corpus*. M. Sheridan fit une motion relative aux récentes négociations avec la France, au sujet de la paix; elle fut rejetée par 456 voix contre 35. M. Tyrwhitt Jones fit une motion qui blâmait la conduite du gouvernement anglais dans la convention d'El Arish; elle fut repoussée par 80 voix contre 42. Le même membre, dans sa persévérance, proposa une adresse pour le renvoi des ministres de Sa Majesté; ni M. Pitt ni ses collègues ne crurent nécessaire de répondre un seul mot; ils gardèrent un silence dédaigneux, et laissèrent rejeter la motion par une chambre peu nombreuse, à 66 voix contre 43.

Pendant les mois de novembre et de décembre, on conféra beaucoup de titres. Il y eut une fournée de titres de baronnets anglais, entre autres « Robert Peel, de Drayton-Manor », comté de Stafford, rendu célèbre par les événements subséquents; Sylvestre Douglas, qui avait cédé sa place à la trésorerie en faveur de Hiley Addington, fut élevé à la pairie sous le titre de lord Glenbervie; lord Malmesbury fut fait comte, juste récompense de ses grands services diplomatiques.

Mais ce fut surtout dans le royaume qui venait de nous être uni qu'on répandit les faveurs d'une main prodigue. Déjà la gazette de Dublin du 30 juillet 1800 annonçait seize créations ou promotions dans la pairie irlandaise. Les gazettes du 27 et du 30 décembre en ajoutèrent vingt-six autres. Quelque incroyable que cela paraisse, on avait cherché à réduire les listes, et le roi avait manifesté beaucoup d'inquiétude sur ce point. Mais il fallut tenir, avec honneur, les engagements que lord Cornwallis s'était cru obligé de prendre pour faire réussir l'union¹.

Vers la fin de l'année, lord Chatham appela, à ce qu'il paraît, l'attention de M. Pitt sur une attaque spéciale dans le *Vrai Breton*. Je ne sais pas ce que pouvait être cette attaque. J'ai demandé, au Musée britannique, à voir le numéro en question du *Vrai Breton*, mais j'ai appris que, par quelque accident, il y avait des lacunes dans les séries de cette année-là. Voici, en tout cas, la réponse de M. Pitt :

« Downing-street, mardi 30 décembre 1800, 1 heure et demie.

» Mon cher frère,

» Je n'avais pas vu le *Vrai Breton* jusqu'au moment où j'ai reçu votre billet. Le seul paragraphe que j'aie su y trouver ne me paraît pas bien dangereux, mais tel qu'il est il ne peut que m'être extrêmement désagréable. Je prendrai certainement les mesures les plus efficaces en mon pouvoir pour mettre un terme à une pareille conduite; mais vous ne vous doutez véritablement pas de la

¹ Correspondance de lord Cornwallis, vol. III.

faiblesse des moyens dont nous disposons pour contenir les imprimeurs.

» Toujours à vous de cœur,

» W. PITT. »

J'ai bien envie d'ajouter à cette remarque de M. Pitt une remarque d'une autre époque venue de lord Grenville. Il écrivait ce qui suit, le 27 novembre 1809, à son frère lord Buckingham : « J'ai eu toute ma vie le malheur de souffrir bien plus des efforts de la presse en ma faveur que de tous ceux qu'on a faits contre moi assez libéralement. »

Lord Grenville n'est pas le seul ministre qui ait pu faire cette observation.

Pendant cette session précoce, les nouvelles du continent furent loin de satisfaire les ministres. A la conclusion de l'amnistie, les Français avaient repris les hostilités avec vigueur et succès ; et bien que le premier consul fût resté à Paris pour diriger le gouvernement, il avait pu cependant, de là, conduire en quelque manière les mouvements de ses armées. En Italie, les Napolitains furent battus sur le Tibre, et les Autrichiens obligés de se replier au delà du Mincio. En Bavière, le général Moreau, qui était opposé à l'archiduc Jean, remporta sur lui, le 3 décembre, la brillante victoire de Hohenlinden. Cette bataille, livrée dans la neige, et gagnée par la valeur des Français, est cependant célébrée dans ces vers anglais :

« Fais flotter toutes tes bannières, ô Munich, et charge avec toute ta cavalerie ! »

Les Autrichiens n'eurent d'autre parti à prendre que de demander un second armistice et d'admettre le principe d'une négociation séparée. Les conférences étaient déjà

ouvertes à Lunéville. L'Autriche y était représentée par le comte Cobenzel, et la France par Joseph Bonaparte. Le premier consul posa, comme une condition dont il ne voulait pas se départir, le Rhin pour la frontière de la République française et l'Adige comme frontière de la République cisalpine.

Les nouvelles de Pétersbourg n'étaient pas plus favorable aux intérêts anglais. L'empereur Paul, entre autres idées bizarres, était convaincu qu'il était le légitime héritier ou chef des chevaliers de Malte. Il avait été fort blessé de la reddition de leur île aux Anglais. Il avait demandé, dans une note officielle, qu'on lui en fit la cession, ce que nous avons tout aussi officiellement refusé. Dans cette situation, l'empereur Paul, dans un transport de rage, mit l'embargo sur tous les bâtiments anglais qui se trouvaient dans les ports russes, et il en saisit plus de trois cents. Il entreprit en outre de défendre contre nous les droits des neutres. Il se sentait soutenu dans cette tentative par certaines circonstances qui avaient eu lieu récemment en mer, l'affaire de la frégate danoise *la Freya*, au mois de juillet, et l'affaire du quatche suédois *le Hoffnung*, au mois de septembre. Paul résolut donc de renouveler la ligue que l'impératrice Catherine avait formée en 1780 contre l'Angleterre, sous prétexte des droits maritimes, à titre de neutralité armée. Dans ce but, il invita le roi de Suède à venir le voir, et il entra en négociation avec les cours de Berlin et de Copenhague. Le résultat fut bientôt manifeste. Le 16 décembre, une convention entre la Russie et la Suède fut signée à Pétersbourg, le Danemark y adhéra quelques jours après. Elle maintenait, dans des termes plus énergiques que jamais, le principe de la neutralité armée, en déclara-

rant que les confédérés étaient prêts à le soutenir au besoin par les armes.

L'Angleterre affronta cette nouvelle confédération avec le même courage qu'en 1780, lorsqu'elle se trouvait en face de difficultés et de dangers plus grands encore. Le 14 janvier 1801, le conseil donna l'ordre de mettre l'embargo sur tous les navires russes, suédois ou danois qui se trouvaient dans les ports du Royaume-Uni. En même temps, lord Grenville exprima son déplaisir et son mécontentement dans une note adressée aux ministres de Suède et de Danemark : « Au commencement de la guerre actuelle, disait-il, la cour de Pétersbourg, qui avait joué un rôle fort actif dans l'établissement de la première alliance, entra avec Sa Majesté dans des arrangements qui sont non-seulement incompatibles avec la convention de 1780, mais qui y sont absolument contraires. Ces engagements sont encore en vigueur, et Sa Majesté a le droit d'en exiger l'exécution réciproque pendant toute la durée de la guerre, au nom de tous les principes de loyauté. »

Au mois de janvier 1801, notre marine était peut-être en état de lutter contre celle de tous les autres États européens. Il était probable que nous pourrions nous défendre sur mer contre tous nos adversaires ; mais sur terre, la perspective n'était certainement pas encourageante. Les espérances qu'on avait conçues, au mois de janvier précédent, d'une campagne heureuse contre la France s'étaient évanouies. L'Autriche avait déjà succombé devant des forces supérieures, et Naples se préparait à suivre son exemple. Encore quelques jours, et la conclusion de la paix de Lunéville, aux conditions dictées par le premier consul, et dont nous étions exclus, nous laissait sans un allié de quelque importance sur le continent européen.

Au milieu de tant de mauvaises nouvelles et de si tristes perspectives, arriva la première réunion du Parlement de l'Empire. Le 22 janvier, premier jour de la session, M. Addington fut élu président à l'unanimité, et on passa plusieurs jours à recevoir les serments des membres. Ce ne fut que le 2 février que le roi ouvrit la session par un discours du trône. Sa Majesté parla du « funeste cours des événements » dans la guerre avec la France, des « actes d'injustice et de violence » de la cour de Pétersbourg, du nouvel effort de cette cour d'accord avec les cours de Copenhague et de Stockholm, « pour établir de force un nouveau code de lois maritimes. » Mais, continua le roi, « vous pouvez compter que je profiterai de la première occasion qui pourra nous offrir l'espoir de terminer la lutte actuelle sur des bases compatibles avec notre sécurité et notre honneur..... Ce sera pour moi la plus véritable et la plus profonde satisfaction de trouver enfin nos ennemis dans une disposition qui me permette de rendre aux sujets de mon Royaume-Uni les bienfaits de la paix. »

Les expressions du discours du roi, rédigé par M. Pitt, furent, comme de coutume, encadrées dans une adresse de réponse de la part des deux chambres. Chez les lords, l'adresse fut proposée par le duc de Montrose. Le comte Fitz William présenta un amendement de parti pour se plaindre du gaspillage de la fortune publique, « soit par des projets imprudents et inefficaces, soit par une négligence et une profusion portant sur tous les points. » Mais cet amendement fut rejeté par 73 voix contre 47.

Le même amendement fut proposé dans la chambre des communes. En l'absence de Fox, M. Grey le présenta dans un discours long et éloquent. Il s'étendit

sur la confédération du Nord. Il n'était pas bien convaincu que nous eussions véritablement les droits maritimes que nous réclamions, et il était convaincu que leur perte ne pouvait avoir de bien sérieux résultats. M. Pitt se leva sur-le-champ pour répondre : « En suivant l'ordre qu'a adopté l'honorable préopinant, je me vois forcé, Monsieur, dit-il, de commencer par ses doutes et de finir par ses certitudes ; et je ne puis m'empêcher de remarquer qu'il a eu du malheur dans son choix, car il a élevé des doutes là où il n'y avait pas le moindre sujet à hésitation, et il a pris son parti avec une certitude absolue sur des points où les arguments et les faits sont décidément contre lui. La partie de la question sur laquelle l'honorable préopinant paraît plongé dans le doute est celle qui porte sur la justice de nos prétentions à l'égard des vaisseaux neutres..... Monsieur, l'honorable préopinant doute de ce qui est un principe légal, reconnu par tous les tribunaux du royaume, seuls compétents pour juger la question, et d'après lequel le Parlement les a toujours vus agir. Je demande si ce principe n'a pas été maintenu dans toutes les guerres. Je demande de plus si, dans les discours des membres de l'autre côté de la chambre, depuis le début de la guerre, ils ont oublié un seul sujet d'alarme parmi ceux que les faits pouvaient fournir, ou que l'adresse pouvait inventer. Je crois qu'on ne me répondra pas négativement ; et cependant je puis, je crois, affirmer en toute sécurité qu'il n'était encore jamais venu dans l'esprit à aucun membre d'accroître les embarras du pays en mettant en doute la question de droit ; c'est une circonstance étrange que l'honorable préopinant et ses amis commencent pour la première fois à concevoir des doutes au moment où nos ennemis sont

prêts à entamer la lutte.... Mais la question ne s'arrête pas là. Que dira l'honorable préopinant si je lui fais voir que, dans le cours de la guerre actuelle, le Danemark et la Suède ont nettement exprimé leur assentiment à ce même principe contre lequel ces puissances sont maintenant disposées à s'armer, et qu'elles nous ont rendu grâces de ne pas porter nos prétentions aussi loin que la Russie avait envie de le faire? Que dira l'honorable préopinant si je lui fais voir que la Suède, qui en 1780 admettait la neutralité armée, a fait la guerre elle-même depuis lors, et qu'elle a agi d'après un principe exactement contraire à celui qu'elle avait admis en 1780 et qu'elle est de nouveau disposée à soutenir maintenant? Dans la guerre entre la Suède et la Russie, la première de ces deux puissances a agi positivement d'après le principe que nous défendons aujourd'hui. Que dira l'honorable préopinant si je lui fais voir que l'automne dernier, le Danemark, avec ses flottes et ses arsenaux à notre merci, a pris solennellement l'engagement de ne plus envoyer de bâtiments avec ses convois, jusqu'à ce que le principe fût réglé, et qu'en dépit de cet engagement solennel, cet État vient d'entrer dans une nouvelle convention semblable à celle qui fut conclue en 1780?

» J'en viens maintenant, Monsieur, à la question d'utilité, et sur ce point l'honorable préopinant n'hésite pas si fort. La question est de savoir si nous devons permettre que la marine de nos ennemis soit pourvue d'hommes et de vivres, si nous devons permettre qu'on apporte des munitions et des provisions dans les forts dont nous faisons le blocus, si nous devons permettre que des nations neutres, en arborant un pavillon sur un sloop ou sur une barque de pêche, puissent transporter les tissus de

l'Amérique du Sud dans les ports de l'Espagne; ou les matériaux des constructions maritimes à Brest et à Toulon. Sont-ce là les propositions que les honorables membres comptent défendre ?

» L'honorable membre parle de la destruction de la puissance maritime de la France ; mais croit-il sérieusement que sa marine eût souffert comme elle l'a fait, si, depuis le commencement de la guerre, on n'avait pas agi d'après ce même principe ? Et si le commerce de la France n'eût pas été détruit, croit-il que, si l'on n'eût pas empêché le frauduleux système des neutres, sa marine ne serait pas dans une situation fort différente de celle où elle se trouve présentement ? Ne sait-il pas que la prépondérance maritime que nous avons acquise par ce moyen a valu à ce pays sa sécurité, et nous a donné plus d'une fois la chance de sauver l'Europe ? Dans la ruine du continent, dans le désappointement de nos espérances sur ce point, que serait devenue la sécurité de notre pays sans sa prépondérance maritime ? Si une fois elle disparaissait, l'esprit public du pays disparaîtrait aussi. »

Dans le discours de M. Pitt, ce soir-là, se déploya, ce me semble, dans toute sa perfection, ce que Coleridge, en décrivant son style, appelait la fière et monumentale architecture de ses phrases. Prononcé avec son énergie et son ardeur accoutumées, l'effet en fut grand sur la chambre ; en dépit de tous les efforts de Gréy, de Tierney et de Sheridan, l'amendement fut rejeté par 245 voix contre 63. Jamais la phalange ministérielle n'avait paru plus nombreuse et plus compacte ; jamais le ministre, en dépit de tous les dangers et de toutes les inquiétudes du dehors, n'avait paru plus fermement établi à l'intérieur ; cependant, dès ce soir-là, courait le bruit d'un changement ;

dès ce soir, M. Pitt s'était mis volontairement et réellement hors du pouvoir, et le ministère qu'il dirigeait d'une main si puissante était virtuellement dissous.

La question catholique en était la cause, cette question qui était déjà, et qui devait être trenté ans encore, le principal obstacle à la durée des cabinets et à l'union des partis en Angleterre. J'ai déjà montré avec quelle vivacité, au mois de février 1795, le roi avait exprimé à ses ministres la résolution de maintenir l'acte du *Test*. Non content du rappel de lord Fitz William, et craignant de voir un jour reparaitre cette question, Sa Majesté écrivit, un mois après, à lord Kenyon, pour le consulter. Le roi avait des doutes sur la question de savoir si le consentement qu'il pourrait donner au rappel de l'acte du *Test* serait compatible avec les engagements de son serment de couronnement. Il pria lord Kenyon de prendre à ce sujet l'avis de l'avocat général; lord Kenyon et sir John Scott, comme des hommes honorables, ne se laissèrent pas détourner par leurs opinions politiques, ni par l'espoir d'une promotion, de leurs vues légales et constitutionnelles. Le 14 mars 1795, ils répondirent au roi : « Bien que l'acte du *Test* paraisse une loi très-sage et dont politiquement il serait bon de ne pas se départir, cependant il semble qu'on pourrait l'abolir ou le modifier, sans manquer en rien au serment de couronnement, ni à l'acte d'union ¹ (avec l'Ecosse). »

Les conclusions de lord Kenyon et de sir John Scott, telles qu'elles sont données dans cette lettre, me paraissent

¹ Voyez page 14 de la correspondance publiée en 1827 par le docteur Philpots, depuis évêque d'Exeter. Les puissantes remarques de lord Macaulay sont dans le même sens à l'égard du serment de couronnement, *Hist. d'Angleterre*, vol. III.

irrécusables ; je suis loin de nier, sans me laisser convaincre, qu'il y eût plusieurs arguments sérieux à faire valoir contre les prétentions catholiques ; mais bien certainement la prétendue violation du serment de couronnement n'en faisait pas partie. On a depuis longtemps abandonné cette prétention comme insoutenable, presque d'un commun accord.

Malheureusement le roi, à la même époque, consulta séparément le chancelier Loughborough. Les admirateurs, même zélés, de la carrière politique de Sa Seigneurie, s'il y en a, ne peuvent guère lui supposer une passion bien vive sur le fond de la question. Toute sa vie, ses principes politiques furent très-faciles ; il en avait changé plus d'une fois, en vue d'avantages personnels. L'un de ses successeurs sur le sac de laine dit en parlant de son premier circuit en 1771 : « Il faut avouer que ceci fut l'un des cas de versatilité les plus flagrants dans nos annales de parti ¹. »

En 1795, lord Loughborough tenait infiniment à plaire à son royal maître et à faire des progrès dans sa faveur. Il envoya au roi, par écrit, un avis portant que le consentement royal à l'abolition de l'acte du Test pouvait être considéré comme une violation du serment de couronnement ; mais il cacha soigneusement cette communication à ses collègues ; ce ne fut que quelques années plus tard, après la chute du ministère de M. Pitt, qu'il parla en détail de cette affaire, en causant avec M. Rose. Il est pénible d'avoir à ajouter que le compte rendu de son opinion écrite, telle que M. Rose la donne dans son journal, est complètement et absolu-

¹ *Vies des Chanceliers*, par lord Campbell, vol. VI.

ment différent de l'opinion écrite que lord Campbell a publiée d'après le texte original de l'écriture même de lord Loughborough ¹.

Le progrès de la question, en ce qui porte sur l'union avec l'Irlande, est admirablement retracé dans une lettre remarquable adressée par lord Castlereagh à M. Pitt, et où il récapitulait les pas qu'on avait faits pour arriver à une décision définitive. Elle est datée du 4^{er} janvier 1801, et elle est publiée dans la correspondance de lord Castlereagh et dans celle de lord Cornwallis. Lord Castlereagh raconte que, dans l'automne de 1799, se trouvant en Angleterre, il fut appelé à assister aux réunions du cabinet sur la question catholique. Il y assista en effet. Il ne remarqua aucune diversité d'opinion sur le fond même de la question. Là-dessus les ministres lui parurent unanimes; mais il s'aperçut qu'on conservait quelque doute sur la possibilité d'admettre les catholiques aux charges les plus élevées, et que les ministres redoutaient beaucoup de répugnance pour la mesure dans certains rangs, et en particulier dans le plus élevé.

A tout prendre, lord Castlereagh fut alors autorisé à écrire au lord lieutenant que, pour ce qui regardait les sentiments du cabinet, Son Excellence ne devait pas hésiter à réclamer le concours des catholiques pour l'union projetée. Ce fut donc d'après ce principe que lord Cornwallis et lord Castlereagh agirent en Irlande. Ils se refusèrent, comme M. Pitt en Angleterre, à donner ni gage, ni promesse, ni assurance aux meneurs catholiques; mais il n'est pas douteux qu'une espérance gé-

¹ Comparez les *Vies des Chanceliers*, de lord Campbell, vol. VI, avec les *Journaux de M. Rose*, vol. I.

nérale fut excitée, et que cette espérance produisit une coopération générale. Les catholiques en masse restèrent neutres ou soutinrent l'union. On est d'accord, à ce qu'il me semble, pour admettre que, s'ils eussent refusé leur appui et jeté leur influence de l'autre côté de la balance, l'union n'eût pas réussi cette fois.

On comprend donc que, lorsque l'union reçut force de loi au mois de juillet 1800, il n'y avait point d'engagement à tenir envers les catholiques irlandais; mais ils avaient, je crois, certains droits moraux sur le gouvernement anglais. Du moins, c'est ainsi qu'en jugea M. Pitt. Il déclara qu'il fallait exposer au cabinet la situation des catholiques et les changements à apporter aux lois qui les concernaient; et lorsque les ministres se réunirent de nouveau après les vacances d'été, il appela lord Castle-reagh de Dublin pour assister aux séances du conseil à ce sujet, comme il l'avait déjà fait auparavant.

Il se trouva qu'au commencement de l'automne, le roi était allé passer quelques semaines à Weymouth, pour sa santé. Le chancelier alla l'y rejoindre, pour quelques jours d'abord; puis, afin de se mettre dans les bonnes grâces de son royal maître, il prolongea son séjour. Jusqu'alors, il avait pu penser, n'en entendant plus parler, que les sentiments de George III sur la question catholique s'étaient refroidis et calmés depuis 1795; mais il découvrit bientôt qu'ils étaient aussi ardents que jamais dans le cœur du roi. Il résolut de faire de son mieux pour les fortifier et les confirmer, afin d'en devenir publiquement l'interprète et le défenseur.

On peut se demander quels furent les motifs qui inspirèrent en cette occasion ce politique versatile. On peut, si l'on veut, lui attribuer un zèle dévot et impossible

à réprimer en faveur de la suprématie protestante; d'autres pourront croire qu'il tendait secrètement au but suprême de l'ambition politique, et qu'il avait dessein de devenir premier ministre sur les brisées de M. Pitt, avec l'aide de quelque lieutenant dans la chambre des communes.

Dans ses manœuvres politiques de cette époque, on peut conjecturer que lord Loughborough n'agissait pas seul. Il vivait dans la plus étroite intimité avec son ami et son parent lord Auckland. Depuis 1798, Auckland occupait un poste avantageux dans l'administration intérieure; il possédait la moitié de la charge de directeur général des postes. Tout en remplissant ce poste, il paraît qu'il était blessé de ne point faire partie du cabinet. Il voyait des hommes infiniment moins capables que lui dans des positions plus élevées. Je suis convaincu qu'il ne désirait pas positivement la chute de M. Pitt, avec lequel il entretenait une si étroite amitié; mais il pouvait chercher à accroître son importance, et à occuper un poste plus élevé dans le même ministère.

Si, comme le dit lord Malmesbury, et comme cela paraît probable, lord Auckland prit parti, pour une raison ou pour une autre, en faveur de lord Loughborough, il put lui apporter un concours plus important encore que le sien. Il était beau-frère du docteur Moore, archevêque de Cantorbéry. Ce qu'il y a de certain, c'est que dans le courant de l'automne, l'archevêque reçut un avis particulier pour le prévenir qu'il était question d'un bill en faveur des catholiques, et qu'il écrivit au roi, alors à Weymouth, pour le détourner vivement d'un pareil dessein. On dit qu'avant la fin de l'année, Sa Majesté reçut une représentation semblable du primat d'Ir-

lande, l'honorable docteur William Stuart, frère cadet de l'ancien favori du roi, le comte de Bute; il n'avait été promu à cette dignité qu'au mois de novembre de la même année.

Ce fut à cette époque, et au début de toutes ces manœuvres, que M. Pitt, écrivant dans l'honorable confiance de collègue à collègue, adressa à lord Loughborough, à Weymouth, la lettre suivante :

« 25 septembre 1800.

» Mon cher lord,

» Il y a deux ou trois questions très-importantes relatives à l'Irlande sur lesquelles il est fort important que lord Castlereagh sache au moins les vues générales du cabinet. Comme il désire ne pas retarder son départ plus longtemps, nous avons fixé le conseil à ce sujet pour mardi; et quoique je sois bien fâché de vous proposer quelque chose qui abrège votre séjour à Weymouth, je ne puis m'empêcher d'avoir envie de votre présence ce jour-là. Les points importants, outre la question de l'état général des catholiques, se rattachent à certains arrangements relatifs aux dîmes et à un salaire pour le clergé catholique et dissident. Lord Castlereagh a rédigé à ce sujet plusieurs pièces qui sont pour le moment entre les mains de lord Grenville, et qu'il vous fera tenir, je suppose, par la poste.

» Toujours, mon cher lord,

» W. PITT.. »

M. Pitt n'avait pas l'intention de soumettre encore son projet au roi. C'est, à ce que j'entends dire, la marche ordi-

naire de ne présenter une mesure au souverain que lorsqu'elle a été dûment mûrie et perfectionnée dans les conférences des membres du cabinet. En tout cas, il est certain que toute première communication doit être faite par le premier ministre de la couronne. Mais la réception de ces papiers venus de Londres offrait à lord Loughborough une ouverture si favorable pour ses desseins personnels ! L'occasion de trahir le premier ministre et par suite de le renverser était si tentante ! Il était si séduisant de s'assurer l'oreille du roi, et de devenir le régulateur de sa conduite publique ! Dans ce dessein, le chancelier montra au roi la lettre confidentielle de M. Pitt, excitant ainsi une grande inquiétude et beaucoup de mécontentement dans l'esprit de Sa Majesté. Il reconnut lui-même, dans une longue pièce explicative qu'il fut obligé de rédiger et de faire circuler parmi ses amis particuliers, lorsque, au printemps de l'année suivante, quelques bruits de sa conduite commencèrent à se répandre, qu'à Weymouth il avait communiqué au roi la lettre de M. Pitt. La pièce originale se trouve encore parmi les manuscrits de Rosslyn, et lord Campbell l'a publiée. « Je m'abstiens de la pénible tâche de commenter ce document¹, » dit lord Campbell. En effet, il est rarement arrivé à un homme public de produire un document plus honteux.

Lord Loughborough, se croyant sûr de la position qu'il avait acquise auprès du roi, partit pour Londres et assista, le 30 septembre, au conseil pour lequel il avait été convoqué. M. Pitt développa tout le plan qu'il avait soigneusement préparé de concert avec lord Grenville : « Nous

¹ *Vies des Chanceliers*, par lord Campbell, vol. VI.

avons formé le projet, » écrivait lord Grenville quelques mois après, « d'un règlement complet de toute l'affaire; nous y comprenions une mesure qui substituait au *Test* par le serment, qui est constamment éludé et ne suffit pas en pratique, un engagement politique qu'on devait imposer indistinctement à tous les membres du Parlement, à tous ceux qui occupaient des charges du gouvernement ou de quelque corps constitué, ainsi qu'à tous les ministres de la religion, quelle que fût leur dénomination, à tous ceux qui enseignaient dans les écoles, etc. Cet engagement était dirigé tout entier contre les principes jacobins; il devait nier en propres termes la souveraineté du peuple, et contenait un serment de fidélité et d'allégeance au gouvernement du roi et à la constitution établie dans l'Église et dans l'État. Tout cela devait être accompagné de mesures dont je vous ai déjà indiqué les traits généraux, pour fortifier le pouvoir, pour imposer la discipline de notre Église à ses propres ministres, et pour augmenter le revenu de ceux que la pauvreté empêche maintenant absolument de résider dans leurs cures. Nous comptions aussi pourvoir au règlement des dîmes, d'une manière qui aurait, je crois, efficacement agi, dans ce pays-ci et encore plus en Irlande, pour faire disparaître toute objection à ce mode de revenu ecclésiastique¹. »

Le projet ainsi développé et exposé au conseil, lord Loughborough se mit sur-le-champ à l'attaquer, peut-être un peu à la surprise de ses collègues, qui se rappelaient son adhésion de l'année précédente. Il était disposé à ad-

¹ Lord Grenville à lord Buckingham, 2 février 1801. *Cour et cabinets de George III*, vol. III..

mettre la commutation des dîmes, pour laquelle il préparait, dit-il, une mesure avec l'aide d'un des juges; mais il était décidé à maintenir l'entière exclusion des catholiques du Parlement et des fonctions publiques. Dans ces circonstances défavorables, le conseil se sépara sans aucune résolution définitive. M. Pitt ajourna la question pour deux ou trois mois, dans l'espoir de lever d'ici là les objections du chancelier, et, dans l'intervalle, il le pria de mûrir son projet sur les dîmes. Lord Castlereagh fut invité à repartir pour Dublin et à dire au lord lieutenant ce qui s'était passé: « Je fis savoir à Son Excellence, » dit-il, « que, la première autorité légale ayant exprimé une opinion défavorable à la concession, le cabinet en général ne s'était pas cru le droit, en l'absence de Sa Majesté et sans avoir sondé d'ailleurs le terrain, de prendre un parti définitif sur une question aussi importante ¹. »

Le chancelier ne resta pas oisif dans l'intervalle qui suivit. Il rédigea et envoya, vers le milieu de décembre, au roi, qui était alors à Windsor, un habile mémoire, présentant sous une forme vive les objections les plus populaires aux prétentions des catholiques. Le roi donna plus tard cette pièce à M. Addington, et elle a été publiée par le doyen Pellew ².

Il eût peut-être mieux valu pour les grands intérêts publics que, dans le cours de l'automne, M. Pitt eût librement ouvert son cœur à son royal maître. Il eût peut-être mieux valu affronter du premier coup le plus grand de tous les obstacles qui se trouvaient sur son chemin, que de chercher à gagner du temps. L'absence

¹ Lettre à M. Pitt, 1^{er} janvier 1801.

² *Vie de lord Sidmouth*, par le doyen Pellew, vol. I.

du roi et l'abattement physique et moral où se trouvait M. Pitt lui-même le retinrent peut-être ; mais, d'autre part, il n'avait aucune raison de soupçonner la trahison de l'un de ses collègues, et il était venu bien des fois à bout de surmonter l'aversion du roi, quelque vive qu'elle pût être et quelque énergiquement qu'il l'eût exprimée. Trois exemples surtout s'en rencontraient dans leur correspondance passée : d'abord, le renvoi de lord Thurlow de sa charge ; secondement, le rappel du duc d'York de Flandres ; et troisièmement, la négociation de lord Malmesbury pour la paix avec la France. Sur ces trois points, Sa Majesté avait témoigné non-seulement de l'aversion, mais une vive angoisse morale, et sur les trois points le roi avait cédé aux représentations respectueuses mais fermes de M. Pitt, présentées par écrit et soutenues par les autres membres du cabinet.

Il est extrêmement probable que George III eût également cédé sur les réclamations des catholiques, s'il eût cru que ce n'était qu'une question politique comme les autres, et si on ne lui eût pas insinué la crainte de violer le serment de son couronnement. En présence de cette conviction, toute fausse qu'elle était, nous ne pouvons guère lui reprocher d'avoir résisté à tout risque ; on ne peut guère reprocher à un homme de préférer tous les périls au danger du parjure.

Tel était l'état de la question au mois de janvier 1804, quand le cabinet reprit ses séances et que lord Castlereagh revint d'Irlande. Il adressa à M. Pitt, comme je l'ai déjà dit, une lettre importante où il récapitula toutes les phases de l'affaire. En réponse, il fut sans doute autorisé à assurer au lord lieutenant que M. Pitt maintiendrait son opinion personnelle, car nous voyons quelques jours après

lord Cornwallis écrire à lord Castlereagh : « Votre lettre en date du 7 m'a causé une sincère satisfaction. Si M. Pitt est ferme, il ne rencontrera point de difficulté¹ ! » Tant lord Cornwallis, homme d'un esprit médiocre, était mal informé ! il est certain que le cabinet eût-il été unanime, le roi eût-il cédé, on aurait encore eu à surmonter des difficultés graves et nombreuses, par suite de l'opposition violente des deux primats et de leurs collègues les évêques, et en présence des répugnances, puissantes bien qu'inactives, d'une grande partie de la population anglaise.

Cependant le cabinet continua à délibérer. Le chancelier maintint son terrain avec plus d'ardeur que jamais : Lord Westmorland, qui n'avait jamais été favorable aux catholiques, mais qui avait donné son assentiment en 1799, se rangea à l'avis du chancelier. Le duc de Portland avait changé d'avis et penchait doucement contre la cause catholique. Lord Liverpool était absent, mais il déclara par lettre son opposition. Lord Chatham était également absent, mais on le savait aussi contraire au projet. Les autres membres du cabinet étaient de l'avis de M. Pitt.

Les discussions continuaient toujours de temps à autre, et les chances de s'entendre diminuaient toujours, lorsque l'inquiétude du roi amena les choses à leur terme. A son lever, le mercredi 28 janvier, le roi s'avança vers M. Dundas, et lui dit vivement, en parlant de lord Castlereagh : « Qu'est-ce que ce jeune lord apporte d'Irlande et qu'on va me jeter à la tête ?... Je n'ai jamais entendu parler de rien de plus jacobin... Je tiendrai pour mon ennemi personnel quiconque proposera une mesure semblable. »

¹ *Correspondance de lord Cornwallis*, vol. III.

« Votre Majesté verra, » répondit M. Dundas, « qu'il y a, parmi les gens favorables à la mesure, des hommes que vous n'avez jamais tenus pour vos ennemis¹. »

Pendant cette conversation au lever, plusieurs autres personnes se trouvèrent à portée d'entendre, et des rumeurs publiques s'ensuivirent naturellement.

Le lendemain, le roi, fort troublé, écrivit à l'orateur : « Je sais que nous pensons de même sur cette grande question. Je voudrais que M. Addington pût ouvrir les yeux à M. Pitt sur le danger... et éviter qu'il me parle jamais d'un sujet sur lequel j'ai toutes les peines du monde à rester calme². » M. Addington alla donc voir M. Pitt, et conçut l'espoir d'avoir fait quelque impression sur son ami. Il écrivit donc une réponse à la lettre du roi, et eut ensuite une entrevue avec le roi à *Buckingham-house*. Mais le parti du premier ministre était pris. Après le violent langage dont le roi avait si récemment fait usage en public, M. Pitt conservait peu ou point d'espoir de convaincre Sa Majesté³; mais il croyait sa propre ligne de conduite toute tracée. Le samedi soir 31 janvier, il adressa au roi une lettre contenant un exposé admirable de la question en litige et demandant la permission de se retirer s'il n'était pas autorisé à la présenter avec tout le poids du gouvernement. Le roi reçut cette lettre le dimanche matin 1^{er} février, et après avoir consulté l'orateur, il répondit avant la fin du jour : « J'espère, » dit le roi, « que le sentiment de ses devoirs empê-

¹ *Vie de Wilberforce*, par ses fils, vol. III.

² *Vie de lord Sidmouth*, par le doyen Pellew, vol. I.

³ Voir sur ce point la lettre de lord Grenville à son frère, en date du 2 février 1801, lorsque M. Pitt n'avait pas encore reçu la réponse du roi.

chera M. Pitt de quitter, tant que je vivrai, la situation qu'il occupe ; » et il proposait un compromis d'après lequel le roi s'engageait à garder dorénavant un silence absolu sur la question, à condition que M. Pitt renonçât à la présenter : « Je ne peux pas aller au delà, » disait la lettre.

Dans sa réponse en date du 3 février, M. Pitt déclara qu'il ne pouvait rester ministre à ces conditions, et le roi lui écrivit de nouveau le 5, pour accepter avec chagrin, mais par sentiment de ses devoirs, la démission qu'on lui offrait. George III montra peu de temps après ces quatre lettres à lord Kenyon, en permettant à Sa Seigneurie de les copier. C'est d'après ces copies que les lettres furent publiées pour la première fois en, 1827, par le docteur Henry Philpotts, par la suite évêque d'Exeter. On les trouvera reproduites à la fin de ce volume.

Ainsi finit brusquement le célèbre ministère de Pitt. Il avait duré dix-sept ans et se termina, comme on l'aura remarqué, sans une seule entrevue entre le monarque et le ministre. Ce n'était point nécessaire; on savait des deux parts combien les opinions étaient invétérées.

Le roi fit aussitôt demander l'orateur des communes, et le pria de former un nouveau cabinet. M. Addington hésita, et alla consulter M. Pitt. M. Pitt n'avait point eu de part à la proposition du roi ; mais lorsque son ami vint lui demander avis, il le pressa vivement d'accepter. Il l'assura de son ferme et cordial appui, et comme lord Sidmouth le raconta souvent plus tard, il dit en propres termes : « Je ne vois devant nous que la ruine¹, Addington, si

¹ D'après des souvenirs de famille, dans la *Vie de lord Sidmouth*, par le doyen Pallew.

vous hésitez. » Ainsi encouragé, l'orateur entreprit cette pénible tâche.

Il fut entendu que les membres du cabinet qui avaient soutenu l'opinion de M. Pitt se retireraient avec lui. Lord Cornwallis et lord Castlereagh devaient en faire autant. « Mais, » écrivait au moment même Wilberforce, « tout ce qui est plus jeune ou dans une situation inférieure restera, autant du moins que Pitt pourra les convaincre. Il a agi dans tout ceci avec magnanimité et patriotisme¹ .

Dans le même esprit, M. Pitt désira que les liens du sang et de l'affection n'engageassent pas son frère à donner sa démission. Le 5, il écrivit longuement à lord Chatham, encore absent de Londres, lui expliqua en détail toutes les circonstances de l'affaire, et le conjura de rester en fonction. Il montra cette lettre à M. Rose; elle devait être fort longue, mais elle n'existe plus dans ses papiers.

Voici la lettre que M. Pitt écrivit à Rose à cette occasion :

« Downing-street, Jeudi 5 février 1801, 4 h. trois quarts.

» Cher Rose,

» J'ai été occupé jusqu'à présent, et lorsque j'ai envoyé chez vous, on a dit que vous étiez à la chambre. Je serais bien aise de vous voir ce soir, quand vous voudrez; mais comme je voudrais vous communiquer quelques papiers que je veux envoyer aujourd'hui à mon frère par un exprès, je crois que ce qu'il y a de plus court, c'est de vous les transmettre dans l'intervalle, en vous priant de me les renvoyer dès que vous en aurez fini. Vous vous

¹ Lettre à lord Muuncaster, 7 février 1801.

souviendrez de ce que je vous ai dit, il y a quelques jours, sur la question catholique, bien que vous ne vous soyez pas attendu à un si prompt dénoûment. Comme je tiens à ce que vous sachiez sur-le-champ toute ma manière de voir, j'ai cru bon de joindre aux autres papiers la lettre que je viens de finir et que je vais également envoyer à mon frère.

» Toujours à vous sincèrement,

» W. PITT. »

« Prenez garde de ne pas lire ces papiers dans un endroit où on pourrait regarder par-dessus votre épaule. Dundas dîne avec moi, mais je serai libre ce soir, à n'importe quelle heure. »

Il paraît que M. Pitt n'avait pas consulté l'évêque de Lincoln sur cette grave question ; en dépit de leur étroite intimité, ils n'étaient pas d'accord sur ce point. Je transcris ici la lettre que l'évêque écrivit à cette époque à M. Rose :

« Buckden-palace, 6 février 1801.

» Mon cher monsieur,

» J'apprends, et je crois de bonne source, qu'il se passe quelque chose de fort désagréable au sujet d'un bill en faveur des catholiques que le gouvernement s'est engagé en Irlande à présenter au Parlement de l'Empire, et qui déplaît, dit-on, si fort à un grand personnage que les conséquences les plus fâcheuses pourraient en résulter. Si ce que j'entends dire de la mesure projetée est exact, je ne puis que la déplorer de tout mon cœur, et je suis convaincu qu'elle ne passera jamais à la chambre des lords. Je crois que tous les évêques y seront op-

posés ; cela a même déjà excité assez d'alarme parmi les membres de notre banc. Je n'ai pas envie d'écrire à ce sujet à M. Pitt, et vous jugerez s'il serait bon de lui dire ce que je vous ai écrit.....

» Toujours à vous fidèlement,

» G. LINCOLN. »

Des rumeurs vagues de changement couraient depuis quelques jours. Le 7 février, elles furent pleinement confirmées et reconnues. Dans la cité, le premier mouvement fut un grand effroi. M. Rose consigne dans son journal de ce jour : « Lundi, à onze heures et demie, M. Goldsmid est venu me dire qu'à la nouvelle de la retraite de M. Pitt, une grande confusion s'était manifestée dans la Cité ; les fonds étaient tombés de 5 pour 100, et on ne trouvait pas à négocier les bons de l'échiquier. Comme il me parut, dans le courant de la conversation avec M. Goldsmid, que cette alarme venait surtout de l'idée que M. Pitt allait quitter le pouvoir sur-le-champ, je crus bon de lui dire qu'il n'était question de rien de semblable, que M. Pitt présenterait certainement le budget et pourvoirait aux voies et moyens de l'année avant de quitter sa charge. M. Goldsmid a paru croire que cela suffirait à calmer assez l'esprit des gens pour atteindre le but désiré. »

Le lendemain matin, M. Rose crut pourtant que sa dernière communication à M. Goldsmid devait revêtir une forme plus authentique. Avec l'approbation de M. Pitt, on la fit annoncer à la Bourse par M. Thornton, gouverneur de la banque d'Angleterre, et, sur cette assurance, dit M. Rose, les fonds n'ont baissé que d'un quart pour cent. « Il paraît même probable que, dans le premier moment d'effroi, M. Goldsmid s'était exprimé avec beau-

coup d'exagération. Je ne crois pas que les fonds eussent baissé la veille de cinq pour cent, à moins que ce ne fût dans quelques affaires particulières. La liste du prix des fonds en 1801, insérée dans le Registre annuel, indique que les fluctuations du trois pour cent consolidé variaient, pendant tout le mois de février, de 57 à 55 et un huitième.

Parmi les hommes d'État, les opinions étaient naturellement fort partagées. « Si on emploie l'orateur pour faire un nouvel arrangement, comme on le dit, ce doit être un tour de passe-passe flagrant. » Ainsi écrivait Fox de Saint-Anns'-Hill, le 8 février; car Fox, bon et généreux pour ses amis politiques et particuliers, fait rarement preuve d'impartialité envers ses adversaires dans sa correspondance. D'autres politiques regardaient le nouvel arrangement comme très-précaire et de mauvais augure. Telle était l'opinion de M. Dundas, d'après une lettre qu'il adressait à cette époque à M. Pitt. Elle est datée de Wimbledon, 7 février 1801, et commence ainsi : « Je ne sais où peuvent en être les tentatives de l'orateur pour venir à bout de faire quelque chose, mais il m'est impossible de ne pas vous dire à l'oreille que je suis convaincu que toute administration dont il sera le chef ne pourra manquer de se dissoudre à peine formée; ceux de nos amis qui ont consenti à rester en charge, par amitié et par dévouement pour vous, le font à regret et avec chagrin; et parmi les considérations qui les attristent, se trouve le sentiment qu'ils s'embarquent dans le ministère sous un chef parfaitement incapable de le diriger. »

CHAPITRE XXX

— 1804 —

Lord Grenville annonce la retraite des ministres. — Sir John Mitford est nommé orateur. — Discours de Sheridan et réponse de Pitt. — Budget de Pitt. — Pitt cherche à calmer le désappointement des catholiques. — Le nouveau cabinet. — Maladie de Sa Majesté. — On consulte les docteurs Willis. — Mouvement parmi les politiques. — Discussion à la chambre des communes. — Crise dans la maladie de Sa Majesté. — Concert de mesures entre Fox et ses amis. — Convalescence du roi. — Parti pris de M. Pitt de ne jamais remettre en question l'affaire des catholiques pendant la vie du roi. — Pitt a une entrevue avec le roi et lui remet le sceau de l'Échiquier. — Il quitte Downing-Street. — Ses amis dans la retraite. — M. Rose. — M. Canning. — Lord Eldon. — Lord Mulgrave. — Lord Wellesley.

Peu de choses peut-être sont plus regrettables dans notre histoire que l'inflexible résolution du roi, au mois de février 1804, contre les réclamations des catholiques. Les adversaires de ces réclamations, en ce qui touche le principe, partageraient probablement eux-mêmes ce regret aujourd'hui. Ils soutiendraient que la concession n'eût jamais dû être faite; mais ils admettraient que, s'il fallait la faire, elle aurait eu de bien meilleurs effets et aurait amené de moindres maux en 1804 qu'en 1823. Combien la lutte intermédiaire fut longue et farouche! Combien cette lutte a laissé derrière elle de rancune et de mauvaise volonté dans les deux camps!

Il est vrai que, même en 1804, la mesure eût rencontré une résistance obstinée à la tête de laquelle se trouvaient le primat d'Angleterre et le primat d'Irlande. Mais je crois certain que, si le roi eût été favorable ou fût resté neutre, la mesure eût passé, non pas facilement, et cependant à une grande majorité. Les sentiments du peuple anglais n'avaient pas encore été excités à ce sujet. Les catholiques n'avaient pas encore tenu cette conduite violente et ce langage incendiaire qui amenèrent plus tard tant d'irritation dans l'autre parti. En 1804, on eût fait un compromis entre les partis; en 1823, ce fut une lutte d'un parti et une victoire sur l'autre. D'ailleurs, la mesure que le duc de Wellington fit passer était bien moins étendue que celle que proposait M. Pitt. Elle ne comprenait aucun salaire pour le clergé catholique, établissement qui eût été fort avantageux en 1804, mais qui, trente ans après, était devenu non-seulement désavantageux, mais impossible.

Revenons maintenant aux événements qui suivirent immédiatement la démission de M. Pitt. Au Parlement, le grand changement fut d'abord sous-entendu et impliqué plutôt qu'exprimé. Pitt et Dundas avaient cessé de se rendre à la chambre des communes, et, le 3, lord Hawkesbury pria M. Sturt, en raison de leur absence, de remettre une motion au sujet de l'expédition contre le Ferrol. M. Sturt hésita d'abord : « J'espère qu'il consentira, » dit M. Ryder; « mes très-honorables amis n'ont aucun désir d'éviter la question. Leur absence vient d'une cause qu'il m'est impossible d'expliquer pour le moment, bien que cette cause soit à peu près publique. »

Il n'est pas aisé de comprendre les avantages de cette réserve officielle. Le lendemain, 9 février, lord Grenville

annonça en bonne et due forme la retraite du ministère à la chambre des lords : « *Pouvons-nous espérer,* » dit-il, « *que nos services aient contribué à sauver notre pays des maux qui le menaçaient ? C'est notre consolation de penser que nos successeurs continueront à tenir la même conduite énergique. Bien que nous puissions différer sur quelques points, nous sommes d'accord sur la plupart des questions ; et, tant qu'ils continueront à agir fermement, virilement, résolûment, nous leur continuerons notre inébranlable appui.* »

L'affaire la plus pressante pour M. Addington était de se trouver un successeur comme orateur, afin que les affaires de la chambre des communes pussent marcher. Il offrit ce poste à l'avocat général sir John Mitford qui l'accepta. Le 14, sir John fut donc proposé, élu sans presque rencontrer d'opposition, et, après les formalités d'usage, il fut conduit au fauteuil.

Le 16, M. Pitt étant présent, on proposa un vote de remerciements au dernier orateur, à la suite de quoi vint une discussion sur les changements imminents dans le ministère. Pitt parla quatre fois ce jour-là. Il fit allusion à M. Addington dans les termes les plus bienveillants : « *Le très-honorable membre,* » dit-il, « *a déjà rempli de la manière la plus distinguée un poste d'une grande importance : c'est assurément le meilleur gage des services qu'il pourra rendre dans une situation élevée d'une autre nature.* »

Le principal adversaire des ministres, de l'ancien et du nouveau, fut en cette occasion M. Sheridan. Il parla en ces termes de M. Pitt :

« *Le très-honorable membre s'enorgueillit fort de l'appui qu'il va prêter à ses successeurs au pouvoir. On a*

demandé triomphalement si nos alliés et notre nation ne devaient pas attendre le même degré de vigueur et d'habileté du nouveau ministère puisqu'il se place sur le même terrain et soutient la même lutte. Je réponds négativement. Lorsque deux très-honorables membres (Pitt et Dundas) et un noble comte (Spencer) se seront retirés, la vigueur et l'habileté du gouvernement subiront une grande diminution. On se livre à un étrange mode de raisonnement. Lorsque l'équipage d'un vaisseau se prépare à l'action, pour balayer le pont on jette souvent à la mer les choses inutiles, mais on n'a jamais entendu dire qu'on jetât par-dessus le bord les grosses pièces de canon. Lorsqu'on forme un comité électoral, le mot d'ordre est toujours d'abrèger les choses en laissant la tête au comité. Cela se fait en retranchant de la liste les noms des avocats et autres personnes qui pourraient se trouver un peu trop au courant de la question. C'est dans ce sens que les très-honorables membres ont littéralement cassé la tête à leur ministère, et puis, mettant un masque au squelette, ils s'écrient : « Voilà toute la vigueur et le talent que vous pouvez désirer. » Ce cerveau vide, ce ministère squelette, voilà le fantôme qui doit intimider nos ennemis et commander la confiance de la chambre et de la nation. »

Voici la réponse de M. Pitt :

« J'ai été accusé d'avoir refusé à la chambre toute explication au sujet de ma démission. Monsieur, je n'ai pas refusé de donner des explications à la chambre à ce sujet, mais on me permettra de faire observer que c'est, à ce qu'il me semble, une doctrine nouvelle et assez peu constitutionnelle qu'il ne soit pas permis à un homme de

suivre la voix de sa conscience, et de se retirer du pouvoir sans être obligé de rendre compte à la chambre et au public de toutes les circonstances qui ont pesé sur son esprit et influé sur sa conduite. Je ne sais où ce système a été établi. Je n'ai jamais entendu dire que ce fût un crime public de se retirer du pouvoir sans en expliquer la raison. Je ne vois donc pas comment je commettrais un crime public en abandonnant sans explication une situation qui ferait l'ambition de toute ma vie et la passion de toute mon âme si je pouvais continuer à l'occuper avec avantage pour le pays et d'accord avec ce que je regarde comme mon devoir. Quant à la raison qui a amené ma retraite, quoique je ne m'y sente pas obligé, je suis disposé à la soumettre à la chambre. J'aurais mieux aimé laisser à la postérité le soin de juger ma conduite; cependant je n'ai point d'objection à exposer les faits. Pour ce qui touche la démission que nous avons donnée, quelques-uns de mes amis et moi, je n'ai aucun désir de cacher à la chambre que nous avons cru de notre devoir de proposer, au nom du gouvernement, une mesure qu'à la suite de l'union heureusement effectuée entre l'Angleterre et l'Irlande, nous jugions d'une grande importance et nécessaire pour compléter les bons effets de cette union; nous en étions si convaincus que, lorsque nous nous sommes trouvés en face de circonstances qui nous rendaient impossible de présenter cette mesure, nous avons également cru qu'il n'était ni de notre honneur ni de notre devoir de continuer à faire partie du gouvernement. Je ne sais pas quelle peut être l'opinion publique, mais je désire faire comprendre qu'il s'agissait d'une mesure que j'aurais présentée si j'étais resté au pouvoir. Un examen appro-

fondi et impartial de toutes les circonstances décidera de ma conduite dans une situation différente. Je serai uniquement gouverné (comme j'ai toujours désiré de l'être) par les considérations que je croirai les plus propres à assurer la tranquillité, la force et le bonheur de l'empire. »

Deux jours après, c'est-à-dire le 18 février, M. Pitt, selon sa promesse, présenta son budget et les nouveaux impôts pour l'année. Ses demandes étaient considérables, un emprunt de 25,500,000 livres sterling pour l'Angleterre, et de 4,500,000 livres sterling pour l'Irlande. Pour couvrir les intérêts, M. Pitt proposait de nouveaux impôts sur des objets de tout genre, comme le thé, les bois de construction, le papier et les chevaux de toute espèce, sans excepter, quoique à un taux plus bas, les chevaux destinés à l'agriculture. Dans l'ensemble, on calculait que ces impôts rapporteraient par an 4,794,000 livres sterling; mais la nécessité, telle que M. Pitt l'exposait, était si évidente, et ses arguments étaient si pressants et si convaincants, qu'il ne rencontra même pas une apparence d'opposition. « Le tout, » dit M. Rose, « passa à l'unanimité, ce qui n'était jamais arrivé pendant les dix-sept années de son ministère... Dans la soirée, » continue M. Rose dans son journal de ce jour, « j'allai chez lui d'après son désir, et nous restâmes seuls, pendant près de trois heures, à causer de la manière la plus intéressante; dans le courant de la soirée, il fut plus ému que je ne l'avais encore vu depuis que le changement était venu me surprendre; mais rien n'amena une nouvelle confiance. Ce qu'il laissa échapper de plus remarquable fut qu'en repassant dans son esprit tout ce qui s'était passé, il ne voyait pas com-

ment il aurait pu agir autrement qu'il n'avait fait, et qu'il ne croyait rien avoir à se reprocher, si ce n'est de ne pas avoir cherché plus tôt à réconcilier le roi avec l'idée de la mesure en faveur des catholiques, ou du moins à persuader à Sa Majesté de ne pas prendre un parti actif dans la question... Il était évidemment péniblement affecté; il avait les larmes aux yeux et paraissait fort agité. »

Ce soir-là, le roi écrivit à M. Pitt une affectueuse lettre pour exprimer sa joie du triomphe de son budget. La lettre était d'autant plus bienveillante que la forme en était inusitée. C'est la seule lettre de toute leur correspondance qui commence par ces mots : « Mon cher Pitt. » M. Pitt, en réponse, exprima la vive reconnaissance qu'il éprouvait de la condescendance royale, et la réponse du roi, en date du 20, fut la dernière lettre d'une correspondance qui resta interrompue pendant près de trois ans.

L'un des premiers soins de M. Pitt, dès que sa retraite devint publique, fut de calmer le désappointement des catholiques en Irlande. Lord Castlereagh écrivit donc à lord Cornwallis sous les yeux de M. Pitt, et lord Cornwallis rédigea, pour la faire circuler parmi les chefs catholiques, une pièce qui, sous le titre de : *Manière de voir d'un ami sincère*, était bien connue pour venir du lord lieutenant. Elle était très-courte, car elle ne contenait que deux paragraphes. Dans le premier, les catholiques étaient mis en garde contre toutes « mesures subversives » et contre toute association avec des hommes de principes jacobins. Dans le second, on leur recommandait de comprendre l'avantage qui résultait pour eux de la situation de tant d'hommes éminents engagés à n'entrer au

service du gouvernement qu'à la condition d'une concession aux réclamations des catholiques.

Le noble marquis fit preuve de peu de prudence et de jugement dans cette dernière clause. Quelque temps après, il ne mit pas le moindre scrupule à s'en départir pour ce qui regardait sa conduite personnelle ; et lorsqu'en 1805, M. Plowden, l'auteur de *l'Histoire d'Irlande*, lui adressa une question à cet effet, il faut convenir que son explication fut singulièrement gauche : « Je n'ai pas ici copie de cette pièce, » dit-il ; « si j'ai fait usage du mot *engagé*, je ne pouvais vouloir dire autre chose qu'exprimer mon opinion personnelle que les ministres, en quittant le pouvoir, avaient donné un gage de leur attachement à la cause de l'émancipation des catholiques ; je n'avais reçu mission, ni directement ni indirectement, d'aucun des membres du ministère ayant donné leur démission, de les engager à ne jamais rentrer au service du gouvernement, à moins qu'on ne concédât aux catholiques les privilèges qu'ils réclamaient. »

Cependant l'objet en vue, la tranquillité des catholiques, fut atteint pour le moment. Ils virent les efforts et les sacrifices qu'on avait faits en faveur de leur cause. Ils s'interdirent en général tout procédé violent et tout langage amer. Ils étaient encore disposés pour la plupart à attendre leur moment et à compter sur leurs amis.

Dans l'intervalle, M. Addington s'occupa à remplir les postes vacants. Outre les membres du cabinet qui avaient suivi l'exemple de M. Pitt, outre les deux chefs de l'administration irlandaise, on avait à remplacer, dans des postes moins importants, plusieurs personnes qui, en dépit des instances du premier ministre sortant, étaient décidées à donner leur démission avec lui. De ce nom-

bre étaient M. Rose et M. Long, secrétaires de la trésorerie, lord Granville Leveson-Gower, l'un des lords de la trésorerie, et M. Canning, l'un des deux payeurs généraux de l'armée¹.

Lord Malmesbury raconte dans son journal que, lorsque le nouveau premier ministre vit lord Granville Leveson à cette occasion, il lui dit qu'il n'était autre chose qu'une sorte de *locum tenens* pour Pitt. Mais je suis de l'avis du doyen Pellew qui rejette cette anecdote. Elle me semble absolument contraire à la conduite et aux procédés de M. Addington trois semaines après, et je crois que dans ce cas-ci, comme dans plusieurs circonstances de la même époque, lord Malmesbury ne fit autre chose que transcrire un bruit courant et fort exagéré.

On retarda la convocation des collèges pour la chambre des communes jusqu'à ce que les nouveaux arrangements fussent achevés. Mais, par le fait, M. Addington avait peu de choix. Les hommes les plus capables du gouvernement s'étaient retirés, et, l'opposition restant inconciliable, tout ce que M. Addington pouvait faire, comme le dit lord Macaulay, c'était d'inviter l'arrière-garde de l'ancien ministère à former l'avant-garde du nouveau : « Ainsi, » dit le même historien, « dans un temps si remarquablement fécond en talents parlementaires, on forma un cabinet qui ne contenait peut-être pas un seul homme dont le talent pût passer pour être même du second ordre² »

Sur un point, cependant, ces nominations me semblent parfaitement satisfaisantes. Le politique qui avait

¹ *Correspondance de lord Cornwallis*, vol. VI.

² *Biographies*, p. 123, édit. 1860.

amené toute cette confusion dans un but égoïste n'en tira aucun avantage. Bien loin de là, il fut humilié avec éclat : « Jamais, dit lord Campbell, il n'y eut d'exemple plus frappant d'un ingénieur sautant avec la mine qu'il avait creusée. » Le roi venait de voir beaucoup lord Loughborough ; il avait été bien aise de s'appuyer sur les connaissances et sur l'habileté légale de sa seigneurie ; mais il avait en même temps appris à bien connaître son caractère, et je n'ai pas besoin de dire quelle opinion amena nécessairement cette connaissance approfondie. Bien loin de nommer lord Loughborough premier ministre, comme lord Loughborough l'espérait, à ce qu'il parait, le roi était bien décidé à ne pas lui laisser même sa charge de chancelier. Sa Majesté destinait cet honneur à lord Eldon, estimant à juste titre la parfaite intégrité et la fermeté de principes de ce magistrat ; et, sur ce point comme sur la plupart des autres, Addington fit la volonté du roi.

La nomination de lord Eldon fut convenue, dès le premier jour, entre le monarque et le ministre. Ce même jour, 5 février, M. Addington put l'annoncer à son ami M. Abbot, comme nous l'apprenons d'après le journal de ce dernier, et Addington ajouta qu'il essaierait de décider lord Loughborough à accepter la présidence du conseil. Il n'est pas étonnant que, dans son journal de la même date, M. Abbot décrive lord Loughborough comme « dans une consternation complète, » ni que le chancelier sortant, changeant tout à coup de ligne politique, ait écrit au roi pour conjurer Sa Majesté de maintenir M. Pitt au pouvoir et de compter sur la générosité de son âme ¹.

¹ Cette lettre n'est pas datée, mais je ne crois pas douteux qu'elle

La situation de lord Auckland était presque analogue. Il avait pris le parti du roi, mais il n'avait pas conquis la bonne opinion du roi. Sa Majesté, parlant de lui à M. Rose quelques semaines après, le décrivait comme « un éternel intrigant ¹. » On lui laissa sa charge de directeur général des postes dans le nouveau ministère, mais on ne l'appela à aucun poste confidentiel, et il n'obtint pas de siège dans le cabinet.

On avait soigneusement étudié les desirs du roi quant aux personnes. La marche des nouveaux arrangements était parfaitement satisfaisante pour lui; chaque démarche de M. Addington lui plaisait, et il y applaudissait. Mais en même temps Sa Majesté ne pouvait se défendre d'une profonde inquiétude. Il sentait qu'en perdant M. Pitt, il perdait sa forteresse, et qu'un avenir douteux et sombre s'ouvrait devant lui. Dans cette situation, et comme pour tranquilliser son esprit, il revenait sans cesse aux obligations religieuses qu'il se croyait imposées. Un matin, à ce que raconta bien des années après son fidèle écuyer, le général Garth, il se fit relire le serment de son couronnement; puis il s'écria avec passion : « Quel est sur la terre le pouvoir qui pourrait me délier de la fidèle observation de ce serment?... Non, j'aimerais mieux mendier mon pain de porte en porte dans toute l'Europe que de consentir jamais à une pareille mesure ²! »

ait été écrite à cette époque, et que les papiers auxquels elle fait allusion et qui étaient envoyés par le roi au chancelier pour les lire, ne fussent la correspondance de Sa Majesté avec M. Pitt. Lord Campbell, qui a le premier publié cette lettre dans ses *Vies des Chancelliers* (vol. VI), l'a placée par erreur un mois plus tard, lors du rétablissement de Sa Majesté après sa maladie.

¹ *Journaux de M. Rose*, note du vol. II.

² Note à la vie de lord Sidmouth, par le doyen Pellew, vol. I.

Un autre jour, le 6 ou le 7 du mois, le roi, étant à Windsor, lut le serment de son couronnement à sa famille et leur demanda s'ils le comprenaient bien; puis il ajouta : « Si je le violais, je ne serais plus légalement souverain de ce pays-ci; la couronne serait à la maison de Savoie¹. »

Au milieu de février, le roi tomba malade. Sa maladie n'était au premier abord qu'un rhume accompagné d'un peu de fièvre. Le 17, il vit M. Addington, et le 18, il reçut le duc de Portland. Il causa tranquillement avec ce dernier de l'aspect général des affaires politiques : « Pour moi, dit le roi, je suis un vieux whig, et je regarde les hommes d'État qui ont fait les traités des barrières et dirigé les affaires pendant les dix dernières années de la guerre de succession, comme les politiques les plus habiles que nous ayons jamais eus. » Le duc remarqua seulement que le roi parlait beaucoup plus haut que de coutume². Mais, ce qui est remarquable dans cette conversation, c'est que George III s'apercevait de ce qui est devenu beaucoup plus évident depuis son temps : c'est que, sans changement soudain et par le simple cours des événements, le parti whig s'était peu à peu éloigné de la position qu'il occupait sous la reine Anne, pour en venir à prendre la situation primitive de ses adversaires.

Le calme que Sa Majesté montra dans cette entrevue ne fut pas de longue durée. Un grand malheur le menaçait à la suite de l'agitation et de l'anxiété qu'il venait de subir. Après un intervalle de plus de douze années, il avait de nouveau l'esprit dérangé. Le duc de Port-

¹ *Journaux de lord Malmesbury*, vol. II.

² *Journaux de lord Malmesbury*, vol. IV.

land le revit le 20, et fut extrêmement effrayé. Le lendemain, samedi 21, l'alléation mentale se manifesta clairement. Le dimanche, M. Addington fut admis dans sa chambre, et dit ensuite à M. Pitt qu'il avait trouvé l'esprit du roi lucide sur certains points, mais troublé sur d'autres sujets. Malheureusement les symptômes allaient augmentant au lieu de diminuer, et le mal devint bientôt aussi grave qu'en 1788.

On dit que l'une des premières marques que le roi donna en public de sa maladie mentale fut à la chapelle. C'était probablement ce même dimanche. Il répéta à haute voix et avec une extrême emphase, comme s'il faisait allusion à son accession au trône en 1760, ce verset bien connu du service du matin : « J'ai été ennuyé de cette génération pendant quarante ans, et j'ai dit : C'est un peuple dont le cœur s'égaré, et qui n'a pas connu mes voies. »

Le lundi, le roi passa plusieurs heures sans parler ; il semblait insensible à tout ce qui se passait autour de lui. Vers le soir, il revint à lui, et il dit : « Je suis mieux maintenant, mais je resterai fidèle à l'Église. » C'est ainsi que, dans tous les intervalles de sa maladie, son esprit revenait à la cause primitive de son trouble. Le conseil privé ordonna des prières publiques pour le rétablissement de Sa Majesté, et on appela les trois docteurs Willis.

Le mardi 24, cependant, lord Loughborough, qui tenait encore le grand sceau, se crut justifié par la nécessité publique, et se rendit à Buckingham-Palace pour obtenir la signature du roi à un acte du Parlement. Cet acte était destiné à rapporter le bill du pain bis, qu'on avait voté trop précipitamment l'année précédente et qu'on avait trouvé très-mauvais en pratique. Sans doute tous

les partis s'entendaient pour souhaiter de le voir annuler, et le retard eût eu des inconvénients; cependant cette considération suffit à peine pour justifier la conduite que tint le chancelier en cette circonstance. En revenant du palais, sa seigneurie dit qu'il avait porté au roi l'acte du pain bis, et que Sa Majesté était en pleine possession de ses facultés. Mais ce n'était là qu'une déclaration publique ¹. Lord Loughborough avoua à M. Rose, en qualité d'ami particulier, qu'il n'avait point vu le roi. Il lui avait envoyé la pièce par le docteur Willis, qui l'avait rapportée signée, en disant qu'il ² n'y avait aucune difficulté à obtenir la signature royale pour une douzaine de pièces, s'il n'était pas nécessaire d'entrer dans des explications détaillées.

Pendant bien des jours, l'état de Sa Majesté ne s'améliora point. Il fut pendant longtemps hors d'état de voir ses ministres, sortants ou entrants, ni même la reine et les princesses. Le gouvernement était dans une situation étrange et sans précédent : un des cabinets était en voie de formation, et sanctionné par le roi; l'autre cabinet avait donné sa démission, mais conservait encore les sceaux de ses charges et avait seul droit d'agir officiellement. M. Addington était premier ministre *de jure*; mais M. Pitt était premier ministre *de facto*. Ce ne fut que par la cordialité parfaite qui régnait alors entre les deux ministres qu'on put éviter la confusion. Ils tinrent ensemble plusieurs conférences intimes sur la pénible question de la régence, qui semblait pour lors inévitable et imminente.

¹ *Journaux de lord Malmesbury*, vol. IV.

² *Journaux de M. Rose*, vol. I. A partir de 1801, et pour les trois années suivantes, ce journal et la correspondance qui l'accompagne deviennent de la plus grande utilité pour la biographie de Pitt.

Ce fut également à propos de la régence que le prince de Galles, dès le lundi 23, fit dire à M. Pitt de venir le voir : « Je vous ai envoyé chercher pour vous consulter dans les circonstances douloureuses où nous nous trouvons, » dit le prince. « — Monsieur, » dit M. Pitt, « me trouvant ministre *de facto*, je n'hésiterai pas à donner à votre altesse royale le meilleur avis que je pourrai ; mais il y a une chose que je vous demande la permission d'établir avec tout le respect que je vous dois, c'est que ce sera à condition que votre altesse royale s'interdira de délibérer avec ceux qui agissent depuis si longtemps en opposition directe avec le gouvernement de Sa Majesté. » Le prince consentit à cette demande par rapport aux personnes auxquelles M. Pitt faisait directement allusion ; mais il ajouta qu'il voulait conserver la liberté de réclamer de temps à autre l'avis de lord Moira, comme il en avait depuis longtemps l'habitude ¹.

« J'ai peur, d'après ce que j'apprends, » dit M. Thomas Pelham à lord Malmesbury, » que M. Pitt n'ait été plus roide et moins accommodant qu'il ne convenait lorsque le prince l'a envoyé chercher. » M. Pelham et quelques autres personnes étaient d'avis que les deux partis en lutte, lors de la dernière question de la régence, devaient tous deux céder quelque chose. Pitt, au contraire, était décidé à maintenir son terrain. Il revit le prince le mercredi 25, et exposa nettement son intention de proposer une régence limitée, comme en 1789, et même de presser la mesure si la nécessité l'exigeait. Il était soutenu dans cette manière de voir par les membres de son cabinet, même par ceux qui s'y étaient opposés en 1789, comme le duc de Port-

¹ *Journaux de M. Rose*, vol. I.

land, lord Loughborough et lord Spencer. M. Pitt le dit expressément au prince : « Toutes les personnes intéressées, y compris votre altesse royale, » ajouta Pitt, « ne peuvent mieux faire que d'accepter ce qui était alors évidemment l'opinion de la législature, exprimée de manière à ne pas s'y méprendre. » Le prince murmura entre ses dents qu'il y avait là des restrictions bien incommodes en pratique, mais il ne témoigna aucun mécontentement et demanda seulement du temps pour réfléchir à tout ce qu'avait dit M. Pitt. A tout prendre, on peut croire, à ce qu'il semble, que si l'affaire eût continué, le prince eût accepté le bill de 1789, qui eût passé dans les deux chambres à peu près sans opposition.

Dans une conversation que M. Pitt eut avec M. Rose à ce moment-là, M. Pitt exprima nettement l'opinion que le régent, s'il était nommé, devait appeler M. Addington dans son conseil, afin que le roi, à son rétablissement, pût trouver à son service l'homme qu'il avait voulu y placer. D'autre part, Rose, Canning, l'évêque de Lincoln et quelques autres personnes s'efforçaient de dissuader M. Pitt de donner ce conseil : « Je suis fermement convaincu, » disait Rose, « que ni vos amis ni le public ne supporteraient un pareil arrangement. » Tous ces messieurs désiraient et espéraient voir M. Pitt lui-même rentrer au pouvoir.

L'agitation était grande parmi les politiques de tout ordre. Les espérances et les craintes, les rumeurs et les conjectures circulaient sans relâche. On évitait cependant, comme d'un commun accord, toute discussion publique. Un membre très-peu sensé, M. Nicholls, annonça bien une motion pour le 27 à la chambre des communes, mais ses amis eux-mêmes ne se firent pas scrupule de le

maltraiter. M. Fox, qui était sorti de sa retraite de Sainte-Anne, et qui comptait reprendre son siège ce jour-là, remit sa rentrée à la chambre, de peur d'être soupçonné de donner son appui à cette détestable conduite : « Lorsque je me rendis à la chambre des communes cet après-midi avec M. Pitt, » dit M. Rose, « nous trouvâmes M. Sheridan debout, proposant d'ajourner la chambre jusqu'au lundi, pour se débarrasser de la proposition de M. Nicholls, et insistant sur l'inconvenance de toute discussion des affaires publiques dans l'incertitude où l'on se trouvait sur l'état de santé du roi. » M. Pitt, qui se leva après M. Sheridan, dit que sa conduite lui faisait grand honneur. Il représenta vivement qu'aucun homme de cœur, s'il conservait le moindre sentiment d'humanité, de reconnaissance, de fidélité ou d'affection pour un souverain bien-aimé, ne pouvait même faire allusion à sa situation actuelle. En même temps, il assura la chambre qu'avant qu'il fût nécessaire de prendre quelque décision importante pour les affaires publiques, on examinerait l'état de santé de Sa Majesté, si Sa Majesté n'était malheureusement pas en état de donner ses ordres. Addington était à la chambre, mais il ne dit rien, et la chambre consentit volontiers à l'ajournement que désirait M. Pitt. Il n'est pas même fait mention de cette petite discussion dans l'*Histoire parlementaire*, mais on en trouve un récit authentique dans le précieux journal de M. Rose.

Wilberforce fait également allusion à cette discussion par quelques mots de son journal : « La chambre s'est soudainement ajournée à la suite des absurdités de Nicholls et de l'extrême éloquence de Pitt, un peu trop théâtrale peut-être, mais Pitt était sincèrement ému. »

« Le même jour, » ajoute M. Rose, « sir Robert Peel

me dit que bien des hommes indépendants l'avaient pressé de déclarer à la chambre des communes qu'il était nécessaire de conserver M. Pitt dans une situation responsable, et qu'on ne pouvait pas lui permettre d'abandonner le pays. Il fit clairement allusion au défaut absolu de confiance envers M. Addington, et soutint que ce sentiment était général dans le Parlement et à l'extérieur. »

Le 2 mars, il y eut une crise dans la maladie du roi. Sa Majesté était si malade qu'on désespérait presque de sa vie; mais le sommeil l'ayant gagné, il dormit plusieurs heures, se réveilla fort reposé, et depuis ce jour-là les progrès furent constants. « Dans l'ensemble, » dit M. Rose dans son journal du 3, « l'amélioration paraît quelque chose d'extraordinaire. Le roi allait si bien que la reine et les princesses sont sorties en voiture. M. Pitt était au lit à huit heures du matin, lorsque M. Addington lui a apporté cette nouvelle... M. Addington est revenu tard dans la journée chez M. Pitt pendant que j'étais chez lui, et il a dit que les nouvelles venues de la maison de la reine continuaient à être aussi bonnes que possible. »

Pendant les deux jours suivants, la santé du roi continua de s'améliorer; mais les progrès étaient lents et, le 5, Pitt sentit qu'il était nécessaire d'examiner sérieusement, avec ses amis intimes de la Trésorerie, jusqu'à quel point il serait possible de prolonger l'inter règne. Il fallait absolument obtenir, sans grands retards, la sanction royale pour les dépêches étrangères, et l'assentiment royal aux bills du Parlement. Pitt arriva à cette conclusion qu'à moins que Sa Majesté ne fût parfaitement rétablie avant le 12, il ne pourrait reculer plus longtemps l'interrogatoire des médecins, soit devant le conseil privé, soit devant la chambre des communes. Dans ce cas, on pré-

senterait un bill de régence le 14, et on pourrait le voter le 23. Ceci était dit dans la supposition qu'on ne ferait pas d'opposition; et M. Pitt croyait qu'il vaudrait même mieux ne pas retarder l'interrogatoire des médecins jusqu'au 12, à moins qu'on ne pût être sûr de ne rencontrer aucun délai. « Afin de s'en assurer, » ajoute M. Rose, « M. Pitt convint que ce qu'il y aurait de mieux à faire serait d'entrer en rapport avec M. Fox, soit par lettres, soit par quelque personne qui pût communiquer directement avec lui, en se rendant d'abord chez le prince de Galles pour bien savoir si son altesse royale consentait aux articles du dernier bill de régence, avec quelques modifications peut-être sur l'article relatif aux pairies, qu'on pourrait limiter à une année, ou à une époque fixe après l'ouverture de la prochaine session du Parlement. »

Fox, comme le prince, paraissait disposé, à cette époque, à accepter sans difficulté les restrictions proposées. Il était sorti de sa retraite, et était revenu à son poste avec une grande répugnance. Il s'était attaché, sans aucune affectation, à l'agrément et au loisir de sa vie de campagne. Quelques semaines auparavant, comme son neveu, lord Holland, le pressait de venir de Sainte-Anne, il répondit, dans le style aimable qui lui était ordinaire : « Jamais lettre n'est arrivée plus mal à propos que la vôtre ce matin, mon cher enfant. Le vent d'ouest était doux, le soleil beau, toutes les aubépines et les ormes en bourgeon, et les rossignols commençaient à chanter; les merles et les grives auraient suffi, sans le retour de ces oiseaux *en retraite*, pour réfuter tous les arguments contenus dans votre lettre¹. »

¹ *Mémoires et correspondances de Fox*, vol. III.

Au commencement de mars, cependant, M. Fox, ayant repris sa place à la chambre des communes, crut de son devoir d'entrer dans quelque concert de mesures avec les amis qui lui restaient, pour le cas où il lui arriverait d'être appelé par le régent à former un nouveau ministère ou à en faire partie. Lord Loughborough, à cette époque, semble avoir fait de son mieux pour rentrer en grâce auprès de son ancien allié. Il alla voir Fox, et, comme preuve de sa confiance, il lui révéla le fait important qu'il n'avait pas vu le roi lorsqu'il avait porté à la cour le bill du pain bis¹. Mais Fox connaissait bien lord Loughborough ; il était intérieurement résolu, en cas de son accession au pouvoir, à offrir le grand sceau à son ancien ennemi lord Thurlow, et lord Thurlow était résolu à l'accepter, mais sans la présidence de la chambre des lords, qu'il trouvait au-dessus de ses forces et de son âge.

Il faut avouer que, dans cette conjoncture comme dans plusieurs autres, le caractère de lord Thurlow ne paraît pas beaucoup plus à son avantage que celui de lord Loughborough. La triste situation de son souverain ne pouvait pas même adoucir ce cœur dur et implacable. Lord Kenyon dit à lord Eldon, à cette époque, que lord Thurlow était venu chez lui, et que sa conversation sur le roi l'avait choqué au plus haut point : « En un mot, » ajouta lord Kenyon, « c'est une brute, et la conversation s'est terminée par ces paroles de ma part : « Je vous jure, au nom de Dieu, milord, que je crois le roi plus sensé que vous². »

Toutes les questions de régence furent d'ailleurs mises à néant par la convalescence du roi. Il est curieux de se

¹ « Lord Loughborough me le dit lui-même, » *Mémoires de Fox*, vol. III.

² *Journaux de M. Rose*, vol. I.

rappeler que le premier symptôme favorable fut dû à M. Addington, non en qualité de politique, mais en qualité de fils. Il se souvint d'avoir entendu dire à son père, le célèbre médecin, qu'un oreiller rempli de houblon amenait quelquefois le sommeil lorsque tout autre remède avait échoué ¹, et l'expérience ayant été tentée sur le roi, elle eut un plein succès. Quelques personnes ont supposé que le bruit de cette heureuse ordonnance avait donné naissance à ce surnom de *docteur* qu'on appliquait partout quelques mois après à M. Addington; mais je ne crois pas que la rumeur ait été assez répandue pour engendrer cette malice populaire qui n'était autre chose, ce me semble, qu'un souvenir de la profession de son père.

Le vendredi 6 mars, le roi, tout en ayant beaucoup de force, avait l'esprit libre et présent. Il passa quelque temps avec la reine et les princesses. Il pria M. Thomas Willis d'écrire à M. Addington, à lord Eldon et à M. Pitt un récit de sa convalescence. En parlant de M. Pitt, Sa Majesté fit usage de ces termes : « Dites-lui que je suis maintenant tout à fait bien, tout à fait remis de ma maladie; mais de quoi n'a-t-il pas à répondre, lui qui m'a rendu malade? »

Pitt fut profondément affecté. C'était pour lui, et pour ceux de ses collègues qui s'étaient retirés avec lui du cabinet, un chagrin véritable de sentir que leur conduite consciencieuse et loyale avait eu pour résultat d'attirer sur leur royal maître cette épreuve cruelle et imprévue. Lord Malmesbury écrit dans son journal en date du 25 février : « Lord Spencer est désolé de ce qui s'est passé, et sent très-

¹ Le même fait, cité, je crois, pour la première fois avec autorité par M. Adolphus dans le volume VII de son *Histoire d'Angleterre*, est confirmé par le doyen Pellew dans sa *Vie de lord Sidmouth*, vol. I.

vivement la part qu'il y a prise. Pitt est trop fier pour l'avouer, mais il le sent tout aussi vivement. »

Ému par les sentiments et les reproches affectueux du roi, M. Pitt lui fit savoir sur-le-champ que, durant le règne de Sa Majesté, il ne ramènerait jamais sur le tapis la question catholique. Lord Malmesbury apprit que M. Pitt avait fait donner cette assurance au roi par une lettre, mais ceci me paraît une erreur de détail. En premier lieu, si M. Pitt eût écrit cette lettre, le roi y eût certainement répondu, et il n'en reste aucune trace dans leur correspondance manuscrite; secondement et principalement, je crois qu'on peut déduire exactement les faits d'une lettre que l'évêque Tomline écrivit quelques mois plus tard à M. Rose. A cette époque, M. Rose devait voir le roi en particulier, et l'évêque tenait à ce qu'il racontât précisément à Sa Majesté ce qui s'était passé au printemps précédent :

L'ÉVÊQUE DE LINCOLN A M. ROSE

« Buckden-Palace, 14 août 1801.

» Mon cher monsieur,

» Je suis enchanté que vous songiez à aller à Weymouth, et je suis impatient que vous ayez une conversation avec le roi. Rappelez-vous que, lorsque le roi se remettait de sa maladie, M. Pitt vit le docteur T. Willis chez M. Addington, et que devant M. Addington il autorisa le docteur Willis à dire à Sa Majesté que, durant son règne, il ne remettrait jamais en question l'affaire des catholiques, soit qu'il fût en charge ou hors de charge. M. Pitt laissa M. Addington et le docteur Willis ensemble. J'ai vu la

lettre du docteur Willis à M. Pitt, et je suis porté à croire que le message n'a été fait ni complètement ni exactement. Tout ceci est naturellement de l'histoire personnelle, mais je crois cela fort important....

» Toujours cordialement à vous,

» G. LINCOLN. »

Je suis d'ailleurs en mesure de donner la lettre même du docteur Willis, dont parle l'évêque.

LE DOCTEUR THOMAS WILLIS A M. PITT

« Queen's-House, 8 heures moins un quart.

» Monsieur,

» Sa Majesté la reine, les ducs de Kent et de Cumberland sont entrés chez le roi à cinq heures et demie et ont passé deux heures avec lui. Ils en sont sortis parfaitement satisfaits ; en un mot, tout ce qui s'est passé a confirmé ce que vous m'avez entendu dire aujourd'hui. Il a demandé à voir le duc d'York demain, et toutes les princesses les unes après les autres.

» Je lui ai dit ce que vous m'aviez chargé de lui dire, en ayant trouvé une bonne occasion ; et après avoir dit sur votre compte les choses les plus bienveillantes, il s'est écrié : « Maintenant, j'aurai l'esprit en repos. » La reine étant entrée, la première chose qu'il lui a dite a été votre message, et il a fait la même observation à ce sujet.

» Je lui ai également transmis ce que vous aviez dit à l'égard du Hanovre, et il a écouté le tout avec un calme parfait.

» Vous comprendrez que je ne prétends pas que le roi

soit complètement bien, mais nous n'avons aucune raison de douter qu'il en arrive bientôt là.

» J'ai l'honneur d'être, monsieur, etc.

» Thomas WILLIS. »

Pitt ne fit point un secret à ses amis intimes de la résolution qu'il avait ainsi exprimée. « Mais alors, » se demandaient-ils, « pourquoi se retirer? Si la question catholique ne doit être soulevée par aucun ministre, du vivant du roi, de peur d'ébranler encore une fois la raison de Sa Majesté, où est la différence pratique, sur cette question, entre M. Addington et M. Pitt? Et s'il n'y en a point sur cette question, pourquoi donc, lorsque la supériorité du dernier sur tout autre point est pleinement établie, pourquoi lui préférer son ami au moment du péril le plus imminent pour le pays?

Des considérations de ce genre ne pouvaient manquer d'agir sur le grand ministre lui-même, lorsqu'il s'agissait d'un devoir public dans un moment de danger public. M. Rose a noté dans son journal du 6 : « M. Pitt semble admettre, un peu plus qu'il ne l'avait fait jusqu'à présent, la possibilité qu'il soit convenable pour lui de rester à son poste, ou plutôt d'y rentrer, auquel cas il deviendrait nécessaire de disposer de M. Addington d'une manière honorable et avantageuse. »

M. Pitt cependant était bien résolu à ne faire aucune démarche, fût-ce la plus légère, pour rentrer au pouvoir. S'il le reprenait, il fallait que ce fût à la requête d'autrui; il fallait que le roi s'adressât à lui, et que M. Addington vint lui offrir sa place de son propre mouvement. Pitt se tint donc tranquille. Il ne fit aucune communication à ses collègues du cabinet, mais il parlait sans réserve de la

question à ceux de ses amis intimes qui se trouvaient auprès de lui. Il n'en fit pas mention à lord Grenville, qui était déjà parti pour Dropmore ¹; mais il en causa surtout avec Rose, avec Dundas, chez lequel il passa, à la campagne, le dimanche 8, et avec Pelham, qu'il rencontra à cheval en revenant le lundi de Wimbledon. Pelham communiqua immédiatement à lord Malmesbury son impression sur ce qui s'était passé : « Il m'a été évident, » dit-il, « que Pitt avait retourné la question dans sa tête, qu'il en avait l'esprit rempli, et qu'il avait envie de rentrer, mais que son orgueil lui faisait désirer d'en venir là par les prières d'autrui, et non par un mouvement en avant de sa part. »

Quelques amis de Pitt désapprouvaient fort sa réserve. « Pitt ne bougera pas à moins qu'Addington ne commence, » dit Canning à lord Malmesbury, le dimanche 8. « C'est une idée bien fautive, il me semble, » dit le vieux diplomate. « Pitt est à blâmer, fort à blâmer, je l'avoue, » répondit le jeune et ardent politique. Dans les quelques jours qui suivirent, quelques amis communs se rendirent cependant chez M. Addington, sans autorité et sans commission de M. Pitt, le pressant de prendre ses mesures auprès du roi pour que M. Pitt fût invité à conserver la charge de premier ministre. On ne peut s'étonner, et on n'a pas de raison de lui en faire un reproche, si Addington reçut très-froidement cette communication. Il faut se rendre un compte équitable de sa situation en ce moment. Il avait abandonné le poste d'orateur, poste indépendant de toutes les vicissitudes politiques, et adapté d'une manière toute particulière à ses goûts et à ses talents;

¹ *Journaux de lord Malmesbury*, vol. I.

son successeur à ce poste était déjà nommé. Il avait abandonné cette situation dans l'intention et même à la condition de devenir premier ministre, et on lui demandait de renoncer à cette perspective sans pouvoir reprendre ses anciennes fonctions, et sans autre choix que d'accepter le poste qu'il conviendrait à Pitt de lui accorder, s'il y en avait un. Il eût été difficile de trouver en ce monde un homme disposé à ne tenir aucun compte de considérations personnelles aussi graves, tandis que de l'autre part l'avantage pour le public roulait sur un point dont Addington pouvait bien ne pas être tout à fait aussi frappé que le commun des mortels, l'immense supériorité de M. Pitt.

Avec ces sentiments très-naturels, Addington répondit aux hommes qui le pressaient de se retirer, qu'ils pouvaient entamer la question avec le roi, si cela leur convenait, que, pour lui, il ne le proposerait pas, et qu'il espérait qu'on trouverait bon, auparavant, de consulter les médecins de Sa Majesté afin de savoir quel effet cette proposition pourrait avoir sur le roi dans son état de santé actuel¹.

Cette réponse était naturellement décisive quant à ce qui regardait le premier ministre en expectative. M. Pitt lui-même finit par mettre fin à tout le projet, en disant qu'il regardait toute tentative en sa faveur comme parfaitement inconvenante, qu'il était résolu à appuyer énergiquement le nouveau ministre, et qu'il comptait que ses amis en feraient autant.

Dans cette situation, les arrangements ministériels de M. Addington ayant fait de grands progrès dans l'inter-

¹ *Journal de M. Abbot* (lord Colchester), vol. I. Il est évident que les renseignements de M. Abbot venaient d'Addington lui-même.

valle, le samedi 14 mars fut le dernier jour du long ministère de M. Pitt. « Ce jour-là, » raconte M. Rose, « M. Pitt se rendit chez le roi à trois heures, et revint à quatre heures et demie environ. Je le vis quelques minutes, à cinq heures, avant qu'il allât chez M. Addington; il avait remis le sceau de l'Echiquier à Sa Majesté. Il disait que Sa Majesté s'était parfaitement contenue, en dépit d'un peu d'agitation naturelle en cette occasion, et que sa bonté avait été infinie. M. Pitt dit qu'il était sûr que le roi était fort soulagé d'en avoir fini avec cette entrevue, et d'avoir accepté la démission de son ministre; et il ajoutait, ce qui était évidemment vrai, qu'il était pour son compte fort soulagé. — Dimanche 15 mars. M. Pitt m'a raconté avec beaucoup plus de détail ce qui s'était passé hier pendant qu'il était chez le roi; il m'a répété que le roi lui avait témoigné toute la bienveillance imaginable, tant dans ses paroles que dans ses manières; que Sa Majesté avait commencé la conversation en disant que, bien que M. Pitt ne fût dorénavant plus son ministre, il espérait bien qu'il lui permettrait de le regarder toujours comme son ami, qu'il n'hésiterait pas à le venir trouver toutes les fois qu'il pourrait le désirer ou le trouver convenable, et il ajouta qu'en tous cas il comptait bien sur une visite à Weymouth, lorsque M. Pitt irait voir sa mère dans le comté de Somerset, pendant l'été. »

Lors d'une première entrevue, la dernière avant la maladie du roi, Sa Majesté avait également exprimé un vif désir de voir souvent M. Pitt en qualité d'ami : « Je suis sûr, » avait répondu Pitt, « qu'en y réfléchissant un peu, Votre Majesté se convaincra que ces visites pourraient donner lieu à beaucoup de commentaires, et créer des difficultés. »

Je n'ai guère trouvé de lettres de M. Pitt à cette époque. Il est question d'une lettre à sa mère, mais elle n'a pas été conservée¹. Presque toutes les autres personnes avec lesquelles il avait besoin de communiquer se trouvaient alors en ville.

J'ai maintenant raconté en détail et amené à son terme toute l'histoire de la retraite de M. Pitt en 1801. On a souvent dit, en Angleterre et sur le continent, et peut-être ce bruit n'est-il pas complètement éteint, que la raison donnée par M. Pitt n'était qu'un prétexte et non la cause réelle de sa retraite. On a affirmé qu'il avait quitté le pouvoir par suite des difficultés qu'il rencontrait ou qu'il prévoyait à faire la paix: Lord John Russell et un autre critique éminent ont suffisamment détruit cette allégation hostile, il y a quelques années². Les documents originaux sur cette question, dont un certain nombre ont récemment vu le jour, doivent, j'en suis sûr, convaincre tout lecteur attentif et impartial que cette idée n'avait absolument aucun fondement.

Il est évident que M. Pitt se croyait obligé, par sa conduite passée et par ses opinions présentes, à faire avancer la question catholique, qu'il eût eu plaisir à triompher des scrupules du roi, et que, bien loin de chercher à se débarrasser du pouvoir, il le quitta à regret.

Tout le monde convient qu'en proposant au roi une mesure qu'il croyait d'une grande importance pour le pays, et en donnant sa démission lorsqu'il ne put obtenir le consentement du roi, M. Pitt remplit le devoir d'un mi-

¹ Il en est question dans une lettre de mistress Stapleton à M. Rose, 11 février 1801.

² *Mémoires de Fox*, vol. III. *Revue d'Édimbourg*, n° CCX.

nistre dévoué à sa patrie. Mais l'unanimité cesse lorsqu'il s'agit de sa conduite subséquente, de la promesse qu'il fit de s'abstenir, durant la vie du roi, de remettre sur le tapis les réclamations des catholiques, et de sa disposition à rester au pouvoir, si on l'en eût pressé. Convaincu que sa conduite, dans la seconde phase comme dans la première, est non-seulement exempté de blâme, mais digne d'éloge, je regrette de me trouver en désaccord sur cette question avec le critique éminent que je viens de citer. Je parle de l'auteur de deux articles qui ont paru dans la *Revue d'Édimbourg* au mois d'avril 1856 et au mois de janvier 1858, et qui traitent de l'époque dont nous nous occupons. Bien des gens ont cru y reconnaître la main de sir George Cornwall Lewis; et assurément ces deux essais, par leur étude approfondie et sagace, leurs trésors de connaissances, et le ton calme et soutenu de la critique, semblent bien dignes de cet homme distingué.

Dans le premier de ces deux articles, qu'on peut ainsi qualifier d'une manière générale sans exagérer l'éloge, je trouve une allusion à la tentative infructueuse faite au mois de mars 1801 par quelques-uns des amis de M. Pitt, tentative dans laquelle, ajoute-t-il, « la conduite de cet homme d'État ne paraît pas à son avantage. » Le second article pousse plus loin la critique : « Nous nous avouons hors d'état de justifier et peut-être même d'expliquer la conduite que tint alors M. Pitt. Nous sommes également hors d'état de comprendre pourquoi, s'il était si disposé à rester au mois de mars, il était si décidé à se retirer en février, ou pourquoi, s'il était si décidé à se retirer en février, il était si disposé à rester en mars. » Pour moi, j'ose m'aventurer, en premier lieu, à demander comment le critique peut éprouver la moindre difficulté à expliquer

au moins, sinon à justifier le changement qu'il décrit ici. Il serait tout aussi raisonnable de s'étonner que l'empereur d'Autriche pût avoir des objections à traiter le 1^{er} décembre 1805, et être disposé à traiter le 3 du même mois, tout simplement parce que la bataille d'Austerlitz avait eu lieu dans l'intervalle. La maladie de George III, survenue dans l'intervalle, donne, ce me semble, une explication tout aussi satisfaisante, tout aussi naturelle. Lorsqu'il devint évident que la proposition des réclamations catholiques, non-seulement avait amené l'angoisse dans l'esprit du vieux roi, mais l'avait obscurci et altéré, le devoir d'un politique agissant uniquement par des raisons publiques, en dehors de toute considération personnelle, devait être d'éviter toute proposition de ce genre pendant le reste du règne de Sa Majesté. Les catholiques loyaux eux-mêmes ne pouvaient ni espérer ni désirer de persister dans leurs réclamations à un pareil prix. Qu'il me soit permis en outre d'observer que la contrainte que s'imposa en conséquence M. Pitt fut adoptée par tous les chefs politiques de son temps. Ce fut aux mêmes conditions que lord Castlereagh entra au pouvoir en 1803; M. Tierney en 1804, lord Grenville et M. Fox en 1806. Ils convinrent tous, quel que fût leur regret, qu'il ne fallait plus presser, sur ce point délicat, la conscience de George III. Et sûrement, si les raisons que j'ai données ici étaient suffisantes, comme je le crois, pour justifier M. Tierney qui n'avait jamais été au pouvoir et qui n'avait point d'attachement personnel pour le roi, elles étaient bien plus puissantes lorsqu'il s'agissait de M. Pitt, qui avait servi Sa Majesté en qualité de premier ministre pendant plus de dix-sept ans, au milieu des plus graves difficultés.

On peut dire d'ailleurs que, si M. Pitt trouvait bon d'a-

bandonner la question catholique au mois de mars 1804, il pouvait ne pas être disposé à reprendre sur-le-champ le pouvoir à de semblables conditions. Mais la question catholique une fois mise de côté honorablement et par de bonnes raisons, la nécessité particulière, la seule qui eût obligé d'appeler «le docteur,» disparaissait. On avait, avec lui, la perspective d'un nouveau gouvernement très-faible, plus faible même qu'il ne se trouva l'être par la suite, en raison de certaines causes que j'expliquerai plus tard. J'ai déjà montré quelles étaient, sur ce point, les prévisions d'un politique aussi expérimenté et aussi prudent que Dundas. On s'attendait donc à voir un gouvernement très-faible, et cela dans un moment où les intérêts du pays réclamaient absolument une main puissante. C'était le devoir d'un ministre et d'un patriote d'écarter ces maux de sa patrie, s'il le pouvait avec honneur. Il était de son devoir de ne pas reculer devant le service de son souverain, si ce souverain trouvait bon de l'appeler à son aide, puisque la question qui venait de les séparer si récemment ne pouvait plus, par des causes différentes et inévitables, les diviser à l'avenir.

Je crois, d'après ces raisons, et je demande la permission de soutenir que la conduite de M. Pitt, au mois de mars 1804, fut parfaitement exempte de toute ambiguïté, à l'abri de tout juste reproche, et que, du premier jusqu'au dernier pas, il fut guidé par ce noble sentiment du devoir qui caractérisa toute sa carrière.

En quittant sa résidence officielle à Downing-Street, M. Pitt prit une petite maison meublée à Park-Place. Elle avait été récemment occupée par l'un des sous-secrétaires d'État, et M. Pitt acheta le reste du bail, qui

n'était que d'un an. « Série de dîners en l'honneur de Pitt; il les a tous refusés, » écrivait Wilberforce à cette époque. A la chambre des communes, toutes les fois que M. Pitt s'y rendait, il prenait place à droite du fauteuil, au troisième rang de gradins, au coin de l'une des colonnes de fer, à ce que racontait dans le temps M. Abbot. Bien des années après, j'ai vu, dans l'ancienne chambre des communes, de vieux membres indiquer cette place avec un certain sentiment de vénération.

Dans les changements ministériels des mois de mars et avril 1804, lord Cornwallis et lord Castlereagh avaient quitté leur poste, plutôt à causé de leurs rapports avec l'Irlande et de leurs engagements avec les catholiques que par suite d'un attachement personnel pour M. Pitt. Mais le premier ministre fut suivi dans sa retraite d'une petite troupe d'amis fidèles qui, en dépit de ses prières, ne voulurent pas rester en charge sans lui. Au premier rang parmi eux se trouvaient Long et Rose et par-dessus tout Canning. J'ai parlé ailleurs de M. Long ¹. M. Rose n'avait ni génie ni éloquence, mais il était un homme d'affaires très-capable et éminemment pratique. Dans le cours de sa longue carrière, nous le voyons consulté par des gens assiégés d'embarras de tout genre, et rarement sans de bons résultats, grâce à sa sagacité et à sa prudence éprouvées. Ces qualités se combinaient en lui avec un cœur bon et généreux. Tant que M. Pitt vécut, M. Rose lui témoigna un attachement constant et dévoué; il resta fidèle à sa mémoire, et dans le cours de sa vie publique, toute son ambition et tout son orgueil furent d'agir conformément aux vues de ce grand ministre.

¹ Vol. II.

Lord Macaulay a dépeint M. Canning, en 1804, en une seule phrase : « Il était jeune, ardent, ambitieux : ses facultés et ses vertus étaient grandes; mais son caractère était trop agité et son esprit trop satirique pour son propre bonheur¹. » On peut ajouter que, pendant une longue suite d'années, ces défauts contribuèrent à ternir l'éclat de son génie, et à retarder l'ascendant qu'il méritait ; en dépit de tout cela, il fut peut-être le disciple favori de M. Pitt, et certainement le plus célèbre.

La lettre suivante, qui est de cette époque, prouvera l'agitation d'esprit dont parle lord Macaulay :

M. PITT A M. CANNING .

« Park-Place, 26 avril 1801.

» Mon cher Canning,

» Je vous renvoie votre lettre à Frere, et je voudrais sincèrement pouvoir le faire sans vous dire un mot du sujet auquel elle se rapporte. Je ne me propose pas d'entrer dans des détails sur lesquels il serait inutile d'insister ; mais je serais coupable d'un grand défaut de franchise si je ne vous avouais pas que je n'admets point l'idée qu'il y ait eu dans ma conduite aucun manque de bienveillance, encore moins de droiture. Je ne vous reconnais aucun sujet de plainte à mon égard; vous n'avez point de raison de me pardonner, ni moi de vous demander excuse. Vous avez été certainement la première personne qui ayez su la résolution que j'inclinai à prendre, et je me trompe bien si, dans notre première conversation, je n'ai pas exprimé l'intention, dans laquelle je n'ai

¹ *Biographies*, p. 216, édit. 1860.

jamais varié, de donner tout mon appui à la formation et aux mesures d'un ministère qui agirait d'après les mêmes principes généraux que moi, de quelque façon qu'il pût être composé. Au travers des occupations incessantes et des préoccupations des jours suivants, il n'est pas étonnant que je n'aie pas cherché à en causer de rechef avec vous jusqu'à ce que l'affaire eût fait quelque progrès; dès qu'elle a abouti, j'ai certainement cru que je vous avais expliqué mes vœux et mes opinions franchement et nettement avant que vous pussiez être appelé à vous engager quant à votre propre ligne de conduite. En outre, vous avez su par moi, et je crois par d'autres, la marche que je conseillais à tous ceux auprès desquels mes désirs et mes opinions pouvaient avoir quelque poids. Dans cette situation, je regrette infiniment que vous vous soyez mépris à mes paroles, comme vous paraissez l'avoir fait, et je regrette plus encore les effets de cette mesure, mais je ne puis positivement pas la prendre à mon compte. Ayant dit ceci, je n'ai plus d'autre désir que de chasser ce sujet de mon esprit, et, tout en sachant bien qu'il y a pour le moment quelques questions politiques dont nous ne pouvons causer avec la liberté que nous avons eue jusqu'à présent, j'espère que cette circonstance n'amènera aucune différence dans nos relations sur d'autres points. Je suis sûr que cela n'en fait aucune dans mon amitié et mon attachement pour vous, ni dans les vœux sincères que je forme pour le bonheur de votre avenir, quelle que puisse être sa direction.

» C'est avec ces sentiments exprimés sans détour que je reste sincèrement et affectueusement à vous.

» W. PITT. »

Bien des gens, parmi ceux qui avaient consenti à rester en charge, ne se faisaient pas faute d'avouer leur profond

attachement pour M. Pitt. Ceux même qui venaient d'entrer au pouvoir en disaient autant. Lord Eldon, par exemple, lorsqu'il accepta le grand sceau, dit en propres termes à M. Addington, « qu'il ne le prenait que pour obéir aux ordres du roi, et d'après les avis et les pressantes recommandations de M. Pitt, et qu'il ne le conserverait qu'autant qu'il pourrait le faire en vivant dans une union parfaite avec ce dernier ¹. »

Henry, lord Mulgrave, était également du nombre des amis qui s'attachèrent ardemment, à cette époque, à M. Pitt. En 1792, il avait succédé à son père dans la pairie d'Irlande, et, en 1794, il avait été fait baron en Angleterre. Depuis cette époque et sans occuper de charge, il avait pris part avec succès aux débats de la chambre des communes.

Mais de toutes les adhésions personnelles que M. Pitt reçut dans sa retraite, il n'y en eût assurément aucune dont il eût droit d'être plus fier que de celle que lui exprima le gouverneur général de l'Inde dans la lettre suivante :

LE MARQUIS WELLESLEY A M. PITT.

« Patna, 6 octobre 1801.

» Mon cher Pitt,

» Bien que vous ayez été cruellement paresseux, et que vous ne m'ayez pas adressé une seule ligne au sujet des changements inouïs qui ont récemment eu lieu dans le ministère, je ne puis laisser partir ce paquebot

¹ Répété par lord Eldon lui-même à M. Rose, 24 février 1801.

sans vous renouveler la sincère assurance de mon inaltérable attachement, et de l'intérêt vraiment affectueux que je prendrai toujours aux événements qui peuvent agir sur votre bonheur auquel tiennent, de près ou de loin, notre grandeur et notre honneur national. J'espérais que vous m'auriez expliqué les causes et que vous m'auriez préparé aux conséquences probables des nouveaux arrangements, en me faisant savoir nettement le rôle que vous désiriez me voir jouer dans cette crise. Je compte assez sur le témoignage de mon propre cœur pour ne pas douter de votre pleine confiance dans ma fidélité à votre cause, quelles que puissent être les circonstances. Lorsque cette cause cessera de prévaloir dans nos conseils, je serai empressé de me délivrer de la honte d'une charge pour vous rejoindre dans la forteresse qu'il vous plaira de défendre, quelle qu'elle puisse être. Mes relations politiques avec vous, confirmées par tant de liens d'amitié et de rapports intimes d'affection et de considération privées, sont devenues non-seulement l'orgueil, mais la joie de ma vie, et je ne pourrais supporter l'idée de voir en vous autre chose que le guide de ma conduite politique, le gardien de tout ce qui m'est cher et précieux dans notre constitution et dans notre pays, et le premier objet de mon estime, de mon respect et de mon attachement personnels. Je sacrifierais sur-le-champ à ces sentiments, non-seulement sans regret mais avec le plus grand plaisir, la situation la plus lucrative, la plus honorable et la plus puissante que puisse occuper un sujet anglais. Si donc j'avais vu, d'après l'état apparent des affaires en Angleterre et d'après la teneur de votre conduite, que la crise pût vous paraître dangereuse, soit pour la cause que vous avez si long-

temps soutenue, soit pour votre honneur public ou privé, j'aurais donné ma démission sans attendre vos conseils, en laissant cependant à la cour des directeurs le temps de me choisir un successeur en Angleterre et de l'envoyer dans l'Inde. Je tiens ce délai pour un devoir indispensable chez un homme occupant ma charge actuelle. Les conséquences d'une brusque dissolution du gouvernement de l'Inde pourraient devenir fatales au pouvoir de la Grande-Bretagne dans cette partie du monde. Je ne quitterais donc pas ce gouvernement, Charles Fox fût-il ministre ou Horne Tooke premier consul, jusqu'à ce que j'eusse accordé un temps suffisant pour me remplacer régulièrement.

» Toujours à vous très-sincèrement et affectueusement,

» WELLESLEY. »

CHAPITRE XXXI

— 4804 —

Caractère d'Addington. — Composition du nouveau cabinet. — Débats du Parlement. — Discours de lord Auckland. — Éloge des nouveaux ministres par Pitt. — Réponse de Fox. — Horne Tooke est exclu de la chambre des communes. — Bataille de Copenhague. — Assassinat de l'empereur Paul. — Dissolution de la neutralité armée. — Bataille d'Alexandrie. — Mort de sir Ralph Abercromby. — Négociations pour la paix. — Embarras pécuniaires de Pitt. — Contributions de ses amis. — Vente de Holwood. — Préliminaires de paix. — Conduite de Pitt dans les négociations. — Ratification des articles préliminaires. — Discours de Fox à la taverne de Shakspeare.

Henry Addington, le nouveau premier ministre, avait deux ans de plus que Pitt et lui survécut trente-huit ans : il ne mourut qu'en 1844. Pendant toute sa longue carrière, il fut, à bon droit, aimé et estimé dans toutes les relations de la vie privée. J'ai eu l'honneur de le connaître pendant la dernière partie de sa vie, et je puis rendre témoignage de la douceur de sa physionomie, du charme de ses manières, de la bienveillance avec laquelle, dans sa vieillesse sereine et respectée, il accueillait un tout jeune homme et lui permettait de jouir d'une conversation instructive, riche des souvenirs d'un plus grand temps. Pendant onze années, il occupa le fauteuil de la chambre des communes plus utilement pour le public que tout autre orateur depuis Onslow. Pendant presque aussi longtemps, il tint les sceaux de secrétaire d'État de l'intérieur,

sous le ministère de lord Liverpool, avec vigilance, jugement et succès. S'il échoua comme premier ministre, et s'il ne put satisfaire aux espérances du roi et aux exigences du public, il faut équitablement se rappeler combien son temps était difficile et périlleux. En examinant à fond son caractère, si le talent oratoire et l'habileté politique du premier ordre lui manquent, rappelons-nous à quels hommes supérieurs il a eu le sort d'être comparé. Depuis le commencement du monde, les hommes qui eussent pu soutenir la comparaison avec Pitt comme homme d'État, ou avec Pitt et Fox comme orateurs, ont-ils été bien nombreux ?

- A peine Addington eut-il répondu, au mois de février 1801, à l'appel de George III, que des soupçons amers s'élevèrent contre lui parmi les amis de M. Pitt. M. Rose trouvait qu'il s'était emparé trop avidement du pouvoir. L'évêque de Lincoln croyait qu'il y était arrivé par des intrigues souterraines¹. Tous deux étaient convaincus que son attachement pour M. Pitt était feint, et non réel. Pour ma part, je crois que ces accusations n'avaient aucun fondement. Addington me parait avoir agi en tout ceci comme un homme intègre et honorable. Je crois également que l'amitié qui régnait entre Pitt et lui était alors et resta pendant plusieurs mois pleine et entière des deux parts.

Dans ses arrangements ministériels, Addington parait avoir fort consulté les goûts et les faibles personnels du roi. En conséquence, Sa Majesté était enchantée de son nouveau premier ministre, et lui appliquait souvent des épithètes affectueuses comme « mon chancelier de l'Échiquier, mon chancelier de l'Échiquier à moi. » En voici la

¹ Voir surtout deux passages dans les *Journaux de M. Rose*, vol. I.

preuve dans une lettre au sujet du complément de la première liste :

LE ROI A M. ADDINGTON.

« Dimanche soir, 15 mars 1801.

» Sa Majesté a reçu la boîte contenant les nouvelles nominations de directeur des postes et de payeur général. Le roi ne peut trouver de termes assez expressifs pour indiquer la cordiale approbation de Sa Majesté au sujet de tous les arrangements que son chancelier de l'Échiquier à lui a si sagement et si convenablement recommandés. Sa Majesté tient à le dire formellement.

» GEORGE R. »

Quelques semaines plus tard, Sa Majesté témoigna de nouveau sa complète satisfaction en accordant, comme son ministre le demandait, une grande promotion dans la pairie. Cinq barons, les lords Craven, Onslow, Romney, Pelham et Grey de Wilton furent faits comtes, trois d'entre eux sous le même titre; Pelham fut fait comte de Chichester, et Grey comte de Wilton.

Mais pendant que le roi témoignait ainsi toute son approbation à son nouveau premier ministre, il savait combien il avait besoin de l'assistance du ministre sortant. On raconte qu'à l'un de ses levers ce printemps-là, Sa Majesté attira M. Pitt et M. Addington dans l'embrasure d'une fenêtre en disant : « Si nous nous tenons seulement bien ensemble, à nous trois, tout ira bien ¹. »

Le cabinet, tel que M. Addington le forma, se composait de neuf personnes. Il y avait cinq pairs, lord Eldon,

¹ *Vie de lord Sidmouth*, par le doyen Pellew, vol. I.

lord Chatham, lord Westmoreland, le duc de Portland, et lord Saint-Vincent, comme premier lord de l'amirauté. Il y avait quatre membres de la chambre des communes, tous fils aînés de comtes, Addington excepté; c'étaient lord Hobart, lord Lewisham, et lord Hawkesbury, qui était secrétaire d'État aux affaires étrangères. Lord Hardwicke fut nommé lord lieutenant d'Irlande, avec M. Charles Abbot pour secrétaire.

Dans les carrières judiciaires, sinon dans la politique, Addington obtint une brillante accession à son ministère. Sir Richard Pepper Arden, sous le titre de lord Alvanley, avait été nommé grand juge des communs plaids à la place de lord Eldon. La charge de maître des rôles se trouvant ainsi vacante, sir William Grant y fut nommé. Deux hommes plus jeunes, mais de grande espérance, M. Law et l'honorable Spencer Percival devinrent avocat et procureur général.

Quelque temps après, un petit changement s'opéra dans quelques-uns de ces arrangements : lord Cornwallis ayant donné sa démission comme grand maître de l'artillerie, cette charge fut conférée à lord Chatham, et le duc de Portland passa à la présidence du conseil. Il se trouva ainsi une place pour Thomas Pelham, devenu lord Pelham, qui fut nommé secrétaire d'État de l'intérieur.

Je dois faire remarquer que les membres de la nouvelle administration, en dehors du cabinet au moins, n'étaient pas tous hostiles aux réclamations des catholiques. Tel était, par exemple, le nouveau lord lieutenant d'Irlande. Nous apprenons par son secrétaire que lord Hardwicke consentit à accepter la charge aux conditions politiques qu'on lui demandait, « c'est-à-dire en déclarant qu'il était opposé à ce qu'on agitât *pour le moment*

la question, mais en se réservant sur le principe pour d'autres temps et d'autres circonstances ¹. » C'était précisément le terrain qu'eût pris M. Pitt après la maladie du roi.

On peut remarquer que le nom de lord Loughborough ne se trouve pas sur la liste du nouveau cabinet. Comme nous l'avons vu, Addington désirait lui confier la présidence du conseil, mais, par quelque raison qui reste inexplicquée, la nomination n'eut pas lieu. L'omission de son nom doit très-probablement être attribuée à la connaissance approfondie que Sa Majesté avait récemment acquise de son caractère. Lord Loughborough fut dans un profond chagrin. Une ou deux fois, il se rendit sans invitation aux séances du nouveau conseil, et il fallut une lettre très-catégorique ² de M. Addington pour le décider à rendre la clef du cabinet. Une promotion dans la pairie, le titre de comte de Rosolyn, transmissible à son neveu, ne consola guère sa seigneurie. Il se retira dans une villa près de Windsor, et, ne sachant pas les sentiments du roi à son égard, il s'appliqua à cultiver la faveur royale en fréquentant assidûment la cour.

A peine le nouveau gouvernement s'était-il constitué que le champ de bataille s'ouvrit devant lui dans les deux chambres. La forme fut la même dans les deux assemblées : on demanda que la chambre se formât en comité pour délibérer sur l'état de la nation. Le 20 mars, le comte de Darnley fit cette proposition à la chambre des pairs. Lord Grenville, entre autres, défendit les ministres anciens et lord Westmoreland les nouveaux; mais tous deux s'ac-

¹ *Journal de M. Abbot*, 20 février 1801.

² La lettre de M. Addington, en date du 25 avril 1801, a été publiée par lord Campbell, *Vies des chanceliers*, vol. VI.

cordèrent à repousser la motion. D'autre part, lord Carnarvon soutint que « la conduite de la guerre tout entière donnait nécessairement matière à une enquête minutieuse. Plus de trois cents millions sterling ont été dépensés dans une guerre qui n'a duré que neuf ans. » De même lord Lansdowne attaqua le but et la direction de la guerre dans toutes ses parties, peut-être avec quelques-unes de ces subtilités ingénieuses et de ces distinctions superflues qui furent si heureusement définies naguère dans la parodie des discours de sa seigneurie, « les Eglogues politiques : » Un noble duc affirme que j'approuve son projet. Je ne l'ai jamais dit, mylords, je ne le puis pas. En parlant clairement, grâce au ciel, on se fait toujours comprendre. J'ai dit que je pourrais approuver, non que j'approuvais. »

Il y eut plusieurs autres discours sur la proposition de lord Darnley avant d'en venir au vote qui donna, y compris les procurations, 28 voix pour la motion et 115 contre. De tous les discours prononcés ce soir-là, celui de lord Auckland attira surtout l'attention. Il commença par faire quelques compliments fleuris à M. Pitt, et fit allusion à la longue amitié qui les unissait. Puis il en vint aux récentes démissions : « Ici, mylords, » dit-il, « je me trouve dans l'embarras. D'une part, je ne puis trouver aucune cause suffisante aux malheureuses démissions qui sont venues tomber sur nous dans un moment de difficultés croissantes. D'autre part, il est impossible que des hommes de grand courage et d'une ambition si légitime et si bien fondée aient pu se laisser atteindre un moment par le désir d'échapper à la fatigue et à la responsabilité. Il n'est ni dans la nature humaine ni dans l'histoire que les généraux habitués aux grandes batailles, et nés pour les gagner, puissent monter dans leur chaise de poste et

abandonner leur armée, au moment de l'action, sans des raisons péremptoires. Je suis donc obligé de recourir à l'expression d'un noble comte (Carlisle), et de dire qu'il y a dans cette affaire un mystère et quelque chose de difficile à s'expliquer réciproquement. Il y a là un voile que le regard ne peut pénétrer. Le temps et les circonstances feront peut-être disparaître ce voile; le comité que la présente motion voudrait établir n'y réussira pas. »

Il eût été désirable que lord Grenville, comme chef de la chambre des pairs dans le dernier ministère, se fût levé pour répondre « à ce cher et intime ami. » Mais il avait déjà parlé deux fois et fut obligé de garder le silence. A sa place lord Spencer répondit à lord Auckland, en repoussant son accusation par quelques mots vifs mais trop polis, à l'avis de quelques-uns des assistants.

Cette accusation causa cependant un ressentiment et une surprise extrêmes parmi les amis de Pitt : « Lord Auckland, » écrit lord Malmesbury, « a reçu de M. Pitt des services qu'aucun ministre n'aurait pu rendre sans le pouvoir de Pitt, et que personne ne demanderait, à moins d'être aussi avide de places que lord Auckland. Cependant, à peine a-t-il quitté le pouvoir que lord Auckland insinue qu'il l'a fait par quelques motifs secrets et que le motif ostensible n'est pas véritable ! »

M. Rose ne fut pas moins indigné, comme le prouve une lettre écrite le jour suivant :

M. ROSE A LORD AUCKLAND.

« Samedi soir, 21 mars.

» Mylord,

» Le compte qu'on m'a rendu aujourd'hui de ce que Votre Seigneurie a dit hier soir à la chambre des lords

doit couper court aux relations que j'ai entretenues avec vous depuis quatorze ou quinze ans. Depuis que je me suis mêlé des affaires publiques, j'ai toujours cru, que quelque séparé qu'on pût être sur les questions politiques, on pouvait se voir agréablement dans le monde, au moins de temps en temps; mais il y a dans cette affaire-ci des circonstances d'une nature si particulière que cela devient impossible entre Votre Seigneurie et moi. Il me serait aussi pénible d'entrer dans les détails qu'il vous le serait, je crois, d'y entendre même faire plus nettement allusion. Vous ne prendrez donc pas la peine de venir chercher chez moi les papiers dont nous avons parlé ce matin.

» Je suis, mylord.....

» GEORGE ROSE. »

Pitt lui-même envisageait l'affaire à peu près sous le même jour. Il était trop fier pour se plaindre, mais il rompit toute relation avec lord Auckland et n'échangea plus jamais une parole avec lui, à ce que je crois.

Un débat analogue à celui de la chambre des lords eut lieu dans la chambre des communes le 25 du même mois. Grey, qui proposa le comité, fit un long et habile discours, en censurant sous divers chefs toute la conduite du dernier gouvernement. Dundas, qui suivit, et qui parla aussi avec beaucoup de talent, lui répondit point par point. Après plusieurs autres orateurs, Pitt se leva. Il ne cachait ni ne niait le regret qu'il avait éprouvé en quittant le pouvoir avant d'avoir conclu la paix. « Je ne prétends point, » dit-il, « à la philosophie ni à l'indifférence pour l'opinion des autres qu'affectent certaines personnes. Je ne suis pas indifférent à la situation de mon pays. Je

ne suis pas indifférent à l'opinion que le public peut avoir conçue sur la part, la trop grande part que j'y ai prise. J'avoue au contraire que ces questions m'ont fort occupé. Des événements qui ont déçu mes plus chers désirs et déjoué les espérances favorites de mon cœur sont survenus ; j'aurais désiré poursuivre jusqu'à la fin de la lutte les objets de ces espérances et de ces désirs dont j'avais cherché à assurer le succès avec tant de soin et d'inquiétude. »

Pitt en vint ensuite à exprimer dans les termes les plus énergiques sa confiance dans ses successeurs. « Sont-ils appelés à une situation nouvelle pour eux ? » dit-il. « Oui. Mais sont-ils nouveaux pour le public ? Non, ils ne sont pas nouveaux pour la chambre et pour le public ; l'estime et l'affection de la chambre et du public pour eux ne sont pas nouvelles, et cela par suite d'une suffisante expérience de leurs talents et de leurs principes. »

Non satisfait de ces éloges généraux, Pitt voulut faire des compliments particuliers à plusieurs des ministres : « Je répète que lorsque je vois un noble lord (Hawkesbury) appelé aux fonctions de secrétaire d'Etat, je suis tout prêt à demander, sans crainte de recevoir une réponse désagréable, si les membres de l'autre côté connaissent quelqu'un de supérieur au noble lord. J'en appelle à leur modestie pour me dire s'il y a quelqu'un parmi eux de supérieur à mon noble ami, à l'exception d'un honorable membre (M. Fox) dont la présence en ce lieu a été si rare depuis quelque temps qu'on pourrait presque le regarder comme un nouveau venu, lui dont les talents supérieurs ont fait une exception à presque toutes les règles, dans toutes les questions qui réclament des talents hors ligne, mais dont la conduite devrait également être une excep-

tion quand il s'agit du gouvernement des affaires de ce pays ; cette conduite s'est trouvée quelquefois en désaccord avec celle de tout autre homme public, et si elle servait d'exemple, elle deviendrait funeste aux véritables intérêts de ce pays-ci : je le répète, à l'exception de l'honorable membre en question, je ne connais, de l'autre côté de la chambre, personne qui soit supérieur à mon noble ami en capacité pour les affaires. »

Pitt fit alors les allusions les plus flatteuses à lord Eldon et à lord Saint-Vincent, l'un destiné à justifier, l'autre à démentir de la manière la plus éclatante ses favorables prévisions. Dans une autre partie de ce même discours si étendu, il discuta enfin les causes de sa retraite et les prétentions des catholiques. Il dit, sur ce dernier point : « Je veux seulement dire aujourd'hui que dans nos vues, à mes collègues et à moi, je rejette absolument les termes usités, l'émancipation des catholiques ou l'émancipation catholique. Je n'ai jamais compris ainsi les choses ; je n'ai jamais cru, je ne crois pas encore que la situation des catholiques soit de nature à permettre de qualifier ainsi le soulagement qu'on pourrait leur apporter ; mais il me semble que les bienfaits auxquels ils n'ont pas encore participé auraient pu en toute sécurité être ajoutés aux nombreux bienfaits qui leur ont été si largement conférés dans le cours du présent règne. »

De même, sans faire expressément allusion aux débats de l'autre chambre, Pitt repoussa fièrement l'accusation insinuée par lord Auckland : « Je tiens à faire remarquer que j'ai vécu avec bien peu d'effet depuis dix-sept ans, s'il m'est nécessaire de dire que je n'ai pas quitté mon poste parce que je reculais devant les difficultés ; j'ai toujours agi, bien ou mal, il ne m'appartient pas d'en décider,

mais assurément en homme qui n'avait pas l'air de craindre les difficultés. Je puis même dire ceci : si je devais effacer du compte ces dix-sept années, et ne parler que de ce qui s'est passé depuis deux mois, j'ose dire qu'assez de faits se sont présentés dans cet intervalle qui auraient pu effacer l'idée que j'étais disposé à reculer devant une difficulté quelconque, ou que je désirais me débarrasser d'une responsabilité ; ce qui est arrivé depuis cette époque m'a donné l'occasion de prouver bien positivement que j'étais prêt à accepter toute la responsabilité que ma situation pouvait faire peser sur moi. »

Lorsque Pitt se rassit, Fox se leva précipitamment. Dès la première phrase il tourna fort habilement à son avantage l'expression que Pitt avait lancée contre lui : « Monsieur, quelque tard qu'il soit, je demande la permission, même sous la dénomination de membre nouveau venu, dont m'a gratifié le très-honorable préopinant, d'user de l'indulgence que la chambre témoigne d'ordinaire à cette classe de personnes. » Il procéda alors avec beaucoup de vigueur à attaquer la conduite, dans son ensemble, du ministère sortant et à discuter tous les arguments de Pitt.

« Maintenant, monsieur, j'en viens à considérer le changement récent dans le gouvernement. Quant au changement en lui-même, il est vrai qu'aucun changement ne pouvait être pour le pire, car je défie le mauvais génie du pays de trouver quelque part que ce soit en Angleterre un égal nombre d'hommes dont les mesures pussent, dans le même espace de temps, réduire le pays à un plus déplorable état que celui où l'ont laissé les ministres sortants. Mais le pays n'avait-il point d'alternative entre eux et des successeurs si pareils à eux?... Le chancelier de l'Échiquier sortant, avec quelques redondances peut-être,

a mêlé, à ses éloges du très-honorable membre en face de moi (M. Addington), une peinture un peu chargée de l'importance du fauteuil que vous occupez, monsieur. On peut néanmoins être un excellent président de cette chambre, comme l'était indubitablement le dernier orateur, sans être pour cela parfaitement propre à devenir chancelier de l'Échiquier. C'est, pour le moment, tout ce que je crois nécessaire de dire à l'égard du respectable membre auquel vous avez succédé, monsieur.

» Le plus important ensuite, comme fonction et comme caractère, est le noble lord sur le banc en face (lord Hawkesbury), qui a si largement eu sa part des éloges pompeux que le très-honorable membre a si libéralement répandu sur le corps entier de ses successeurs. J'assure le noble lord que j'ai pour lui tout le respect que je puis avoir pour quelqu'un que je connais personnellement si peu. Il est, à la vérité, membre de cette chambre depuis bien des années, et je n'en doute pas, un membre fort laborieux; mais si vous aviez cherché dans tout le pays, vous n'auriez pu trouver un seul individu moins désigné que le noble lord pour le département particulier qu'il occupe. Le noble lord peut surpasser tout le monde sur tous les points; en tous cas il ne le cède à aucun de ceux auxquels il succède officiellement quant à la violence de ses anathèmes contre la révolution française; personne, passé ou présent, n'a consacré plus d'heures dans cette chambre à prouver l'irréparable infamie qu'il y aurait à traiter avec cette république « de régicides et d'assassins. » Jamais, assurément, on n'a été moins propre à proposer la paix à Paris que ne l'est le très-noble lord dont l'avis était de couper court à la question en marchant droit sur cette capitale. »

Après Fox, Addington se leva. C'était la première fois qu'il s'adressait à la chambre en qualité de ministre. Il résuma le débat en quelques phrases convenables et sans embarras, et, quand la chambre en vint au vote, la motion ne réunit que 105 voix, tandis qu'il y en eut 294 contre.

J'ai raconté longuement ces deux discussions de la chambre des lords et de la chambre des communes, parce qu'on peut dire que là finit, pour le moment, toute opposition systématique contre le nouveau ministère. M. Pitt continua de lui donner son appui; M. Fox vit qu'il ne gagnerait rien en cherchant à le renverser. Les mesures nécessaires pour les finances avaient été réglées par Pitt avant sa retraite, et toutes les autres mesures, entre autres celle qui prolongeait la durée de l'état de siège en Irlande, passèrent, non sans objection, mais sans difficulté.

La grande question qui occupait à cette époque l'attention de la législature était ou aurait dû être une affaire judiciaire plutôt qu'une question de parti. Au mois de février, M. Hornè Tooke avait été nommé membre du Parlement pour le bourg d'Old-Sarum. Il avait été élu grâce à l'influence du second lord Camelford, homme fort extraordinaire dans la vie privée et dans la vie publique. Sur ce dernier terrain, non-seulement il avait fait de l'opposition au gouvernement dont son cousin, M. Pitt, et son beau-frère, lord Grenville, étaient les chefs, mais il s'était rallié aux rangs les plus extrêmes des opposants, et c'était parmi eux qu'il avait choisi Horne Tooke à l'occasion d'une vacance.

Là s'éleva une question de droit ou de loi. Horne Tooke avait reçu jadis les ordres sacrés; était-il en son pouvoir de les mettre de côté, et, s'il ne le faisait pas, pouvait-il siéger à la chambre des communes? Le fils aîné du

marquis de Buckingham, le comte Temple, se mit à la tête des démarches contre l'élu de son cousin. Horne Tooke parla lui-même plusieurs fois sur son affaire et sur plusieurs autres sujets. Il fit remarquer qu'il avait abandonné depuis trente ans toutes fonctions ecclésiastiques, « et une quarantaine de trente ans ne suffit-elle pas, dit-il, pour mettre tout le monde à l'abri de la contagion de mon caractère passé ? »

On écouta les différents discours de ce docteur défroqué dans un profond silence et avec une grande attention; mais il ne répondit pas à l'attente que son talent avait excitée. Il fut à regretter pour sa réputation qu'il eût consenti, à soixante ans et dans un mauvais état de santé, à paraître sur un théâtre nouveau et inconnu. Les grosses plaisanteries et les brusques réparties qui enchantaient les électeurs tombèrent à plat devant la chambre. Il n'était pas maître de lui, d'ailleurs, et ne paraissait pas à son avantage. « Je ne savais pas si j'étais sur les pieds ou sur la tête, » dit-il quelque temps après. Quelques-unes de ses remarques pourraient faire admettre la dernière hypothèse,

Le procédé proposé par lord Temple était bien simple: il demandait que l'on convoquât immédiatement, pour la seconde fois, le bourg d'Old-Sarum. Mais Addington dit qu'il préférerait une mesure législative. D'autre part, Fox, Erskine et Grey, avec leur nouvel allié dans la seconde chambre, lord Thurlow, parlèrent vivement en faveur de l'éligibilité des ecclésiastiques. Leurs arguments restèrent sans effet, et on fit passer à une grande majorité un bill déclarant que les ecclésiastiques n'avaient pas le droit de siéger à la chambre des communes.

En conséquence, Horne Tooke rentra pour le reste de sa

vie dans sa villa de Wimbledon, libre de s'y consacrer aux plaisirs de la littérature. Mais, en 1802, il trouva l'occasion de faire un discours aux électeurs de Westminster, et d'y faire allusion, avec une amère ironie, à la procédure qui avait eu lieu contre lui : « Je reconnais, » dit-il, « que mon vieux camarade en élections, le présent chancelier de l'Échiquier, a usé envers moi de miséricorde en présentant seulement ce bill, car si, au lieu de m'exclure, il avait proposé de me pendre à l'instant dans le vestibule, il eût été suivi par la même majorité, lui ou tout autre chancelier de l'Échiquier ¹. »

Les nouveaux ministres, comme on l'a vu, avaient été nommés au mois de mars 1804. Quelques semaines après, ils furent réjouis par de bonnes nouvelles de différentes parties du continent. Une expédition pour la Baltique, préparée par leurs prédécesseurs, était sur le point de mettre à la voile. Elle se composait de dix-huit vaisseaux de ligne, et le conseil de l'amirauté avait choisi sir Hyde Parker pour la commander, concession fort imprudente au droit d'ancienneté, puisque lord Nelson se trouvait le commandant en second. Lorsque Nelson rejoignit la flotte à Yarmouth, il trouva l'amiral un peu agité à l'idée des nuits noires et des champs de glace : « Il faut se remonter, » lui dit-il : « ce n'est pas le moment d'avoir des nerfs. »

Les nerfs de sir Hyde Parker furent bien plus agacés le mémorable jour du 2 avril, lorsque Nelson, à la tête de la première division de la flotte, attaqua intrépidement les batteries et l'escadre ennemies devant Copenhague. Il lutta corps à corps avec les braves Danois lorsque le

¹ *Vie de Horne Tooke*, par A. Stephens, vol. II.

signal *trente-neuf*, qui voulait dire : « cessez l'action, » fut arboré dans l'éloignement par son timide chef. A tout risque, Nelson, uniquement préoccupé du bien public, résolut de continuer : « Cesser l'action ? » s'écria-t-il, « que le diable m'emporte si j'en fais rien ! Vous savez, Foley, » et il se tourna vers son capitaine, « je n'ai qu'un œil, j'ai le droit de n'y pas voir quelquefois ; » et appliquant la lunette à son œil crevé, il ajouta amèrement : « Je ne vois positivement pas le signal ! » Au bout d'un instant, ils s'écria : « Que le diable emporte le signal ! Faites flotter le mien pour dire qu'on se batte de plus près ; voilà comment je réponds à de pareils signaux ! Clouez le mien au mâ ! » Le résultat fut l'une des plus éclatantes victoires navales dont puissent s'enorgueillir les annales anglaises. Nous y trouvâmes tous les avantages désirés. Nelson, se rendant à terre le surlendemain, conclut avec le prince royal un armistice d'après lequel le Danemark suspendait, et en fait abandonnait l'alliance de la neutralité armée et la confédération formée contre nous.

Il serait curieux de comparer les deux lettres particulières écrites à cette occasion au premier lord de l'amirauté par les deux commandants, l'amiral Parker prétendant que, d'après les règles indiquées par les meilleurs auteurs et en considérant toutes les circonstances, on n'aurait pas dû donner la bataille ; Nelson demandant pardon de son mieux pour sa glorieuse désobéissance. Le résultat ne pouvait être douteux auprès des ministres anglais : Nelson fut promu dans la pairie et devint vicomte ; Parker fut rappelé.

A Saint-Petersbourg, le même résultat fut amené par une série d'événements bien différents. L'aliénation mentale de l'empereur Paul devenait tous les jours plus

douloureusement visible. Ses caprices et ses fantaisies de despote, soudainement imaginés et tout aussi soudainement révoqués, menaçaient de ruiner son empire et tenaient constamment en danger ceux qui l'entouraient. Ce qui fera peut-être le mieux comprendre quel était alors l'état de son esprit, c'est une caricature de lui qui circulait secrètement ; il tenait dans sa main droite un papier portant ce mot : *Ordre* ; dans la main gauche, un papier avec *contre-ordre* et sur son front était écrit : *Désordre*. Dans cette situation, on forma contre lui une conspiration dans le palais, parmi ses serviteurs de confiance. On ne voulait pas, à ce qu'il paraît, lui ôter la vie, mais l'obliger à abdiquer en faveur de son fils. Lorsque, dans la nuit du 23 mars, les conspirateurs se précipitèrent dans sa chambre et s'assurèrent de sa personne, Paul chercha à se défendre ; une mêlée s'ensuivit ; au milieu de la confusion, l'empereur fut tué.

A la mort de l'empereur Paul, son fils aîné, jeune homme d'un caractère aimable et de grande espérance, fut à l'instant proclamé sous le nom d'Alexandre I^{er}. L'un des premiers soins du nouveau souverain fut de rendre la liberté aux marins anglais, et de restituer les biens des négociants anglais qu'avait confisqués son père. Il n'y eut donc plus de difficulté à négocier avec la cour de Russie, et après ces événements la Suède se montra disposée à nous accorder toutes les satisfactions que nous pouvions désirer. Ainsi s'évanouit, avant la fin du printemps, cette ligue de la neutralité armée qui, au commencement de l'année, avait paru nous menacer de toutes parts.

Le ministère sortant avait projeté une attaque sur l'Égypte comme sur le Danemark. On avait eu l'inten-

tion de faire venir de l'Inde quelques régiments de cipayes par la mer Rouge, pour leur faire prendre l'Égypte en flanc tandis qu'un corps de troupes anglaises attaquerait par la Méditerranée. Les mouvements des cipayes furent fort retardés; mais au commencement de mars les troupes anglaises apparurent près de la côte d'Aboukir. Elles s'élevaient environ à quatorze mille hommes et avaient pour chef sir Ralph Abercromby. A la vue des chaloupes qui s'avançaient, les postes avancés des Français, sous les ordres du général Friant, descendirent bravement des collines de sable et résistèrent aux assaillants au bord même de la mer. Mais la première division, la baïonnette au bout du fusil, réussit à débarquer et repoussa ses vaillants adversaires. L'armée tout entière, abordant alors, s'avança jusqu'aux hauteurs devant Alexandrie, s'assurant là une forte position après avoir réduit sur la droite le fort d'Aboukir.

A cette nouvelle, le général Menou sortit en toute hâte du Caire avec le gros de l'armée française. Outre tous les embarras de cette époque, une grande rivalité et beaucoup de discorde régnaient entre les généraux de la République, et Menou, leur chef, ne possédait pas l'énergie nécessaire dans une position si difficile. Le 21 mars, il attaqua cependant les Anglais avec beaucoup d'ardeur, mais il fut repoussé sur tous les points, et perdit, calculait-on, quatre mille hommes. La joie des vainqueurs fut obscurcie par la mort de leur vaillant chef sir Ralph Abercromby, qui fut grièvement blessé dans l'action et mourut quelques jours après. Néanmoins le général Hutchinson, qui lui succéda dans le commandement, poursuivit ses avantages, et tandis que les Français étaient serrés de près à Alexandrie par l'armée anglaise,

le grand vizir avec un ramassis de Turcs, menaçait de nouveau le Caire.

Il y a dans ces derniers événements un point que certains écrivains ont complètement laissé de côté. Ceux qui signalent, comme lord Macaulay, le mauvais succès des entreprises de M. Pitt, et insistent sur l'échec subi par nos troupes en Bretagne et en Hollande, ne disent rien, d'autre part, de l'expédition en Égypte. Ils ont l'air de la compter au ministère de M. Addington ; sans aucun doute ce fut sous le ministère de M. Addington qu'eurent lieu les batailles en Égypte, et que l'invasion française fut repoussée. Mais c'était sous la direction de Pitt que l'expédition tout entière avait été projetée et préparée, le général choisi, et les opérations indiquées. S'il faut, en quelque mesure, rendre M Pitt responsable des revers de Quiberon et du Helder, si quelque ombre doit être jetée par là sur sa gloire, au moins est-il juste que ses biographes réclament pour lui une feuille de la couronne du vainqueur d'Aboukir.

Dans un autre coin du monde, le Portugal était menacé par l'Espagne d'une agression injuste, et l'Espagne était soutenue par la France. Le 18 mai, lord Hawkesbury, à la chambre des communes, proposa un subside de 300,000 livres sterling pour notre ancien allié. M. Grey, sans avoir l'intention de demander un vote, présenta quelques objections et déclama contre toute la politique extérieure du ministère sortant. M. Pitt se leva : « L'honorable préopinant, » dit-il, « croit que notre proposition arrive trop tard, et que notre subside est trop faible pour offrir au Portugal un secours efficace. Si telle est véritablement son opinion, il pourrait reprocher aux ministres de ne pas l'avoir présenté plus tôt, mais

il devrait, s'il est conséquent avec lui-même, accélérer ce qu'il trouve trop tardif, et augmenter ce qu'il trouve trop faible, au lieu de s'y opposer tout simplement. Mais l'honorable préopinant a trouvé bon de déblatérer contre le ministère sortant, qui a échoué par tout, dit-il, par suite des retards dont il s'est rendu coupable, mais qui, à ce que je soutiens, en dépit de tous ces retards et de ces échecs constants, a trouvé moyen, au milieu de la désolation de l'Europe, de dépouiller nos ennemis de presque toutes leurs possessions coloniales, d'annihiler presque leurs forces maritimes, de leur enlever leur commerce et de nous l'approprier, tout en maintenant la sécurité de nos possessions sur les divers points du globe. Voilà, monsieur, les succès qui sont venus couronner les tardifs efforts du dernier ministère. C'est à ces succès que l'honorable préopinant doit l'occasion dont il use maintenant pour jeter ici, sur la conduite de la guerre, ses critiques rétrospectives. Je voudrais demander à l'honorable préopinant comment on pouvait éviter d'envoyer des troupes en Égypte, à moins qu'on ne fût résolu à l'abandonner à la France? Il ne nie pas que cela ne fût fort important pour ce pays-ci, mais il dit que l'expédition n'eût pas été nécessaire, si nous avions accepté la convention d'El-Arish. Monsieur, cette question a été discutée ici plus d'une fois. (Ici M. Tyrwhitt Jones se mit à crier : Écoutez! écoutez!) Monsieur, je demande la permission d'assurer à l'honorable membre que je n'interromprai jamais ses discours par des cris d'écoutez! écoutez! et, si je le peux, je m'épargnerai à l'avenir l'ennui d'entendre ses déclamations à ce sujet. »

On peut remarquer, d'après ce dernier paragraphe, que

M. Pitt comptait désormais, en sa qualité de simple membre du Parlement, se permettre quelquefois un peu de relâche. Il ne se croyait pas obligé d'assister à toutes les discussions insignifiantes soulevées par des hommes tels que M. Tyrwhitt Jones, depuis qu'il avait perdu, comme je l'ai entendu dire un jour par sir Robert Peel en semblable occasion, « l'incalculable privilège d'être tracassé tous les soirs par les honorables membres de l'autre côté de la chambre. »

Les nouvelles d'Égypte venaient d'arriver en Angleterre et, comme celles du Danemark, elles avaient été accueillies avec un grand enthousiasme. La chambre des communes vota un monument à sir Ralph Abercromby dans la cathédrale de Saint-Paul, et le roi accorda à sa veuve la pairie et une pension. De pareilles victoires au nord et au midi donnaient un beau texte au discours du roi à la fin de la session, le 2 juillet; mais le roi ne prononça pas le discours en personne. Depuis sa maladie du commencement de l'année, comme après sa maladie en 1789, il souffrait souvent d'accès de langueur et d'abattement. Les lords commissaires parlèrent en son nom des « succès éclatants et répétés remportés sur terre et sur mer, » et de la « valeur particulière que Sa Majesté y attachait, dans la conviction qu'ils tendaient à accélérer le grand but de sa constante sollicitude, le rétablissement de la paix à de justes et équitables conditions. »

Le public savait à cette époque que, d'accord avec l'esprit qui inspirait ces paroles, on avait entamé et qu'on poursuivait à Londres une négociation pour la paix entre lord Hawkesbury et M. Otto. L'espoir seul était consolant, et on espérait que la réalité ne tarderait pas. Quel-

que temps après, la population fut réjouie par un bienfait qui lui avait été refusé depuis plusieurs années : la récolte fut abondante et de bonne qualité.

A la clôture du Parlement, M. Pitt s'était retiré à Walmer-Castle. Là comme à Londres, il était fort tourmenté par l'état de ses affaires personnelles. Depuis quelques années, il s'endettait de plus en plus. Dès 1797, M. Rose avait évalué ses dettes entre 30,000 et 40,000 livres sterling, y compris deux hypothèques de 4,000 et de 7,000 livres sterling sur la terre de Holwood. Mais ces dettes s'étaient accrues, et, en les examinant de près, on trouva qu'elles se montaient à 45,064 livres sterling¹.

Il n'est pas aisé, au premier abord, de comprendre et d'expliquer ces énormes embarras. Comme premier lord de la trésorerie et comme chancelier de l'Échiquier, M. Pitt touchait 6,000 livres sterling par an. Comme lord gardien des cinq ports, il avait un traitement de 3,000 livres sterling, qui s'accroissait de quelques centaines de livres par de petits droits et des rentes sur la côte de Douvres. A tout prendre, depuis 1792, Pitt avait donc touché près de 10,000 livres sterling par an. Il n'avait point de famille à soutenir, point de goûts dispendieux à défrayer. Il n'avait jamais fréquenté les tables de jeu, comme Fox; il n'avait pas, comme Windham, d'énormes comptes d'élection à payer. Avec un degré d'ordre fort ordinaire, il n'avait pas dû dépenser plus des deux tiers de son revenu officiel.

Malheureusement cet ordre fort ordinaire manquait absolument. Pitt, tout occupé de l'Échiquier du pays,

¹ Voir l'estimation faite par M. Rose. *Journaux*, vol. I.

ne se laissait pas le temps de surveiller ses comptes personnels. Aussi, quelques-uns de ses domestiques le pil-jaient sans merci ni pudeur. Une ou deux fois, pendant sa vie officielle, il avait demandé à son ami lord Carrington d'examiner ses comptes de ménage. Lord Carrington dit plus tard à M. Wilberforce les résultats de cette enquête. Il avait trouvé que la prodigalité atteignait, à l'office, des proportions presque fabuleuses. La quantité de viande accusée par les comptes était de 900 livres par semaine. La consommation de volaille, de poisson et de thé était dans la même proportion. Les comptes pour les domestiques, comme gages, nourriture à leurs frais, livrées et dépenses à Holwood et à Londres, s'élevaient à plus de 2,300 livres sterling par an¹. Cependant Pitt ne voulut jamais prendre le temps nécessaire pour examiner et détruire tous ces abus. Ses dépenses ne diminuaient pas, et ses dettes augmentaient.

Quelques amis de la mémoire de ce grand ministre ont manqué de jugement au point de le féliciter presque de l'accumulation de ses dettes, qui prouvaient, ont-ils dit, l'élévation de son âme. Sans doute le fier dédain de M. Pitt pour l'argent présente un favorable contraste avec l'avidité éhontée d'hommes comme M. Rigby. Cependant, il y a assurément une bonne voie à suivre entre ces deux extrêmes. L'exemple de quelques hommes d'État de notre temps, tels que le duc de Wellington et sir Robert Peel, prouve que les travaux les plus rudes à la tête des affaires publiques peuvent s'accorder avec la bonne administration de la fortune personnelle. Même dans la carrière la plus remplie,

¹ Comparez sur ce point la biographie de lord Macaulay avec une note du 3^e vol. de la vie de Wilberforce et un passage des *Journaux de M. Rose*, vol. I.

on peut toujours trouver un moment pour revoir ses comptes. A tout prendre, la plupart de mes lecteurs s'accordent, je pense, avec lord Macaulay lorsqu'il dit : « Le caractère de Pitt eût été plus haut placé s'il eût uni, au désintéressement de Périclès et de Jean de Witt, leur noble frugalité. »

Tant que M. Pitt resta au pouvoir, ses créanciers consentirent à attendre; mais lorsqu'ils apprirent qu'il allait donner sa démission et qu'il perdrait les deux tiers de son revenu actuel, l'impatience de quelques-uns d'entre eux ne connut plus de bornes. Les réclamations auprès de M. Pitt devenaient excessivement pressantes. Il avait tous les jours des raisons de craindre qu'on n'en vint à faire une saisie dans sa maison, et de voir sa chambre sans meubles et son écurie sans chevaux. Il résolut de vendre Holwood; mais, vu l'importance des hypothèques prises sur cette petite propriété, la vente ne devait lui laisser qu'une faible somme en surplus.

Pitt était trop fier pour dire un seul mot de plainte à ses plus intimes amis. Mais ils en vinrent bientôt à se rendre compte, et à un moindre degré le public en fit autant, des extrémités auxquelles il était réduit. Ils désiraient tous ardemment de lui venir en aide et de le soulager, autant qu'il le voudrait permettre. On proposa dans ce but, à différentes époques, trois projets divers. Le premier avait été imaginé par quelques personnes qui voulaient proposer à la chambre des communes de lui accorder une récompense nationale. Mais lorsque M. Rose parla à M. Pitt de ce projet, « il m'assura du ton le plus solennel, » dit M. Rose, « qu'il était bien résolu à ne rien accepter du public, sous quelque forme que ce fût : » « Plutôt que d'en venir là, » dit M. Pitt, « j'aimerais mieux lutter avec tous les

embarras possibles. Si j'avais eu le bonheur de tirer le pays de tout danger et de l'amener sain et sauf à la prospérité, j'aurais été fier d'accepter une pareille récompense. Mais dans ma situation actuelle et dans celle où se trouve le pays, il me serait tout à fait impossible de recevoir quoi que ce fût¹. »

Les négociants de Londres renouvelèrent ensuite l'offre généreuse qu'ils avaient faite à M. Pitt en 1789. Une députation vint le trouver pour lui annoncer qu'ils avaient fait entre eux une souscription qui s'élevait à une somme de 400,000 livres sterling, qui serait versée à son nom dans la maison de banque qu'il indiquerait, sans qu'il sût jamais les noms des souscripteurs. Ce noble don fut aussi noblement refusé : « S'il m'arrivait jamais de revenir au pouvoir, » dit M. Pitt, « je me sentirais embarrassé et gêné chaque fois que la Cité m'adresserait une requête, de peur, en la refusant, de contrarier les désirs de quelques-uns de mes bienfaiteurs inconnus². »

Ces deux premiers projets tombèrent donc dans l'eau. En troisième lieu, le roi, apprenant les embarras de son dernier ministre, eut le généreux désir de l'en délivrer amicalement. Au commencement de l'été, Sa Majesté, se rendant à Weymouth, s'arrêta pendant quelques jours à Cuffnells, maison de campagne de M. Rose dans le New-forest. Là, il proposa de mettre entre les mains de M. Rose 30,000 livres sterling sur sa cassette, pour payer les dettes de M. Pitt, somme qui, avec la vente de Holwood, eût exac-

¹ *Journal de M. Rose*, 19 mars 1801.

² *Histoire d'Angleterre* d'Adolphus, vol. VII. M. Adolphus devait ces renseignements à un grand négociant qui assistait à l'entrevue. Voir également le discours de M. Rose à la chambre des communes, après la mort de M. Pitt, 3 février 1806.

tement suffi. Sa Majesté exprima en outre le désir qu'on pût conduire toute l'affaire de manière à empêcher que M. Pitt pût soupçonner d'où lui était venu le secours. Il faut avouer, ce me semble, que cette offre fait le plus grand honneur aux deux parties. Mais les paroles de M. Rose lui-même feront mieux connaître la suite de l'affaire : « Cette idée nous parut impraticable sans en causer avec M. Pitt. Lorsque je lui en parlai, il fut plus ému que je ne l'avais jamais vu ; mais il refusa, bien qu'avec le plus profond sentiment de reconnaissance : ce fut une des dernières choses dont il me parla, avec une vive émotion, à la fin de sa vie. »

Le passage que je viens de citer est emprunté à une lettre datée du mois de décembre 1809, et destinée à être mise sous les yeux du roi. En repassant ainsi les circonstances de l'affaire, M. Rose cherchait à obtenir le consentement du roi à ce qu'il fût connu au monde l'offre de Sa Majesté dans un pamphlet qu'il allait publier. Mais le roi, avec la noblesse de cœur dont il avait fait preuve dans cette circonstance, déclara qu'il n'en avait jamais parlé depuis, et qu'il ne pouvait consentir à ce que le public en fût instruit ; il aurait l'air, dit-il, de faire parade de ses intentions¹.

La troisième offre, la plus honorable de toutes, ayant été refusée comme les autres, il ne restait donc plus qu'un parti à prendre : il fallait que M. Pitt acceptât les contributions de ses amis personnels. M. Fox avait adopté la

¹ Voir la lettre du colonel Hubert Taylor, devenu secrétaire de George III, lors de l'affaiblissement de sa vue, dans les *Journaux de M. Rose*, vol. II. Il paraîtrait, d'après cette lettre, qu'en 1803, le roi ne se rappelait plus bien la somme exacte qu'il avait indiquée.

même marche quelques années auparavant, en face d'embaras de même nature. A cette époque, cet incident, au milieu des apprêts de la lutte des partis, avait excité quelques moqueries parmi les amis du ministère. Pitt lui-même ne s'en était pas défendu. La souscription en faveur de Fox avait été commencée sans que Fox en fût instruit, et quelqu'un demandait en présence de M. Pitt comment M. Fox la prendrait : « Comment il la prendra? » répondit M. Pitt, « je suppose qu'il la prendra tous les trois mois ou tous les six mois. »

Avec de pareilles réminiscences, Pitt dut éprouver une double peine à recourir au même moyen, ou à peu près. Mais ses amis les plus intimes le serraient de près, lord Camden, Rose et l'évêque de Lincoln en tête. L'état de ses affaires était encore plus pressant. Il finit par se rendre, comme le raconte la lettre suivante :

L'ÉVÊQUE DE LINCOLN A M. ROSE.

« Buckden-Palace, 7 août 1801.

» Mon cher monsieur,

» La conversation a été très-courte hier avec M. Pitt. Nous avons d'abord examiné l'exposé de ses affaires, qui nous avait été communiqué à Hill-Street, et M. Pitt y a fait quelques modifications, en conséquence de certaines rentrées et de certaines dépenses qui avaient eu lieu depuis la rédaction de cette pièce. Le résultat est plus favorable que je n'aurais cru de 2,000 livres sterling au moins; il dit de 3,000 livres sterling. Je lui ai dit alors qu'un certain nombre de ses créanciers étaient très-importuns et sérieusement embarrassés par le refus d'argent,

en sorte qu'il était fort désirable de payer au moins sur-le-champ les comptes des marchands ordinaires qui s'élevaient à une forte somme; tout autre plan ayant été rejeté, il ne restait pour cela d'autre ressource que celle dont je lui avais parlé la veille, à savoir l'assistance de ses amis particuliers. Il exprima sa disposition à y consentir. Je lui demandai alors s'il persistait dans son désir de savoir les noms des amis auxquels il devrait cette assistance; il répondit : « Bien certainement. » Je lui dis alors que nous avions examiné sa situation, et que six de ses amis, lord Camden, Steele, Rose, Long, Smith¹ et moi nous étions tout prêts à répondre pour lui, et à mettre sur-le-champ ses affaires en situation de lui éviter tout ennui ou tout embarras de la part de ses créanciers. Il me donna son consentement sans une minute d'hésitation, en ajoutant qu'il ne connaissait personne à qui il fût plus disposé à devoir un service et de la reconnaissance que ceux que j'avais nommés. Je dis alors : « Je crois, monsieur, que vous n'avez plus besoin de vous inquiéter de cela²; J. Smith et vous pouvez répondre que la chose se fera. » La conversation en est restée là. J'ai été voir lord Camden qui m'a paru parfaitement satisfait de ce qui s'était passé. Je suis revenu ensuite, et j'ai passé environ une demi-heure seul avec M. Pitt. Il ne m'a pas parlé du projet; mais il a fait mention de l'idée d'assurer sa vie, et de donner sa police d'assurance en gage pour l'argent qu'il emprunte. Je suis porté à croire que cela vaudrait mieux que de vendre une partie de sa charge des cinq ports, et qu'il faudra peut-être adopter cette idée plutôt que toute

¹ Lord Carrington, comme on le verra par la liste subséquente.

² M. Joseph Sunth.

autre, s'il est résolu à faire quelque chose. Je suis sûr qu'il a l'intention de payer des intérêts, et je crois qu'il n'aura pas l'esprit en repos s'il ne donne pas quelques sûretés pour le capital.

» A vous de cœur,

» G. LINCOLN. »

M. Joseph Smith, auquel l'évêque fait allusion dans la lettre ci-dessus, était habituellement appelé par ses amis Joe Smith. Il n'était pas parent de Robert Smith, lord Carrington, mais il avait été plusieurs années secrétaire particulier de M. Pitt. Depuis cette époque, il vivait habituellement à la campagne près de Saffron Walden, et Pitt, qui était resté son ami, était souvent au nombre de ses visiteurs.

Je donne ici la liste des souscripteurs, telle que M. Rose l'a conservée. Elle ne fut pas rendue publique à cette époque.

Souscripteurs à la somme de 44,700 livres sterling avancée en 1804 :

Lord Camden.	4,000	livres sterling.
Lord Bathurst.	4,000	—
L'évêque de Lincoln.	4,000	—
Lord Carrington.	4,000	—
M. Steele	4,000	—
M. Rose.	4,000	—

D'Écosse, 4,000 livres sterling,
à savoir :

Lord Melville.	4,000	—
Le duc de Buccleugh.	4,000	—
Le duc de Gordon.	4,000	—
Le premier juge.	4,000	—

40,000 livres sterling.

<i>Report</i>	40,000 livres sterlings.	
M. Wilberforce.	500	—
M. Long.	500	—
M. Joseph Smith.	500	—
Incertain, probablement lord Alvanley.	200	—
		<hr/>
	44,700 livres sterling.	

Cette somme, distribuée par les soins de M. Joseph Smith, suffit à satisfaire aux besoins les plus pressants, et le ministre en retraite put continuer à vivre dans l'aisance, bien que son établissement fût fort réduit. La vente de Holwood, décidée cette année là, ne fut consommée que l'année suivante. La vente eut lieu aux enchères; sir George Pocock fut l'acquéreur et paya 45,000 livres sterling. Les deux hypothèques déduites, M. Pitt retira donc 4,000 livres sterling de cette terre.

Pitt dut éprouver un amer regret en se séparant de Holwood, depuis si longtemps sa retraite favorite. Je n'ai pas trouvé un mot de plainte à ce sujet dans les lettres qui ont été conservées, ni dans les souvenirs de ses conversations recueillies par ses amis. Il dit seulement une fois à son ami lord Bathurst : « Quand j'étais enfant, j'allais dénicher des oiseaux dans les bois de Holwood, et j'avais toujours eu le désir d'en être possesseur¹. »

La terre de Holwood ne resta pas longtemps entre les mains de sir George Pocock; elle passa à d'autres propriétaires, et vingt ans environ après, la maison de Pitt fut abattue. Je crois qu'il ne reste dans la maison actuelle d'autre trace de lui que le bureau devant lequel il écrivait.

¹ *Souvenirs de Rogers*, note de la page 189, d'après lord Bathurst.

Mais l'arbre appelé *le chêne de Pitt* marque encore, dans le domaine, un endroit où il s'asseyait souvent, et le chêne de Wilberforce est encore un monument de sa renommée unie à celle d'un autre¹.

Durant l'été, les opérations militaires ne s'étaient pas ralenties. Les Français nous menaçaient d'une invasion prête à partir de divers ports, en particulier de Boulogne, et Nelson, qui commandait pour le moment sur nos côtes, dirigea une attaque contre la flottille qui se trouvait réunie sur ce point. Mais les fortifications étaient si bien établies que l'entreprise eût peu de succès. Dans la Péninsule, le Portugal succomba sous les forces supérieures de la France et de l'Espagne, et signa un traité honteux par lequel il consentit à renoncer à l'alliance de l'Angleterre et à fermer ses ports aux vaisseaux anglais. En revanche, et pour protéger notre commerce, le colonel Clinton, fils de sir Henry, connu dans la guerre d'Amérique, s'empara de l'île de Madère, à la grande joie des habitants.

En Égypte, les revers des Français devinrent décisifs. Le 16 mai, le grand vizir, grâce à la supériorité du nombre, battit une division de leur armée commandée par le général Belliard. Le Turc opérant alors sa jonction avec le général Hutchinson, ils se présentèrent tous deux devant le Caire, l'investirent, et obligèrent le général Belliard à se rendre avant la fin de juin. A ce moment, le général Hutchinson fut rejoint par les forces qu'il attendait de l'Inde. Elles avaient passé la mer Rouge et traversé le désert à partir de Cosseir; c'était un corps de 7,000 hommes commandé par le général Baird. Avec ce renfort, le

¹ Vol. I, 368.

général Hutchinson se trouva en mesure d'attaquer les Français qui restaient encore à Alexandrie. Au bout de quelques jours, la place fut serrée de près. Le 27 août, le général Menou, perdant tout espoir de recevoir des secours de France et n'ayant plus la confiance de ses soldats, demanda à capituler. On lui accorda les conditions honorables faites devant le Caire au général Belliard. Les Français ne devaient pas être considérés comme prisonniers de guerre; ils devaient s'embarquer avec armes et bagages, en conservant leur artillerie, et on devait les déposer en toute liberté sur les côtes de France. Ce fut ainsi que l'Égypte fut reprise à ses belliqueux conquérants, au juste honneur de la diplomatie et des armes anglaises.

Cependant les négociations pour la paix se poursuivaient entre lord Hawkesbury et M. Otto. Toutes les fois que M. Pitt traversait Londres en allant à Buckden-Palace, à Burton-Pynsent, ou dans quelque autre maison de campagne, on demandait son avis sur les points en litige avec un grand empressement, et il répondait franchement. Vers la fin de septembre même, lorsque Pitt se fut établi à Park-Place, on peut dire qu'il reprit la principale direction de cette importante négociation. Enfin, le 4^{er} octobre, les articles préliminaires furent signés, et Pitt écrivit à plusieurs de ses amis pour leur donner cette importante nouvelle. Voici deux de ses lettres.

M. PITT A M. LONG.

« Park-Place, 1^{er} octobre 1801.

» Cher Long,

» Je n'ai qu'un moment pour vous dire que le sort en est enfin jeté, et que les préliminaires viennent d'être signés.

» On n'annoncera la signature au public que demain matin.

» Les conditions, sans être précisément, sous tous les rapports, ce qu'on pourrait désirer, sont certainement très-honorables, et à tout prendre très-avantageuses.

» Je ne m'attends pas à ce que nos amis soient complètement satisfaits; mais le gros du pays le sera extrêmement, je crois, et je regarde l'événement comme très-heureux pour le gouvernement et le public. J'espère maintenant vous aller voir sous peu de jours.

» Toujours sincèrement à vous, » W. P.

» Hiley vous aurait écrit, s'il ne savait que je le fais. »

M. PITT A LORD MULGRAVE.

« Park-Place, 2 octobre 1801.

» Cher Mulgrave,

» Vous aurez appris par la gazette de ce matin que notre longue attente est enfin à son terme, et que les préliminaires de la paix ont été signés hier soir. Comme vous serez naturellement désireux de savoir les conditions, je joins ici un court exposé des plus importantes : on ne les publiera qu'après la ratification, cela va sans dire. Je ne puis m'empêcher de regretter le cap de Bonne-Espérance, bien que je sache beaucoup de grandes autorités qui n'y attachent pas la même importance que moi. Sous d'autres rapports, je crois le traité très-avantageux et, à tout prendre, satisfaisant; les stipulations en faveur de nos alliés sont particulièrement honorables. Je serais heureux de savoir que vous en êtes aussi frappé que moi.

» Toujours sincèrement à vous, » W. PITT. »

Quelques notes de lord Malmesbury, à cette époque,

jettent du jour sur la scène politique. « 29 septembre. Après une absence de trois mois, je suis venu passer quelques jours à Londres. En sortant de voiture, à Saint-James's Park, j'ai rencontré M. Addington, le ministre; il était fort en train, d'où j'ai naturellement conclu que les négociations pour la paix avaient chance de se terminer avantageusement..... Windham est venu le soir, plein d'inquiétude... — 30 septembre. Grand secret dans le cabinet quant à la paix..... Lord Grenville Leveson y est opposé..... — 1^{er} octobre. Windham, le matin et le soir; tout à fait au désespoir. Les préliminaires ont été, je crois, arrêtés ce soir définitivement. Pitt a naturellement conseillé et dirigé le tout. »

Je ne puis m'empêcher de remarquer ici combien la véritable conduite de Pitt fut différente de celle que lui imputaient quelques-uns de ses adversaires. On prétendait que son secret motif pour renoncer au ministère était la répugnance qu'il éprouvait à accéder aux dures conditions devenues nécessaires. Cependant, si ce motif eût eu quelque poids dans l'esprit de Pitt, rien ne lui eût été plus facile, une fois hors du pouvoir, que de rester en dehors de la négociation. Bien loin de là, comme nous l'avons vu, il fut tout prêt à indiquer et à conseiller les conditions du traité. Si cet acte devenait impopulaire, Pitt se trouvait ainsi engagé à le défendre à tout risque; et s'il était populaire, Pitt devait prévoir que le public en ferait naturellement honneur, non à lui, mais aux serviteurs ostensibles et responsables de la couronne. Dans aucun cas, il ne pouvait trouver aucun avantage personnel à la marche qu'il avait adoptée, et c'était une conduite que le sentiment le plus élevé du devoir public pouvait seul inspirer.

Les articles préliminaires, signés le 1^{er} octobre, contenaient de grandes concessions de la part de l'Angleterre. Nous rendions à la France et aux alliés de la France, l'Espagne et la Hollande, toutes les îles ou colonies que nous avons conquises ou occupées dans le cours de la guerre, à l'exception de la Trinité et des possessions hollandaises à Ceylan. Le cap de Bonne-Espérance devait être ouvert au commerce des deux parties contractantes ; Malte devait être évacuée par les troupes anglaises et rendue à l'ordre de Saint-Jean. Pour assurer l'indépendance future de l'île, elle devait être placée sous la garantie et la protection d'une troisième puissance à déterminer dans le traité définitif. L'Égypte devait être rendue à la Sublime-Porte. Le Portugal devait rester entier ; les forces françaises devaient évacuer le royaume de Naples et le territoire romain ; les Anglais devaient quitter Porto-Ferrajo. La France reconnaissait la république des Sept-Îles ; les pêcheries de la côte de Terre-Neuve et du golfe Saint-Laurent reprenaient la même position qu'avant la guerre. Les prisonniers devaient être échangés sans rançon à la signature du traité définitif, et des plénipotentiaires devaient être nommés des deux parts pour négocier ce traité à Amiens.

Les ministres anglais n'hésitèrent pas un moment sur le choix du plénipotentiaire. Ils rappelèrent immédiatement lord Cornwallis du Suffolk, et lui persuadèrent de se charger de cette tâche. Le 5 septembre encore, Sa Seigneurie hasardait une prédiction : « J'avoue que je ne vois point de perspective de paix. »¹ Et il ajoutait : « Je suis mal en train, abattu et fatigué à propos de

¹ Lettre au général Rose ; *Correspondance de lord Cornwallis*, vol. IV.

rien. » Mais, avec ses nouvelles occupations, son entrain reparut. D'autre part, le premier consul résolut d'envoyer à Amiens son frère aîné Joseph.

La nouvelle de la paix fut saluée avec transport en France et en Angleterre. Les deux nations avaient subi de cruelles pertes ; toutes deux gémissaient sous de lourds fardeaux, et toutes deux envisageaient avec joie le repos. Chez nous, les conditions devenues nécessaires pour obtenir la paix furent généralement approuvées. Les restitutions étaient à la vérité bien considérables. La reddition du cap de Bonne-Espérance en particulier, après avoir possédé pendant quelques années ce point de repaire pour le voyage de l'Inde, semblait un grand sacrifice. Mais, d'autre part, nous sentions que nous nous trouvions sans un seul allié sur le continent européen, et que s'il fallait continuer la lutte, le général Bonaparte ne serait pas un ennemi ordinaire. « C'est une paix dont tout le monde est content, disait l'auteur de *Junius*, bien que personne n'en soit fier. »

Le sentiment public, à Londres au moins, se manifesta clairement le 40 octobre, lorsque le général Lauriston, aide de camp du premier consul, arriva à Saint-James avec la ratification des articles préliminaires. Une foule considérable escorta la voiture du général avec des applaudissements ; on détela ses chevaux et on le traîna ¹ en triomphe dans plusieurs rues. Ce soir-là et le jour suivant, l'illumination fut générale. Ce ne fut pas seulement à Londres qu'éclatèrent les marques de joie ; on parle de plusieurs autres villes où il en fut de même : « Ramsgate était illuminée hier au soir, et Deal doit faire

¹ Registre annuel, 1801, seconde partie.

son exhibition de lanternes demain, » écrivait mistress Elisabeth Carter, de la côte du Kent ¹.

Quelques politiques cependant étaient opposés à la paix. Dès que lord Grenville en sut précisément les termes, il écrivit à M. Addington pour le prévenir qu'il était décidé à lutter contre la paix et contre lui lorsque le Parlement s'assemblerait. Lord Spencer et lord Buckingham suivaient lord Grenville, et, dans le début, Windham fut violemment du même avis. Ils étaient la base d'une nouvelle opposition, très-petite comme nombre, mais non sans importance, vu la capacité des chefs.

Fox, à cette époque, n'était d'accord ni avec Grenville et Windham, ni avec le public. Il avait toujours été un ardent admirateur de la Révolution française. En écrivant à son neveu, en 1795, il va jusqu'à déclarer que, « pour le bien public, vu le principe diabolique de la guerre actuelle, le gouvernement de Robespierre ou quelque chose de pis, s'il était possible², valait mieux que la restauration des Bourbons. » Avec de pareils sentiments, M. Fox avait cessé de souffrir des revers de ses compatriotes ; au contraire, il s'en réjouissait presque.

Le samedi 40 octobre, une grande réunion devait avoir lieu à la taverna de Shakspeare pour célébrer l'anniversaire de la première élection de Fox à Westminster. Le grand orateur y fit un long et habile discours. Il fit allusion à la retraite de Pitt au commencement de l'année, en renouvelant les insinuations de lord Auckland : « Par suite de circonstances fort mysté-

¹ *Mémoires et correspondances*, vol. III.

² *Vie de lord Sidmouth*, par le doyen Pellew, vol. I.

rieuses, et que, pour ma part, je ne comprends pas du tout, un changement de ministère a enfin eu lieu. Je me suis réjoui de l'événement, tout en en ignorant la cause. Tant que les hommes qui avaient commencé la guerre restaient au pouvoir, on ne pouvait conserver raisonnablement l'espoir de la voir se terminer avant que notre ruine fût complète. J'ai donc salué la chute du ministère comme un heureux présage de paix. Je ne m'étais pas trompé, et nous possédons la paix, grâce à cette chute. Je n'ai pas, comme vous pouvez croire, grande opinion des successeurs; mais en abandonnant les folles idées de leurs prédécesseurs, ils ont bien agi jusqu'ici, et méritent notre approbation. On peut dire que la paix que nous avons conclue est glorieuse pour la république française et glorieuse pour le premier consul. Cela n'est-il pas juste? La gloire ne doit-elle pas couronner une si glorieuse lutte? La France a résisté à une confédération de tous les grands royaumes de l'Europe; elle a complètement déjoué les efforts de ceux qui menaçaient son indépendance.....

» Quelques personnes se plaignent de ce que nous n'avons pas atteint le but de la guerre. Assurément, nous ne l'avons pas atteint, et je n'en aime que mieux la paix¹. »

On peut trouver ces expressions bien fortes, mais les sentiments particuliers de Fox étaient bien plus violents encore. Lorsque Grey, lui écrivant quelques jours après, s'aventura à l'accuser d'imprudence, Fox lui répondit : « Le fait est que je vais plus loin que vous et mes amis dans ma haine du gouvernement anglais, et

¹ Compte rendu dans le *Morning-Chronicle*, 12 octobre 1801.

350 **WILLIAM PITT ET SON TEMPS.**

certainement plus loin qu'il ne serait prudent de l'avouer. Le triomphe du gouvernement français sur le gouvernement anglais me cause un plaisir que j'ai de la peine à dissimuler¹. »

¹ Lettre à M. Grey. 22 octobre 1801. Publiée par lord John Russell.

CHAPITRE XXXII

— 1801-1802 —

Ouverture du Parlement. — Débats au sujet de la paix. — Abbot nommé orateur. — Grey refuse une place dans le cabinet. — Ouvertures d'Erskine. — Froideur momentanée entre Addington et Pitt. — Négociations d'Amiens. — Conclusion du traité. — Budget. — Vote de remerciements en l'honneur de Pitt. — Dîner pour célébrer son anniversaire. — « Le Pilote qui a soutenu la tempête. » — Dissolution du Parlement. — Élections générales. — Popularité de la paix. — Lord Castlereagh président du bureau du contrôle. — Mort de Barré. — Fox et Erskine à Paris. — Pitt à Walmer. — Sa maladie. — Visite de Canning et de Grenville.

Peu après la signature des préliminaires, M. Pitt partit pour Walmer-Castle, mais il revint en ville deux ou trois jours avant la réunion du Parlement, qui était fixée pour le 29 octobre. Il était alors préoccupé des projets financiers que devait amener la conclusion de la paix, comme le prouve ce billet :

M. PITT A M. ROSE.

» Park Place ,26 octobre 1801.

» Cher Rose,

» J'ai reçu votre lettre hier matin, au moment où je partais de Walmer. Tous les sentiments qu'elle exprime

sont précisément ce que j'éprouve et ce que tous les hommes modérés et impartiaux s'accorderont, je crois, à penser; mais j'ai peur que quelques-uns de nos amis ne soient pas du nombre. Je suis bien aise que vous vous soyez décidé à venir, et si cela ne vous gêne véritablement pas d'être ici mercredi, je vous en serai fort obligé; il y a plusieurs questions de finances dont je voudrais causer avec vous et au sujet desquelles je roule de grands projets dans mon esprit.

» Toujours sincèrement à vous,

» W. PITT. »

Le Parlement fut ouvert par le roi en personne. Sa Majesté annonça la pacification avec les puissances du Nord et les préliminaires d'un traité avec la France. Ces dernières négociations, dit-il, prouveraient la justice et la modération de ses vues, et se trouveraient également favorables, espérait-il, aux intérêts de ses sujets. La discussion fut insignifiante ce soir-là. A la chambre des lords, le duc de Bedford fut le seul orateur, outre celui qui proposait et celui qui appuyait l'adresse. A la chambre des communes, plusieurs personnes prirent la parole, mais toutes brièvement; chacun se réservait pour une discussion plus approfondie, dans une autre occasion. M. Fox dit que, quelles que pussent être les différentes manières de voir sur les conditions de la paix ou sur la manière dont elle avait été conclue, il s'unissait cordialement à la joie générale et à la satisfaction qu'elle faisait naître. M. Pitt, qui se leva ensuite, dit à peu près la même chose : « Je vois ces deux traités, dans l'ensemble, avec beaucoup de plaisir, » dit-il ; « quelle que soit la critique qu'on puisse faire des articles secondaires dans ces grandes transactions, elles sont, à

tout prendre, de nature à causer une grande joie dans le pays, et donnent au gouvernement qui les a conclues des droits à notre estime et à nos remerciements. »

M. Windham, qui le suivit, ne put s'empêcher d'exprimer, dans une certaine mesure, ses opinions excessives, ne pourrait-on pas dire extravagantes? « Monsieur, je parle du fond de mon cœur, aussi solennellement que si je me trouvais sur mon lit de mort (situation qui ressemble beaucoup à celle où nous sommes tous en ce moment), lorsque je déclare que mes honorables amis, en signant fatalement ce traité dans un moment de témérité et de faiblesse, ont signé l'arrêt de mort de leur pays. Ils lui ont donné un coup à la suite duquel il peut languir encore quelques années, mais dont je ne crois pas possible qu'il se relève. »

Le 3 novembre, on proposa dans les deux chambres une adresse au roi pour approuver la paix. Chez les pairs, lord Grenville exposa ses objections nettement et avec force; lord Spencer et lord Fitz William en firent autant en quelques mots. Mais, lorsqu'on en vint au vote, leur avis ne fut partagé que par 10 voix contre 114. A la chambre des communes, M. Windham ne put parler par suite d'une indisposition; le lendemain, à propos du compte-rendu, il prononça un discours extrêmement éloquent et ingénieux; mais le sentiment de la chambre lui était si contraire que la hardiesse de Windham n'alla pas jusqu'à demander le vote.

Lors du débat du 3 novembre, Pitt et Fox parlèrent longuement, exprimant, chacun par des raisons différentes, l'approbation qu'ils donnaient à la paix: « Pour ma part, » dit Pitt, « je n'ai pas d'hésitation à déclarer que j'accepterais des conditions inférieures aux justes prétentions du pays, pourvu qu'elles ne fussent pas in-

compatibles avec l'honneur et la sécurité, plutôt que de continuer la lutte pour quelques possessions particulières. Quant à l'île de Minorque, je suis parfaitement de l'avis de mon noble ami (lord Hawkesbury) ; elle appartiendra toujours à celle des puissances qui possédera les plus grandes forces maritimes. L'expérience des quatre dernières guerres démontre la vérité de cette assertion. Je ne puis m'empêcher d'exprimer mes regrets que les circonstances n'aient pas été de nature à nous permettre de conserver un point aussi important, sous bien des rapports, que l'île de Malte... Mais la possession de ces îles nous eût-elle permis de contrebalancer la puissance que la France a acquise sur le continent ? Elles nous vaudraient un peu plus de richesse ; mais un peu plus de richesse serait chèrement acheté au prix d'un peu plus de guerre. »

« Nous avons au moins la satisfaction, » dit M. Pitt dans une autre partie de son discours, « de savoir que nous avons survécu à la violence de la crise révolutionnaire, et que nous voyons déjà diminuer la portée de ses principes. Nous avons vu le jacobinisme dépouillé de ses séductions, nous l'avons vu privé du nom et de l'apparence de la liberté. Il s'est montré capable de détruire, et non d'édifier ; il a prouvé que le despotisme militaire est sa conséquence naturelle. J'espère que cette importante leçon ne sera pas perdue pour le monde. »

Les deux chambres continuèrent à siéger jusqu'au 15 décembre. Elles n'avaient cependant pas fort à faire depuis qu'elles avaient donné leur assentiment à la paix, et cette paix était si populaire que le nouveau ministère y puisait chaque jour des forces. Voici comment Wilberforce décrit la situation, le 1^{er} décembre : « L'opposition se fonde à vue d'œil ; Grey est parti ; Tierney déclare qu'il est

favorable ; Erskine et lord Moira de même. Fox et Sheridan seuls en sont toujours au même point. Pitt soutient magnaniment le ministère et l'aide de toutes les façons. Addington va bien ; il est honnête et respectable, et il fait des progrès dans la parole. Il n'y a presque rien à faire à la chambre. »

A cette époque, cependant, Wilberforce chercha à reprendre l'attaque contre la traite des nègres, et la chance était meilleure depuis la pacification. Nous apprenons dans ses lettres un fait remarquable : c'est que Pitt avait eu le premier l'idée du projet de traité sur la traite des nègres, que ses successeurs adoptèrent ensuite. Wilberforce écrit à Addington : « Si nous abolissons pour nous et nous seuls, nous laissons notre part de la traite aux mains des autres pays, et, tout en accomplissant notre devoir, quelque tardivement que ce soit, les bienfaits pour l'Afrique seront infiniment moins grands que si toutes les puissances européennes l'abolissaient d'un commun accord et s'entendaient, ce qui est, je crois, l'idée de Pitt, pour établir un système judiciaire, destiné à venger les injures et à développer la civilisation de ce malheureux continent ¹. »

Je joins ici deux autres lettres de la même époque, qui s'expliqueront d'elles-mêmes.

L'ÉVÊQUE DE LINCOLN A M. ROSE.

« Doyenné de Saint-Paul, 23 décembre 1801.

» Mon cher monsieur,

» Je suis resté en ville jusqu'au 14, et de là j'ai été avec M. Pitt à Cambridge. Le 16, après avoir assisté à un grand

¹ *Vie de Wilberforce*, vol. III.

festin à Trinity-College, nous nous sommes rendus à Buckden, et il nous a quittés le 19. Je n'ai reçu votre intéressante lettre qu'après mon arrivée à Buckden, et, pendant les quelques jours que j'y ai passés, j'ai été si occupé entre la compagnie et les affaires (ayant une consécration le 20) que je n'ai vraiment pas eu le temps de vous écrire. Je suis parti hier de Buckden et je suis arrivé ici ce matin. J'ai très-peu vu M. Pitt pendant que j'ai été en ville. Il est allé passer un jour ou deux chez lord Hawkesbury; puis il est allé à Holwood. Pendant qu'il était à Londres, il dînait tous les jours en ville. Je ne sais pourquoi, mais je n'ai jamais pu prendre mon parti d'entamer l'un de ces importants sujets pendant que nous étions en voiture, sachant que je ne serais pas d'accord avec lui, et ma répugnance a été à peu près la même pendant son séjour à Buckden. Cependant, vendredi, lors de notre dernière promenade, nous en sommes insensiblement venus à parler politique; il causait avec sa franchise et sa bonne humeur accoutumées. J'ai exprimé très-décidément mon avis sur l'insuffisance de l'administration actuelle, spécialement sur les questions de finances, et j'ai blâmé les fâcheuses conséquences de l'esprit de bienveillance et de conciliation qui a jusqu'ici distingué sa conduite envers M. A. J'ai essayé de lui prouver qu'il ferait un tort sérieux à sa propre réputation s'il continuait à être aussi intime avec M. A. et s'il se dispensait de dire son avis sur les mesures qu'il désapprouvait positivement. Je lui ai dit qu'une pareille ligne de conduite me faisait l'effet d'une trahison envers les intérêts de son pays. Je lui ai parlé des soins qu'on avait pris et qu'on prenait encore pour l'amoindrir dans l'estime publique, et je me suis aventuré à dire que sa conduite actuelle était tout ce que pouvaient

désirer ses ennemis et ce que ses amis ne pouvaient approuver.

- » J'aime à croire que je lui ai fait quelque impression. Il a avoué que l'ouverture des distilleries était « tout simplement absurde; » il m'a dit que si l'établissement de paix n'était pas réglé comme il le désirait, si une ou deux mesures particulières pour les finances n'étaient pas adoptées, il en dirait certainement son avis au Parlement. Il avait l'air de ne pas croire impossible qu'on lui en fournît l'occasion.

» Sur la question catholique, notre conversation a été moins satisfaisante. Il espère certainement toujours arriver à la faire réussir, et j'ai peur qu'il n'ait pas envie de reprendre le pouvoir, à moins qu'on ne lui permette de remettre cette affaire en avant, avec l'appui nécessaire. J'ai cherché à le convaincre qu'il avait été trompé par ceux sur lesquels il comptait dans cette question, au moins au sujet de l'Irlande, et que la mesure serait très-impopulaire en Angleterre. Il ne m'a pas paru que je fisse beaucoup d'impression sur ce point, et je n'ai pas eu le temps de dire ce que j'aurais pu et voulu dire. J'ai cru qu'il valait mieux ne pas toucher aux perfidies du caractère et de la conduite d'une certaine personne; vous avez traité ce point à fond, et je n'avais rien de nouveau à dire. Il m'a semblé plus prudent de placer la discussion sur le terrain du bien public, et de tout rejeter sur ma préoccupation et mon intérêt pour sa réputation personnelle.

» Il n'était certainement pas aussi en train après notre conversation, et il est resté immédiatement quelque temps dans sa chambre sans rien faire, bien qu'il sût qu'une quantité de personnes venues de Cambridge l'attendaient

dans le salon. Je suis convaincu qu'il n'a pas l'esprit parfaitement en repos au sujet des affaires publiques, et que cette inquiétude augmentera.....

» Toujours à vous cordialement...

» G. LINCOLN.»

M. PITT A LADY CHATHAM.

« Park-Place, 5 janvier 1802.

» Ma chère mère,

» J'avais fait le projet de partir pour Burton ce matin, et je me flattais enfin d'avoir en perspective le bonheur de vous voir immédiatement; mais le temps si froid et la difficulté des routes résultant des gelées et des dégels, joints à un rhume que j'ai depuis quelques jours, m'ont contraint de nouveau à retarder mon voyage. D'après la mauvaise apparence du ciel aujourd'hui, je commence à craindre qu'il n'y ait guère de chance que le temps s'améliore suffisamment et assez tôt dans la semaine pour me laisser le loisir d'exécuter mon projet et de revenir à temps pour le jour de naissance du roi, que je ne puis convenablement éviter. Même dans ce cas, je me flatte que le retard ne sera pas long avant que je puisse reprendre mon projet; j'espère beaucoup qu'après les premières semaines de la session, il y aura trop peu d'affaires d'aucun genre pour que ma présence soit nécessaire; auquel cas je pourrais accomplir mon voyage avec moins de chances d'interruption, et j'espère, avec un peu plus de temps devant moi que pour le présent. La gelée ne s'est pas, j'espère, fait sentir vers l'ouest autant qu'ici; du moins je compte que vous n'en avez pas senti l'effet. Ayez la bonté de faire mes amitiés à ma nièce, et de me rappeler

affectueusement au souvenir de mistriss Stapleton. Si je ne puis pas partir, je vous écrirai dans un jour ou deux.

» Toujours, ma chère mère, etc.,

» W. PITT. »

Dans le courant de janvier, le premier ministre se trouva en mesure de prouver la cordialité de ses sentiments envers son prédécesseur, en appelant deux des amis les plus intimes de M. Pitt, M. Rose et M. Long, à siéger dans le conseil privé. A la même époque, M. Wickham, étroitement lié avec lord Grenville, fut admis au même honneur, et peu de temps après il fut nommé au poste plus avantageux de secrétaire d'Irlande.

A partir du 15 décembre, le Parlement avait été successivement prorogé jusqu'au 2 février. On reprit ce jour-là les affaires. La première fut le choix d'un orateur. Le comte de Clare était mort, et sir John Mitford avait été nommé chancelier d'Irlande avec la pairie, sous le titre de lord Redesdale. Addington recommanda son ami Charles Abbot pour le fauteuil vacant, et M. Abbot fut élu en conséquence.

On passa ensuite à d'autres affaires. Il y avait un message du roi annonçant une nouvelle dette de la liste civile qui ne s'élevait guère à moins d'un million sterling, comme on s'en assura par la suite. Il y avait également des dépenses extraordinaires à défrayer, contractées pour la conclusion de la guerre en Egypte et aux Indes occidentales, et ces frais s'élevaient à deux millions sterling. On demandait également un subside de la même importance pour réduire la dette navale. Le gouvernement l'emporta sans aucune difficulté dans toutes ces mesures et d'autres semblables pendant le reste de la session. Comme mes

lecteurs l'ont déjà vu d'après un passage du journal de Wilberforce, l'ancienne opposition avait cessé d'être compacte. Quelques-uns commençaient à se rallier, et Addington en espérait d'autres.

Dès l'été, Addington avait conféré une pairie anglaise au général sir Charles Grey. Sans doute son principal but avait été de récompenser un brave vétérán, mais il pouvait avoir aussi l'espoir de se concilier un orateur qui grandissait. M. Grey cependant ne fut nullement satisfait de l'élévation de son père; elle pouvait le faire sortir de bonne heure d'une sphère où il brillait, et la pairie était une pauvre compensation pour une grande situation à la chambre des communes.

Dans l'hiver, néanmoins, M. Addington tenta une seconde démarche et proposa directement à M. Grey d'entrer dans le cabinet. Celui-ci refusa, autant que j'ai pu savoir, par ce motif que le ministère ne pouvait accéder à aucune mesure de réforme parlementaire¹.

D'autre part, il y avait des gens disposés non-seulement à accepter, mais même à faire des ouvertures. Au premier rang était M. Erskine. Il existe une lettre de lui que le doyen Pellew a publiée². Il y exprime d'abord son admiration pour le premier ministre, puis son espoir d'obtenir une de ces places pour lesquelles « ma naissance et la situation que j'ai acquise m'ont formé. » Il espérait, dit-on, la charge de procureur général. Je ne crois pas qu'Erskine fût tenu de respecter ses liens de parti avec Fox, ni qu'on puisse lui reprocher d'avoir

¹ Cette offre n'était pas connue au doyen Pellew, biographe d'Addington, mais elle a paru dans les *Mémoires de Fox*, vol. III, et dans les *Papiers de Buckingham*, vol. III.

² Elle est datée du 28 décembre 1801.

cherché à se rapprocher d'Addington, mais je ne puis pas excuser l'avocat de grande réputation mettant en avant sa noble naissance comme un titre à son avancement professionnel.

M. Tierney et plus tard M. Sheridan se montrèrent également favorables au gouvernement dans plusieurs discussions, mais sans rien demander, que je sache. Leur appui ou même leur bienveillance étaient fort importants, mais non sans un grave inconvénient. Pour expliquer la cessation ou la diminution des hostilités, ils étaient obligés d'établir un parallèle entre le dernier ministère et le ministère actuel, tout au désavantage du premier. Dès le 8 février, dans une discussion au sujet des crédits extraordinaires pour l'armée, M. Tierney eut l'occasion de débâter contre M. Pitt, alors à Walmer-Castle. Il l'accusa d'avoir prodigalement dépensé les deniers publics, d'avoir négligé de surveiller les expéditions, et d'avoir apporté beaucoup d'indolence dans l'examen des comptes. Il reprochait encore au dernier chancelier de l'Échiquier, qu'il regrettait de ne pas voir à sa place, d'avoir laissé tant de fardeaux s'accumuler jusqu'à la paix, pour laisser retomber sur son successeur des charges qui obligeaient celui-ci à encourir un blâme au sujet des quatre ou cinq millions qu'il avait à demander afin de solder les dépenses encourues par son prédécesseur. « Je n'ai pas, » ajouta-t-il, « les mêmes raisons de délicatesse que l'honorable membre pour ne pas me plaindre d'une pareille conduite. Je soutiens qu'il a été durement et cruellement traité. »

A la suite de cette attaque, M. Steele se leva sur-le-champ pour défendre, dit-il, son ami absent, qui n'avait rien laissé accumuler sciemment, et qui n'avait pas été

dans la nécessité de faire au Parlement des demandes analogues aux demandes actuelles, attendu qu'il n'y avait point d'excédant dans ses comptes, et que ses estimations cadraient avec ses dépenses. M. William Dundas parla dans le même sens, avec l'appui des faits et des chiffres. Mais Addington, qui se leva ensuite, se borna à nier l'accusation par une seule phrase. Il avait déjà pris part à la discussion, ce qui pouvait expliquer un peu son lacharisme. Il pouvait croire, d'ailleurs, que Pitt n'avait pas besoin d'être mieux défendu. Il faut bien reconnaître cependant qu'Addington était rarement insensible aux compliments personnels, et qu'il pouvait être peu empressé à repousser et à désavouer les éloges que Tierney lui avait décernés.

En tous cas, Pitt fut fort blessé. Il écrivit sur-le-champ au premier ministre dans ces termes :

« Walmer-Castle, 10 février 1802.

» Mon cher monsieur,

» Vous ne vous étonnerez pas que le compte que j'ai reçu ce matin de la discussion de lundi ait quelque peu attiré mon attention. Je sais combien on peut difficilement se fier à l'exactitude des récits des journaux, en sorte que je résiste à l'impression que me ferait leur compte rendu et que j'attends de plus amples informations. Mais si, en réalité, ce qui s'est passé ressemble le moins du monde à ce qu'on en dit, je n'agirais pas loyalement à votre égard, si je ne vous disais pas tout de suite que je crois avoir de grandes raisons de m'étonner et de me plaindre; ce que je dois à mon caractère ne me permettra pas de laisser là les choses. J'espère n'avoir jamais

été difficile à vivre, et je suis sûr que je ne laisserai jamais influencer mes opinions politiques par mes sentiments personnels; mais il y a des attaques auxquelles il est impossible de se soumettre, plutôt à cause de la façon dont elles sont accueillies que pour le mode même de l'attaque. Je désire sincèrement voir cette impression se dissiper; mais, sentant ce que je sens, j'ai cru qu'il était de mon devoir de vous l'exprimer nettement comme un homme qui est depuis longtemps et qui désire rester toujours affectueusement à vous,

» W. PITT. »

M. Addington avait certainement là de graves causes d'inquiétude :

Quam timeo victus ne poenas exigat Ajax,
Ut male defensus!

Voici la réponse du ministre :

« Downing-Street, 11 février 1802.

» Mon cher monsieur,

» Votre lettre est une cruelle aggravation des épreuves que j'ai eu à supporter. J'espère cependant que je me trouverai de la force pour soutenir tout ce qu'il plaira à Dieu de permettre. Je communiquerai votre lettre à Steele seulement. Je le ferai sans commentaires, et je le prierai de s'abstenir de me dire ce qu'il en pense jusqu'à ce qu'il ait pu vous faire savoir ses idées sur le sujet qui y a donné lieu. Je ne vous décris pas les sentiments qui m'agitent en ce moment; c'est pourtant pour moi une consolation de savoir que j'ai toujours été et que je me suis toujours montré affectueusement et inaltérablement à vous,

» HENRY ADDINGTON. »

Lors de son retour à Londres, M. Pitt ayant reçu de Steele et de Long les explications annoncées, il se reconnut satisfait. Il assura à M. Addington qu'il éloignait de son esprit tout souvenir pénible, et lui proposa, dans son dernier billet, de se promener avec lui le lendemain, à pied ou à cheval, comme cela lui conviendrait. Addington, de son côté, fut sincèrement affectueux. Cependant il s'était entre eux élevé un nuage qui, bien qu'évanoui, pouvait être le précurseur de bien d'autres.

Non-seulement Fox eut à déplorer pour sa politique l'éloignement, partiel au moins, de quelques-uns de ses amis, Erskine et Tierney, par exemple ; mais la mort lui en enleva un autre, c'était Francis, duc de Bedford. Le duc n'avait pas encore trente-sept ans, et il avait déjà acquis une grande distinction à la chambre des lords. Fox se chargea de proposer la convocation du collège de Tavistock, pour remplacer lord John Russell qui succédait à son frère dans son duché ; et, à cette occasion, il prononça un panégyrique éloquent et ému sur l'ami qu'il venait de perdre. Quelques jours après, il envoya cette oraison funèbre, comme on peut l'appeler, au « *Monthly Magazine*, » en faisant remarquer à l'éditeur qu'il n'avait jusqu'alors jamais essayé d'écrire un seul des discours qu'il avait prononcés en public¹. Le texte, de l'écriture de M. Fox, est encore dans la bibliothèque de Woburn, où on me l'a montré.

A la même époque survint la mort de lord Kenyon. Sir Edward Law, légiste excellent, doué de l'intelligence la plus vigoureuse, fut nommé grand juge à sa place. M. Perceval devint procureur général, et la charge d'avocat

¹ Note à l'*Histoire parlementaire*, vol. XXXVI.

général fut octroyée à M. Manners Sutton, plus tard lord Manners.

Cependant lord Cornwallis continuait ses négociations sur le continent. Il était allé d'abord à Paris, où il avait été présenté au premier consul, qui ¹ « avait été gracieux au plus haut point, » dit lord Cornwallis. De là, il se rendit à Amiens, et commença ses conférences avec Joseph Bonaparte. Les ministres d'Espagne et de la république batave vinrent bientôt les rejoindre, ce qui ne laissa pas d'accroître les difficultés de la négociation.

Je ne me propose pas d'entrer dans les détails de ces difficultés. Il était naturel que les ministres anglais regardassent avec quelque jalousie les desseins ambitieux que le général Bonaparte ne prenait pas la peine de dissimuler. Il envoyait une expédition formidable pour chercher à reconquérir Saint-Domingue; il acceptait la présidence de la république cisalpine, qu'on lui offrait, en lui donnant le nom de république italienne, indiquant ainsi ses projets ultérieurs; il réunit ainsi dans ses mains le pouvoir souverain en France et en Lombardie. Il n'était pas facile au gouvernement anglais de protester contre de pareilles mesures, bien qu'elles fussent hasardées avant la conclusion de la paix; mais, examinées à ce point de vue, les nouvelles exigences que lord Cornwallis rencontrait à Amiens devenaient encore plus impossibles à admettre.

Lord Cornwallis s'opposa énergiquement aux prétentions de Joseph Bonaparte, qui tendaient à remettre en question plusieurs points déjà réglés par les articles pré-

¹ *Correspondance de lord Cornwallis*, vol. III. Dans une autre lettre particulière, lord Cornwallis dit : « Il est vif, animé, et il parle en roi. »

liminaires, et il finit par l'emporter. Dès le premier abord, Malte fut le principal sujet de discussion. Le gouvernement anglais avait consenti à abandonner l'île; mais on tenait à régler les conditions de manière à empêcher les Français de s'en emparer de nouveau à la première occasion. Il n'était pas aisé de trouver un État qui offrît assez de garanties pour accorder la protection requise, et qui eût cependant trop peu de force pour exciter la jalousie. L'Espagne, Naples et la Russie furent tour à tour proposées et refusées; mais, après bien des négociations, on imagina un autre expédient. Il fut convenu que l'île de Malte avec ses petites dépendances, Gozzo et Comino, seraient restituées à l'ordre de Saint-Jean pour les conserver aux mêmes conditions qu'avant la guerre, mais avec des stipulations nouvelles. Les forces anglaises devaient évacuer les îles trois mois après l'échange des ratifications, plus tôt s'il était possible, pourvu que le grand-maître ou des commissaires amplement autorisés par lui se trouvassent à Malte pour entrer en possession; pourvu également que les deux mille hommes fournis par le roi de Naples, et qui devaient servir de garnison pendant la première année, fussent arrivés dans l'île. On stipula la garantie des principales puissances de l'Europe, et la neutralité de l'ordre et des îles à tout jamais fut déclarée.

Avec cet arrangement à l'égard de Malte et le renouvellement des autres stipulations contenues dans les articles préliminaires, le traité de paix entre l'Angleterre, d'une part, et la France, l'Espagne et la Hollande, de l'autre, fut définitivement conclu à Amiens, le 27 mars 1802.

A peine les conditions du traité furent-elles connues que lord Grenville et M. Windham renouvelèrent leurs

attaques dans le Parlement; mais elles n'eurent pas beaucoup d'effet. Sans vouloir faire tort aux grands talents de ces deux hommes politiques, on peut dire que le bon sens du pays était contre eux dans cette circonstance. Il n'était pas difficile aux mécontents de faire remarquer des concessions pénibles ou des dangers qu'il était raisonnable de prévoir. Mais la question pratique restait toujours la même. N'était-il pas sage de faire la paix aux meilleures conditions possibles plutôt que de persévérer seuls dans une lutte presque désespérée? Ce fut d'après ce principe que M. Pitt continua de prêter un ferme concours au gouvernement; ce fut d'après ce principe que lord Grenville, lorsqu'il essaya d'en venir aux voix dans la chambre des lords, se trouva battu à une majorité écrasante, 122 voix contre 46. A la chambre des communes, la majorité fut plus forte encore. L'adresse proposée par M. Windham fut rejetée par 276 voix contre 20.'

Causant un jour avec lord Malmesbury, à cette époque, M. Pitt dit, en parlant de Windham : « Personne ne peut avoir de meilleures intentions ni être plus éloquent que lui. Ses discours sont les plus belles productions d'imagination et de talent qu'on puisse voir. Cependant je lui reprocherai toujours les passages où il vante les Français comme la première nation du monde dans la politique et dans la guerre, et, par conséquent, à juste titre, comme la première nation de l'Europe. Je blâme énergiquement ce langage, que je ne trouve ni exact ni convenable dans la bouche d'un Anglais ¹. »

La paix obtenue, il fallait penser aux finances. M. Addington présenta son budget le 5 avril. Il proposa d'abo-

¹ *Journaux de lord Malmesbury*, vol. III.

lir sur-le-champ un grand nombre d'impôts ; il rapporta l'impôt sur le revenu qui ne produisait pas six millions par ans, et il ajouta aux 3 pour 400 environ 56 millions sterling de dettes non consolidées. Cette somme, ajoutée à l'emprunt de 23 millions fait dans l'année, se montait à 97 millions, valeur énorme que M. Addington, par une résolution hardie, ajouta tout d'un coup au capital dans une seule année. « M. Pitt fut consulté au sujet de ces divers arrangements, et les approuva tous, » écrit M. Vansittart, qui était, à cette époque, secrétaire de la Trésorerie¹.

Deux autres débats excitèrent quelque attention à cette époque, plutôt à cause des attaques personnelles qui s'y rattachaient que par leur importance. Le 12 avril, sir Francis Burdett proposa que la chambre tout entière se formât en comité pour examiner la conduite du dernier ministère. Il attaqua particulièrement M. Pitt dans un long discours, déblatérant avec amertume contre la direction donnée à la guerre : « Je demande une enquête, » dit-il, « afin que le châtement suive le crime, pour servir d'exemple aux ministres à venir. »

On peut imaginer combien cette attaque choqua la grande majorité des membres qui avaient soutenu M. Pitt dans toutes ses mesures. Lord Belgrave se fit l'interprète de leur indignation. Il proposa un amendement pour demander, au contraire, que la chambre remerciât les ministres sortants de leur utile et sage conduite pendant toute la guerre. L'opposition soutint que cet amendement était contraire au règlement parlementaire ; mais l'orateur déclara qu'il était régulier, quoique fort inusité, et qu'on pouvait le discuter.

¹ *Notes dans la vie de lord Sidmouth, vol. II.*

Ici Pitt se leva. Il dit de son ton le plus hautain qu'il n'avait pas un mot à dire sur la proposition primitive, mais qu'il demandait la permission de soutenir que l'amendement, faute d'avertissement, était certainement en dehors de la manière de procéder ordinaire à la chambre, et, qu'en conséquence, il valait mieux le retirer. Lord Belgrave le retira donc ; et, après quelque débat, la chambre en vint aux voix. La motion de sir Francis Burdett fut rejetée à une immense majorité, 39 voix pour et 246 voix contre. Là-dessus, lord Belgrave prévint la chambre qu'après les vacances il proposerait un vote de remerciements pour le dernier ministère.

Ce fut sans doute pour devancer cette motion qu'on essaya une seconde attaque. Cette fois, l'assaillant était M. John Nicholls, et l'assaut eut lieu le 7 mai. Le discours de M. Nicholls, comme cela lui arrivait d'ordinaire, était grossier, ce qui ne l'empêchait pas d'être très-insignifiant. Par exemple, M. Nicholls décrivit ainsi la retraite de M. Pitt : « Lorsqu'il ne se sent plus la force de se maintenir au pouvoir, il jette des appâts, des espérances, des tentations sur le chemin d'une partie considérable et respectable des sujets de Sa Majesté ; il leur apprend à le regarder comme leur unique chance de salut ; il cherche à mettre en mouvement tout le corps des catholiques et à faire perdre au souverain leur affection. Je maintiens, monsieur, que ceci est un crime de la plus noire espèce, et dont l'atrocité tout entière pèse sur lui. » Comme déduction logique de ces prémisses, M. Nicholls terminait en proposant une adresse de remerciements à Sa Majesté pour avoir bien voulu écarter de ses conseils le très-honorable William Pitt.

Comme celle de M. Francis Burdett, cette proposition

fut appuyée par M. Tyrwhitt Jones. Alors se leva lord Belgrave. Il fit observer que les bases de l'adresse proposée étaient absolument fausses. Le roi n'avait pas destitué M. Pitt; ce ministre avait donné sa démission de lui-même; en sorte qu'en admettant ce vote, la chambre des communes remercierait le roi de ce qu'il n'avait pas fait.

Mais lord Belgrave avait d'autres objections non moins graves et qu'il avait déjà exposées dans le premier débat. Il les reprit de nouveau, et termina en proposant, sous forme d'amendement, la motion qu'il avait annoncée, exprimant l'opinion de la chambre en faveur de la sagesse, de l'énergie et de la fermeté des conseils de Sa Majesté pendant la lutte pénible qui venait de se terminer.

Pitt lui-même ne prit aucune part à la discussion; il n'y assista même pas. Mais les membres de l'ancienne opposition sentaient que l'approbation donnée au dernier ministère était en quelque sorte une censure pour eux; ils firent donc tous leurs efforts contre la résolution de lord Belgrave. Ils soutinrent d'abord que régulièrement la proposition ne pouvait être présentée en amendement; puis, lorsque l'orateur eut décidé contre eux, plusieurs discours très-vifs, pour s'opposer à la motion, furent prononcés par Grey et par Erskine, par Fox et par Tierney. D'autre part, non-seulement les hommes indépendants, comme Wilberforce et sir Robert Peel, mais lord Hawkesbury et Addington parlèrent vivement en faveur de la proposition. En définitive, la résolution fut adoptée à une majorité accablante, 222 voix pour et 52 voix contre.

Ce vote triomphant ne suffit pas aux amis de M. Pitt.

Sir Henry Mildmay se leva sur-le-champ, et proposa une seconde résolution, aussi nette dans l'éloge que celle de M. Nicholls dans le blâme. C'était un vote de remerciements nominativement adressés à M. Pitt. L'opposition fut fort troublée. Ils n'avaient pas la force de résister en face, et ils cherchèrent à éviter le coup par une manœuvre détournée. M. Fox proposa un amendement pour comprendre dans la proposition les noms de lord Grenville, de lord Spencer et des autres collègues de Pitt dans la conduite de la guerre. Mais la majorité de la chambre ne se laissa pas ainsi détourner de son but : « Je ne puis croire, » dit M. Thomas Grenville, « qu'on propose sérieusement cet amendement comme une marque de respect pour mon noble parent. » L'amendement fut rejeté sans en venir à la division.

M. Grey présenta alors une seconde proposition. Il demanda qu'on limitât les remerciements à un seul sujet par l'addition de cette phrase : « Grâce auquel le gouvernement actuel a pu conclure une paix sûre, honorable et glorieuse. » Cet amendement fut également rejeté. Alors la chambre, en venant aux voix sur la question principale, vota à une majorité accablante, toujours contre une minorité de 52 voix, la résolution suivante : « Le très-honorable William Pitt a rendu à son pays de grands et importants services qui lui méritent spécialement la reconnaissance de la chambre. » Après ce dernier vote, la chambre se sépara à six heures du matin.

Ce fut ainsi que l'animosité imprudente de ses ennemis, en provoquant des démarches auxquelles ses amis n'auraient jamais pensé d'eux-mêmes, valut à M. Pitt l'honneur de recevoir, dans sa situation privée, le témoignage le plus éclatant de la reconnaissance publique, faveur dont il se-

rait difficile de trouver un exemple parfaitement analogue dans notre histoire ou dans celle de tout autre pays.

Avant la fin du mois, les amis de M. Pitt s'entendirent pour lui offrir une autre preuve de leur respect affectueux. Ils donnèrent, le 28, un grand dîner pour célébrer son anniversaire. M. Wilberforce était souffrant, à ce qu'il parait, et ne put pas rester tout le temps. Il alla voir les préparatifs, et décrit ainsi la scène dans son journal : « 28 mai, à la salle des marchands tailleurs, grande célébration de l'anniversaire de Pitt. — Lord Spencer président. 823 billets, autant de convives. On avait demandé près de deux cents billets de plus. Je me suis retiré au moment où l'on servait le dîner, après m'être promené une heure dans la salle et avoir vu tout le monde. Tout s'est bien passé. Pitt n'était pas là. »

Ce fut pour cette fête, et en l'honneur de celui qu'on fêtait, que M. Canping composa une chanson célèbre qui a déjà été imprimée plusieurs fois ; la biographie de M. Pitt serait incomplète si je ne la donnais pas. La voici :

LE PILOTE QUI A DOMINÉ LA TEMPÊTE.

Si le vent furieux qui soulevait les ondes vient à s'abattre, si la sombre tempête ne défigure plus le ciel, si le péril est passé, notre gratitude sommeillera-t-elle ? Non ! Vive le pilote qui a dominé la tempête !

Que la flatterie se prosterne devant le marche-pied du pouvoir ; que la faction exalte son idole jusqu'au ciel ; les accents de la reconnaissance peuvent s'élever sans reproche vers la vertu rentrée dans une modeste retraite !

Sa mémoire ne restera-t-elle pas chère à l'Angleterre, lui que toutes les nations nous envient ; un homme d'État insensible à l'intérêt et à la crainte, resté pur au pouvoir et inaccessible aux richesses !

Celui qui a soutenu le cœur et l'espoir de la patrie lorsque la terreur et le doute régnaient dans l'univers entier ; celui qui a défendu notre

royaume au milieu du naufrage du monde, pendant que la rapine et la trahison déployaient leurs étendards!

Sans y penser et sans en rendre grâce, nous nous réchauffons aux rayons du soleil dans toute sa majesté; mais lorsqu'il s'éteint dans le crépuscule, nous le suivons avec tendresse, et nous contemplons, le doux éclat qui accompagne son déclin.

Ainsi, nous nous rappelons tendrement tes talents et tes vertus, ô Pitt, maintenant que la course de ta grandeur est achevée; maintenant nous t'estimons à ta juste valeur, en déplorant ta perte; nous t'admirions au faite du pouvoir, nous t'aimons dans ta chute!

Accepte, accepte donc les remerciements d'un peuple que ta fermeté a sauvé, pour les dangers que ta sagesse a repoussés, pour les maux que ta fermeté et ta constance ont bravés, pour le trône que tes conseils ont soutenu!

Et si l'orage s'élevait de nouveau, si de nouvelles ténèbres venaient obscurcir l'aurore de la paix, les regrets des bons et les craintes des sages se tourneraient vers le pilote qui a dominé la tempête!

La session se termina par un discours du roi, le 28 juin, et le lendemain, le Parlement, qui touchait au terme de la période septennale, fut dissous. Pitt avait eu l'intention de revenir de Walmer plusieurs jours auparavant. Il écrivit à Addington le 24 : « J'arriverai en ville dimanche, à cinq heures au plus tard, et, s'il vous convient que notre engagement subsiste, je serai enchanté de dîner tranquillement chez vous, à six heures. Peut-être, si vous n'avez rien de particulier à faire faire à votre voiture et à vos chevaux, serez-vous assez bon pour les envoyer à Park-Place à six heures moins un quart, pour m'amener. »

Je fais observer, en passant, que, d'après d'autres correspondances comme d'après ce billet, six heures paraissent avoir été alors l'heure généralement adoptée pour le dîner, dans la classe supérieure.

Pitt cependant se décida à prolonger de deux ou trois jours son séjour au bord de la mer, et on le consulta par

lettre sur les termes du discours du roi. C'est ce que prouve sa réponse à M. Addington, citée par le doyen Pellew ;

« Walmer-Castle, 26 juin 1802.

» Je ne perds point de temps pour vous renvoyer le projet de discours qui me paraît excellent et sans aucune trace de lampe ni de bonnet de nuit. Je me suis permis cependant de fortifier un peu la principale tirade par quelques changements de mots, et surtout en y insérant, le plus brièvement possible, deux ou trois points spéciaux qui me paraissent assez importants pour mériter un mot. »

Aux élections générales qui allaient avoir lieu, M. Pitt disposait au moins d'un siège, comme le prouve la lettre suivante :

M. PITT A M. ROBERT WARD.

« Park-Place, 28 juin 1802.

« Monsieur,

» J'ai écrit vendredi à lord Mulgrave de Walmer-Castle, pour lui faire savoir que lord Lowther a eu la bonté de me proposer de nommer, à ma recommandation, un membre du Parlement pour le bourg de Cockermonth, seulement pour les trois premières années, après quoi il réserve ce siège pour son neveu, lord Burghersh. Je lui ai dit aussi que j'espérais être débarrassé des seules prétentions qui pussent m'empêcher, si cela vous convient, de me donner la satisfaction de vous proposer comme can-

didat. L'élection ne présentera, dit-on, aucune difficulté, et la dépense sera insignifiante. Bien que la proposition ne soit pas aussi avantageuse que s'il s'agissait de la durée tout entière du Parlement, j'espère qu'elle vous paraîtra trop utile pour être refusée. J'ai donc cru qu'il valait mieux vous adresser personnellement ces détails, puisque lord Mulgrave n'est pas à Londres et que le temps presse. Je pars à l'instant pour Short-Grove en allant à Cambridge; si vous pouvez me répondre par le courrier d'aujourd'hui, je vous en serai fort obligé, parce que lord Lowther attend ma réponse.

» Je suis, Monsieur, votre très-humble et obéissant serviteur,

» W PITT

» Mon adresse, pour le courrier d'aujourd'hui, est chez M. Joseph Smith, Esq., Short-Grove, Saffron Walden, ensuite à Pembroke-Hall, Cambridge. »

Pour expliquer l'allusion à lord Mulgrave dans la première ligne de cette lettre, il faut dire que M. Ward était son beau-frère.

Cette offre bienveillante fut acceptée avec empressement, et M. Ward devint l'un des représentants de Coker-mouth au nouveau Parlement. Il acquit quelque réputation politique, mais la littérature était son triomphe; et la postérité se rappellera surtout son nom comme l'auteur de *Tremaine*.

Les élections prouvèrent combien la paix était populaire partout dans le pays. Ni les brillants talents de M. Windham ni son influence locale ne purent lui épargner une défaite à Norwich. Il fut obligé de se réfugier à

Saint-Mawes, petit bourg à la disposition du duc de Buckingham.

Une lettre de M. Pitt, écrite de Bromley-Hill, maison de campagne de son ami M. Long, donne son appréciation du résultat général des élections :

M. PITT A M. ROSE.

« Bromley-Hill, 10 juillet 1801.

» Mon cher Rose,

» J'ai été sincèrement enchanté d'apprendre que l'élection de Southampton s'était passée d'une manière si satisfaisante pour vous et pour votre fils. Vous avez vu que la nôtre s'était passée le plus tranquillement du monde à Cambridge; non-seulement tranquillement, mais avec toutes les marques possibles de zèle et de cordialité. Je voudrais avoir d'aussi bonnes nouvelles de trois ou quatre autres endroits, où, je ne sais pourquoi, les jacobins ont triomphé inopinément; mais, à tout prendre, je ne vois rien qui puisse changer notablement les forces respectives des partis ou l'aspect général de la chambre.

» Il est probable que je serai retenu près de Londres pendant huit ou dix jours par deux engagements, après quoi je retournerai à Walmer-Castle, où je serai enchanté de vous voir lorsque cela vous conviendra et que le vent sera bon. Je n'irai probablement pas dans le comté de Somerset avant la fin de l'automne, mais j'espère trouver l'occasion de faire un voyage le long des côtes, et de vous rendre votre visite dans le courant de l'été. Si vos fils sont avec vous quand vous vous embarquerez, je serai ravi de vous accompagner, si cela vous convient. Je

me porte à merveille, et je pourrai répondre à l'appel comme un marin robuste et valide, lorsque nous nous retrouverons.

» Toujours à vous,

» W. PITT. »

Avant de retourner à Walmer, Pitt paratt également avoir fait une visite au premier ministre à la loge de Richmond-Park. Une cordiale confiance régnait encore entre eux, comme nous l'avons vu. La présidence du bureau du contrôle se trouvant vacante à cette époque, elle fut offerte à lord Castlereagh, et Pitt pressa vivement son noble ami d'accepter. Lord Castlereagh y consentit, et l'ancien secrétaire d'Irlande, au fort des réclamations catholiques, devint, avec l'entière approbation de Pitt, collègue d'Addington dans le cabinet.

Le vieux colonel Barré était mort le 2 juillet. On se souvient que M. Pitt lui avait conféré, en 1784, le *clerkship of the Pells* en échange d'une pension qu'il possédait. Cette sinécure se trouva donc à la disposition de M. Addington. Il l'offrit d'abord à l'ami de Pitt, M. Steele, qui la refusa. Il dit ensuite au ministre retiré lui-même que « lui, M. Pitt, répondrait aux vœux du public s'il consentait à accepter cette charge. » Pitt répondit sur-le-champ négativement, de la manière la plus convenable. Il faut remarquer cependant que cette décision n'était peut-être pas d'accord avec les idées de tous ses amis. L'évêque Tomline écrivait un an auparavant, en parlant de l'embarras de ses affaires : « J'avoue que je ne vois pas grande objection à ce que M. Pitt accepte une seconde sinécure, pourvu qu'elle lui vienne directement du roi¹.

¹ L'évêque de Lincoln à M. Rose, 24 juillet 1801.

M. Addington conféra la place ainsi refusée par M. Pitt à son propre fils Henry, enfant de seize ans. Le doyen Pellew cite un billet de Pitt pour prouver qu'il approuvait complètement cet arrangement. Il écrivit à M. Addington le 28 juillet : « Je me réjouis sincèrement que vous ayez trouvé moyen de disposer des *Pells* comme vous l'avez fait. Dans la situation actuelle, cela est infiniment préférable à tout autre usage que vous en pussiez faire¹. » Il y a cependant des gens qui pourraient encore préférer l'exemple de M. Pitt en 1784 à ses préceptes de 1802.

Paris était encombré à cette époque de visiteurs anglais. A la conclusion de la paix, lord Whitworth y avait été envoyé pour représenter l'Angleterre. Depuis lors, et surtout lorsque les élections générales furent terminées, l'ambassadeur et sa femme, la duchesse douairière de Dorset, ne furent occupés qu'à faire des présentations. Leurs compatriotes voyageurs arrivaient escouade après escouade, dans le désir fort naturel de voir la cour du premier consul. Parmi ces personnes se trouva M. Fox. Il était allé à Paris en compagnie de son ancienne maîtresse, *miss* Armistead², qu'il reconnaissait publiquement, pour la première fois, comme sa femme, à la suite d'un mariage secret contracté entre eux sept ans auparavant. De tous les visiteurs qui se pressaient en France, aucun ne la contempla peut-être avec une admiration plus absolue. Voici l'une des notes de M. Rogers³ : « Je disais que les

¹ *Vie de lord Sidmouth*, note de la page 433 du vol. I.

² Voir sa lettre à lord Lauderdale, du 28 juillet 1802, la veille de son départ.

³ Souvenirs de M. Rogers. La conversation eut lieu à Paris le 24 octobre 1802.

Français l'emportaient sur nous sous un rapport, » —
 « Sous presque tous les rapports, » dit M. Fox.

Dans cette disposition d'esprit, il était naturel que M. Fox fût fort attiré vers le premier consul. Il eut plusieurs entretiens avec lui, et en fut reçu avec de nombreuses marques de considération et d'estime.

Bien des années après, à Sainte-Hélène, Napoléon rappelait ses conversations avec Fox et exprimait tout le cas qu'il en faisait : « Toutes les fois que je voulais le faire enrager, » disait Napoléon, « je parlais de la machine infernale, et je lui disais que les ministres anglais avaient cherché à me faire assassiner. Alors il me contredisait vivement, et il finissait toujours par me dire dans son mauvais français : « Premier consul, ôtez-vous donc cela de votre tête ¹. »

La réception de M. Erskine, le premier jour du moins, ne fut pas tout à fait aussi satisfaisante. Il était allé à Paris, bien convaincu sans doute que la France tout entière retentissait du bruit de sa renommée au barreau ; mais, lorsqu'il fut présenté aux Tuileries, le premier consul le salua de cette question accablante (selon l'expression assez juste d'un témoin oculaire) ² : « Êtes-vous légiste ? »

Mais, tandis que le premier consul et quelques-uns de ses visiteurs faisaient assaut de politesse à Paris, des nuages s'étaient déjà élevés entre lui et les ministres anglais. Il ne dissimulait plus guère ses projets agressifs contre le Piémont et la Suisse en particulier. Il avait pris forcément possession de l'île d'Elbe, et avait fait céder à

¹ *Journal de l'empereur Napoléon à Sainte-Hélène*, par Las Cases, vol. IV.

² *Mémoires de Fox*, par Trotter. M. Trotter était présent.

la France la Lorraine et les deux Flandres. Dès le 8 avril, M. Pitt, se trouvant à cheval avec lord Malmesbury dans Hyde-Park, avoua ses secrètes appréhensions. Il avait eu, dit-il, au moment des préliminaires, l'espoir que Bonaparte serait satisfait de la puissance et de la réputation qu'il avait acquises. Maintenant il donnait de nouvelles preuves de son insatiable ambition. « Cependant, » dit M. Pitt, « je ne regrette pas d'avoir parlé en faveur de la paix; elle était devenue indispensable, et le repos, quelque court qu'il soit, est désirable pour l'Angleterre. Mais il faut avoir soin que Bonaparte sache que nous sommes prêts, et qu'il lui soit bien évident que l'Angleterre n'acceptera aucune insulte et ne subira aucune injustice ¹. »

D'autre part, le général Bonaparte croyait avoir de fortes raisons de se plaindre du gouvernement anglais : nous conservions Malte, les conditions n'ayant pas été remplies du côté de nos adversaires ; nous n'avions pas expulsé les émigrés de Jersey, comme le premier consul nous l'avait demandé ; nous n'avions pas requis les princes de la maison de Bourbon de quitter l'Angleterre, comme il le désirait également ; nous ne comprimions pas la liberté de la presse anglaise, même lorsqu'elle publiait, comme il arrivait trop fréquemment, des attaques violentes et personnelles contre le général Bonaparte lui-même. Le premier consul était surtout ému des écrits de Jean Peltier. C'était un royaliste français qui résidait depuis plusieurs années à Londres et qui avait commencé, depuis la paix, à publier un nouveau journal français intitulé *l'Ambigu*. Quelques-uns de ses articles étaient

¹ *Journaux de lord Malmesbury*, vol. IV.

non-seulement excessifs, mais on peut dire criminels. Par exemple, il établit quelque part un parallèle entre Bonaparte et César, et fait allusion en termes approbatifs au « poignard dans les mains des derniers Romains. » Ailleurs, poursuivant toujours ses allusions classiques, il prédit que Bonaparte sera un jour fait empereur, et il lui souhaite pour le lendemain « l'apothéose de Romulus. » De pareils passages pouvaient passer à juste titre pour un encouragement à l'assassinat.

En dehors de ces articles inconvenants, en dehors même des écrits de Jean Peltier et d'autres journalistes français à Londres, la liberté générale de la presse anglaise, dans ses commentaires sur le gouvernement consulaire, devint le sujet de représentations diplomatiques souvent réitérées. En vain les ministres assuraient qu'ils avaient lu les publications de Peltier avec le plus vif déplaisir; en vain ils expliquaient que les lois anglaises leur donnaient le droit de punir, mais non de prévenir ou d'empêcher une calomnie; le gouvernement français soutenait que l'Angleterre était tenue, quelles que pussent être ses lois et sa constitution particulière, même au risque d'être obligée de les remanier, de mettre un terme au système de calomnies invétéré et persistant qui subsistait dans sa capitale et qui était dirigé contre le chef de la république voisine.

Il faut avouer qu'en fait de calomnies, lord Hawkesbury eût aisément trouvé matière à une contre-accusation. Pour contre-balancer *l'Ambigu* de Londres, on avait fondé *l'Argus* à Paris. Le premier était rédigé en français et dirigé par des royalistes émigrés; le second était écrit en anglais et conduit par des républicains fugitifs d'Angleterre et d'Irlande. On comprend sans peine que ces deux

journaux, si dissemblables sous tous les rapports, rivalisaient de violence dans les attaques : « *Arcades ambo*, » c'est-à-dire deux crocheteurs !

En outre, à la même époque, *le Moniteur*, qui n'était pas un journal indépendant comme celui de Peltier, mais qui, au contraire, était complètement sous la direction du gouvernement, accusait les ministres anglais de prêcher et d'honorer l'assassinat. Ils avaient pris part, disait-on, aux complots formés contre la vie du premier consul : « George, dit *le Moniteur*, porte ouvertement à Londres son ruban rouge en récompense de la machine infernale qui a détruit une partie de Paris et coûté la vie à trente femmes, enfants ou citoyens paisibles. Cette protection spéciale ne nous autorise-t-elle pas à croire qu'il eût reçu l'ordre de la Jarretière s'il eût réussi ? »

Vers la fin de juillet, M. Otto transmit une note à lord Hawkesbury, détaillant fort au long ses griefs au sujet des émigrés de Jersey, des princes de la maison de Bourbon et des attaques de la presse ; il adressait, sur ces chefs d'accusation et sur plusieurs autres, six demandes séparées. La réponse de lord Hawkesbury fut ferme dans le fond, bien que modérée dans la forme. Il expliqua et défendit la liberté de la presse telle qu'elle existait en Angleterre, et ajouta que nous ne pouvions consentir à modifier nos lois et notre constitution pour satisfaire aux désirs d'un gouvernement étranger quelconque. Quant à l'expulsion des émigrés, qu'on demandait, son langage ne fut pas moins résolu : « Le gouvernement français, disait-il, doit avoir conçu une idée bien

¹ Ce passage est traduit et inséré dans *l'Histoire de M. Adolphus*, vol. III.

fausse du caractère de la nation anglaise s'il imagine que nous puissions jamais consentir à violer les droits sur lesquels reposent nos libertés. »

Je n'aurai que trop tôt l'occasion de suivre les progrès de ces méfiances et de ces dissentiments déplorables qui contenaient le germe de la guerre prochaine. Pour l'instant, je veux seulement en rappeler l'origine et le début.

M. Pitt passa le reste de l'été et l'automne à Walmer-Castle. Ses lettres familières montrent le grand plaisir qu'il prenait à cette tranquille vie de campagne. Il écrivait à Dundas, le 5 septembre :

« J'ai acquis beaucoup de santé et de force en montant à cheval et en me promenant en bateau, et je suis plus que jamais ravi de ma résidence ici. Je suis pour le moment au fort de la chasse aux perdrix, et je me prépare à prendre possession d'une belle ferme que j'ai louée dans le voisinage et qui me fournira une constante occupation jusqu'à la réunion du Parlement. »

Il écrivait le même jour à Addington :

« Je serai enchanté de vous montrer toutes les améliorations qu'a reçues ce lieu-ci, tant en beauté qu'en commodité... Ma nouvelle ferme (si la réunion du Parlement peut par bonheur être reculée jusqu'à Noël) me fournira de l'occupation pour le reste de l'année, ou jusqu'à ce que le *pacificateur de l'Europe* imagine de nous envoyer, de la côte opposée, une armée pour se venger de quelque article de journal. »

Il n'y a point de raison de douter que la satisfaction et le contentement qu'exprimait M. Pitt à Walmer-Castle ne

fussent parfaitement réels. Un petit sentiment de langueur pouvait l'atteindre de temps à autre dans cette calme retraite, sans être incompatible avec sa disposition d'esprit générale, non plus que certains mouvements de retour vers la vie plus animée qu'il avait laissée derrière lui. L'expérience de l'histoire prouve que des pensées de ce genre s'élèvent dans l'âme, presque sans qu'on s'en rende compte. Comme des nuages d'été, elles traversent les années de retraite des hommes qui ont joué un rôle important dans les affaires de ce monde, surtout lorsqu'ils sont dans toute la force de l'âge. Elles produisent l'effet que décrivait spirituellement, dans une lettre encore inédite, un homme fort actif à une échelle inférieure, John Wilkes : « Je me rappelle que Diderot m'écrivait, il y a deux ans : Ami Wilkes, que faites-vous ? Si vous vous reposez ; vous êtes bien à plaindre. Je ne dors pas... dirai-je... sur mes lauriers ! »

Vers la fin du mois, M. Pitt fut assez gravement malade. Nous trouvons le détail de cette indisposition dans une lettre de son ami et de son médecin, sir Walter Farquhar, que je transcris d'après une copie existant dans les papiers de M. Pitt ; mais je ne sais ni d'où elle vient ni à qui elle est adressée :

« Ramsgate, 24 décembre 1802.

» Mon cher monsieur,

» En revenant chez moi hier, j'ai trouvé votre lettre.

¹ Cette lettre manuscrite est datée du 20 août 1778. On l'a trouvée dans l'un des derniers endroits où on eût imaginé de la chercher, collée dans le 17^e volume d'un exemplaire illustré de Byron qui a quarante-quatre volumes et que le Musée Britannique vient d'acheter en 1860.

Je ne suis pas surpris de votre inquiétude, mais je suis heureux d'être en mesure de vous rassurer.

» Les symptômes alarmants n'ont pas duré bien longtemps, il est vrai; mais les moments m'ont paru de longues heures dans une semblable position. Nous sommes maîtres de la situation maintenant, et la dernière bataille montre que la constitution est bonne. Je m'intéresse de jour en jour davantage au premier de tous les hommes, et j'ai enfin emporté la résolution que je pouvais depuis si longtemps, la visite à Bath; M. Pitt doit s'y rendre au mois de novembre :

» Croyez-moi.....

» WALTER FARQUHAR. »

Pitt cependant traite légèrement sa maladie dans une lettre qui devait passer sous les yeux de sa mère.

M. PITT A MISTRISS STAPLETON.

« Walmer-Castle, 17 septembre 1802.

» Chère mistriss Stapleton,

» Comme des bruits exagérés sur ma maladie pourraient arriver à Burton, je suis sûr que ce sera une satisfaction, pour vous comme pour ma mère, de savoir la vérité par moi-même. J'ai par le fait été assez tourmenté durant quelques jours par une attaque de bile qui venait, je crois, en partie d'un changement subit dans le temps, et en partie de quelques excès de fatigue à la chasse. Avec l'aide de mon ami sir Walter, qui se trouve à Ramsgate pour quelques jours de vacance, l'indisposition s'en va, et je ne doute pas que je ne sois, dans un jour ou

deux, tout aussi fort et aussi bien portant que je l'ai été, à cette exception près, depuis que je suis revenu ici au commencement de l'été. Sir Walter me dit qu'il a reçu récemment de bonnes nouvelles de Burton. J'espère bien que vous pourrez les confirmer. Hester est arrivée ici hier, en allant rejoindre ses amis les voyageurs à Douvres. J'espère jouir en tout cas du plaisir de sa société jusqu'à lundi, et quelques jours de plus peut-être, si les vents sont contraires. Présentez, je vous prie, mes tendresses et mes devoirs à ma mère, et rappelez-moi affectueusement à Harriett.

» Toujours, chère mistriss Stapleton, affectueusement à vous,

» W. PITT. »

L'Hester à laquelle M. Pitt fait ici allusion était l'aînée de ses nièces; et ceci m'amène à des scènes de dissensions intérieures auxquelles je désire toucher le plus légèrement possible, tant elles sont pénibles pour moi et indifférentes au public. La dureté de lord Stanhope avait peu à peu éloigné de lui tous les membres de sa famille. Sa fille non mariée, et par la suite les trois fils de son second mariage, quittèrent tous sa maison. Lady Hester Stanhope partit de Chevening au commencement de l'année 1800, et elle alla résider chez sa grand'mère, à Burton-Pynsent. Dans l'automne de 1802, elle accompagna M. et Mme Egerton, du comté de Chester, dans un voyage qu'ils faisaient sur le continent, et qui se prolongea jusqu'à l'été de l'année suivante.

Pendant le mois d'octobre, M. Pitt reçut plusieurs autres visites à Walmer-Castle. M. Canning vint d'abord, et après lui lord Grenville; d'autres personnes les suivirent probablement.

M. Canning rapporta plus tard à lord Malmesbury ce qui s'était passé. Mais il me semble évident que certaines erreurs se sont glissées dans ce récit, répété par lord Malmesbury sur des oui-dire. Il établit que M. Pitt s'était déclaré engagé d'honneur, mais lui seul, à soutenir et à conseiller le ministère actuel. Il regardait cet engagement comme un lien solennel, sur lequel le temps ne pouvait avoir aucune action, et qui ne pouvait être annulé sans le consentement exprès de M. Addington. Or, en premier lieu, il n'est pas imaginable qu'un politique et un parlementaire pût s'engager de cette manière envers un autre politique sans tenir compte des mesures que cet autre homme d'État pourrait trouver bon d'adopter. En second lieu, il faut remarquer que M. Pitt, dont l'honneur personnel est inattaquable, n'attendit pas la fin de l'année pour agir en opposition directe avec cet engagement imaginaire. Troisièmement, même au fort de ses attaques, jamais M. Addington n'alléguait un pacte de ce genre, ni en public ni en particulier, comme il l'eût assurément fait si ce pacte eût véritablement existé¹.

Je tiens donc pour établi que la promesse d'appui donnée par M. Pitt à Addington, lors de son accession au pouvoir, était, aux yeux des deux parties, comme toutes les promesses de ce genre, un engagement conditionnel et dépendant de la marche future du ministère.

¹ *Journaux de lord Malmesbury*, vol. IV.

CHAPITRE XXXIII

— 1802-1803 —

Annexions françaises. — Manque de confiance envers le ministère d'Addington. — Conspiration du colonel Despard. — Résidence de Pitt à Bath. — Ses visiteurs politiques. — Projet de le rétablir au pouvoir. — Il s'y oppose. — Il refuse de donner plus longtemps des conseils aux ministres. — Ouverture du nouveau Parlement. — Grands discours de Sheridan et de Canning. — Discours de Pitt sur l'état du pays. — Pitt est attaqué dans le *Times*. — Budget. — Élévation de Dundas à la pairie. — Lord Castlereagh à Bath. — Pitt revient à Londres. — Son entrevue avec Addington.

Pendant l'été et l'automne de 1802, le peuple anglais continua de posséder les bienfaits de la paix et de s'en réjouir. L'arrivée du général Andréossy comme ambassadeur fut saluée comme un nouveau gage du rétablissement des bonnes relations ; mais les rumeurs sinistres ne tardèrent pas à recommencer. On savait combien le ton de beaucoup d'hommes influents à Paris était encore hostile à l'Angleterre ; on savait combien le grand consul s'indignait des intrigues des émigrés français et des personnalités de la presse anglaise ; on savait que son mécontentement n'avait pas cédé devant les réponses qu'on avait faites à ses plaintes.

D'autre part, le public anglais ne pouvait voir sans des inquiétudes croissantes le système d'agrandissement territorial que poursuivait le gouvernement français. Au mois d'août, le sénat publia un décret ou sénatus-consulte pour

annexer l'île d'Elbe à la France. Au mois de septembre, un nouveau sénatus-consulte annexa la totalité du Piémont, ne laissant au roi de Sardaigne d'autre territoire que l'île de ce nom. Au mois d'octobre, survint l'occupation des duchés de Parme et de Plaisance, à la suite de la mort du dernier grand-duc. En outre, à peu près à la même époque, la Suisse étant divisée par des luttes intestines, une armée française, forte de quarante mille hommes et commandée par le maréchal Ney, entra dans ce pays. Le général Bonaparte, qui venait d'être nommé consul à vie par un vote du peuple, avec une grande augmentation de pouvoir, devint bientôt médiateur de la république helvétique, et exerça sur ses affaires une influence décisive.

Sans doute la concentration de tant de puissance entre les mains du général Bonaparte pouvait s'expliquer, aux yeux des Français, par l'éclat de son génie et son étonnante énergie; personne ne les mettait en doute; mais on ne peut reprocher aux autres nations d'y avoir vu un accroissement de danger.

Dans cette situation, les plus sérieux et les plus prévoyants des politiques anglais commençaient à se demander s'il serait possible d'éviter longtemps un nouvel appel aux armes. Ils regrettaient de n'entendre parler d'aucune mesure efficace de protection et de défense. Ils se demandaient si Addington était véritablement bien propre à diriger le vaisseau de l'État, dans le cas où la tempête s'élèverait. Lord Malmesbury qui, du mois de mai au mois d'octobre, avait voyagé de tous les côtés en Angleterre et causé avec beaucoup de gens, rapporte dans son journal l'inquiétude qu'il entendait exprimer partout. Deux hommes en charge, le duc de Portland et lord Glen-

bervie, lui tinrent un langage qui semblait blâmer plutôt que défendre la conduite du gouvernement auquel ils appartenaient; « et, » dit lord Malmesbury, « de pressants symptômes de faiblesse et du défaut de confiance répandu dans le pays commençaient à se faire jour. »

Cependant, la tranquillité de l'Angleterre, à l'intérieur, ne fut troublée que par l'étrange complot du colonel Edward Marcus Despard. Cet officier, Irlandais de naissance, avait servi le roi avec honneur et fidélité pendant trente ans. Lors de l'affaire de la baie de Nootka, il occupait un commandement dans le territoire des Honduras; mais sa conduite ayant donné lieu, sur quelques points, au mécontentement, il fut destitué et renvoyé en Angleterre. Alors, désappointé et irrité, il renia son serment d'allégeance et se mit à former des projets révolutionnaires contre l'État¹.

Ces projets furent bientôt découverts, en partie du moins. Le colonel Despard, arrêté sur ce simple soupçon, fut emprisonné pendant trois ans à Cold-Bath-Fields. On se plaignit plusieurs fois à la chambre des communes de la manière dont il était traité, et les faits furent discutés pendant qu'il était en prison. Lorsqu'on le relâcha, son caractère était aigri par le sentiment des injustices qu'il croyait avoir subies. Il est probable que son intelligence avait également un peu souffert. Il commença à fréquenter les cafés les plus infimes de Londres et à se lier avec des misérables. Il forma avec eux, sous un serment secret, un complot pour assassiner le roi et la famille royale, et s'emparer de la Banque, de la Tour et autres établissements publics.

¹ *Journals, etc.*, vol. IV.

Le colonel Despard projetait de charger secrètement à boulet le gros canon de St-James's-Park, de l'entourer d'une troupe de conspirateurs lorsque le roi irait ouvrir le Parlement au mois de novembre, et de tirer sur la voiture du roi au passage. L'un des conspirateurs, plus humain que les autres, fit remarquer que ce système coûterait la vie à une quantité de gens parfaitement innocents ; mais le colonel répondit tranquillement : « Ils n'ont qu'à ne pas se trouver sur le chemin. »

Cependant quelques-uns de ses complices le trahirent. Les ministres surent à temps à quoi s'en tenir sur ses projets, et prirent leurs mesures en conséquence. Le 20 novembre, trois jours avant que le roi dût aller ouvrir le Parlement un fort détachement de la police de Londres, du comté de Surrey et du comté de Kent entouraient les Armes-d'Oakley, petit café de Lambeth. Ils arrêtèrent là le colonel avec trente-deux de ses complices, tous gens de la classe la plus inférieure. Au mois de février suivant, Despard fut traduit devant les tribunaux. Il fut habilement défendu par M. Best, qui devint plus tard grand juge sous le nom de lord Wynford. Quelques témoins du plus haut rang, entre autres sir Alured Clarke et lord Nelson déposèrent en faveur de la bonne réputation qu'il possédait naguère et de ses services passés. Mais l'évidence du complot était positive, et il fut condamné. En définitive, le colonel Despard fut pendu en compagnie de six de ses complices, choisis pour le supplice comme ce qu'il y avait de plus mauvais dans ce ramassis de scélérats.

Vers la fin d'octobre, M. Pitt tint la promesse qu'il avait faite à sir Walter Farquhar, et partit pour Bath. Il venait d'acquérir une nouvelle résidence à Londres. Le bail

de sa maison de Park-Place étant expiré, il en loua une autre tout aussi petite, n. 44, York-Place, Portman-Square. York-Place n'est, à vrai dire, qu'une continuation de Baker-Street. Accoutumé comme l'était Pitt à Downing-Street et à Whitehall, il dut trouver quelque économie, mais beaucoup d'inconvénient à demeurer si loin de la chambre des communes.

En se rendant de Londres à Bath, M. Pitt fit, en passant, une visite, à Richmond, à M. Addington, qui la raconte ainsi dans une lettre adressée à son frère Hiley : « Pitt a dîné et couché ici dimanche (le 24) en se rendant à Bath. Il n'a plus de symptômes d'indisposition, et son visage en porte peu de trace ; ni son appétit ni sa conversation ne s'en ressentent. »

De là M. Pitt continua sa route vers Bath. En y arrivant, il loua une maison dans Pulteney-Street, et commença à boire ces eaux auxquelles son père avait si souvent eu recours, mais qu'il n'avait jamais essayées jusqu'alors. Son séjour fut égayé par la présence à Bath de ses amis lord Camden et lord Carrington ; lord Malmesbury et lord Mulgrave ne tardèrent pas non plus à l'y rejoindre.

D'autres politiques venaient quelquefois à Bath pour un jour ou deux, afin de causer avec lui. Hiley Addington, par exemple, arriva le 6 novembre de la part de son frère. Pitt lui expliqua en détail ses idées sur la politique étrangère, à laquelle il pensait toujours, et, le 11, il écrivit lui-même au premier ministre le résultat définitif de ses réflexions : « Je ne puis former que très-imparfaitement mon jugement sur l'état général des affaires, mais je crains fort, d'après les nouvelles du continent, que vous n'ayez peu de chance d'y trouver un secours efficace pour

le moment, soit pour sauver la Suisse, soit pour tout autre objet utile. Dans ce cas, j'avoue qu'en y pensant bien, je révoque en doute la prudence, pour ne pas dire la justice, qu'il y aurait à prendre, à tout risque, le parti de refuser les restitutions qui restent à faire. Ce doute conçu, je me suis senti pressé de vous le communiquer, attendu que j'étais très-décidément porté vers l'avis contraire, quand j'ai causé avec vous, et même lorsque j'ai vu votre frère à son passage. » M. Pitt conseille ensuite à M. Adington de se borner plutôt, et il souligne les mots, à augmenter constamment tous ses préparatifs de guerre, sur une grande échelle.

Il est bon de remarquer que dans cette occasion le gouvernement se conforma promptement et implicitement aux conseils de M. Pitt. Le 7 octobre, lord Hobart avait envoyé des instructions pour conserver le cap de Bonne-Espérance. Le 10 novembre, cinq jours après la lettre de Pitt, de Bath, l'ordre de le restituer fut expédié :

M. PITT A M. ROSE.

« Bath, 7 novembre 1802.

« Cher Rose,

» J'avais l'intention de vous écrire pour vous dire, ce qui vous fera plaisir, je le sais, que ma visite ici me fait beaucoup de bien... et vous me rendriez très-heureux si vous pouviez me donner la satisfaction de vous voir ici. Il y a beaucoup de questions trop longues à traiter dans une lettre, et dont je serais enchanté de causer avec vous si nous nous rencontrions. J'ai l'intention d'aller jeudi voir ma mère, mais je reviendrai samedi à temps pour boire les eaux dans l'après-midi, et je reste-

rai ici jusqu'à ce que les affaires de la session me rappellent en ville... Les circonstances pourront même être de nature à rendre mon retour douteux avant Noël.....

» Toujours sincèrement à vous,

» W. PITT. »

Le 13, M. Rose arriva à Bath, et parla politique toute la soirée, en tête à tête avec M. Pitt, qui lui exposa certains arguments puissants contre la marche que les ministres avaient adoptée à l'égard de la Suisse. M. Rose vit cependant clairement que, si son chef se rendait à Londres pour le discours du roi, le 23, comme il en avait l'intention, il ne manquerait pas, en partie par point d'honneur et parce qu'il avait été consulté, d'exprimer une pleine approbation de la politique étrangère d'Addington. M. Rose croyait très-utile qu'il évitât de se compromettre si fort et si prématurément : « J'usai donc, » dit-il, « de tous les moyens en mon pouvoir pour le dissuader de se rendre à la chambre des communes le jour de l'ouverture de la session. Il discuta la question avec moi modérément, mais sans prendre son parti. Il me dit que lord Bathurst, qui était venu quelques jours auparavant, lui avait exprimé le même désir, sans dire pourquoi et sans lui en donner les raisons¹. »

Le ministre retiré subissait en même temps les instances de l'évêque Tomline : « Je veux que vous sachiez, » écrivait l'évêque à Rose, « que j'ai écrit très-fortement à M. Pitt jeudi dernier. Je l'ai prié de rester à Bath, puisque sa santé lui en donnait un prétexte suffisant, afin de voir quel tour prendront les choses. Je lui ai dit aussi ce dont

¹ *Journals de M. Rose*, vol. I.

je suis convaincu, c'est qu'en soutenant le ministère sans réserve, il perdrait la confiance du pays.¹ »

Le 14 et le 15, Rose reprit vivement la discussion avec Pitt : « Cela finit, » dit-il, « par une assurance positive, de la part de M. Pitt, qu'il n'irait pas à Londres, et je me suis engagé à rester ici avec lui, ce dont il s'est déclaré parfaitement satisfait. M. Pitt a dit cependant qu'il ne pourrait pas éviter d'aller à Londres pour les votes du budget de l'armée et de la marine, s'il y avait la moindre difficulté à mettre l'établissement de paix sur un pied considérable. »

M. Pitt avait d'autres amis moins patients que ceux qui l'entouraient à Bath. Il y en avait qui s'impatientaient de le voir si longtemps hors du ministère, et qui soupiraient après des démarches plus promptes pour l'y faire rentrer. M. Canning surtout conçut à cette époque un projet qui me paraît impossible à défendre dans toutes ses parties, quelque prévenu que je sois en faveur du but ; la jeunesse et l'ardeur de l'inventeur en sont la seule excuse.

M. Canning avait l'idée d'envoyer à M. Addington une adresse qu'il avait déjà préparée, et d'en faire tenir en même temps une copie à M. Pitt. Elle devait être signée, s'il était possible, par des hommes d'une grande influence politique, et représenter à M. Addington les périls croissants du pays ; on l'y pressait, dans les termes les plus affectueux, de remettre les rênes du gouvernement entre les mains de M. Pitt.

Canning était secondé dans ses intentions par trois amis du même âge que lui et dans la même situation poli-

¹ L'évêque de Lincoln à M. Rose. Buckden, 11 mars 1802.

tique, lord Granville Leveson, lord Morpeth, et M. Sturges Bourne. Il avait en outre pour appui un homme beaucoup plus âgé et beaucoup plus considérable, lord Malmesbury. Au commencement de novembre, à la prière de Canning, lord Malmesbury se rendit chez le duc d'York, aux *Horse Guards*, et l'informa de ce qui se passait. Les observations du duc furent franches et sensées; il dit entre autres : « M. Pitt rentrera, il est impossible qu'il en soit autrement; le public le réclame, et on obligera M. Addington à céder... Quant à votre adresse, je doute qu'elle réussisse. J'ai peur que M. Addington ne soit trop vaniteux pour apprécier justement les limites de sa capacité ou l'étendue du danger. Mais il a des amis plus clairvoyants; j'ai des raisons de croire que lord Auckland et lord Hobart sont sur le point de le quitter. Si Addington voit cela, peut-être la peur lui fera-t-elle donner sa démission. »

Les difficultés que rencontra M. Canning dans l'exécution de son projet furent grandes. Les signatures des *pittistes* seuls, des amis personnels et affichés de M. Pitt, ne pouvaient être d'aucune utilité. Il fallait trouver des hommes influents et dans une grande situation; mais ils n'étaient pas très-disposés à signer, ou du moins à faire les premiers pas. Dans cette situation, M. Canning imagina un expédient nouveau et étrange; il proposa d'envoyer la pièce sans signatures, avec une espèce de préface ou d'introduction en ce sens : « On croit plus respectueux, envers M. Addington et M. Pitt, de leur transmettre la pièce ci-jointe sans les signatures qu'on est prêt à y apposer ¹. »

Cet expédient, néanmoins, ne satisfit pas les autres

¹ *Journaux de lord Malmesbury*, vol. III.

partisans du projet. On le laissa donc de côté, et on reprit la chasse aux signatures.

On avait eu l'intention de laisser M. Pitt dans une ignorance absolue du projet jusqu'au moment de l'exécution ; mais on s'aperçut qu'il n'était pas aisé de garder le secret à l'égard du principal intéressé. Canning alla lui-même passer un jour à Bath, le 47. Il avait besoin de conférer avec son chef sur certaines questions politiques, et ne fit allusion à son projet que dans les termes les plus généraux et les plus réservés. En partant, il laissa lord Malmesbury libre de dire ou de taire le tout, selon les questions qu'on pourrait lui faire, ou selon qu'il le jugerait bon dans sa prudence. Cependant lord Mulgrave, arrivant à Bath pour un séjour un peu plus long, communiqua le projet tout entier à Pitt.

Une fois au courant, Pitt intervint sur-le-champ pour interdire toute démarche. Il se rendit chez lord Malmesbury un dimanche à huit heures et demie du matin ; c'était le 21 novembre, et il entama sur-le-champ la question : « Je sais, » dit-il, « que vous faites partie d'un complot un peu moins désespéré que celui du colonel Despard ; » et alors il se mit à développer ses objections : « Vous êtes tous, » dit-il, « dans la même situation ; vous passez tous pour m'être trop attachés et pour être trop hostiles à M. Addington. Une mesure conçue par des hommes de cette nature et en si petit nombre ressemblerait à un complot ou à une cabale. Que je le susse ou que je l'ignorasse véritablement, on croirait assurément que j'y ai du moins prêté les mains ; et indépendamment de ce que je pourrais éprouver, ce soupçon suffirait à déjouer votre but en me faisant rentrer au pouvoir, à supposer même qu'il en pût résulter quelque avantage. Je désire donc, comme

je l'ai dit à Canning avant son départ de Bath, et comme j'y suis de plus en plus décidé après mûre réflexion, qu'on ne fasse plus aucun effort pour trouver des noms, des adhérents ou des signatures à aucune tentative destinée à contraindre ou à porter M. Addington à donner sa démission. Si on désire, aussi généralement que vous le dites, de me voir rentrer au pouvoir, il vaut mieux, pour moi et pour la chose même, que cette opinion fasse son chemin à elle seule, ce qui arrivera si elle est généralement répandue; sinon, il serait inutile et inconvenant pour moi de rentrer au pouvoir. »

Lord Malmesbury discuta encore un peu la question, puis finit par céder. Il écrivit à M. Canning, M. Pitt en fit autant, et, sur l'injonction formelle de M. Pitt, le projet fut complètement abandonné.

A la même époque, Malmesbury et Canning trouvèrent leur chef plus accessible sur un autre point. Ils lui représentèrent vivement les mauvais effets qu'avait eus, en plusieurs occasions, le bruit des conseils qu'il avait donnés aux ministres. Cela est aisé à comprendre, sans jeter le plus léger blâme sur M. Addington, sur lord Hawkesbury, ou sur qui que ce fût. Lorsqu'on consultait M. Pitt, on lui communiquait les pièces les plus importantes, et il formait là-dessus son jugement. Ensuite apparaissaient certains faits qui n'avaient pas paru aussi graves au premier abord, et qui auraient cependant pu modifier beaucoup sa manière de voir. Ou bien on alléguait son avis en faveur d'une certaine ligne de conduite lorsque, par le fait, le projet qu'il avait approuvé avait subi quelques changements dans les discussions du conseil, et n'était plus précisément ce qu'on lui avait communiqué.

M. Pitt se laissa convaincre sur ce point : « Tant que je

resterai à Bath, » dit-il, « je refuserai de donner des conseils. » Le jour même, le 17, il avait reçu dans la matinée une lettre de lord Hawkesbury, contenant des dépêches sur les difficultés alors pendantes avec la France, pour demander l'avis de M. Pitt sur l'ensemble de l'affaire. Pitt répondit conformément à sa nouvelle résolution. Il écrivit à son noble ami qu'il lui était impossible de juger, avec quelque sûreté ou quelque précision, des questions aussi importantes d'après les renseignements qu'on pouvait lui communiquer à la distance où ils se trouvaient l'un de l'autre ¹.

Il me semble que la détermination de M. Pitt à ce sujet fut parfaitement sage et prudente. D'après ce que j'ai observé dans la vie politique, je crois qu'un homme d'État au pouvoir ne peut trouver longtemps avantage, ni pour ses rapports personnels ni pour le bien public, à consulter un homme d'État qui n'est plus en charge, à moins que celui-ci n'ait nettement et définitivement renoncé à toute idée de rentrer au pouvoir.

Le nouveau Parlement s'était réuni le 16; les premiers jours furent employés à l'élection de l'orateur, M. Abbot, et à la réception du serment des nouveaux membres. Le 23, le roi se rendit au Parlement et prononça le discours d'ouverture. Sa Majesté exprima sa joie de l'abondance des dernières récoltes et de la prospérité sans exemple des manufactures, du commerce et du trésor. Il exhorta les deux chambres à maintenir les véritables principes de la constitution dans l'Église et dans l'État. Certaines personnes crurent voir là une allusion aux ré-

¹ Comparez, sur cette consultation de lord Hawkesbury, les *Journaux de M. Rose*, vol. I, et ceux de lord Malmesbury, vol. IV.

clamations des catholiques¹. Lorsqu'il en vint aux affaires extérieures, le roi dit : « Dans mes relations avec les puissances étrangères, j'ai été animé du sincère désir de maintenir la paix. Il m'est cependant impossible de perdre de vue ce sage système de politique en vertu duquel les intérêts des autres États se lient aux nôtres, et je ne puis par conséquent rester indifférent aux changements importants qui peuvent s'accomplir dans leurs situations et leurs forces respectives. » Sa Majesté en vint à dire qu'en pareille circonstance, nous étions tenus de veiller à notre sécurité.

Le lendemain, à Bath, en lisant le discours du roi avec lord Malmesbury, Pitt remarqua qu'il était bien vague et bien indécis, rempli de faits vrais mais susceptibles de diverses applications. Il était encore moins satisfait d'une phrase qui suivait la dernière que j'ai citée. Le roi parlait de la nécessité de pourvoir aux diverses branches du service public, « et j'ai la grande satisfaction de savoir, » continuait-il, « qu'on peut exécuter pleinement ceci sans ajouter aux fardeaux qui pèsent sur mon peuple. » « Cela est faux, » dit Pitt ; « je sais que cela est impossible, à moins qu'on ne compte désarmer complètement et rester absolument sans défense, même pour la politique intérieure. »

On ne proposa aucun amendement à l'adresse dans l'une ni dans l'autre chambre. Lord Grenville à la chambre des pairs, comme M. Windham à la chambre des communes, saisirent cette occasion pour renouveler leurs attaques contre le ministère. Leur terrain fut à peu près le même que l'année précédente. On ne pouvait cependant man-

¹ « Ils ont mis l'Église et l'État dans leur discours, je devine bien pourquoi, » écrivait M. Canning de Londres. — « Ce ne peut être que pour rappeler ce qui a amené la retraite de M. Pitt, » disait à Bath M. Rose.

quer de remarquer un nouveau trait dans leur ligne de conduite. Malgré les dissentiments qui existaient entre M. Pitt et lui au sujet de la paix, lord Grenville parla de son ami comme du seul pilote en état de diriger l'État. Il termina ainsi son éloquente harangue : « Votre seul espoir de salut est un vigoureux système de défense. L'Europe est tombée dans l'imprévoyance et dans la folie, mais l'énergie et le courage de la Grande-Bretagne peuvent encore réveiller les États du continent et leur faire soutenir glorieusement la lutte en faveur de leur liberté et de leur indépendance. S'il vous reste un espoir, il réside dans des mesures décidées et fermes, dans le ton animé et confiant d'un chef courageux et capable. Vous ne le trouverez pas parmi les hommes qui sont au pouvoir; vous n'avez de ressource qu'en celui auquel l'Angleterre, auquel l'Europe entière regardent, à ce moment terrible, pour défendre leurs droits et leurs libertés les plus chères ¹. »

Le ton de Grenville était le même dans sa correspondance intime : « Le vœu de tout homme qui attache quelque importance à la question de savoir si Bonaparte nous traitera ou non l'année prochaine comme il a traité les Suisses, doit être de remettre le gouvernement aux mains de Pitt, » écrivait-il à son frère ².

A la chambre des communes, où l'on reprit le lendemain la discussion sur le rapport, les mêmes vœux furent nettement exprimés par plusieurs membres. D'autre part, M. Fox soutint le cabinet dans son second discours, surtout comme préservant le pays de tout retour possible de M. Pitt. Il plaida également, dans une certaine

¹ *Histoire parlementaire*, vol. XXXVI.

² Lettre à lord Buckingham. *Cour et cabinet de George III*, vol. III.

mesure, la cause du gouvernement français. On remarqua que ses arguments, au point de vue des avantages politiques et commerciaux, étaient exactement opposés à ceux qu'il avait allégués en 1787. M. Canning lui répondit avec beaucoup de talent, mais avec quelque imprudence, et il compromit, plus qu'il n'avait le droit de le faire, le nom de son chef resté à Bath.

Addington lui-même parla les deux jours, mais on trouva ses discours faibles ; « Ses soldats ont honte de lui, » disait Canning après un autre débat. Le fait est, cependant, que ses talents n'étaient point à dédaigner. Mais il était accoutumé à la gravité et à l'autorité du fauteuil, et il manquait de promptitude dans la réplique, qualité indispensable pour conduire un débat.

Le compte rendu du discours de Fox à la chambre des communes vint agiter Pitt à Bath, comme le bruit d'une trompette excite un cheval de bataille. Nous retrouvons encore ici le journal de lord Malmesbury. « Samedi 27 mai. Dès que je suis entré dans le salon, Pitt m'a pris à part et s'est mis à me parler très-vivement de la conduite et du langage de Fox à la chambre des communes, et cela avec tant d'animation et d'éloquence que ce qu'il me disait ressemblait davantage au squelette d'une réplique à Fox qu'à une simple conversation particulière. Il était pressé de savoir ce que Fox avait dit en 1787, au sujet du traité de commerce, et nous sommes allés chez Bull¹ pour rechercher les anciens débats. En un mot, il était si plein de son sujet que j'ai eu peur de le voir prendre envie d'aller à Londres pour répondre à Fox. »

¹ Le grand cabinet de lecture de Bath.

Le lendemain, M. Pitt fit une visite à lord Malmesbury et reprit la conversation. Il se montra « blessé, sinon fâché » de ce qu'avait dit Canning : « Nos relations personnelles ne lui donnent pas le droit de rien affirmer en mon nom, et cela me déplaît d'autant plus que son discours tend à amener ce que j'ai en horreur, des difficultés personnelles avec Addington et Hawkesbury.

Pitt en revint ensuite au discours de Fox, dont il parlait avec la même indignation et la même animation que la veille ; lord Malmesbury allait répondre lorsque Pitt ajouta : « Je vais devancer ce que vous alliez dire, je le sais, en vous avouant franchement que j'avais l'intention d'aller à Londres, lorsque le budget de la guerre ou de la marine arriverait à la chambre, pour y passer seulement un jour, et pour parler sur une seule question ; mais ce que vous avez suggéré à Rose nous a fait réfléchir, lui et moi, et, tout bien considéré, nous avons reconnu que vous aviez raison. Je suis résolu à rester ici. »

Le 2 décembre, la discussion sur le budget de la marine s'éleva à la chambre des communes. Les ministres demandaient qu'on votât une levée de cinquante mille matelots, presque le double de ce qu'on avait voté depuis la paix de 1783. Jusque-là, leur proposition convenait aux partisans des préparatifs de guerre, et elle passa sans qu'on en vint à une division, mais non sans exciter quelques observations. On avait promis un grand discours de Sheridan pour ce débat. Trois jours auparavant, Canning écrivait à lord Hawkesbury : « Sheridan va nous lancer un discours en faveur du pied de guerre et contre Bonaparte, mais contre Pitt et nous tous aussi... Il m'a dit que Fox ne serait jamais ministre, mais qu'il ferait tout ce qu'il pourrait pour tenir Pitt éloigné du pou-

voir. C'est son jeu du moment, de son propre aveu. »

Sheridan réserva cependant son grand discours pour le 8 décembre, lors de la présentation du budget de la guerre. M. Charles Yorke, secrétaire de la guerre, proposa ce budget. « J'ai été bien étonné l'autre soir, » dit M. Yorke, « lorsque j'ai entendu un honorable membre (M. Fox) soutenir qu'il n'y avait point de raison pour maintenir en Angleterre un établissement militaire plus considérable qu'il n'est coutume en temps de paix, et qu'il y avait même des raisons pour diminuer les forces partout, à l'exception des Indes occidentales. » Il n'était pas malaisé à M. Yorke d'attaquer cette proposition et de démontrer les dangers dont nous menaçait l'Europe. Il pouvait compter sur le concours de la chambre pour la demande contenue dans son discours, à savoir les fonds nécessaires à l'entretien des forces régulières, se montant à peu près à cent trente mille hommes, en comptant les officiers et en comprenant les régiments de l'Inde. C'était une augmentation de l'établissement voté à la première conclusion de la paix.

Après ce discours et quelques autres, Sheridan se leva. Il parla de Fox comme de l'homme qu'il aimait et respectait le plus au monde ; mais ces sentiments ne l'empêchèrent pas de se livrer à quelques allusions piquantes, bien que voilées, sur la ligne de conduite que Fox cherchait depuis quelque temps à faire prévaloir. Il approuvait le discours du roi ; il approuvait les établissements militaires considérables ; il approuvait M. Addington comme ministre. « Qu'est-ce que d'autres personnes avaient à reprocher au très-honorable membre ? » demanda-t-il. Toute leur aversion n'était qu'un caprice ; ils ne pouvaient en donner de meilleures raisons qu'une épigramme de

Martial, ou la parodie anglaise sur cette épigramme :

« Tu ne me plais pas, docteur Fell, je ne peux pas dire pourquoi ; mais ce que je sais parfaitement, c'est que tu ne me plais pas, docteur Fell. »

Ceux qui se rappellent qu'Addington portait déjà le surnom de docteur, et qui connaissent le goût de la chambre des communes pour la plaisanterie, peuvent imaginer de quels éclats de rire fut saluée l'allusion de Sheridan.

Sheridan continua, moitié plaisantant, moitié argumentant : « Que demande-t-on, » dit-il, « au chancelier de l'Échiquier actuel ? Nous l'avons traité avec le respect qu'il méritait lorsqu'il occupait le fauteuil dans cette chambre... Espérait-on qu'une fois ministre, il se lèverait pour rappeler l'Europe à l'ordre ? Pouvait-il envoyer M. Colman, son sergent d'armes, jusqu'à la Baltique pour sommer les puissances du Nord de comparaître à la barre de cette chambre ? Devait-il voir les puissances allemandes grim pant sur les bancs comme les membres de la chambre des communes, et leur crier : Messieurs, à vos places ? — S'attendait-on à lui voir jeter les yeux sur la galerie en s'écriant que les étrangers n'avaient qu'à se retirer ? Pouvait-il se placer sur le Rhin et dire : Les Allemands à droite et les Français à gauche ? S'il avait pu exécuter tout cela, pour ma part je voterais pour que l'orateur de la chambre fût toujours premier ministre. Le très-honorable membre a fait tout ce qu'on pouvait raisonnablement espérer de lui.

« J'avoue, monsieur, » continua Sheridan, « que je voudrais savoir ce que pense M. Pitt. Je voudrais savoir ce qu'il dit de l'appel en sa faveur qu'un homme d'État énergique a fait entendre ailleurs, et assez haut. Je me sou-

viens bien, monsieur, nous nous souvenons tous de l'éloge qu'il a fait du ministère actuel? A-t-il l'intention de rétracter ces éloges? Je ne puis le croire... Monsieur, quand je vois tant de gens préoccupés de cet honorable membre, je suis heureux d'apprendre que sa santé est rétablie. Mais comment, je le demande, mettre déceimment à la porte l'homme qui a fait la paix pour ramener au pouvoir celui qui l'a approuvée?... Je me figure qu'on a mal compris le jeu du Philidor politique; ses amis ont joué un cavalier et une tour quand ils n'auraient dû jouer que deux pions, et ils ont cherché à faire échec et mat au roi, quand cela n'entrait pas dans leurs instructions. Je ne puis oublier l'époque où l'on déclarait que l'auguste personne du souverain faisait seule obstacle à l'extension des privilèges des catholiques d'Irlande, et je ne puis par conséquent supporter l'idée de rappeler ce très-honorable membre au pouvoir, afin de l'imposer à la couronne... M. Pitt seul en état de sauver le pays !... Si le salut d'une nation dépend d'un seul homme, elle ne peut être sauvée; je dis plus, elle ne mérite pas d'être sauvée; une nation ne peut être sauvée que par le Parlement et le peuple. »

Canning se leva après Sheridan. Dans son grand discours de ce soir-là, il déploya non-seulement une merveilleuse éloquence, mais, ce qui était plus rare chez lui, une modération parfaite. Il voulait, dit-il, exprimer à son excellent ami M. Sheridan, non-seulement sa satisfaction, mais sa reconnaissance pour le rôle qu'il venait de jouer : « Ce n'est pas la première fois⁴, » dit-il, « que mon honorable ami, rejetant loin de lui toutes les misérables

⁴ M. Canning semble faire allusion à la conduite de M. Sheridan à l'époque de la révolte de la Nore. Voir dans ce volume.

distinctions de l'esprit de parti, s'est mis en avant, dans des circonstances particulièrement difficiles, souvent découragé et toujours seul, comme le champion des droits et des intérêts de son pays, et qu'il a relevé le cœur et le courage de la nation. J'espère que nous n'entendrons plus parler de ces systèmes déplorables, dont le but n'est pas de nous encourager à éviter la ruine, mais bien de nous décider à l'accepter. « Nous n'avons rien à craindre du côté de la France, si ce n'est la rivalité commerciale, » dit l'honorable membre en face de moi (M. Fox). Jetez un coup d'œil sur l'état du monde, monsieur : un pareil argument, même venant d'un tel homme, vaut-il la peine d'être réfuté ?

» Et dans quel temps vivons-nous, monsieur ? » continua Canning. « Voyez la France, voyez avec quoi nous avons à lutter, et considérez qu'est-ce qui fait la force de notre ennemie. Un homme. Vous me direz que la France était grande, puissante et formidable avant le gouvernement de Bonaparte, qu'il y a trouvé de grandes ressources physiques et morales dont il n'avait qu'à user. Cela est vrai, et il en a usé. Comparez la situation de la France lorsqu'il l'a prise avec celle où il l'a élevée maintenant. Je ne fais pas le panegyrique de Bonaparte, mais je ne puis fermer les yeux sur la supériorité de son talent et l'ascendant extraordinaire de son génie. Ne me dites pas que ce sont ses mesures et sa politique, c'est son génie, son caractère qui tiennent le monde en respect. Monsieur, pour lutter avec lui, pour l'arrêter, pour l'enchaîner, pour lui résister, il nous faut des forces du même genre. Je suis bien loin d'avoir des objections aux armements considérables qu'on vous propose ; je les vote de tout mon cœur. Mais pour lutter avec Bonaparte, une grande âme, un grand chef vaut tout

le reste. C'est là mon avis sans détour. Parce que je le donne ainsi franchement, mon honorable ami M. Pitt doit-il être accusé d'inspirer mes paroles?

» Monsieur, de toutes les imputations que ce très-honorable membre a pu subir, j'avoue que je croyais que le reproche d'intrigue et de cabale était le dernier que pussent lancer contre lui ceux qui ont été témoins de sa conduite publique.... Non, monsieur, jamais un jeune ambitieux, arrivant à se faire connaître pour la première fois et prétendant à la faveur publique, n'a cherché à acquérir de la réputation et à se faire des partisans avec la moitié de l'ardeur que mon honorable ami apporte, depuis sa retraite du pouvoir, non pas à attirer, mais à repousser, à décourager l'attachement; non pas à augmenter le nombre de ses partisans, mais à porter sur d'autres leur appui. Et s'il n'y a pas réussi, quels qu'aient été ses efforts pour s'isoler et pour se diminuer dans la vie publique, s'il a échoué, même auprès de ceux qui sacrifieraient toutes choses à ses désirs, leur attachement pour lui excepté, s'il n'a pas mieux réussi auprès du public, que faut-il en conclure, si ce n'est qu'en vain se retire-t-il et se cache-t-il; il ne peut espérer effacer du souvenir de son pays la mémoire de ses services passés! Il ne peut échapper à la fidélité d'une nation: il faut qu'il supporte l'attachement d'un peuple qu'il a sauvé. »

Ce remarquable débat dura jusqu'à quatre heures du matin. Jamais peut-être, soit dit en passant, on ne vit deux politiques mieux assortis comme esprit, comme éloquence et comme génie, que Sheridan et Canning à la chambre des communes, sans parler de cette intempérance dans le caractère qui leur était commune et qui accompagne trop souvent le génie.

M. Pitt, à Bath, était soigneusement instruit de ce qui se passait dans la chambre des communes par les lettres de plusieurs de ses amis comme Long, Ryder et lord Camden. Tous s'accordaient à faire l'éloge des discours de Canning, et Pitt chargea lord Malmesbury de dire au jeune orateur qu'il en était parfaitement satisfait ¹. Passant de là au tour général de la discussion, Pitt dit qu'il pardonnait volontiers les reproches prétendus sérieux que lui avait faits M. Sheridan, en l'honneur des reproches qu'il avait faits à M. Fox. Il admirait l'esprit et la gaité du discours, et se joignit de tout son cœur aux rires qu'excitait le docteur Fell.

Dans la même conversation avec lord Malmesbury, Pitt en vint à discuter la situation du pays. Il s'étendit avec un plaisir évident sur ses vastes ressources : « Quelque grande que puisse être la France, dit-il, notre revenu égale celui de toute l'Europe (il l'évaluait à 32 millions sterling); notre marine est supérieure à celle de toute l'Europe; et puis, » ajoutait-il en riant, « pour faire de nous de vrais gentilshommes, notre dette est aussi considérable que celle de toute l'Europe. Avec ces ressources, si nous agissons sagement, avec un juste mélange de courage et de modération, et si nous pouvons éviter les inconvénients de la guerre pendant quelques années, la guerre sera un mal qui se fera beaucoup moins sentir.... Pour moi, je suis disposé à croire qu'on peut me laisser jouir de mon repos, au moins quelque temps encore. »

Le jour où cette conversation eut lieu, comme lord Malmesbury le consigne dans son journal, « Pitt, lord Mulgrave et le colonel Stanley dînaient chez lui. On né

¹ *Journaux de lord Malmesbury*, vol. IV.

peut être plus en train et de meilleure compagnie que ne le fut Pitt après dîner, et dans le salon, avec lady Malmesbury et mes filles, nous jouâmes comme de coutume à la *speculation*. » La *speculation* était un jeu de cartes fort à la mode alors.

Lord Malmesbury ne manqua pas de communiquer à M. Canning la conversation qui avait eu lieu, et il reçut de lui cette réponse :

M. CANNING A LORD MALMESBURY.

« Conduit-Street, 14 déc. 1802.

» Ce que vous dites en général de Pitt me platt, mais non l'expression particulière de son désir de repos. Tôt ou tard il faudra qu'il agisse, sans quoi le pays est perdu. Toutes les apparences du moment présent sont creuses et fausses, j'en suis convaincu. C'est un ton qu'on adopte pour répondre aux nécessités du moment, mais il n'y a autre chose au fond que concession, concession, concession ! Pitt s'en contentera-t-il ? Dieu nous en garde !

» G. C. »

Pitt ne resta pas toujours stationnaire à Bath. Il fit plusieurs visites assez courtes, revenant toujours à Bath. Il alla de nouveau à Burton-Pyssent, chez sa mère, et la vit pour la dernière fois. Il alla chez lord et lady Bath, dans leur beau château de Longleat, le plus bel établissement qu'il y ait peut-être dans le midi de l'Angleterre. En quittant Longleat, les chevaux de lord Bath le conduisirent à Shepton-Mallet; c'était jour de marché, et

la population voulut absolument dételéer les chevaux et le trainer jusqu'à l'auberge. Ce fut un soudain élan d'honnête enthousiasme, puisqu'on n'avait pas eu le moindre avis de son arrivée.

Pitt alla également passer deux jours chez lord et lady Bathurst, à Cirencester. Là comme à Longleat, il retrouva lord Malmesbury avec ses filles, et toute la compagnie était sujette à reprendre le soir avec ardeur son jeu favori de la *spéculation*.

Dans le courant de ce mois, divers incidents contribuèrent à irriter M. Pitt contre le ministère. En premier lieu, des attaques fort vives parurent contre lui dans le *Times*. Ce journal, fondé au mois de janvier 1794, n'avait pas encore atteint la grande prééminence qu'il possède aujourd'hui, mais il exerçait déjà une puissante influence sur l'esprit public. L'éditeur, nous dit M. Rose, était dans l'habitude de voir constamment M. Hiley Addington¹. De là venaient, disait-on, les éloges constants que M. Addington le ministre recevait dans ce journal; mais cette relation le rendait en même temps responsable des invectives politiques qu'il contenait.

Voici quelques extraits d'un article très-spirituel qui parut le 2 décembre :

Les Hommes incapables.

Il commence ainsi :

« Ceux qui n'ont jamais eu une grande idée de la « politique de famille, » et qui croient possible de sauver le pays sans un Grenville, ne feront que rire des confessions

¹ *Journaux de M. Rose, vol. I.*

ex tempore qu'a récemment faites le parti désappointé. Le public n'a pas oublié les inconcevables absurdités qui ont suivi leur démission, lorsqu'on félicitait le public de ce que les hommes qui venaient de quitter le pouvoir restaient *ex officio* à la tête des affaires. Les hommes *ex officio* avaient alors l'impertinence affectée de parler de leurs successeurs comme de personnages inconnus au pays, comme s'il n'y avait pas des ministres trop connus! »

Après une série d'attaques prétendues contre les ministres, l'article se terminait ainsi : « Il y a une sorte de lâcheté à user de son esprit contre des hommes aussi incapables ; mais notre amour pour le pays et pour la vérité nous oblige à les accuser à regret d'un autre crime si grave et si odieux qu'il est impossible de le passer sous silence ; après avoir possédé dix ans les honneurs et les émoluments attachés au pouvoir, la faveur de leur souverain et la confiance de leurs concitoyens, ils sont incapables de désertir leur poste à l'heure du danger, sous quelque prétexte frivole, ou par quelque intrigue secrète qu'ils n'auraient pas le courage d'expliquer, et qui n'auraient eu aucun effet sur des hommes courageux, ou soigneux de leur réputation ; ils étaient incapables de désirer le pouvoir pour leur propre avantage dans un moment où le pouvoir était devenu si dangereux qu'il n'avait plus de charme même pour l'ambition insatiable d'autrui ; enfin ils sont incapables de renoncer au pouvoir sur l'ordre factieux de ceux que leurs utiles et salutaires services ont amenés à se repentir du crime ou de la folie qu'ils ont commis en se retirant. »

M. Rose fut très-irrité de cet article du *Times*, et il

raconte qu'après en avoir causé avec lui, M. Pitt fut également fort blessé. La fausse interprétation donnée à la retraite de Pitt semblait d'autant plus répréhensible qu'elle n'était en aucune façon inspirée, ni même soutenue par les membres du nouveau ministère, qui savaient exactement ce qu'il en était. Pitt déclara d'abord qu'il allait écrire à Steele pour le charger de dire à M. Addington qu'à moins que la calomnie ne fût désavouée aussi publiquement qu'elle avait été lancée, lui, M. Pitt, la regarderait comme sanctionnée par le ministre. Mais à la réflexion, Pitt renonça à l'idée de toute communication de ce genre.

Le 8, Addington présenta son budget, qui fut de nouveau une grande source de mécontentement pour M. Pitt. En premier lieu, le ministre annonça un emprunt de dix millions pour l'année financière. Comment cela s'accordait-il avec les paroles mises dans la bouche du roi quinze jours auparavant? Ensuite, avant même d'en venir au budget, au lieu de s'occuper sur-le-champ du déficit, le ministre proposa le trompeur expédient des bons de l'Échiquier : « J'en suis d'autant plus surpris, » disait Pitt à Rose, « que j'ai démontré bien des fois à Addington l'absolue nécessité de pourvoir immédiatement à toutes les dépenses extraordinaires qui pouvaient survenir en temps de paix. Addington a toujours admis ce principe, et m'avait donné les plus fortes assurances qu'il ne s'en éloignerait jamais, quelles que fussent les circonstances. »

Il ne me paraît pas nécessaire d'examiner ici en détail l'exposé financier de M. Addington. Son biographe accorde¹ qu'il provoqua, au moment même, beaucoup de

Vie de lord Sidmouth, par le doyen Pellew, vol. III.

critiques amères; il avoue qu'on le trouva « vaniteux, injuste pour ses prédécesseurs au pouvoir, et rempli d'assertions erronées dans une partie des détails. » Il y eut une expression, peut-être involontaire, qui blessa extrêmement M. Pitt. Le ministre félicitait son collègue, lord Saint-Vincent, de « l'économie de son administration; » Pitt regarda ce compliment comme une méchanceté à l'adresse de Dundas, qui avait été trésorier de la marine.

Si tel était l'avis de Pitt, il est évident que Dundas lui-même ne le partageait pas. Il eût indubitablement, dans ce cas, refusé de recevoir, à cette époque, une grande faveur du gouvernement. Au contraire, le 21 décembre, la *Gazette* annonça l'élévation de Dundas à la pairie sous le titre de vicomte Melville. En causant avec Rose de cette nouvelle, Pitt dit qu'il en était étonné au delà de toute expression : « Je ne lui en ai pas entendu dire un mot depuis que nous nous sommes quittés cet été, » ajoutait-il; « et, par le fait, je n'ai pas reçu de lettre de lui depuis plusieurs mois. Ce qu'il y a de plus extraordinaire, c'est que la dernière fois que j'ai vu Dundas, il m'a développé toutes sortes de raisons qui lui rendaient impossible d'accepter la pairie. »

Il est assurément assez étrange que lord Melville n'eût pas annoncé sa nouvelle situation à son fidèle ami, si récemment encore son chef; mais on ne peut lui faire un reproche d'avoir réfléchi de nouveau sur les raisons de famille qui avaient jadis pu s'opposer à ce qu'il acceptât la pairie, et d'avoir accepté plus tard un honneur que ses longs et excellents services publics lui avaient amplement mérité. Je dois ajouter que, depuis quelques mois, il s'était fort rapproché de M. Addington. Dans l'été de 1802, il avait consenti à diriger pour les ministres les élections au

nord de la Tweed ; il s'en était acquitté avec son habileté et son succès ordinaires, et, au mois de février suivant, le bruit courut qu'il allait entrer dans les rangs du ministère comme premier lord de la Trésorerie ¹.

Aux vacances de Noël, les deux chambres s'ajournèrent jusqu'au commencement de février, et, le 22 décembre, lord Castlereagh arriva à Bath. Il venait voir M. Pitt, et les deux politiques eurent une longue conversation. Lord Castlereagh dit que la cession de Malte offrait de grandes difficultés, et qu'on pensait maintenant à confier au pape le choix d'un grand maître. M. Pitt exprima sa désapprobation de ce projet. En même temps il dit à son noble ami que, d'après l'exposé du budget, il était convaincu qu'Addington avait fait de grandes fautes.

Il faut remarquer que les dissentiments qui s'élevèrent alors et par la suite entre Pitt et Addington furent fort aggravés et excités par quelques-uns de leurs amis respectifs. Du côté de Pitt, nous avons vu, dès le début, que Canning, Rose et l'évêque de Lincoln, surtout, étaient, au plus haut degré, hostiles à M. Addington. Dès la fin de 1801, je vois l'évêque appliquer en particulier au ministre, fort injustement, je crois, les expressions suivantes : « Tant d'incapacité et de perfidie ². » Du côté d'Addington, les preuves ne sont pas aussi claires ; mais il y a bien des raisons de croire qu'il était souvent excité contre son prédécesseur par son frère, M. Hiley Addington, et par son beau-frère, M. Charles Bragge. Il leur était fort attaché, et leur témoignait à tous deux la même bienveillance mal entendue que M. Pitt avait montrée à lord Chatham,

¹ Lord Grenville à lord Buckingham, 13 février 1803.

² Lettre à M. Rose, 29 décembre 1801.

en cherchant à les placer dans une grande situation. C'étaient des hommes fort respectables, mais d'une médiocrité absolue. J'ai souvent remarqué dans la vie publique que l'inconvénient de placer des hommes médiocres dans de grandes charges ne se borne pas à la mauvaise exécution de leurs devoirs officiels; ils résistent et s'opposent, autant que cela leur est possible, à l'entrée de tout esprit plus distingué dans les mêmes fonctions. Ils cherchent à faire descendre toute l'administration au même niveau d'infériorité.

Le 24 décembre, Pitt quitta Bath, et partit pour aller passer les fêtes de Noël à Cuffnells, chez George Rose. Celui-ci note : « Pendant les trois jours que M. Pitt a passés ici, nous avons soigneusement examiné toutes les pièces sur les finances nécessaires pour étudier l'exposé de M. Addington; au début de son budget, il a admis toutes mes conclusions, et est parti parfaitement convaincu que le compte-rendu tout entier repose sur des erreurs grossières... Il croit également qu'il lui sera impossible de ne pas s'expliquer à ce sujet à la chambre des communes. » D'après un autre passage, il paraît que M. Pitt croyait que les erreurs s'élevaient à 2,800,000 livres sterling par an.

Le lundi 27, le ministre en retraite arriva chez lord Malmesbury. Nous lisons dans le journal de son nouvel hôte : « Pitt est arrivé à Park-Place vers sept heures, pour dîner tard. Il n'y avait ici personne autre que M. Elliot, mes filles et Fitzharris. Pitt a été aussi aimable que possible, à dîner et dans la soirée, en causant avec nous ou avec nos hôtes, et nous avons veillé presque jusqu'à une heure, sans dire un mot des affaires publiques. »

Le lendemain, Canning et lord Morpeth arrivèrent de

Londres : « Je tenais cependant à ce que la conversation restât générale, » dit lord Malmesbury, « et j'ai évité la politique en jouant gaiement à *la spéculation* jusqu'à l'heure de nous coucher. »

Le lendemain, cependant, avant de prendre congé de ses hôtes, M. Pitt entama la question de la politique, surtout de la politique étrangère : « La grande affaire pour nous, » dit-il, « est maintenant de savoir supporter et nous abstenir. Si nous pouvons conserver la paix quatre ou cinq ans seulement, nos revenus augmenteront de manière à nous permettre d'envisager sans crainte une guerre comme celle que nous venons de terminer. Rien ne doit l'emporter sur cette considération, excepté ce qui doit l'emporter sur toutes choses, une insulte nationale grossière, un acte d'hostilité flagrante, ou bien une tentative d'agrandissement de la part de la France, ce qui comprendrait en réalité les autres inconvénients. »

Le même jour 29, à une heure, Pitt et Canning partirent ensemble pour Dropmore : « Rien de bien important ne s'est passé, » dit Canning en rendant compte de sa visite. En écrivant à son frère le marquis, lord Grenville représente M. Pitt comme différant tous les jours davantage d'opinion avec les ministres, mais comme encore disposé à les traiter avec les plus grands égards¹.

Dans l'intervalle, M. Addington, ayant appris de lord Castlereagh les conversations de Bath, avait écrit plus d'une fois à Pitt, lui demandant instamment de venir le voir dès qu'il serait en ville.

¹ *Cour et cabinets de George III*, vol. III.

Voici la réponse de M. Pitt :

« Dropmore, 10 décembre 1803.

» Mon cher monsieur,

» J'ai reçu votre lettre au moment de quitter Rose ; de là je suis arrivé ici par de courtes étapes, en m'arrêtant sur le chemin à Park-Place. Je me rends demain ou après-demain chez Long, où je passerai probablement deux ou trois jours ; je ne serai donc pas en ville avant le milieu de la semaine. J'espère alors avoir l'occasion de vous voir, et je remets jusque-là ce que j'aurai à dire de l'état et de l'apparence des affaires publiques, dans lesquelles je vois bien des points que je ne puis m'empêcher de considérer avec regret et inquiétude,

» Affectueusement à vous,

» W. PITT. »

Le samedi, qui était le jour de l'an, Pitt et Canning quittèrent ensemble Dropmore, et se séparèrent au pont de Cranford ; Canning retourna à Londres, tandis que Pitt se rendait chez M. Long, à Bromley-Hill. Le mercredi 5, il alla à Richmond, chez M. Addington, et y passa la nuit. Il trouva le ministre seul, et ils causèrent longtemps sur un ton amical, en dépit des critiques de M. Pitt.

De Richmond, M. Pitt se rendit chez lui à Park-Place ; puis il retourna à Bromley-Hill, et de là à Wilderness, chez lord Camden, tout près de Sevenoaks. De Wilderness il revint à Londres, et alla encore passer une nuit à Richmond-Lodge. « Il n'a pas bonne mine, » écrivait Addington à Hiley, « mais il a évidemment repris des forces ; il est en

train et il a bon appétit. » Dans cette visite, ou peut-être dans la visite précédente, quoique cela soit peu probable, un incident remarquable survint; quelques semaines plus tard, Pitt le raconta en confidence à Rose, et je transcris ici le passage où le fait est rapporté.

« M. Pitt me dit qu'étant en ville après Noël, il avait dîné et couché à Richmond-Park, chez M. Addington, et qu'ils avaient passé l'après-midi et la soirée tout seuls, ainsi qu'une grande partie de la matinée du lendemain, sans que M. A. laissât échapper un mot sur la possibilité du retour au pouvoir de M. Pitt; mais, en rentrant à Londres en voiture, au moment où l'on arrivait à Hyde-Park, M. A. entama la question de l'air le plus embarrassé, en disant que, si lord Grenville n'eût pas insisté sur l'absolue nécessité du retour de M. Pitt aux affaires pour faire marcher le gouvernement, il eût été lui-même disposé à lui proposer de rentrer au ministère; et là-dessus, il développa sa pensée de manière à mettre M. Pitt dans l'impossibilité de garder le silence. Il répondit donc que, lorsqu'on croirait nécessaire qu'il revînt au pouvoir, il examinerait attentivement la question de savoir jusqu'à quel point cela lui conviendrait, et, dans ce cas, il chercherait d'abord à savoir quels pourraient être à ce sujet les désirs de Sa Majesté, promettant de ne rien décider sans prendre l'avis de M. Addington et de ses collègues. Il parait, d'après la manière dont M. Addington avait reculé la question jusqu'à ce moment-là, dix minutes ou un quart d'heure avant l'instant de la séparation, et par l'extrême embarras qu'il éprouva pendant la conversation, qu'il avait de la répugnance à l'entamer, et qu'il tenait à ce qu'elle ne pût se prolonger. »

Quelques jours après son entrevue avec Addington,

Pitt partit pour Walmer-Castle. Les deux hommes d'État ne se revirent pas pendant plusieurs semaines.

L'une des premières lettres que Pitt écrivit de Walmer était adressée à M. Rose, et récapitulant les conversations qu'il venait d'avoir à Richmond et, à Londres, il pria son ami de renoncer à l'intention qu'il venait d'exprimer, car M. Rose avait le désir de répondre, dans la chambre des communes, à l'exposé financier présenté par M. Adington le 10 décembre précédent.

Voici les principaux passages de cette lettre, qui eut, je dois dire, un plein succès.

« Walmer Castle, 28 janvier 1803.

» Cher Rose,

» Vous savez déjà combien on est disposé à s'imaginer qu'on peut déduire mes intentions des déclarations de gens qui n'ont pas avec moi des relations assez intimes pour justifier cette supposition ; et vous devez, j'en suis sûr, sentir combien cela s'appliquerait infiniment mieux à vous, quel que fût le sujet de votre discours, mais tout spécialement sur la question qui nous occupe. Il serait inutile de chercher à persuader au monde que nous ne nous sommes pas concertés, à moins que je ne fusse disposé à adopter une ligne de conduite opposée à la vôtre, ce qui est si loin d'être le cas qu'au contraire, à la première occasion convenable, j'adopterai exactement la même marche que vous. Ne croyez donc pas que je désire empêcher la discussion par égard pour le gouvernement, ou que je le crusse possible quand même je le désirerais. Ce à quoi je tiens, c'est à exprimer moi-même ma manière de voir ; lorsque je serai forcé de déclarer une opinion

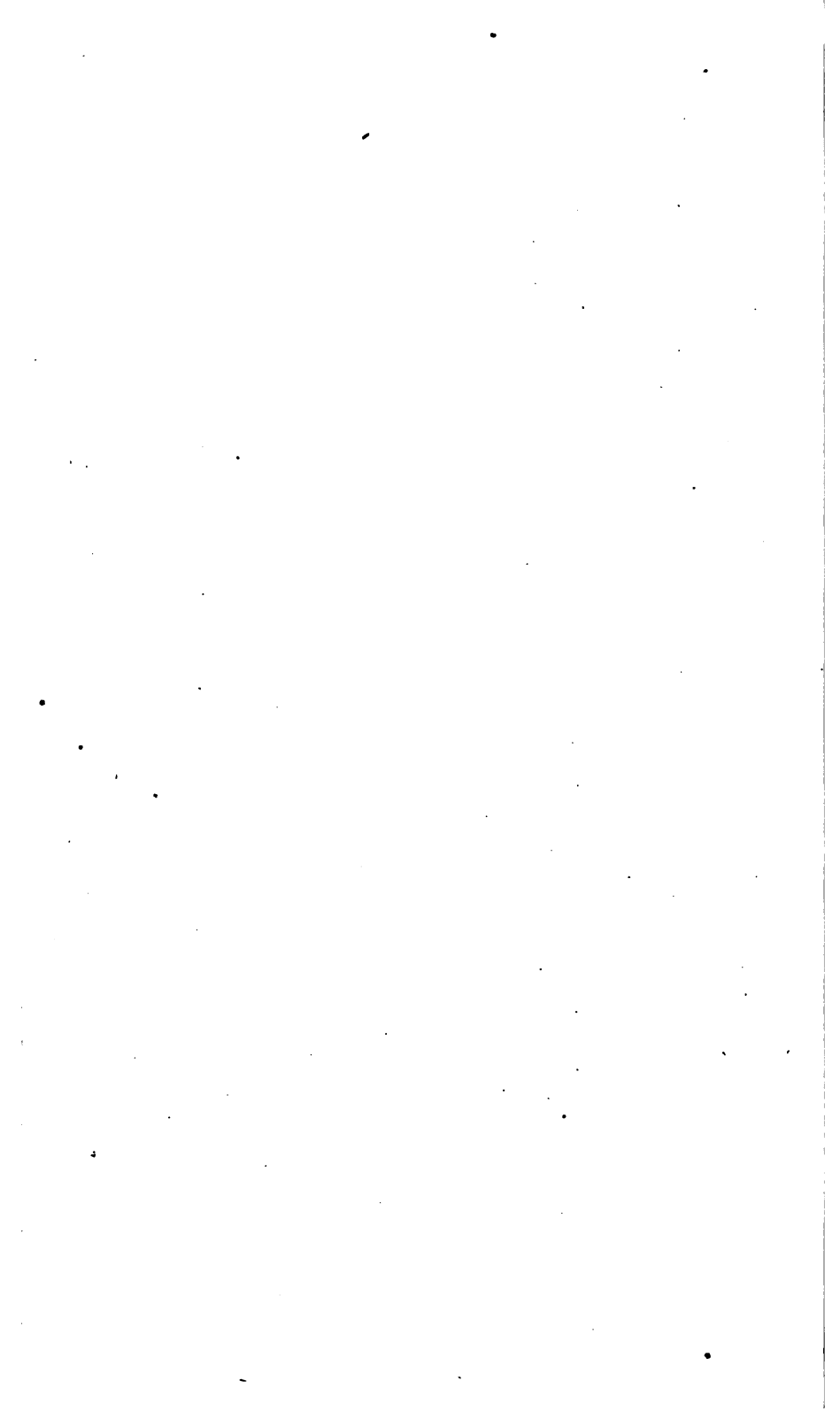
qui pourrait avoir de tels effets sur le crédit du gouvernement, je ne voudrais pas qu'on pût l'apprendre d'une autre personne. J'y tiens d'autant plus que j'ai déjà expliqué nettement mes sentiments à Addington, en lui faisant savoir qu'à moins qu'il ne me puisse convaincre de l'exactitude des faits qu'il a exposés et de la futilité de mes objections, il me sera impossible de laisser le public dans l'erreur sur un point aussi important. N'ayant reçu aucune tentative d'explication avant de quitter Londres, j'ai causé de toute l'affaire avec Steele, en lui répétant mes intentions, afin qu'il les fit savoir de nouveau à Addington. Je recevrai probablement de ses nouvelles sous peu, mais je suis convaincu qu'on ne peut rien dire sur le fond des choses qui puisse modifier sérieusement notre manière de voir. J'attends surtout pour voir s'ils admettent leur erreur, et s'ils sont disposés à prendre les mesures nécessitées par le véritable état des recettes et des dépenses, ou s'ils comptent persister et se justifier. S'ils adoptent le premier parti, je ne veux pas, autant qu'il est en moi, ajouter aux désagréments et au discrédit d'une pareille rétractation, et je donnerai tout l'appui possible aux mesures nécessaires dans notre situation. S'ils prennent le dernier parti, la tâche de dévoiler leur erreur sera plus désagréable pour eux et pour moi; mais il faudra qu'elle soit accomplie, par égard pour ma propre réputation et pour les grands intérêts publics qui y sont engagés. En tout cas, mon intention actuelle est de saisir la première occasion (probablement lors de la discussion sur le rappel du droit de mutations pour transports ou sur la taxe de la drèche) pour donner mon avis sur l'état actuel des finances; je me laisserai guider par les circonstances

dont je vous ai parlé dans les mesures que j'aurai ensuite à prendre.

» Toujours à vous sincèrement, » W. PITT. »

J'ai cherché dans ce chapitre à exposer, aussi pleinement et aussi impartialement que possible, les premiers indices du dissentiment qui se manifesta ensuite si promptement entre Pitt et Addington. Il me semble que, dans toutes ses complications, ce dissentiment fut compatible, non-seulement avec l'honneur personnel et la loyauté des deux parties, mais encore avec leur patriotisme et leurs dispositions bienveillantes. Le dissentiment provint de causes qu'on aurait pu prévoir, mais qu'on ne pouvait éviter. Lorsqu'un homme de facultés ordinaires se trouve à la tête des affaires, et qu'un autre homme du premier ordre est à côté, il arrive inévitablement que le premier commet des fautes que le second ne tarde pas à apercevoir. Le sentiment du devoir oblige à la longue l'homme d'État indépendant à faire connaître les grandes erreurs des mesures ministérielles, et à les corriger s'il le peut, sinon à s'y opposer. Il est également impossible d'éviter que dans un moment de danger et d'effroi, la nation abandonne le vulgaire politique pour se tourner avec anxiété vers le grand politique. En fait, tout cela est incompatible avec le maintien de l'amitié personnelle, mais tout cela est la conséquence du vice des arrangements primitifs, qui, grâce aux complications de la politique, avaient renversé la vraie position due aux talents de chacun.

APPENDICE



ÀPPENDICE

LETTRES ET EXTRAITS DE LETTRES DU ROI GEORGE III A M. PITT.

(Toutes les fois que la lettre tout entière est donnée dans ces copies, la signature ordinaire du roi dans cette correspondance, G. R., y est apposée. Lorsqu'elle ne s'y trouve pas, le lecteur comprendra qu'il ne s'agit que d'un extrait, et que le reste de la lettre n'offre aucun intérêt pour le public.)

« Windsor, 8 décembre 1796.

» J'éprouve beaucoup de plaisir en recevant le billet de M. Pitt, qui m'apprend l'approbation unanime qui a salué la proposition pour l'emprunt et les impôts. J'avoue que j'aurais désiré, vu l'empressement à souscrire, que l'emprunt eût été de 2 millions de livres sterl. Cela eût probablement couvert toutes les dépenses de l'année. J'espère que M. Pitt ne laissera pas plus longtemps en arrière la solde extraordinaire de mes troupes électORALES. Les cris des pauvres officiers et des veuves, qui meurent presque de faim par suite des arrérages, sont quelque chose d'affreux, et il est impossible de parler du crédit du pays quand il y a tant de gens qui se plaignent de leurs pertes. J'ai signé cette semaine des bons à payer pour les Hes-

sois et les Brunswickois; il me semble que mes sujets électoraux ont droit à la même justice.

» G. R. »

« Windsor 26 février 1797.

» Je suppose que l'attaque, le débarquement et les déprédations dans le comté de Pembroke accroîtront un peu la terreur des gens timides; mais j'espère que ce sang-froid tranquille qui était naguère le trait caractéristique des Anglais va reparaitre. »

« 28 février 1797.

» Si nous sommes fidèles à nous-mêmes, que nous agissions avec vigueur, et que nous ne nous laissions pas inquiéter par les avances insidieuses de la Prusse, que je viens de lire, j'espère encore que nous pourrons amener les choses à une conclusion avantageuse; mais toute négociation de paix à cette époque attirerait sur nous la ruine, car ce serait perpétuer, pour obtenir un moment de repos, tous les maux que nous avons évités. »

« 4 mars 1797.

» J'espère que les bonnes nouvelles d'hier vont ramener un peu les gens pusillanimes, et que nous apprendrons, comme avant le funeste 22 juin, à mettre quelque confiance dans le courage et la valeur anglaise pour suppléer au nombre. J'avoue que je suis trop bon Anglais pour avoir jamais adopté l'ignoble système de notre temps qui veut compter sur un nombre égal en toute occasion. Lorsque M. Pitt lira les instructions données par Hoche, il sentira, j'en suis convaincu, comme je le fais, la cruauté gratuite de l'ennemi, et il se réjouira comme moi de l'échec qu'a subi la négociation de lord Malmesbury. »

« 9 avril 1797.

» Le papier que j'ai reçu ce matin de M. Pitt demanderait beaucoup plus de temps et de réflexions, avant de donner une opinion, que ne le permet la presse du moment, puisqu'il semble faire allusion à une décision du cabinet qui doit être prise au-

jourd'hui à ce sujet ; je désire donc que M. Pitt communique au conseil mes idées sur cette question avant qu'on forme aucune opinion définitive, et je demande qu'on discute ma manière de voir sans s'inquiéter de la forme irrégulière dont je l'ai revêtue, dans l'impossibilité de rédiger convenablement en écrivant aussi vite.

» Avant d'entamer la grave question qui m'a été posée ce matin, une réflexion naturelle me vient à l'esprit et me fait déplorer le système trop souvent adopté depuis quelques années, et qui consiste à agir immédiatement sur l'impulsion de la minute, sans se livrer à ce calme examen qui aurait pu souvent être avantageux au service du pays.

» Je crois que ce pays-ci a eu recours, pour obtenir la paix, à toutes les démarches humiliantes que puissent suggérer les avocats les plus zélés de cette mesure, et il a rencontré chez l'ennemi une attitude voisine du mépris qui me faisait espérer qu'on renoncerait à toute tentative du même genre, tant je craignais de voir détruire ce qui restait de vigueur à cette nation naguère si ferme.

» Les nouvelles d'Italie sont assurément défavorables ; mais elles sont encore trop récentes pour être la base d'aucune opinion sérieuse jusqu'à ce que nous recevions d'autres nouvelles de Vienne : assurément le langage que tient sir Morten Eden doit faire croire que l'empereur est toujours disposé à soutenir la lutte sans laquelle il lui faudrait faire d'immenses sacrifices. Ne serait-il donc pas prudent d'attendre de plus amples détails avant de jeter le dé, de dire pour toujours adieu à la gloire de ce pays-ci, et de réduire l'Autriche à une situation bien inférieure à celle qu'elle occupait avant la guerre ? Je ne parle pas de l'affermissement de la déplorable constitution actuelle de la France sur des bases solides et qui lui donneraient, dans l'équilibre européen, un poids et une prépondérance fort au-dessus de ce que Louis XIV avait jamais imaginé dans ses rêves les plus ambitieux.

» Si les Pays-Bas restent aux mains de la France et que les

anciennes Provinces-Unies continuent à en dépendre, on peut parler d'équilibre, mais il n'existe plus, et la série de raisonnements qui fait accepter de telles mesures n'empêchera pas la France, j'en ai peur, d'ajouter à son territoire tout l'espace qui se trouve entre ses frontières et les bords du Rhin.

» Quant à l'état de nos finances, il m'est impossible de décider jusqu'à quel point elles peuvent nous permettre d'aider l'Autriche. Je m'étais flatté, après le débat de mardi, que M. Pitt ne voyait pas de difficulté à cette mesure; mais s'il en était autrement, et que l'Autriche fût réduite à demander la paix, j'aimerais mieux, je l'avoue, qu'elle fit une paix séparée, afin de nous laisser libres de traiter avec des sacrifices moindres que ceux que nécessiterait une négociation commune dans laquelle nos conquêtes seraient employées à regagner les territoires de l'Autriche.

» Mes pensées roulent tellement sur cette question, que j'enverrai ce soir à M. Pitt quelques réflexions ultérieures.

« G. R. »

M. PITT AU ROI.

« Downing-Street, 9 avril 1797.

» M. Pitt n'a pas manqué d'obéir aux ordres de Votre Majesté en déposant hier devant le conseil le papier que Votre Majesté avait eu la bonté de lui communiquer. Il était impossible que les ministres ne fussent pas vivement frappés de l'importance et de la valeur des considérations qui y sont suggérées, en même temps que profondément pénétrés des nobles sentiments et de la gracieuse condescendance qui l'ont inspiré; mais leur conviction des exigences impérieuses de la situation, à l'intérieur comme à l'extérieur, leur fait envisager comme un devoir indispensable, bien que pénible, la nécessité de soumettre à Votre Majesté les avis exprimés dans la minute que Votre Majesté recevra de lord Grenville.

» M. Pitt peut, en conscience, assurer Votre Majesté que son opinion actuelle, en tant que dépendant des événements

récents, n'a pas été formée sans de longues et sérieuses réflexions. Mais elle repose plus encore sur ce qui fait depuis longtemps l'objet de ses préoccupations, les embarras graduels et constants des finances, les dangers sérieux et pressants qui pourraient résulter de l'accroissement de ces embarras, et l'effet que la situation financière pourrait produire sur le Parlement et sur le public. Les obstacles que ces embarras ont déjà amenés quant au secours en argent pour l'Autriche, l'état précaire dans lequel ils placent nécessairement ces secours, viennent s'ajouter aux difficultés évidentes de guerre et à l'extrême péril auxquels est exposée cette puissance. Sans rendre désespérée toute chance de coopération de sa part, cette position rend au moins impossible d'y compter. Cela étant, M. Pitt croit également qu'une paix séparée conclue par l'Autriche augmenterait les dépenses de l'Angleterre au lieu de les diminuer, tandis qu'elle tendrait à alarmer et à décourager le pays en le laissant peut-être sans ressources suffisantes pour soutenir la lutte; nous nous verrions peut-être obligés de recourir à des moyens sur lesquels on ne doit compter qu'à la dernière extrémité, et qui ne peuvent être efficaces que lorsqu'on a fait toutes les démarches prudentes qui peuvent en écarter la nécessité.

» M. Pitt ne peut donc s'empêcher d'exprimer sa sincère conviction que les moyens qu'on suggère pour le moment sont absolument indispensables si l'on veut éviter de faire courir de trop grands risques à la paix et à la sûreté permanente et définitive de ce pays. Il sait que personne ne partage cette conviction plus décidément que ceux des serviteurs de Votre Majesté qui ont été les plus ardents à résister, tant qu'ils l'ont cru possible, aux sacrifices qu'on propose aujourd'hui; ils ne peuvent accepter ces sacrifices par aucune autre raison que la nécessité publique qui les impose aujourd'hui; et ils ne pourraient, dans aucun cas, se résoudre à conseiller et à exécuter de semblables mesures s'ils ne se croyaient tenus, par leur devoir envers le public comme par leur reconnaissance et leur dévouement en-

430 WILLIAM PITT ET SON TEMPS.

vers Votre Majesté, d'accepter toutes les difficultés ou mortifications personnelles qu'ils pourront rencontrer plutôt que de risquer l'existence du ministère actuel, tant que Votre Majesté daignera considérer son maintien comme essentiel à sa satisfaction et à son repos personnel, ainsi qu'aux intérêts généraux de son royaume. »

« 10 avril 1797.

» En recevant hier au soir le billet de M. Pitt avec la nouvelle que le conseil avait adopté à l'unanimité, bien qu'à regret, une résolution analogue au papier qu'il m'avait envoyé le matin, je n'ai pas cru utile de continuer la seconde pièce que j'étais en train de rédiger. Je n'en adopterai pas la mesure avec moins de chagrin, puisque les ministres la regardent comme une affaire de nécessité, et non de choix. M. Pitt ne s'étonnera pas, j'en suis sûr, d'apprendre que l'opinion qui me portait à résister aux difficultés de la guerre n'a pas changé chez moi ; mais je sens que mon opinion restant isolée, je ne puis faire autrement que de consentir à une mesure que je déplore du fond de mon cœur ; si les maux que je prévois n'accompagnent pas cette mesure, je serai bien heureux d'avouer que j'avais vu les choses sous un jour plus sombre que l'événement ne l'aura prouvé.

» Je suis convaincu que l'esprit de M. Pitt souffre autant que le mien en cette occasion, et qu'il a passé bien des moments pénibles avant d'en venir à son opinion actuelle. Le sort en étant jeté, il faut regarder en avant, et chercher tous les deux à faire de notre mieux pour remettre ce pays-ci en bon état, sans avoir recours à des systèmes nouveaux qui pourraient nous égarer, et pour conserver ainsi une constitution qui a fait l'admiration des siècles.

» G. R. »

« 9 mai 1797, 7 h. 30 m. du matin.

» En revenant du spectacle hier au soir, j'ai trouvé le billet de M. Pitt sur ma table ; mais comme je n'avais pas lu les pièces

venues de l'amirauté, j'ignorais complètement la révolte scandaleuse qui vient d'éclater pour la seconde fois à bord de la flotte de la Manche. J'ai lu les pièces depuis lors, et je ne puis pas le moins du monde me faire une opinion sur les mesures nécessaires pour rétablir la discipline; je ne sais pas non plus ce qu'on peut convenablement ajouter aux augmentations de paye et de vivres qu'on a déjà pleinement accordées; je me rangerai donc volontiers aux avis que le conseil pourra émettre dans cette déplorable occasion,

» G. R. »

« 11 mai 1797.

» Le billet de M. Pitt d'hier au soir est une nouvelle preuve de l'injustifiable conduite des chefs de l'opposition: le moindre grain d'esprit public aurait dû les empêcher d'exprimer un blâme quelconque dans un moment où le silence est seul convenable. Les nouvelles de Portsmouth, quelque désagréables qu'elles soient, ont cependant meilleure mine qu'on n'espérait il y a deux jours. Je compte donc que l'arrivée du comte Howe aujourd'hui rétablira un peu d'ordre.

» G. R. »

M. PITT AU ROI

« Downing-Street, 22 septembre 1797.

» M. Pitt croit de son devoir de faire savoir humblement à Votre Majesté qu'il a reçu des communications d'une personne qui donne d'aussi fortes preuves que possible de l'authenticité de sa mission, et qui déclare qu'en dépit de ce qui s'est passé à Lille, le Directoire consentirait encore à une paix immédiate, en nous abandonnant le Cap et Ceylan, à condition de recevoir une forte somme d'argent pour eux-mêmes. On parlait de 1,200,000 livres sterling pour Ceylan, et de 2 millions pour les deux. Cet agent propose, comme preuve de l'authenticité de sa mission, de faire envoyer une réponse conciliante à la note qu'on

vient d'expédier d'ici à Lille, et il apportera ou en enverra ici copie de Paris avant qu'elle vienne de Lille. Il ne demande aucun paiement d'aucun genre avant la signature du traité.

» M. Pitt a parlé en gros de cette proposition à tous les serviteurs de Votre Majesté présentement à Londres. Les détails, les noms exceptés, sont connus des secrétaires d'État et de lord Chatham. M. Pitt et M. Dundas seuls savent les noms. Il est impossible de ne pas regarder une transaction de ce genre comme fort incertaine ; mais, dans l'état de choses qui règne actuellement en France, M. Pitt et tous ceux qu'il a consultés ne regardent pas cette ouverture comme dépourvue de probabilité, et l'expérience vaut la peine d'être tentée, puisque cette somme serait bien employée si elle nous procurait la paix à nos propres conditions, sans les risques et les frais d'une nouvelle campagne. Il paraît cependant essentiel de conduire une pareille affaire avec un secret absolu, et, si elle réussit, ce sera un point d'honneur de prendre toutes les précautions possibles pour empêcher qu'on n'accuse le gouvernement français. Il sera impossible d'éviter le soupçon, et, comme on peut s'y attendre d'après l'état actuel de la France, les intéressés n'ont pas l'air de le redouter beaucoup. Nous avons clairement fait entendre, à la personne par laquelle est venue cette proposition, qu'il faudra s'expliquer au Parlement de manière à obtenir l'argent et à le convaincre qu'il est véritablement employé sur le continent, pour le service secret, dans le but d'obtenir la paix. M. Pitt sait bien que ces propositions sont tout à fait anormales, et que le succès en est douteux, mais elles ne paraissent pas offrir de grands inconvénients, et elles valent la peine de les tenter dans un temps aussi étrange. Il espère donc que Votre Majesté ne trouvera pas mauvais qu'on ait encouragé la proposition, vu que le temps pressait. »

« Windsor, 23 septembre 1797.

» Les prétentions pécuniaires sont excessives, et nécessiteront une déclaration au Parlement assez explicite pour discul-

per les ministres, ce qui ne manquera pas, j'en suis convaincu, de laisser au public une juste idée de l'usage qu'on aura fait de la somme, bien qu'il soit absolument nécessaire de donner aussi peu d'explications que le permettra la nouveauté de la chose. Je n'ai certainement pas l'intention d'empêcher M. Pitt d'encourager son intermédiaire en promettant la récompense requise si l'affaire est bien faite, pourvu qu'on ne demande pas la restitution des vaisseaux ni aucune altération dans nos lois commerciales ou navales. »

« Windsor, 11 novembre 1797.

» Il est impossible de concevoir plus de satisfaction que je n'en ai éprouvé en recevant le billet de M. Pitt, qui contient l'assurance de la disposition exprimée par toute la chambre des communes au sujet de l'adresse; cela nous promet une coopération active pour toutes les mesures nécessaires à la sécurité publique. J'espère qu'on y regardera attentivement avant de les proposer, car je crains qu'il ne faille attribuer en grande partie à quelques-unes des mesures de l'année dernière la révolte de la flotte et l'échec qu'a subi le recrutement de l'armée. J'avoue que j'espère encore que, si nous profitons des expériences que nous avons faites et si nous agissons sagement, l'ennemi se trouvera tellement à bout de ressources, et que l'inimitié qui s'élèvera entre Bonaparte et le Directoire pourra amener tant d'événements incalculables qu'il y a des raisons de croire, avec la tentative qu'on fait maintenant du côté de la Russie et de la Prusse, que nous pourrons arriver à terminer la guerre plus honorablement, et avec la perspective d'une paix plus durable que l'année dernière ne le promettait.

» G. R. »

« Windsor, 13 décembre 1797.

» Vu la clameur que l'opposition cherche à soulever contre le bill des contributions directes, il me semble que le vote d'hier au soir de 175 voix contre 50 est très-satisfaisant. J'espère que M. Pitt prendra soin de n'admettre lundi aucune

modification dans le comité pour atténuer la valeur de la mesure, car l'expérience m'a pleinement appris que toutes les fois que le gouvernement, par excès de bonne foi, a consenti à affaiblir l'effet d'une proposition, il ne la rend pas plus agréable et en détruit tout le résultat.

» Personne ne peut se dissimuler que la circonstance exige de fortes contributions : mais les raisons sont si grandes ! Il s'agit de sauver tout ce que les hommes ont de plus cher ; par conséquent, il faut se soumettre avec fermeté, car je crois que le système qu'on adopte est ce qu'on pouvait imaginer de plus équitable.

G. R.

« Windsor, 5 janvier 1798.

» Je reçois à l'instant le compte-rendu de M. Pitt du vote de la chambre admettant à 204 voix contre 75 le principe du bill des contributions directes et la troisième lecture à 198 voix contre 71. J'apprends qu'il n'y aura plus d'opposition à cette mesure dans la chambre des communes, mais qu'on présentera aujourd'hui quelque amendement insignifiant. Le grand point est donc emporté et le nouveau système d'impôts est établi : il pourra être fort utile aux finances du pays. Je doute pourtant que le bill actuel ait gagné aux modifications qu'il a subies dans sa marche. Je crois que M. Pitt l'avait présenté sur un bon terrain, qui a un peu changé depuis les amendements ; malheureusement, la raison cède quelquefois à la nécessité ; cela me déplaît toujours, car, en ma qualité d'homme simple, il me semble qu'il ne faudrait jamais confondre le bien et le mal, même pour un moment, et je cherche toujours le plus possible à inculquer ce principe.

» G. R. »

» 23 janvier 1798.

» Je suis toujours fâché qu'on me fasse des propositions auxquelles je ne puis répondre d'une manière décidée. Celle que M. Pitt m'a présentée est assurément de cette nature ; mais, comme je n'ai point de secret en cette occasion, je vais lui exposer les choses si complètement qu'il pourra, aussi bien que

moi, m'indiquer ce que je devrais faire ; s'il n'y a pas moyen d'effectuer ce qu'il me propose, il serait ridicule de s'en donner l'apparence, en demandant au Parlement les ressources nécessaires.

» Vu la grandeur du pays, mon revenu est certainement disproportionné avec ma situation, car ma cassette privée, qui est de 60,000 livres sterling, et les frais de ma maison sont les seuls revenus véritables que je possède. Quant à ma cassette, j'ai des dettes dont la somme empruntée pour les récentes élections forme la plus grande partie : je les paye à mesure. M. Pitt sait combien ma maison est endettée. Je n'ai pas une autre ressource au monde. Je n'ai jamais reçu un sou de mon électorat dans les temps les plus prospères ; j'ai toujours payé régulièrement les dettes contractées pendant la guerre de sept ans par suite de l'injustice qui a repoussé les justes réclamations faites à ce pays-ci. J'ai cru prudent de faire rentrer une hypothèque considérable dont l'intérêt servait à payer une partie de mes troupes électorales ; je l'ai placée dans les fonds anglais, sous la garde de la régence allemande, et l'intérêt passe régulièrement au Hanovre ; je n'en ai jamais touché un sou, mais je l'emploie au but de son institution, le payement des régiments. J'ai été forcé d'emprunter deux millions en Allemagne pour ma part de l'armée formant le cordon, et M. Pitt sait qu'on me doit une somme considérable pour les services des troupes allemandes lorsqu'elles étaient à la solde de l'Angleterre, somme qu'on me retient encore ici ; il voit donc que ce que je puis donner personnellement pour la souscription est peu considérable, et qu'encore il faudra me le rendre. Je lui expose franchement les faits et il verra ce qu'on peut faire. Ce qu'il me semble, c'est qu'il faut tirer sur ma liste civile, car ma cassette privée ne peut intervenir que dans une petite proportion. Je regrette de dire que le roi d'Angleterre n'est pas riche et que chaque sou enlevé à sa cassette privée est autant d'enlevé aux indigents, car, s'il manque de ressources, les ouvriers et les pauvres s'en apercevront naturellement à leur détriment.

» G. R. »

« 25 janvier 1798.

» J'ai reçu une réponse satisfaisante de MM. Drummond ; je ne perds donc point de temps pour autoriser M. Pitt à verser en mon nom 20,000 livres sterling à l'emprunt volontaire, à retenir sur ma cassette privée : les 5,000 livres sterling qu'on me paye en général le 1^{er} avril, iront à l'emprunt, ainsi que la même somme au 1^{er} juillet, au 1^{er} octobre et au 1^{er} janvier 1799.

» G. R. »

« 1^{er} février 1798, 8 heures 40 minutes du matin.

» Je suis fâché d'apprendre par le billet de M. Pitt qu'il est retenu chez lui par une indisposition. Le comte de Chatham parlait hier de l'idée de M. Pitt sur l'opportunité de la destitution du duc de Norfolk comme lieutenant du West-Riding dans le comté d'York ; je lui ai permis, sur la nouvelle de l'indisposition de M. Pitt, d'exprimer à celui-ci que j'étais parfaitement d'avis de la destitution proposée. Le chancelier, que j'avais vu auparavant, opinait tout à fait dans le même sens. J'ai donc autorisé lord Grenville à prier le duc de Portland, au dîner du comté de Chatham, d'expédier au duc de Norfolk la lettre ordinaire en cette occurrence. Je suis d'avis, comme M. Pitt, que le comte Fitzwilliam convient mieux que personne comme lord lieutenant ; mais il faut que celui qu'on nommera sache d'avance qu'il doit enlever au duc de Norfolk, d'après mon ordre, le commandement du premier régiment de milice du comte d'York ouest. Si le comte Fitzwilliam refusait, ce qui ne me paraît pas probable, peut-être le duc de Leeds serait-il la personne la plus convenable ; il serait bien aise de commander le régiment, et cela laisserait vaquer le poste de lord lieutenant dans le comté d'York, qu'on pourrait rendre au comté de Carlisle qui l'occupait autrefois.

« 1^{er} février 1798, à 5 heures du matin.

» En rentrant chez moi, j'ai trouvé le billet de M. Pitt. Il est évident que la conduite du comte de Westmoreland en Irlande

lui donne tous les droits à la charge de garde du sceau privé, et que le comte de Chesterfield ne pourra qu'être heureux de devenir grand maître des écuries; lord Auckland occupera très-convenablement la place vacante dans la direction des postes. J'autorise donc M. Pitt à faire prendre les mesures nécessaires pour cet arrangement.

» G. R. »

« C'est avec une satisfaction infinie que je vois que M. Pitt peut me recommander, pour la place vacante de maître du collège de la Trinité, un homme aussi bien qualifié pour occuper ce poste difficile, mais honorable, que paraît l'être le docteur Mansel, d'après ce qu'il m'en dit. Je me flatte que cette nomination rétablira la discipline dans ce grand collège, ainsi qu'un attachement plus solide pour l'Église d'Angleterre et pour la constitution anglaise que les jeunes gens élevés là depuis quelque temps n'ont fait en général profession de sentir.

» G. R. »

« 30 mai 1798, 7 heures 43 minutes du soir.

» D'après le billet que j'ai reçu tout à l'heure de M. Pitt¹, j'apprends que son absence de Saint-James aujourd'hui avait pour cause la continuation de son indisposition d'estomac. J'ai peur que ce ne soit une disposition à la goutte, et que cela ne finisse pas avant un accès en règle.

» Je n'ai dit à lord Chatham que ce que mon cœur me dictait, et j'espère que ce qui est arrivé ne se répétera jamais. Peut-être ne pouvait-on pas l'éviter; mais c'est une raison suffisante pour mettre, à tout jamais, ordre à cette nécessité. Les hommes publics n'ont pas le droit de faire entrer seu-

¹ Le manuscrit original de cette lettre porte nettement la date de l'année 1797. Mais ce doit être une erreur du roi. Il est évident que le premier paragraphe se rapporte à la même indisposition de M. Pitt que celle du 4 juin 1798, et il est tout aussi évident que le second paragraphe doit se rapporter au duel avec M. Tierney.

lement en ligne de compte ce qu'ils se doivent à eux-mêmes, ils doivent également considérer ce qu'ils doivent à leur pays.

» G. R. »

« 4 juin 1798.

» Je renvoie les diplômes que j'ai signés. Je suis bien fâché d'apprendre que M. Pitt continue à être souffrant; je crains bien qu'il ne puisse se délivrer de son indisposition qu'en prenant le parti d'aller passer une couple de semaines à Bath. Ce qu'il prend maintenant ne peut passer que pour un palliatif, tandis que ces eaux efficaces, prises avec précaution, iraient à la racine du mal. J'ai chargé le comte de Chatham et lord Grenville de le dire à M. Pitt; mais je n'ai pas voulu manquer une si bonne occasion de le lui dire moi-même.

» G. R. »

« Windsor, 10 juin 1798.

» J'ai signé les messages au Parlement pour un vote de crédit, ce qui doit être en ce moment une précaution très-nécessaire.

» M. Pitt ne parlant pas de sa santé, j'espère qu'il va mieux.

» Ce pays-ci reste bien dégarni par suite des gros détachements envoyés en Irlande. La nécessité la plus urgente peut seule justifier cette situation; mais je ne crois pas que toutes les forces envoyées là-bas puissent être d'un véritable secours, à moins d'expédier de suite un lord lieutenant militaire, le marquis de Cornwallis, avec M. Pelham pour son secrétaire. Le lord lieutenant actuel est trop agité pour le moment, et complètement sous le contrôle des conseillers privés irlandais, dont la précipitation est la véritable cause des deux échecs. S'ils se répétaient, on finirait par apprendre aux rebelles irlandais à se battre.

» G. R. »

« Windsor, 11 juin 1798.

» Depuis que les insurrections ont éclaté en Irlande, je n'avais pas éprouvé un sentiment aussi agréable qu'à la réception de

la lettre de M. Pitt contenant le consentement du marquis Cornwallis à sa nomination comme lord lieutenant d'Irlande. J'espère que M. Pitt fera de son mieux pour persuader à M. Pelham de retourner comme secrétaire ; personne ne remplirait aussi bien ces fonctions. Mais il faut que lord Cornwallis comprenne bien qu'on ne peut plus accorder aux catholiques d'autres faveurs que celles qui leur ont été, peut-être à tort, conférées dans les sessions précédentes. C'est par une conduite ferme à l'avenir qu'il faut accomplir l'union de ce royaume avec le nôtre. J'espère que lord Cornwallis consentira à être nommé dans le conseil de mercredi. Je ne puis m'empêcher de répéter que sa présence comme lord lieutenant, et celle de M. Pelham comme secrétaire, me paraissent le meilleur arrangement possible.

» G. R. »

« Windsor, 26 juin 1798.

» Le projet de discours pour la clôture de la session me paraît très-convenable. Je serai certainement tout prêt à me rendre à la chambre le premier jour où l'on pourra proroger le Parlement. Si c'est un vendredi, ce jour-là me convient aussi bien qu'un autre.

» Je suis fâché que M. Pitt ne parle pas de sa santé ; j'insiste maintenant pour qu'il ne néglige pas plus longtemps de prendre les remèdes que son médecin pourra croire propres à le rétablir. On me dit qu'il parle de Cheltenham d'abord, et de Bath ensuite. Si mes renseignements sont fondés, je désire que M. Pitt s'y conforme sans retard, car les conséquences les plus fatales peuvent résulter des effets de la bile ou de la goutte volante qui minent la constitution.

» J'écris franchement à cause de la très-grande importance du sujet et de la sincère affection que je porte à M. Pitt.

» G. R. »

« Windsor, 18 novembre 1798.

» Le projet de discours pour l'ouverture du Parlement, mardi, répond pleinement à toute mon attente. Je puis assurer

M. Pitt que, si ce discours excite l'ardeur de ceux auxquels il sera adressé, comme il a excité la mienne en le lisant, l'effet en sera certainement très-salutaire. Je m'accorde pleinement avec lui sur les inconvénients qu'il y aurait à parler déjà de l'union projetée avec l'Irlande. La question de savoir si la mesure, une fois accomplie, sera avantageuse aux deux pays ne présente pas un doute ; mais j'ai peur que nous ne trouvions trop fondée ma prévision qu'on ne l'acceptera ni d'un côté ni de l'autre aussi facilement que l'espère M. Pitt.

» G. R. »

« Windsor, 12 décembre 1798.

» Rien ne pouvait être plus avantageux que la motion de M. Tierney, destinée à décourager toute nouvelle alliance sur le continent, puisqu'on a pu tâter le pouls à la chambre à ce sujet, et que M. Canning a eu une belle occasion de déployer son talent oratoire. La motion ayant été repoussée sans venir à la division, je ne finirai pas sans approuver hautement le silence de M. Pitt ; il n'était pas nécessaire qu'il ouvrit la bouche. Le mérite de la harangue de M. Canning en eût été diminué, et le discours de la semaine dernière était trop excellent pour qu'il fût nécessaire à M. Pitt de parler de nouveau avant qu'une opposition plus formidable vînt à s'élever contre ses mesures. Je m'attends à ce qu'il y ait plus de monde vendredi, et il est probable qu'il se verra obligé d'agir ; mais il aura la profonde satisfaction de sentir que tout ce qu'il fait est pour le bien public, tandis que ses adversaires travaillent à la destruction de tout ce qui vaut quelque chose.

» G. R. »

« 24 janvier 1799.

» Il est impossible de calculer les inconvenances de M. Sheridan, sans quoi on pourrait s'étonner de la manière dont il a accaparé hier au soir le temps de la chambre des communes, en faisant objection à une adresse qui n'exprime autre chose

que l'attention requise par tout message, sans engager la chambre à aucune mesure spécifiée.

» M. Tyrwhitt Jones me semble si disposé à parler en toute occasion que je suppose qu'il ne peut pas résister au désir de s'entendre parler pendant que l'opposition n'est pas plus formidable dans la chambre des communes. Il me semble que la grande mesure qu'on va présenter a plutôt gagné en considération par les événements d'hier.

» Je ne puis en même temps m'empêcher de témoigner à M. Pitt quelque surprise de ce que j'ai vu dans une lettre de lord Castlereagh au duc de Portland, lundi, sur l'idée d'établir un salaire régulier pour le clergé catholique d'Irlande, au nom du gouvernement. Je suis certain qu'en encourageant une pareille idée, on blesserait vivement l'Église établie d'Irlande comme les amis véritables de notre constitution ; car ce serait en réalité la fondation d'un second établissement ecclésiastique, ce qui aurait infailliblement de détestables résultats. Il est juste de tolérer les dissidents, mais on dépasserait les bornes de la justice ou de la politique en pourvoyant à l'entretien de leur clergé comme établissement ; ce serait chercher à perpétuer nos divisions religieuses.

» G. R. »

« Weymouth, 23 septembre 1799.

» Ce matin, j'ai reçu le projet de discours à prononcer demain. Il me semble fort approprié à la circonstance. Je ne vois pas grande raison d'attendre qu'il survienne en Hollande quelque grand événement avant le moment où je le prononcerai. Le pays que les troupes ont à traverser est fort coupé ; et si l'ennemi profite de ces difficultés naturelles, la marche sera lente. Je crois que le vote des droits qui doivent remplacer l'impôt foncier et la taxe sur la drèche sera une mesure salutaire ; et si on déploie toute l'activité praticable, cela ne prolongera pas beaucoup la session, ce qui est certainement fort désirable.

» G. R. »

« Windsor, 10 février 1800.

» Ayant signé l'ordre ci-joint, je l'envoie à M. Pitt. J'ai lu avec intérêt la nouvelle publication de M. Marsh, et j'ai pris des renseignements sur son compte auprès du docteur Fisher, qui a été autrefois à Saint-John's-College. Il m'assure que c'est un homme de beaucoup de talent et d'instruction, et qu'il est l'ami intime du docteur Cookson. Si M. Pitt désire en savoir davantage, rien ne lui sera plus facile par M. Wilberforce.

» G. R. »

« Windsor, 26 avril 1800.

» Les nouvelles que M. Pitt me donne du sort de la motion de M. Grey, proposant de recommander, au comité chargé de discuter les articles d'union de l'Irlande, de pourvoir à l'indépendance du Parlement; c'est-à-dire à la réforme parlementaire, sont extrêmement satisfaisantes, puisqu'elles démontrent la sagesse de la chambre des communes sur cette périlleuse question.

» Le quatrième article de l'union ayant passé sans division du vote, après une courte discussion, cela indique, j'espère, qu'avec un peu de diligence, cette affaire pourra être bientôt terminée et renvoyée en Irlande.

» G. R. »

« 6 mai 1800.

» Les nouvelles que M. Pitt m'a données hier au soir m'ont causé une vive satisfaction. Maintenant que toutes les résolutions sur les articles de l'union avec l'Irlande ont été adoptées à la chambre des communes, et qu'elle a donné l'ordre de les communiquer à la chambre des lords avec une adresse de présentation, j'espère que jeudi, ou au plus tard vendredi, je recevrai sans faute l'adresse des deux chambres qui effectuera, je crois, une des mesures les plus utiles qu'on ait décidées sous mon règne. Cette mesure donnera de la stabilité à l'empire

tout entier, et, vu le défaut d'industrie et de capitaux général en Irlande, elle n'affectera guère le commerce et les manufactures de ce pays-ci; car les avantages de cette mesure pour l'Irlande ne se peuvent développer que peu à peu, et la richesse de la Grande-Bretagne, fournissant le reste du globe de ses denrées commerciales, ne souffrira certainement pas sérieusement, sous ce rapport, de la prospérité future de l'Irlande,

» G. R. »

« Windsor, 18 juin 1800.

» Quant aux réglemens proposés pour la charge des secrétaires de la chambre des communes, j'autorise pleinement M. Pitt à donner mon assentiment au bill présenté, puisqu'il a le concours du digne et excellent orateur de la chambre, qui ne soutiendrait pas la mesure si elle ne devait pas être avantageuse au public. »

« Windsor, 28 juin 1800.

» Rien ne peut être plus vrai ni mieux fondé que les raisons que M. Pitt a opposées à la motion de M. Sheridan, et la chambre des communes a prouvé qu'elle était du même avis par la grande majorité qui a rejeté l'appel. C'est par la même raison que je n'approuve pas, je l'avoue, la pièce rédigée dans le conseil de jeudi; elle tend à encourager l'Autriche à traiter avec l'ennemi, au lieu de faire des efforts pour réparer le mal qui peut s'être produit, et dont nous ne savons pas encore la véritable portée. Aucun désastre ne m'amènera à croire qu'il puisse être sûr ou prudent de traiter pour la paix, tant que prévaudront les principes français. Tout ce qu'on peut obtenir, c'est la neutralité armée, et je ne connais rien de plus dangereux, puisqu'on ne peut avoir aucune confiance au gouvernement français actuel. Mon opinion repose sur des principes et non sur des événements, en sorte qu'elle n'est pas sujette à se modifier.

» G. R. »

« Windsor, 19 juillet 1800.

» Depuis le billet que j'ai écrit à M. Pitt de la Grande-Loge, j'ai reçu de l'évêque de Saint-David une acceptation catégori-

que de la charge de primat d'Irlande, ce que je regarde comme essentiel au repos de l'Église établie dans ce pays et au développement de la religion et de la vertu. Je crois qu'il fallait faire tout ce que j'ai fait en cette occasion pour arriver à cet heureux résultat »

« Windsor, 41 octobre 1800.

» Mon opinion s'accorde pleinement avec celle de M. Pitt sur la nécessité de réunir le Parlement le 11 novembre, afin d'examiner ce qu'il peut être nécessaire de faire à l'égard du prix élevé du blé et des denrées alimentaires. J'espère qu'en regardant au fond de la question, on n'essayera point de mesures trop dures, car j'entends dire que ce qu'on a fait dans la session dernière a eu plutôt des inconvénients.

« G. R. »

« 28 novembre 1800.

» Je suis enchanté d'apprendre par le récit de M. Pitt que la motion de M. Tierney, pour former la chambre en comité sur l'état de la nation, a été rejetée par 154 voix contre 37; cela doit être bon chez nous et à l'extérieur. Je ne doute pas, d'ailleurs, du bon sens général du pays; quelque lourds que puissent être les impôts, chacun sent bien que, dans l'état actuel de la France, il serait impossible de faire une paix durable, et que par conséquent la continuation de la guerre est tout à fait nécessaire.

» L'étrange conduite de l'empereur de Russie, en mettant une seconde fois l'embargo sur le commerce anglais dans ses domaines, réclame hautement du conseil privé une mesure qui interdise aux négociants qui font le commerce avec la Russie de recevoir aucune traite d'échange de cet empire. Lord Grenville me l'a proposée hier au soir, et je l'ai prié de faire savoir que je tiendrais un conseil privé ici aussitôt qu'on le trouverait praticable, afin que les négociants pussent faire savoir à leurs correspondants, par le courrier de ce soir, les ordres qu'ils ont reçus.

» G. R. »

« Windsor, 18 décembre 1800.

» J'approuve la demande du marquis de Buckingham que M. Pitt m'a transmise dans son billet, pour me prier d'accorder la baronie irlandaise de Nugent à la marquise de Buckingham, reversible sur son second fils, auquel le marquis destine ses propriétés d'Irlande; mais j'espère que ces propriétés d'Irlande seront en même temps assurées à lord George, et ne resteront pas à la disposition future de son père.

» G. R. »

« 23 janvier 1801.

» Le ton général comme le fond du projet de discours pour mardi me satisfait pleinement, et je n'épargnerai aucun soin pour le prononcer avec l'énergie qu'il mérite. J'espère donc que M. Pitt ne lui fera pas subir de modifications sérieuses, et que je le trouverai aussi parfait lundi, quand il sera communiqué ici au conseil, que je l'ai trouvé ce matin en le recevant de M. Pitt.

» G. R. »

A¹.

M. PITT AU ROI.

« Downing-Street, 31 janvier 1801.

» M. Pitt aurait, en tout cas, cru de son devoir, avant la réunion du Parlement, de soumettre à Votre Majesté le résultat des réflexions les plus approfondies que les serviteurs confidentiels de Votre Majesté aient pu apporter à l'importante ques-

¹ Les lettres suivantes, marquées A B C D, furent transcrites par lord Kenyon en 1801 et imprimées par le docteur Phillpotts en 1827. Les trois lettres qui suivent et qui n'avaient jamais été publiées, des 16, 18 et 20 février, mirent, pour trois ans au moins, un terme à la correspondance, car la lettre du roi qui vient ensuite dans la série est du 5 mai 1801. La lettre du 18 février 1801, commençant par « Mon cher Pitt » est la seule qui débute ainsi dans toute la correspondance; elle paraît avoir été écrite et reçue en témoignage d'une estime particulière.

tion des catholiques et des dissidents, qui doit nécessairement être débattue par suite de l'union. Sachant la répugnance de Votre Majesté à tout changement des lois à ce sujet, ce devoir eût été fort pénible à M. Pitt et l'est devenu bien davantage depuis qu'il a appris ces jours derniers, par quelques-uns de ses collègues et par d'autres personnes, toute la portée de ces sentiments dans l'âme de Votre Majesté, et avec quelle énergie elle les proclame.

» Il espère que Votre Majesté voudra bien compter sur tous les sentiments de fidélité, de reconnaissance et d'attachement qui doivent lui faire préférer le repos et la satisfaction de Votre Majesté à toute autre considération, excepté ce qui résulte de ses convictions à l'égard des véritables intérêts de Votre Majesté et de ses États. Sous l'impression de ces convictions, il a adopté ce qui a paru être l'avis général de la majorité du conseil : il croit que l'admission des catholiques et des dissidents aux grandes charges, et l'admission des catholiques au Parlement (dont les dissidents ne sont pas exclus maintenant), pourraient, à de certaines conditions qu'il faudrait spécifier, devenir extrêmement utiles pour pacifier et développer l'Irlande comme dans l'intérêt général du Royaume-Uni.

» Quant à lui, après y avoir bien regardé, il est pleinement convaincu que la mesure n'aurait aucun danger pour l'Église établie, ni pour les intérêts protestants dans la Grande-Bretagne ou en Irlande. Maintenant que l'union est établie avec les nouvelles conditions qui faisaient partie du projet, ce privilège ne conférerait aucun poids dans le gouvernement ni dans le Parlement aux catholiques ni aux dissidents, et ne leur fournirait point de nouvelles armes pour attaquer l'Église établie, y fussent-ils disposés. Les bases sur lesquelles reposaient les lois d'exclusion qui subsistent encore se sont rétrécies depuis longtemps, et l'union les a complètement fait disparaître. Les principes que professaient autrefois les catholiques, et qui les faisaient regarder comme politiquement dangereux, ont été déclinant depuis bien des années, et n'existent

plus, surtout dans la classe supérieure. Les serments exigés dans la Grande-Bretagne, et surtout l'un de ceux qu'on a exigés en Irlande comme condition des privilèges déjà accordés, pourraient devenir la condition des nouvelles faveurs, et ils démentent de la manière la plus formelle toute apparence des doctrines qui portent ombrage. Si ce serment, qui contient entre autres clauses la dénégation de toute puissance extérieure capable de délier le prêteur de ses obligations, n'est pas une garantie contre les catholiques, le serment sacramentel ne peut être non plus une garantie. Les circonstances politiques qui ont motivé les lois d'exclusion, tantôt les luttes acharnées des sectes hostiles et de force presque égale, tantôt la crainte d'une reine ou d'un successeur papiste, une succession disputée ou un prétendant étranger, tantôt la division de l'Europe entre les puissances catholiques et protestantes, ne sont plus applicables à l'état de choses actuel. Pour ce qui regarde les dissidents chez lesquels on redoute certains principes dangereux pour la constitution, un serment bien net, dirigé contre les doctrines du jacobinisme moderne, serait une garantie bien plus juste et plus efficace que celle qui existe maintenant, puisque celle-ci peut exclure des hommes consciencieux bien disposés envers l'État, et n'est pas une garantie contre les hommes d'une autre espèce.

» Quant aux catholiques d'Irlande, on pourrait se donner une autre garantie très-importante et dont l'effet irait toujours croissant, en attachant par degrés le clergé catholique au gouvernement ; dans ce but, il faudrait établir qu'une partie de leur salaire, à des conditions convenables, dépendrait du gouvernement en les soumettant également à sa surveillance et à son contrôle.

» Outre ces prescriptions, il pourrait y avoir avantage, pour les intérêts généraux de l'Église établie et pour la sécurité de la constitution et du gouvernement, à exiger le serment politique dont je viens de parler, de tous les prédicateurs devant les congrégations catholiques ou dissidentes, et de tous les hommes enseignant dans les écoles de toutes dénominations.

» C'est d'après ces principes que M. Pitt croit humblement possible d'acquiescer, pour la constitution civile et ecclésiastique de ce pays, de nouvelles garanties plus applicables aux circonstances actuelles, moins sujettes aux objections et plus efficaces en elles-mêmes que celles qui existent présentement. Cette mesure permettrait en même temps d'étendre les privilèges qui peuvent concilier les classes supérieures des catholiques ; en donnant à une classe nombreuse des sujets irlandais de Votre Majesté une preuve de la bienveillance du Parlement uni, elle nous fournirait la meilleure chance de donner un plein effet au grand but de l'union, l'espoir de tranquilliser l'Irlande et de l'attacher à ce pays-ci.

» C'est avec un inexprimable regret, sachant maintenant à quoi s'en tenir sur les sentiments de Votre Majesté, que M. Pitt fatigue ainsi Votre Majesté du long développement des raisons générales qui ont formé son opinion, et qu'il se voit forcé d'ajouter que cette opinion est irrévocablement fixée dans son esprit. Sa conduite politique doit être définitivement réglée là-dessus, s'il convient à Votre Majesté, maintenant qu'il s'est permis de lui ouvrir ainsi son cœur, de le laisser au poste responsable dans lequel Votre Majesté a depuis si longtemps la gracieuse condescendance d'accepter favorablement ses services. Ce serait pour lui un grand soulagement et une grande satisfaction de pouvoir espérer que Votre Majesté daignera peser mûrement ce qu'il lui a humblement exposé, et lui demander les explications que certaines parties pourraient exiger à ses yeux.

» Dans l'intervalle que Votre Majesté pourrait désirer pour y réfléchir, M. Pitt n'importunera pas Votre Majesté en venant inutilement sur ce sujet, et il croira de son devoir de s'abstenir de soulever cette question au [Parlement, en cherchant autant que possible à faire tenir la même conduite à d'autres. Si, après mûre réflexion, les objections de Votre Majesté à la mesure qu'on lui propose ne disparaissaient pas, ou ne diminuaient pas assez pour lui permettre de la présenter

avec le plein concours de Votre Majesté, et tout le poids du gouvernement, ce serait personnellement le premier vœu de M. Pitt que de se voir délivré d'une situation qu'il ne pourrait continuer à occuper dans de pareilles circonstances sans le plus grand désavantage.

En même temps, après la gracieuse communication que Votre Majesté a bien voulu lui faire récemment de ses sentiments en cette matière, on n'accusera pas M Pitt de présomption s'il ajoute que, dans le cas où les difficultés principales de la crise actuelle ne seraient pas encore surmontées ou du moins considérablement diminuées, si Votre Majesté continuait à penser que ses humbles efforts pussent contribuer en quelque manière à les amener à une heureuse conclusion, il serait prêt à accepter toutes les difficultés personnelles possibles plutôt que de se retirer, à un pareil moment, du service de Votre Majesté. Dans ce cas, il continuerait, même pendant le court intervalle qui pourrait se trouver nécessaire, à s'opposer à toute agitation ou à toute discussion de la question, autant que cela lui serait possible en restant fidèle à la conduite dont il ne se croit pas permis de s'écarter, en se réservant pleine latitude sur le principe même, et en n'admettant les objections que sur l'opportunité, les dispositions et les circonstances actuelles. Mais il désire qu'il soit bien entendu, dans ce cas, qu'il ne pourrait rester au pouvoir plus longtemps qu'il ne serait nécessaire pour attendre l'issue de la crise (qui, sous tous les rapports, ne se prolongerait pas trop, il l'espère); Votre Majesté serait alors en mesure de prendre plus facilement de nouveaux arrangements, et elle permettrait à M. Pitt d'emporter dans la retraite cet attachement affectueux et reconnaissant que la bonté de Votre Majesté, depuis tant d'années, a fortement empreint dans son cœur, ainsi que ce zèle inaltérable pour le repos et l'honneur du gouvernement de Votre Majesté, et pour le service public, qui gouvernera toujours sa conduite.

» Il lui reste à prier Votre Majesté de lui pardonner s'il insiste encore sur un autre point, et s'il prend la liberté de sou-

mettre explicitement, mais très-respectueusement à Votre Majesté la nécessité indispensable d'interdire, dans cet intervalle, toute tentative de se servir du nom de Votre Majesté pour influer sur l'opinion des individus ou des corps à ce sujet, sous quelque rapport que ce soit. »

B.

« Queen's-House, 1^{er} février 1801.

» Je ne suivrais pas le premier mouvement de mon cœur si j'entamais ce désagréable sujet sans dire d'abord que la cordiale affection que j'ai pour M. Pitt, comme la haute opinion que j'ai conçue de son talent et de son intégrité, accroissent fort mon embarras dans ce moment; mais le sentiment de mes devoirs religieux et politiques, depuis que je suis monté sur le trône, m'a toujours fait regarder le serment que la sagesse de nos pères a imposé aux rois de ce pays-ci au moment de leur couronnement et qui est confirmé, dans le cours de la cérémonie, par la participation au sacrement comme une obligation religieuse de maintenir les maximes fondamentales sur lesquelles repose notre constitution. D'après ces maximes, l'Église d'Angleterre est l'Église établie; ceux qui occupent les charges de l'État doivent en être membres, et par conséquent ils sont obligés, non-seulement de prêter serment contre le papisme, mais encore de recevoir la sainte communion selon les rites de l'Église d'Angleterre.

» Ce principe de devoir m'empêche donc de discuter aucune proposition tendant à détruire le fondement de notre heureuse constitution, et plus encore celle que me présente maintenant M. Pitt, et qui n'est rien moins que le renversement de l'édifice tout entier.

» Lorsque les propositions pour l'Irlande m'ont été transmises par un message commun des deux chambres du Parlement anglais, j'ai dit, aux lords et députés délégués à cette occasion, que je les enverrais sur-le-champ et avec plaisir en Irlande, mais qu'en leur qualité personnelle, je ne pourrais m'empêcher

de leur faire savoir que mon désir d'une union avec l'Irlande reposait surtout sur cette conviction qu'en unissant les Églises établies des deux royaumes, on fermerait à jamais la porte à toutes mesures ultérieures à l'égard des catholiques romains.

» Ces deux faits prouveront à M. Pitt que mon opinion n'est pas récemment formée, mais que je la nourris depuis quarante ans, et que par conséquent je ne puis l'abandonner. M. Pitt connaissant mes sentiments, puisqu'il m'assure qu'il laissera de côté l'unique question sur laquelle nous ne nous entendrions jamais (à ce que je crains d'après sa lettre), vu l'avantage et le repos qu'il y aurait pour moi à conserver ses avis et ses efforts dans la direction des affaires, je m'abstiendrai certainement de parler du sujet le plus cher à mon cœur. Je ne puis éviter que d'autres prétendent deviner un des sentiments que je n'ai jamais déguisés; mais si ceux qui diffèrent malheureusement de moi à ce sujet veulent garder le silence, je resterai fidèlement muet de mon côté. Je m'imposerai cette conduite par affection pour M. Pitt; mais je ne puis aller au delà ni sacrifier mes devoirs à quelque considération que ce soit.

Bien que je n'aie pas la prétention de modifier les opinions de M. Pitt, lesquelles sont malheureusement fixées, cependant j'espère que le sentiment de ses devoirs l'empêchera de quitter le poste qu'il occupe avant la fin de ma vie, car je puis affirmer très-sincèrement que j'éprouverais un grand regret, par toutes sortes de raisons publiques et particulières, si je me voyais jamais obligé, par le sentiment de mes devoirs politiques et religieux, de lui accorder sa demande de quitter sa place au conseil de la trésorerie.

» G. R. »

C.

M. PITT AU ROI.

« Downing-Street, mardi 5 février 1801.

» M. Pitt ne peut s'empêcher de demander à Votre Majesté la permission de lui dire combien il est vivement pénétré des

touchantes expressions de la bonté et de la bienveillance de Votre Majesté envers lui au sujet de la communication dont il s'est vu obligé de troubler Votre Majesté. C'est donc avec un nouveau regret qu'il se voit obligé de déclarer que la décision définitive à laquelle Votre Majesté est arrivée sur cette grande question, décision dont il honore et respecte les motifs, mise en face du sentiment inaltérable de la ligne de conduite qu'exigent de lui ses devoirs publics, lui fait croire que le moment est venu pour lui de désirer, par-dessus toutes choses, d'être délivré le plus tôt possible de sa situation présente, selon le principe qu'il a déjà exposé. Il conserve assurément toujours la même préoccupation du repos et de l'agrément de Votre Majesté, et le désir de lui éviter tout embarras quant au moment et au mode de sa retraite; mais il est obligé d'avouer franchement à Votre Majesté que les difficultés d'une prolongation temporaire seront gravement accrues, jusqu'à devenir bientôt insurmontables, par le résultat de ce qu'il a cru comprendre dans un passage du billet de Votre Majesté. Ce passage ne lui permet pas d'espérer que Votre Majesté croie pouvoir prendre des mesures pour interdire toute tentative de se servir du nom de Votre Majesté dans le but d'influer sur les opinions à ce sujet, comme il s'était permis de le croire indispensable pendant l'intervalle de son séjour temporaire au pouvoir. Il a du reste d'autant moins de répugnance à exposer cette vérité à Votre Majesté qu'il est de plus convaincu qu'indépendamment de cette raison, le parti de Votre Majesté étant définitivement pris, plus tôt elle lui permettra de s'y conformer, mieux cela vaudra pour le service de Votre Majesté. Il espère et croit sincèrement que Votre Majesté ne peut avoir besoin d'un long délai pour prendre des arrangements qui permettent de conduire ses affaires avec intérêt et succès, tandis que la faiblesse et l'incertitude inséparables d'un gouvernement temporaire produiraient bientôt, à l'intérieur et à l'extérieur, des effets qui pourraient amener des mouvements sérieux. M. Pitt espère que Votre Majesté sera bien convaincue qu'une sérieuse préoccupation de la

facilité et de la force à venir de votre gouvernement est le puissant motif qui lui donne l'audace d'insister sur cette considération. »

D.

« Queen's-House, 5 février 1801.

» La boîte de M. Pitt contenait deux lettres et une ordonnance en faveur de M. Long. Je ne puis avoir la moindre objection à signer l'ordonnance proposée, car je le crois homme de beaucoup de valeur, et je sais le cas qu'en fait M. Pitt

» Je m'étais flatté, d'après la ferme assurance que j'avais donnée à M. Pitt de garder un profond silence sur le sujet de nos dissentiments, pourvu qu'il s'abstînt présentement de tout mouvement à cet effet, ce qui était le principal objet de la lettre que je lui écrivis dimanche, que nous comprenions tous deux notre ligne de conduite actuelle; mais, puisque je vois que M. Pitt en tire malheureusement une autre conclusion, j'en viens à cette désagréable décision qui me privera de ses services politiques, plutôt que de renoncer à ce que je regarde comme un devoir. Je vais me mettre en mesure, sans retard inutile, de pourvoir le mieux possible à mon gouvernement, de la manière que M. Pitt croira le plus à l'avantage de mon service et de la sécurité publique. Il ne s'étonnera pas qu'il me soit impossible de fixer le moment où cela pourra s'accomplir, mais il peut être sûr que j'y mettrai toute la promptitude que comporte une aussi difficile affaire.

» G. R. »

« 16 février 1801.

» Les services de sir Sidney-Smith méritent certainement la mention publique que M. Pitt désire si fort à propos. Je lui renvoie donc le message signé.

» G. R. »

« 18 février 1801, 8 h. du soir.

» Mon cher Pitt,

» Puisque vous terminez votre carrière politique, à mon grand chagrin, je ne puis m'empêcher de vous exprimer la joie que j'éprouve en apprenant que le bill des voies et des moyens pour cette année a passé sans difficulté aujourd'hui au comité, et, à ce qu'il paraît, fort à la satisfaction de la chambre.

» G. R. »

« 20 février 1801.

» Le roi est fort satisfait d'apprendre par M. Pitt qu'à l'occasion de la motion de M. Sturt demandant un comité pour s'enquérir des causes de l'échec de l'expédition contre le Ferrol, sir James Pulteney a pu expliquer sa conduite nettement et d'une manière satisfaisante.

» Sa Majesté ne peut s'empêcher d'exprimer sa vive satisfaction du plaisir qu'ont causé à M. Pitt les expressions du billet que le roi lui a écrit mercredi soir. Ce n'était autre chose que l'effusion de l'affection véritable que Sa Majesté conservera toujours pour M. Pitt.

» G. R. »

TABLE DES MATIERES

DU TROISIÈME VOLUME

CHAPITRE XXIII. — Le bruit court du mariage de M. Pitt et de l'honorable Eléonore Eden. — Projet d'invasion en Irlande. — Wolfe Tone. — La Légion noire. — Escadre française à Bantry-Bay. — Expédition du colonel Tate dans le canal de Bristol. — Débarquement à Ilfracombe et Fishguard. — Combat près du cap Saint-Vincent. — Mantoue se rend. — Le pape se soumet. — Signature des préliminaires à Leoben. — Partage des États de Venise. — Suspension des paiements en numéraire en Angleterre. — Résolutions du Parlement à ce sujet. — Révolte de la flotte à Portsmouth. — Elle est apaisée par le gouvernement. — Seconde révolte à Sheerness. — Débats dans la chambre des communes. — Les matelots rentrent dans le devoir. 1

CHAPITRE XXIV. — Mort de Burke. — Reprise des négociations avec la France. — Lord Malmesbury est envoyé à Lille. — M. de Talleyrand, ministre des affaires étrangères. — Négociations secrètes. — Coup d'État du 18 fructidor. — Nouvelles prétentions du gouvernement français. — Lord Malmesbury revient à Londres. — Ardeur de M. Pitt pour la paix. — Ouvertures d'un agent secret; il demande de l'argent pour certains membres du gouvernement français. — Réponse de Pitt. — Mort d'Ellot. — Affaiblissement de la santé de Pitt. — Sa traduction d'Horace. — Traité de Campo-Formio. — Projet d'invasion en Irlande par la flotte hollandaise. — Mort de Hoche — Bataille de Camperdown. — Réunion du Parlement. — Déserteurs parlementaires. — M. Tierney. — Le budget. — Nouvelles pairies. — Lord Carrington. — L'anti-jacobin. 47

CHAPITRE XXV. — Dîner en l'honneur du jour de naissance de Fox. — Le duc de Norfolk est destitué de ses charges. — Souscriptions patriotiques. — Projet de Pitt pour accroître les revenus. — *L'armée d'Angleterre*. — Correspondance des Irlandais unis avec le gouvernement français. — État de l'Irlande. — Progrès de la conspiration contre l'Angleterre. — Excès des deux partis. — Le comte de Moira. — Le lord chancelier Clare. — Arrestation des émissaires irlandais allant en France; arrestation des conspirateurs à Dublin. — Mort de lord Edward Fitzgerald. — La rébellion. — *L'Armée unie de Wexford*. — Massacre des prisonniers protestants. — Le marquis Cornwallis est nommé lord lieutenant. — Lord Castlereagh. — Procès des conspirateurs. 87

CHAPITRE XXVI. — Mesures prises pour la défense du pays. — Discours de Fox au club whig. — Son nom est rayé de la liste du conseil privé. — Duel entre Pitt et Tierney. — Wilberforce donne avis d'une motion contre le duel. — Pitt le dissuade de la présenter. — Mauvaise santé de Pitt. — Bonaparte prend Malte et débarque en Égypte. — Bataille d'Aboukir. — Minorque se rend. — Régiments de milice anglais envoyés en Irlande. — Rencontre à Vinegar-Hill. — Exécution des meneurs rebelles. — Excès de la milice et des corps de propriétaires. — Conduite conciliante de lord Cornwallis. — Le général Humbert débarque à Killala. — Il attaque le général Lake à Castlebar. — Humbert se rend. — Procès de Napper Tandy. — Action dans la baie de Killala. — Procès et suicide de Wolfe Tone. — Son journal et sa correspondance. 122

CHAPITRE XXVII. — Projet de Pitt pour un acte d'union avec l'Irlande. — Conférence du chancelier et de l'orateur d'Irlande avec les ministres à Londres. — Points principaux de la mesure en question. — Ouverture du Parlement anglais. — Impôt sur le revenu. — Contributions volontaires. — Opposition à l'union en Irlande. — Réunion du Parlement irlandais. — Vote nul. — Débats dans le Parlement anglais. — Beau discours de Pitt sur la question irlandaise. — Grand effet. — Résolutions votées par les deux chambres. — Changement d'opinion en Irlande. — Compensations. — La guerre recommence sur le continent. — Le congrès de Rastadt est dissous. — Armée russe envoyée en Italie sous les ordres de Souwarow. — Bill pour l'abolition partielle de la traite des nègres, rejeté par les lords. — Lettre de lady Chatham. 156

CHAPITRE XXVIII. — Invasion du Mysore. — Seringapatam pris d'assaut. — Bonaparte avance dans la Syrie. — Siège de Saint-Jean-d'Acre. — Sir Sidney Smith. — Retraite des Français. — Les Turcs battus à Aboukir. — Victoires de Souwarow en Italie; sa retraite en Suisse. — Débarquement du duc d'York en Hollande. — Reddition de la flotte hollandaise. — L'armée anglaise se rembarque. — Retour en France de Bonaparte. — Révolution du dix-huit brumaire. — Bonaparte premier consul; sa lettre à George III. — Expédition secrète projetée. — Réunion du Parlement. — Discussion sur l'expédition de Hollande. — Traité avec l'empereur et les princes allemands. — Pétition de la cité de Londres. — Mesures financières de Pitt. — Récolte insuffisante. — Union avec l'Irlande. 185

CHAPITRE XXIX. — Mécontentement de lord Wellesley. — Convention d'El-Arish. — Bataille d'Héliopolis. — Mort de Kléber. — Justification de la loyauté anglaise. — Bonaparte entre à Milan. — Bataille de Marengo. — Succès de Moreau en Allemagne. — Ouvertures de lord Minto; négociations qui en résultent; elles échouent. — Malte se rend aux Anglais. — Dissentiments dans le cabinet. — Disette de vivres. — Mauvaise santé de Pitt. — Sa manière de voir et celle de lord Grenville sur le libre échange. — Réunion du Parlement. — Mesures prises pour combattre la disette. — *Le Vrai Breton*. — Bataille de Hohenlinden. — Traité de Lunéville. — Alliance des puissances du Nord. — Première réunion du Parlement de l'Empire. — Question catholique. — Intrigues politiques. — Projet de Pitt présenté au cabinet. — Lettre au roi. — Réponse du roi. — Pitt donne sa démission. — Addington lui succède. 227

CHAPITRE XXX. — Lord Grenville annonce la retraite des ministres. — Sir John Mitford est nommé orateur. — Discours de Sheridan et réponse de Pitt. — Budget de Pitt. — Pitt cherche à calmer le désappointement des catholiques. — Le nouveau cabinet. — Maladie de Sa Majesté. — On consulte les docteurs Willis. — Mouvement parmi les politiques. — Discussion à la chambre des communes. — Crise dans la maladie de Sa Majesté. — Concert de mesures entre Fox et ses amis. — Convalescence du roi. — Parti pris de M. Pitt de ne jamais remettre en question l'affaire des catholiques pendant la vie du roi. — Pitt a une entrevue avec le roi et lui remet le sceau de l'Échiquier. — Il quitte Downing-Street. — Ses amis dans la retraite. — M. Rose. — M. Canning. — Lord Eldon — Lord Mulgrave. Lord Wellesley. 275

CHAPITRE XXXI. — Caractère d'Addington. — Composition du nouveau cabinet. — Débats du Parlement. — Discours de lord Auckland. — Éloge des nouveaux ministres par Pitt. — Réponse de Fox. — Horne Tooke est exclu de la chambre des communes. — Bataille de Copenhague. — Assassinat de l'empereur Paul. — Dissolution de la neutralité armée. — Bataille d'Alexandrie. — Mort de sir Ralph Abercromby. — Négociations pour la paix. — Embarras pécuniaires de Pitt. — Contributions de ses amis. — Vente de Holwood. — Préliminaires de paix. — Conduite de Pitt dans les négociations. — Ratification des articles préliminaires. — Discours de Fox à la taverne de Shakespeare. 312

CHAPITRE XXXII. — Ouverture du Parlement. — Débats au sujet de la paix. — Abbot nommé orateur. — Grey refuse une place dans le cabinet. — Ouvertures d'Erskine. — Froideur momentanée entre Addington et Pitt. — Négociations d'Amiens. — Conclusion du traité. — Budget. — Vote de remerciements en l'honneur de Pitt. — Dîner pour célébrer son anniversaire. — « Le Pilote qui a dominé la tempête. » — Dissolution du Parlement. — Élections générales. — Popularité de la paix. — Lord Castlereagh président du bureau du contrôle. — Mort de Barré. — Fox et Erskine à Paris. — Pitt à Walmer. — Sa maladie. — Visite de Canning et de Grenville. 351

CHAPITRE XXXIII. — Annexions françaises. — Manque de confiance envers le ministère d'Addington. — Conspiration du colonel Despard. — Résidence de Pitt à Bath. — Ses visiteurs politiques. — Projet de le rétablir au pouvoir. — Il s'y oppose. — Il refuse de donner plus longtemps des conseils aux ministres. — Ouverture du nouveau Parlement. — Grands discours de Sheridan et de Canning. — Discours de Pitt sur l'état du pays. — Pitt est attaqué dans le *Times*. — Budget. — Élévation de Dundas à la pairie. — Lord Castlereagh à Bath. — Pitt revient à Londres. — Son entrevue avec Addington. 388

APPENDICE. 425

FIN DE LA TABLE





